

H

50574  
1996  
235

UNIVERSITE DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES DE LILLE  
FACULTE DE SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES

L'ELASTICITE-PRIX DE LA BALANCE COURANTE DES  
ECONOMIES "SOUS DEVELOPPEES",  
Application à l'économie Marocaine

ABDERAHMANE EL ARABI



THESE DE DOCTORAT DE SCIENCES ECONOMIQUES

Directeur de Recherche:

Monsieur François-Régis MAHIEU,  
Professeur à l'Université de Versailles  
St Quentin en Yvelines

Jury:

Madame Elsa ASSIDON,  
Maître de Conférence HDR  
à l'Université de Paris IX

Madame Sylvie DIATKINE,  
Professeur à l'Université de Lille I

Monsieur Abdelkader DJEFLAT,  
Professeur à l'Université d'Oran-Algérie-  
Université de Lille I

Monsieur Pierre GROU,  
Professeur à l'Université de Versailles,  
St Quentin en Yvelines

## Remerciements.

Si cette thèse est un travail solitaire, la réflexion et la maturation du raisonnement qui l'ont précédé ont bénéficié de nombreux conseils prodigués par mon entourage à chaque étape du cheminement de cette thèse.

Je voudrais d'abord remercier, à ce titre, Monsieur le professeur François-Régis MAHIEU, mon Directeur de Recherche, dont les orientations et les conseils m'ont toujours été d'un grand secours.

Pou cela, mais également pour l'encadrement très critique qu'il m'a assuré tout au long de ce travail, je tiens à lui exprimer toute ma reconnaissance.

Je remercie également Madame Elsa ASSIDON, Maître de Conférences à l'Université de Paris IX et Monsieur Abdelkader DJEFLAT, Professeur (l'Université de Lille I- Université d'Oran Algérie). Sans leurs remarques et critiques enrichissantes, cette recherche n'aurait pu être correctement menée à son terme.

Je tiens également à exprimer ma profonde gratitude à Monsieur Mamadou KOULIBALY, Maître de Conférence à l'Université de Lille I et Monsieur Hassan ZEOUAL, Maître de Conférence, qui m'ont fort amicalement consacré de leur temps.

Je demeure, bien évidemment seul responsable des erreurs qui subsistent.

Je voudrais encore remercier ma femme pour sa patience et qui a eu à me supporter tout au long de ces années.

Je tiens enfin à rendre un hommage tout particulier à ma famille

Je voudrais qu'ils sachent toute mon affection profonde

## Introduction générale:

Selon le F.M.I<sup>1</sup>, la relance dans les économies sous développées (PSD) peut se faire par l'encouragement aux activités exportatrices<sup>2</sup>. Il les encourage, entre autres, à agir, par leur propre politique de change, sur les prix à l'exportation et/ou à l'importation.

Une politique de taux de change présenterait un intérêt qui dépasserait les considérations théoriques<sup>3</sup>. Le taux de change influencerait sur le coût des biens importés, sur la rentabilité des industries d'exportations, et par voie de conséquence, sur

---

<sup>1</sup> Il faut signaler que la ligne de démarcation entre la littérature produite par le F.M.I (stricto-sensu: document officiel contenant décision et reflétant la conception de l'institution) et la littérature produite pour le F.M.I lato-sensu (étude faite par un membre du Staff pour le compte de publication de l'institution; mais qui n'engage que son auteur) tend plutôt à être floue. Ceci ne manque pas d'affecter la rigueur avec laquelle devront être menées la reconnaissance des conceptions et l'évaluation des politiques de stabilisation que prône le F.M.I.

<sup>2</sup> A.O.Krueger (1983) « Trade and employment in developing countries ». « On s'est aperçu qu'une hausse de un point en pourcentage par an du taux de croissance des recettes des exportations correspondait à une hausse de 0,1 point en pourcentage du taux de croissance du PIB. Même s'il ne s'agit pas d'un rapport direct de cause à effet, les résultats révèlent une forte relation entre croissance des exportations et taux de croissance globale »

<sup>3</sup> -R.N.COPPER (1971) "currency dévaluation in developing countries", international finance, n° 86,  
-O.E.G Johnson (Juillet 1976) "the exchange rate as an instrument of policy in developing countries"; I.M.F, Staffs Papers  
-P Krugman et Taylor (1978) "contractionary effects of devaluation", Journal of international economics; 8 Août.  
-S.N Sinkam (1979) "les PCPD dans la jungle du nouveau système international du taux de change", *Economica*.  
-A.D Crockett (1981) "stabilisation policies in developing countries", I.M.F, Staffs Papers; Mars  
-M Khan et M.D Knight (1982) "some theoretical and empirical issues relating to economic stabilisation in developing countries", World development; Sept.  
-J.A Hanson (1983) " contractionary devaluation substitution in production and the role of the labor market", Journal of international economics; Fev.  
C.G. Johnson (1985) "et al..."formulation of exchange rate policies in adjustment programs" I.M.F, Occasional Papers, n°36; Août.  
A.O.Krueger (1985) « la détermination des taux de change » *Economica*  
-G. Grellet (1987) "les politiques d'ajustement orthodoxe, un point de vue critiques" tiers monde, n° 109; Janv-Mars.  
P.Jacquemot, E.Assidon (1988) « politique de change et ajustement en Afrique: l'expérience de 16 pays d'Afrique Subsaharienne et de l'océan indien »  
P.Jacquemot (1989) « Rôle du taux de change dans l'ajustement d'une économie à faible revenu » Revue tiers Monde, Avr-Juin...

le taux d'inflation, la production et l'emploi. Des politiques de taux de change appropriées favoriseraient la "viabilité" de la BP<sup>4</sup> et contribueraient à promouvoir une stabilisation économique.

Le taux de change aurait une incidence sur les prix des biens échangeables (exportables et importables) et intéresserait immédiatement les "producteurs" qui en subiront l'influence. Les décisions de produire (quoi? combien? Pour quel marché?), de consommer (produits nationaux? importations?), de même que les décisions d'épargner et d'investir sont influencées par le taux de change.

Dévaluer n'est pas seulement une opération technique. C'est un acte qui engage la responsabilité d'un gouvernement tout entier. Loin d'être un simple ajustement marginal, la dévaluation représente un changement radical du contexte économique. Ainsi, le taux moyen de la dévaluation du Dinar Algérien en 1994 était de 50% (100% pour le Franc CFA). Lorsque les taux atteignent cet ordre de grandeur, il est clair que les auteurs de la dévaluation ne cherchent pas à rétablir les conditions marginales qui devraient caractériser l'équilibre de la situation actuelle. Le but de l'opération est de créer de nouvelles conditions de fonctionnement de l'économie, et d'établir l'équilibre à un niveau différent.

Toutefois, *l'ajustement par le change est complexe*. Une politique de taux de change ne saurait être étudiée isolément des autres orientations macro-économiques...La dévaluation est difficile à analyser parce que ses effets dépendent de

---

<sup>4</sup>La définition de l'équilibre de la BP est très confuse. Celle donnée par T Killick (1981) « Extent, causes and consequences of disequilibria in developing countries" ODI Working paper; montre toutes les ambiguïtés du concept. "l'équilibre de la BP existe quand, dans une année normale, la balance de base... est proche de zéro, sous les conditions suivantes:

- il n'y a aucune restriction importante ou non désirée aux échanges extérieurs;
- la dette extérieure et le service de la dette ne sont pas considérés comme excessifs;
- les réserves en devises sont estimées adéquates et l'équilibre ne dépend pas de la poursuite de politiques économiques qui sont plus déflationnistes que ce que l'on pourrait désirer pour d'autres raisons"

Nous remarquons qu'il serait difficile de trouver un PSD qui ait atteint un équilibre au sens où l'entend Killick.

Nous considérons que l'équilibre extérieur est atteint quand est atteint l'équilibre de la balance des opérations courantes.

Le concept de <<position viable de la BP>> signifie un déficit des paiements courants compatible avec le service de la dette que peut assurer le pays intéressé et qui peut être couvert sans recourir à des formes spéciales de financement (rééchelonnement, prêt gouvernementaux bilatéraux, arriérés...) et sans interférence administrative dans le commerce et les paiements extérieurs. Ce concept se fonde sur une hypothèse optimiste qui soutient qu'après une phase transitoire de quelques années, les pays ont la possibilité de revenir à un schéma de croissance s'accompagnant de déficits des paiements courants financés par des moyens <<normaux>>.

facteurs très nombreux et que les effets présumés des dévaluations des PSD diffèrent considérablement de ceux des dévaluations des pays développés. Les modèles donnent des prévisions assez différentes sur les effets de la dévaluation. Quant aux enseignements de l'histoire économique, ils sont peu concluants. Ils montrent seulement que certaines dévaluations ont réussi et d'autres échoué.

Les dirigeants politiques doivent avoir une capacité d'identifier le taux de change "d'équilibre" et de maintenir une telle parité. Ils doivent pouvoir diagnostiquer les taux de changes "d'équilibre". Toute stratégie visant à limiter les mauvais ajustements exige que les responsables se fassent une idée du niveau où devrait se situer le taux de change pour réaliser un niveau de compétitivité qui serait soutenable et adéquat à long terme. Contrairement à la volatilité des taux de changes, les mauvais ajustements "sapent" la performance économique.

Or, selon l'optique de l'équilibre qui est privilégié par le pays, différentes conceptions du taux de change "approprié" sont habituellement avancées. Les différents facteurs qui influent, de façon immédiate ou plus fondamentale, sur les fluctuations des taux de change sont, en fait les différents aspects d'un processus interactif qu'il faut considérer comme un tout. Différents facteurs expliquent différents aspects des mouvements de prix. Chacun des instruments ou indices de politique économique que nous pouvons associer aux mouvements des taux de change a également des liens avec d'autres objectifs de la politique économique intérieure ou extérieure.

Les méthodes peuvent être différentes selon la nature des données disponibles suite aux enquêtes, leur qualité, les types de pays impliqués, les problèmes d'agrégation qui se présentent et les objectifs recherchés. "Le même schéma théorique ne peut fonctionner pour tous les pays et pour toutes les monnaies, étant donné les différences importantes existant quant à leur rôle sur les marchés internationaux de capitaux. On ne peut expliquer le taux de change du dollar de la même façon que celui d'une monnaie de second rang"<sup>5</sup>. Chaque pays a des modes de régulation qui lui sont propre et réagit différemment aux chocs extérieurs.

Il n'est, donc, pas surprenant que les politiques de taux de change soient un sujet de controverses, dont la discussion est toujours aussi vive ces dernières

---

<sup>5</sup> D. Plihon (1991) "les taux de change", Ed la découverte.

années<sup>6</sup>. Les négociations successives -pour ne pas dire le marchandage- entre les gouvernements et le F.M.I autour de la question du taux de la dévaluation ont été depuis 1980 à l'origine d'un "psychodrame permanent"<sup>7</sup>.

Plusieurs questions se posent concernant, notamment, l'équilibre extérieur:

-A quelle situation de la balance, devons nous associer l'équilibre?

-A quel niveau de la balance extérieure doit se situer l'analyse?

Selon l'échéance, nous pouvons distinguer des modèles de court terme et ceux de long terme. Les premiers privilégient les facteurs monétaires. Dans les seconds, ce sont les facteurs structurels qui sont dominants. Ainsi, certains modèles contribuent à éclairer les relations entre le cours du change et les opérations en capital. D'autres nous aident à comprendre les relations existantes entre le taux de change et les opérations courantes de la balance des paiements.

Certes, ces deux types de facteurs agissent en même temps et on ne les différencie que pour des raisons analytiques. Par ailleurs, depuis le début des changes flottants, la tendance dominante est plus sensible aux rumeurs et conjonctures relatives aux taux d'intérêts, ou aux politiques monétaires (financières) des pays qui reçoivent les capitaux flottants. Les anticipations de déficits ou d'excédents de balance des paiements courants, ont eu, au contraire, un rôle très diminué. Aussi, un schéma prenant en considération les éléments monétaires de la balance des paiements (BP) n'est pas sans intérêt. D'une part, il s'applique aux pays dont la monnaie sert de base au système monétaire internationale. D'autre part, nous pouvons espérer que le régime de convertibilité actuelle s'étendra à un nombre croissant de monnaies.

---

<sup>6</sup> P Jacquemot et M Raffinot ( 1985). "L'accumulation et développement, dix études sur les économies du tiers monde", Paris, l'Harmattan

Voir également Srikah A (1981) " La portée de la dévaluation dans les économies faibles" Lamalif, n° 123; Fev/ Mars.

Katseli L.T ( 1983) "Devaluation: a critical appraisal of I.M.F's policy prescription" American Economic Review; n° 2. Mai.

Lefournier P ( 1986 ) "Faut-il dévaluer?" L'Expansion; Mars.

"Unitile dévaluation" Expansion, n° 204.

"Dévaluation manquées, pourquoi?" Expansion, n° 214.

Matouk J ( 1986) "Contre la dévaluation" La tribune de l'entreprise; Mars.

S.Guillaumond.J (1988) " Dévaluer en Afrique" Observation et Diagnostics Economiques, Revue de l'O.F.C.E, n°25; Oct.

<sup>7</sup> E.Assidon et P.Jacquemot « politique de change et ajustement en Afrique »; 1988.

On peut regretter que le rôle des facteurs monétaires ne soit pas pris en compte, car il s'agit de prix monétaires et, de ce fait, les flux monétaires et la politique monétaire ne peuvent être négligés.

Cependant, ce schéma ne concerne « utilement » qu'un nombre limité de pays, ceux dont la monnaie est effectivement détenue à l'étranger.

Nous nous intéressons particulièrement aux économies qui produisent des matières premières et/ou des produits alimentaires et se situant au stade primaire, ou tout au plus, secondaire très élémentaire<sup>8</sup>. Les opérations sur biens et services sont plus importantes que les opérations financières. La dynamique du déséquilibre est alors alimentée par des tensions se manifestant plus dans le fonctionnement des secteurs d'activités orientées vers l'extérieur<sup>9</sup>. Dans ces pays, les sorties de capitaux sur l'initiative des résidents, sont réglementées et le volume des monnaies nationales, dont disposent les non-résidents à des fins spéculatives, est relativement limité. Par ailleurs, les mouvements de capitaux y sont moins sensibles aux considérations traditionnelles de rendement:

-les mouvements de capitaux privés à long terme sont davantage influencés par des considérations politiques et l'anticipation d'une stabilité politique que par des facteurs de rendements.

-les mouvements des capitaux à court terme (qui, dans les pays industriels, réagissent rapidement aux variations des écarts entre les taux d'intérêts et aux modifications anticipées des taux de change) sont également moins sensibles à ces facteurs dans les PSD. Ceci s'explique notamment par l'incertitude due à l'insuffisance de

---

<sup>8</sup> J.M.Fontaine ( 1994 ) « Mécanismes et politiques de développement économique: du big push à l'ajustement structurel » Ed Cujas.

L'agriculture est l'activité de base dans les PSD. Elle emploie 70 à 80% de la population active des pays à faible revenu et environ 35 à 55% de celle-ci dans les pays à revenu intermédiaire. Elle représente également une part importante du PIB, qui va de 35 à 45% dans les pays à faible revenu.

En moyenne, sur l'ensemble des pays « à revenu faible ou intermédiaire », les produits primaires (minéraux ou agricoles) constituent 47% des exportations. Cette proportion atteint 66% pour l'Amérique latine et 89% pour l'Afrique Sub-Saharienne.

La part des produits manufacturés dans les exportations est très faible. Cette faiblesse s'accroît si l'on prend en compte la nature des produits manufacturés exportés. Ce sont les industries légères, à technologie simple et produisant des biens de consommation qui réalisent la plus forte proportion de la production manufacturière.

<sup>9</sup> La dépendance, dans laquelle ces pays se trouvent à l'égard de l'étranger pour tout ce qui concerne le financement ou la réalisation des investissements, est cependant de nature à nourrir les pressions.

renseignements et aux risques d'instabilité politique.

Dans ces pays, les transactions portent sur un nombre réduit d'actifs financiers. L'intermédiation est assurée par un système bancaire qui offre une gamme limitée d'instruments financiers. Les échanges sont effectués par un nombre restreint d'opérateurs disposant de licences et jouissant de positions de rente. Les ressources en devises sur emprunts sont le plus souvent d'origine publique et l'affectation des recettes d'exportation sont contrôlées par la banque centrale.

Pour un grand nombre de PSD, le problème essentiel, en matière de paiements internationaux, est de maintenir l'équilibre des échanges commerciaux avec le reste du monde. La balance commerciale constitue une contrainte à laquelle doivent s'ajuster les autres postes de la balance des paiements. Les perturbations financières sont le plus souvent d'épiphénomènes qui viennent se greffer sur des mouvements tendanciels de nature réelle. C'est au niveau de la balance commerciale que semblent jouer un certain nombre de facteurs structurels qui font que ces pays manifestent des tendances au déficit.

Notre champ de préoccupation sera, alors, axé sur l'incidence de la dévaluation sur la balance commerciale<sup>10</sup>. Il est centré principalement sur cette liaison dans le sens:

Taux de change-----> Balance commerciale.

Nous nous sommes centré sur le côté "amont" de la balance extérieure.

L'analyse des élasticités et de l'absorption peut être alors satisfaisante.

L'approche de l'absorption (voir Annexe I) pose directement le problème de la dévaluation en termes de déséquilibre de la balance commerciale. Elle se fonde entièrement sur la signification réelle de ce déséquilibre: un déficit de la balance commerciale n'est pas le résultat d'un déséquilibre des échanges extérieurs, mais bien d'une inégalité entre le revenu et les dépenses de la nation. L'approche identifie d'autres

---

Toutefois, si le comportement des agents, opérant à l'échelle internationale, s'inspire de préoccupations purement "spéculatives", il nous paraît excessif d'en faire l'explication majeure de l'instabilité dans les PSD.

<sup>10</sup> Les travaux du F.M.I utilisent, d'ailleurs, souvent comme base de pondération le compte courant.

(1984) "F.M.I, issues in the assesement of the exchange rate of industrial countries", Occasional papers, Juill; n°29.



effets de la dévaluation sur la balance commerciale. Ils sont la conséquence des variations du revenu engendrées par l'augmentation de la production.

"Ces effets influencent, toutefois, la grandeur, non la direction, du changement dans la balance commerciale consécutif à une dévaluation du taux de change, car les effets secondaires proviennent d'un changement dans les revenus du pays, dû au changement dans la balance commerciale, et si la balance commerciale ne varie pas, les effets secondaires ne peuvent se produire"<sup>11</sup>.

C'est sur ces arguments que nous fondons le rôle prépondérant des élasticités. Cette justification contient deux idées:

a) première idée:

Si la balance commerciale ne change pas, les effets secondaires ne peuvent se produire: c'est cette idée qui justifie l'étude des élasticités<sup>12</sup>.

b) Deuxième idée:

Les effets revenus peuvent changer la grandeur, pas la direction du changement de la balance commerciale. Cet argument permettrait de n'attribuer aux éléments autres que les élasticités qu'une importance secondaire pour juger de l'opportunité d'une dévaluation<sup>13</sup>.

Par ailleurs, L'approche de l'absorption contient implicitement l'approche des élasticités (voir annexe).

---

<sup>11</sup> Joan.Robinson "Essays in theory of economic growth Mac Millan ; 1937

<sup>12</sup> Cette idée doit être précisée:

i) le changement de la balance commerciale qui provoque des effets ultérieurs sur la demande d'importation est celui de la balance commerciale exprimée en unité monétaire nationale, et représente donc une augmentation ou une diminution du revenu monétaire total des habitants.

ii) même si la balance commerciale présente un solde constant, il peut y avoir une redistribution de revenu entre des catégories d'agents ayant des comportements différents.

<sup>13</sup> D'autres éléments que les élasticités jouent un rôle pour déterminer le sens de l'évolution de la balance commerciale consécutive à une dévaluation. Les autres approches des conséquences d'une dévaluation sont en quelque sorte un développement de cette remarque.

La présence implicite des élasticités dans l'approche de l'absorption se rencontre tant dans l'effet sur les ressources inemployées que dans l'effet des termes d'échange<sup>14</sup>.

La dévaluation agit sur le revenu par le biais des ressources inemployées, c'est à dire à cause de l'élasticité de la courbe d'offre qui permet au revenu réel de croître<sup>15</sup>. « l'Effet sur le revenu des ressources inemployées », auquel il faut ajouter celui de la réallocation des ressources et de substitution est la conséquence du taux de dévaluation et des élasticités-prix sur les quantités produites dans le pays: cette augmentation de la production est composée d'une augmentation des exportations en volume et d'une augmentation de la production de substituts aux importations. L'augmentation en volume des exportations peut se calculer en fonction des élasticités-prix de la demande étrangère et de l'offre nationale d'exportation. L'augmentation de la production de substituts aux importations est déterminée par les élasticités-prix de la demande nationale et de l'offre étrangère d'importation<sup>16</sup>.

L'effet des termes d'échange trouve sa source dans les variations de prix des importations et exportations, que les élasticités-prix déterminent. L'impact réel de cette variation des termes d'échange sur le revenu dépend du volume antérieurement exporté et importé.

---

<sup>14</sup> "L'effet principal d'une dévaluation sur le revenu est associé aux exportations croissantes du pays dévalué et la stimulation induite de la demande domestique..., pourvu qu'il y ait des ressources inemployées" (Alexander, 1952). Les effets de la dévaluation sur la balance commerciale qui sont associés avec une variation du revenu, ne sont pas les seuls. La dévaluation, en changeant les conditions de l'activité économique, peut avoir aussi un effet direct sur l'absorption, c'est à dire sur la consommation, l'investissement et les dépenses publiques, qui ne sont pas le résultat d'une modification du revenu: c'est l'Effet Cash Balance.

<sup>15</sup> Si la propension à absorber ( $a$ ) est inférieure à "1", les dépenses augmenteront moins que le revenu, de sorte que cet effet se traduira par une amélioration de la balance commerciale.

Si la propension à absorber est supérieure à "1", les dépenses augmentent plus que le revenu ( $a > 1$ ). Il est possible que l'amélioration de la balance commerciale, prévue dans certaines conditions déjà énoncées, soit quelque peu amputée ou inversée par cet "Idle-Resources Effect".

Mais, il y a une relative incertitude quant à savoir si " $a$ " est supérieur ou inférieur à l'unité. La propension à absorber est en fait la somme de la propension à consommer, généralement inférieure à l'unité, de la propension à investir et de celle à "dépenser publiquement". Ces deux dernières sont-elles suffisamment importantes pour que " $a$ " dépasse l'unité?

\*la propension à investir peut être peu (ou très) importante: l'investissement dépend probablement en partie du revenu, mais aussi des perspectives de profit, du taux d'intérêt...

\*pour ce qui est de la propension à "dépenser publiquement", le problème est identique. Les dépenses publiques répondent à des objectifs de politique interne.

<sup>16</sup> A cet effet des élasticités, Alexander ajoute le jeu du multiplicateur.

La variation des termes d'échange est initialement le résultat du jeu des élasticités-prix, et peut s'exprimer en fonction de ces dernières.

Cette expression fait apparaître la vraie nature de l'hypothèse concernant la spécialisation des exportations d'un pays relativement à ses importations: il s'agit d'hypothèse sur l'élasticité de la demande étrangère pour les exportations du pays qui dévalue et de l'offre étrangère des produits que ce pays importe<sup>17</sup>.

*Pour ces raisons, notre objectif principal sera "limité" à une réflexion sur les effets directs de la dévaluation sur la balance commerciale par le biais de modification de prix.*

C'est une démarche d'équilibre partiel négligent les effets de retour de la balance sur le taux de change. Notre travail présente, donc, cette première explication théorique des effets d'une dévaluation: L'approche des élasticités. Nous nous demandons ce qu'il adviendrait des résultats théoriques qui sont développés si certaines hypothèses sont modifiées.

Dans une première partie, nous présenterons le cadre théorique de notre analyse.

Dans un premier chapitre, nous essayerons de dégager les conditions de réussite de la dévaluation d'où émane l'importance des élasticités dans le processus d'ajustement.

L'élasticité par rapport au taux de change de la balance commerciale en monnaie nationale n'est pas égale à l'élasticité de la balance commerciale en monnaie étrangère, de sorte que la balance commerciale en monnaie nationale peut évoluer en sens contraire de la balance commerciale exprimée en monnaie étrangère.

---

<sup>17</sup> Les termes d'échange se détériorent, et provoquent une diminution du revenu réel, si l'on admet l'hypothèse traditionnelle que "les exportations d'un pays sont en général plus spécialisées que ses importations" de telle sorte que le prix en devises des exportations sera beaucoup plus sujet à l'influence de la dévaluation que ne le sera le prix en devises des importations" Alexander (1952.) Dans cette hypothèse, le pays qui dévalue n'a qu'une influence limitée sur le prix de ses importations, tandis que la dévaluation se répercutera sur les prix du marché que ce pays approvisionne par des exportations importantes.

Les prix en devises des exportations subissent une baisse plus importante que les prix en devises des importations

L'analyse menée dans le deuxième chapitre concerne:

\* Les conséquences d'une dévaluation sur les recettes et dépenses en monnaie nationale des exportateurs et importateurs nationaux. Elle tente de mettre en lumière l'intérêt et la complexité que peut présenter la dévaluation pour la réalisation de divers objectifs de politique interne<sup>18</sup>.

\*En plus des objectifs concernant la politique économique intérieure, la dévaluation poursuit un objectif de balance des paiements: celui d'améliorer l'évolution des recettes en devises par rapport aux dépenses en devises grâce à un redressement de la balance commerciale. Les accords internationaux la réserve d'ailleurs à cette fin.<sup>19</sup>

La deuxième partie sera une critique théorique.

Ainsi, un troisième chapitre rassemblera "quelques" commentaires qui complètent et précisent l'exposé.

le quatrième chapitre traitera du cas général des PSD. L'approche des élasticités<sup>20</sup>, nous enseigne que la dévaluation n'est efficace que dans des économies :

- qui ne connaissent pas une forte dégradation de leurs termes de l'échange<sup>21</sup> (effet prix = effet pervers)<sup>22</sup> ;
- dont les exportations jouissent d'une élasticité de la demande élevée<sup>23</sup> ;
- dont l'appareil de production est diversifié et peut en conséquence répondre aux diverses incitations du système de prix<sup>24</sup> ;
- où les transferts intersectoriels des facteurs de production ne se heurtent à aucune rigidité de nature structurelle...

---

<sup>18</sup> tels seraient par exemple l'augmentation du niveau de l'emploi, l'augmentation des recettes publiques ou l'augmentation des recettes unitaires perçues par les exportateurs. Dans ce dernier cas, l'objectif est de réaliser une augmentation des marges bénéficiaires des entreprises d'exportations, et éventuellement, à même de rendre à certaines activités une rentabilité compromise par une hausse des coûts de production venant parfois à dépasser les recettes d'exportation en monnaie nationale.

<sup>19</sup> Soulignons qu'indépendamment de ces objectifs, la dévaluation peut être imposée par des difficultés de financer un déséquilibre sur le marché des changes qui trouve son origine ailleurs que dans un déficit commercial, et qui échappe dans une grande mesure aux méthodes traditionnelles d'analyse par les élasticités.

<sup>20</sup> Nous entendons par là celle des grands précurseurs:

O. Hirschman, A.P. lerner, Marshall, J.E Meade, Mundell, Robinson, J. Viner....

<sup>21</sup> D'après la formule dite de Bickerdike-Robinson-Metzler, une condition suffisante pour qu'une dévaluation améliore la balance commerciale est qu'elle contribue également à améliorer les termes de l'échanges, c'est à dire réduire le prix relatif.

L'identification des diverses conditions de réussite d'une politique de change nous permet de mettre en lumière l'existence de structures parfaitement spécifiques aux économies sous développées; « de signaler la permanence des particularités de leur contexture et de leur organisation. Des spécificités qui les éloignent des hypothèses qui servent encore de fondement aux modèles utilisés pour prescrire telle ou telle autre mesure »<sup>25</sup>. Or, la prise en compte des caractères spécifiques est importante: se trouve-t-on en présence d'une économie dominante ou dominée, de manière absolue ou relative, développée ou sous développée, offrant une diversification plus ou moins prononcée d'activités économiques.

Nous ne saurions rendre compte par quelques critères simples, de ce que nous entendons par économie sous développée, sans masquer à la fois leur extraordinaire hétérogénéité et les causes de cette situation. Cependant, quelques caractéristiques globales permettent une première approche du sous développement<sup>26</sup>: Parmi les principaux traits distinctifs des PSD et ayant une incidence importante sur les coûts

---

Florin Aftalion et Etienne Losq (1985) "taux de change" Que sais-je? PUF..

P. H Lerner estime que l'effet de la dévaluation sur le revenu national "n'est pas clair" ("Economie internationale", (1986) *Economica*. "une dévaluation améliore (le revenu national) si:  
-elle ne dégrade pas la balance commerciale,  
-ne dégrade pas les termes de l'échange,  
-réduit les gains ou les pertes nets des réserves officielles.

<sup>22</sup> Une dévaluation rétablit l'équilibre extérieur si l'effet des variations du change sur les volumes l'emporte sur son influence sur les termes de l'échange.

<sup>23</sup> Marshall, Kaldor...

<sup>24</sup> Voir notamment G.Lafay (1976) "Compétitivité, spécialisation et demande mondiale" *Economie et statistique*, n°80.

(1980.) "La nouvelle spécialisation des grands pays industrialisés", *Economie prospective internationale*, n°1; Janv.

(1984) "pour des taux de change de référence" *Economie prospective internationale*, n°17.

(1985.) "Une référence pour les taux de change à moyen terme", *Economie prospective internationale*, n°24; 4<sup>e</sup> trimestre.

(1987.) "Avantage comparatif et compétitivité", *Economie prospective internationale*, n°29; 1<sup>e</sup> trimestre.

<sup>25</sup> E.Assidon et P.Jacquemot; op cit

<sup>26</sup> La C.N.U.C.E.D en a retenu trois principales caractéristiques:

\*la faiblesse du P.N.B/hab.

\*la faiblesse du taux d'analphabétisation.

\*la faible part de la production manufacturière

qu'entraîne la gestion des changes:

- la prédominance de l'agriculture ou des produits miniers comme source de revenu.
- la faiblesse relative du taux de croissance.
- la spécialisation presque exclusivement agricole ou minière des exportations. Ces exportations ne permettent pas de faire face aux besoins d'importation.
- un endettement important.
- Le produit national par habitant est faible.
- Il est assez coûteux de transférer des facteurs autres que la main-d'oeuvre d'un secteur à un autre. Il est onéreux de transférer des ressources productives ou de modifier les techniques de production.
- Les producteurs locaux utilisent, pour l'essentiel, des facteurs de production importés.
- Ils sont dans l'impossibilité d'agir par leur propre politique de change sur les prix en devises à l'exportation ou à l'importation. Ceux-ci sont pour tous les PSD une donnée exogène (ces pays ne disposent pas d'un pouvoir de monopole ou de monopsonne sur les marchés internationaux). Ils sont obligés d'accepter les prix fixés sur les marchés mondiaux.
- Dans les PSD, l'inconvertibilité des monnaies les oblige à utiliser d'autres monnaies, que les leurs, pour effectuer leurs paiements internationaux. Le change des PSD est initialement lié à celui des pays dont les monnaies sont utilisées comme monnaies d'intervention. C'est ce qui fait la nature particulière du change des PSD.

Aussi, nous nous sommes intéressés à quelques pays à faible revenu et de la tranche inférieure du revenu intermédiaire<sup>27</sup>. Dans la plupart de ces pays, la part des trois produits primaires les plus importants pour leurs recettes d'exportations représente plus de la moitié (environ 50% au Sénégal, 70% en Côte d'Ivoire, Ghana...). Les économies fondées sur l'exportation minière sont encore moins diversifiées (la part de minerais dans leurs exportations dépasse 80% en Mauritanie, Zambie, Zaïre...; elle atteint près de 70% en Bolivie et en Chili; 60% au Pérou). Cette spécialisation dans la production minière ou arbustive, compte tenu des infrastructures qu'elle suppose, rend la

---

<sup>27</sup> En 1978, dans les pays à faible revenu, le PNB/Habitant était inférieur à 360\$; en 1990, ce rapport est égal ou inférieur à 610 \$.

En 1978, dans les pays à revenu intermédiaire, le PNB/Habitant était supérieur à 360 \$ et en 1990, ce rapport était compris entre 610 et 7620 \$.

structure de production très rigide et extrêmement vulnérable aux fluctuations des cours mondiaux et aux variations en baisse des volumes d'exportation.

La troisième partie sera une critique pratique, c'est à dire une confrontation de la théorie à des données factuels.

Le dernier chapitre rendra donc compte du rapport entre le taux de change du dirham (DH), la <<compétitivité>> et la balance courante Marocaine. Nous procéderons à une étude statistique plus systématique de la structure des échanges afin de dégager certaines tendances de longue durée et/ou même des déséquilibres ou des crises de structures. L'étude de cas reste, toutefois, notre objectif secondaire. Nous n'avons aucunement l'idée d'opposer une réalité à une théorie<sup>28</sup>. Nous sommes conscients qu'il ne suffit pas de décrire le "monde réel". Par ailleurs, les principales conclusions que nous allons tirer des chiffres sont à nuancer et à prendre avec les précautions d'usage.

Certains raisonnements généraux sont, certes, nécessaires à titre de référence. Mais, c'est sur la prise en compte des caractères spécifiques de l'économie nationale que le raisonnement doit s'appuyer. Cette connaissance est malheureusement souvent très faible. Or, elle conditionne la capacité que les "experts" peuvent avoir à lier ajustement et développement.

Il convient pour juger une politique d'effectuer une analyse globale de la situation économique du pays. Cette analyse permettra de déterminer si la politique est compatible avec les objectifs extérieurs et intérieurs. C'est dans cet état d'esprit, que nous nous appliquerons à vérifier l'impact de cet instrument d'ajustement dans le cas du Maroc.

L'exemple du Maroc présente un intérêt particulier. Ce pays conjugue plusieurs caractéristiques qui en font un exemple digne d'intérêt.

C'est un pays à revenu moyen inférieur. Il n'est pas, toutefois, pauvre en ressources naturelles, puisqu'il dispose des premières réserves au monde de phosphate.

---

<sup>28</sup> De plus en plus d'auteurs estiment qu'il faut adopter une attitude "relativiste" qui opère une sélection dégageant les concepts qui ne sont pas irrecevables lorsqu'ils sont confrontés à l'expérience....On ne peut pas refuser de se soumettre au fait que les idées ou les théories avancées doivent être empiriquement confirmées....Il faut reconnaître et accepter les faits du "monde réel" (pour mieux les intégrer) quand ils semblent aller à l'encontre d'une théorie ou miner ses fondations....Il faut se garder d'une confiance aveugle dans les modèles (ceux-ci n'étant que le reflet plus ou moins fidèles des hypothèses de leurs auteurs). "L'économie du développement qui fait davantage appel à l'histoire, aux statistiques et à l'anthropologie est peut être plus réaliste que les autres branches de l'économie"(Lewis...).

Le Maroc a des potentialités agricoles importantes. Il est situé près du marché européen qui est très important. Il bénéficie d'un climat et de sites favorables au tourisme et possède une zone maritime considérable riche en poissons. Il a une importante main-d'oeuvre semi-rémunérée à des taux très faibles.

Après deux tentatives interrompues, un programme de stabilisation a été engagé en septembre 1983 en collaboration avec le F.M.I tandis que la Banque Mondiale accordait plusieurs prêts pour soutenir un programme d'ajustement structurel.

En terme de méthode, nous croyons que les résultats généraux dépendent d'une interaction étroite entre notions théoriques, hypothèses spécifiques et vérifications dans l'histoire longue. Le choix d'une approche repose, en partie, sur l'idée que science et réalité ne s'excluent pas et ne se séparent pas<sup>29</sup>.

Notre objectif n'est pas de remettre en cause la pertinence logique du modèle, à savoir si la théorie aboutit à des conclusions qui sont logiquement déduites des hypothèses qu'elle a adoptées (test de cohérence). Notre but est de vérifier si ces hypothèses, souvent limitatives, peuvent être adoptées dans le cas d'une "petite économie ouverte". C'est un test de portée qui a pour fonction de savoir si l'ajustement par les prix englobe tous les faits sur ce phénomène.

Notre approche reste, toutefois, partielle car nous négligeons les effets d'une modification du taux de change sur d'autres variables qui peuvent avoir, à leur tour, des effets sur la balance commerciale. L'approche est essentiellement commerciale<sup>30</sup>. La monnaie n'y joue qu'un rôle technique (elle n'intervient pratiquement que pour le

---

<sup>29</sup> Il est certain que plus les modèles se développent et s'appliquent en période de crise et d'incertitude, plus on observe des écarts entre les prévisions et les réalités.

<sup>30</sup> Une réflexion sur les apports de la théorie de détention des actifs financiers présenterait (comme nous l'avons déjà souligné) une triple justification. Tout d'abord, elle pose de façon plus concrète le problème dans le contexte actuel des paiements internationaux, caractérisé par le développement de la convertibilité des monnaies. Ce développement attribue un rôle de plus en plus important aux mouvements de capitaux. Le deuxième mérite de cette recherche du taux de change en fonction de la demande de monnaie en tant qu'actif est de souligner le lien qui existe entre le taux de change et la masse monétaire. Elle contribue à replacer l'examen dans le cadre de la théorie de l'équilibre général. Enfin, cette analyse rapproche la théorie de la dévaluation de la théorie monétaire contemporaine, selon laquelle la nature de la monnaie est celle d'un actif financier.



règlement des transactions commerciales)<sup>31</sup>. Elle ne tient pas compte des autres facteurs qui déterminent l'état des paiements extérieurs. Elle néglige les relations qui pourraient exister entre le taux de change et les transactions financières.

De plus nous n'envisageons pas l'effet de retour entre balance courante et le taux de change. Afin d'être complet, il aurait fallu mentionner les conséquences d'une modification du solde courant sur le taux de change (cette liaison pourrait faire l'objet de la même étude que nous avons faite pour la relation inverse). La perspective du raisonnement sera celle d'un équilibre général.

Par ailleurs, l'approche partielle ne permet pas de déterminer quel est le solde que devrait présenter la balance courante; ni, par conséquent, de juger de la valeur du taux de change<sup>32</sup>.

---

<sup>31</sup> C'est ainsi que, dans cette approche, la "demande de monnaie nationale" des étrangers n'est en réalité qu'une demande pour certains biens ou services exportés par le pays.

<sup>32</sup> La négligence des éléments financiers du problème constitue une importante limitation des approches traditionnelles: elles permettent de choisir éventuellement un taux de change en fonction d'un état désiré de la balance commerciale, mais aucune de ces deux approches ne permet de déterminer quel est le solde que devrait présenter la balance commerciale, ni, en conséquence, quel taux de change serait le meilleur. Or, dans les PSD qui connaissent une crise **durable des paiements** extérieurs, le problème a toujours été de déterminer l'amplitude exacte de la dévaluation du taux de change et donc de prévoir quel profil devrait avoir " le sentier optimal " du taux de change.

**Première Partie:**  
**Le cadre de l'analyse: une réflexion théorique.**

## Chapitre 1: Le rôle de la dévaluation dans l'ajustement: les conditions d'une réussite.

### Introduction:

Jusqu'au début des années 80, les programmes d'ajustement se fondaient sur le principe que les difficultés de balance des paiements sont de nature transitoire. Leurs conceptions faisaient une large place aux politiques de gestion de la demande. Pendant cette phase, il ne semblait pas *indispensable de procéder à des ajustements des taux de change du point de vue des coûts comparatifs. C'est ainsi que durant la période 1963-1972, seulement 26 programmes des 85 négociés avec cet organisme préconisaient une action sur le taux de change. Durant la période 1973-1980, cette action était contenue dans 50 des 94 programmes du F.M.I.*

Au cours des années 70-80, quand les politiques monétaires et fiscales entraînent une inflation nouvelle plus élevée qu'à l'étranger, les gouvernements ont souvent été incapables d'ajuster les taux de change, préférant s'en remettre au protectionnisme et à des systèmes de contrôle des changes et de licences à l'importation.

*Durant la période 1981-1983, 54 des 85 programmes de cette institution préconisaient la même action (ce qui représente 64% des programmes. Si l'on exclut le cas des pays appartenant à une zone monétaire, la proportion était de 82%). Pour la seule année 1983, on dénombrait 25 programmes, parmi les 35 négociés avec le F.M.I., qui préconisaient une action sur le taux de change<sup>1</sup>.*

---

<sup>1</sup> F.M.I ( 1985.) "formulation of exchange rate policies in adjustment programs"; Occasional Paper, n°36 by a staff team headed by G.G.Johnson.

Entre janvier et décembre 1986, sur les 106 programmes financés sur ressources du Fonds, 30 seulement ne comportaient pas d'ajustement du taux de change<sup>2</sup>

Avec l'extension rapide des programmes d'ajustement, il est apparu que le taux de change, plutôt que d'être la résultante de facteurs extérieurs non maîtrisés par les Etats, pourrait devenir un levier particulièrement approprié du rétablissement de leur Balance de Paiement et de leur situation financière. De cette façon, ils ont l'opportunité de réviser leur système de commerce et de paiement et également d'améliorer l'efficacité de l'allocation des ressources.

Pour la Banque Mondiale<sup>3</sup>, la surévaluation des monnaies Africaines aurait été en moyenne de 75% entre 1974 et 1984. Selon cette institution, la plupart des cas d'interventions mal orientées auraient pu être évitée si les autorités avaient porté l'attention nécessaire aux choix du taux de change réel adéquat. Elle considère qu'en moyenne une surévaluation de 10% de la monnaie d'un pays est responsable d'une perte de 0,8% de croissance du PIB et de 1,8% de croissance des exportations.<sup>4</sup>

La correction par le taux de change, pour le rétablissement de l'équilibre extérieur aurait l'avantage d'annuler immédiatement les distorsions de prix. *"lorsque les prix et les coûts intérieurs sont fortement déphasés par rapport à ceux des pays concurrents, note N SINKAM, le développement du secteur exportateur est entravé. Si l'on veut rendre vigueur à ce secteur, il ne fait aucun doute qu'une modification du taux de change est la plus simple et la moins pénible des politiques applicables"*<sup>5</sup>.

Nous tenterons, dans ce chapitre, de dégager les conditions de réussite d'un tel instrument d'ajustement. Nous garderons toutefois à l'esprit que les tentatives

---

<sup>2</sup> Occasional paper "Floating exchange rates in developing countries" F.M.I; 53.

<sup>3</sup> Banque Mondiale (1987), Rapport sur le développement dans le monde, P122.

<sup>4</sup> S. Edwards ( 1989.) "exchange rate misalignment in developing countries"; Occasional Paper, n°2.

<sup>5</sup> N.Sinkam ( 1991) "le système monétaire international; les pays candidats au processus de développement et le système international actuel des taux de change, une nouvelle dimension" P.U.F.

d'évaluation de l'impact d'une dévaluation ne permettent pas de déboucher sur des conclusions parfaitement probantes.

## SECTION I: LE CADRE THEORIQUE DE BASE.<sup>6</sup>

Le cadre théorique, généralement adopté pour l'analyse du rôle de la dévaluation dans l'ajustement extérieur se fonde sur plusieurs hypothèses de base:

1<sup>è</sup> hypothèse: L'existence de deux catégories de biens: les biens échangeables(BE) et les biens domestiques(BD). L'analyse traditionnelle repose sur une vision dichotomique de l'économie supposée partagée en deux secteurs: celui des biens échangés, régi par la loi du prix unique et celui des biens et services non échangés dont

---

<sup>6</sup> Pour retrouver les origines de la première approche de la balance des paiements qui est l'approche classique, il faut remonter à l'époque des mercantilistes du 16<sup>e</sup> et du 17<sup>e</sup> siècle.

Certes, les mercantilistes repoussaient-ils l'idée d'un équilibre nécessaire de la balance des paiements puisque toute leur politique tendait à l'accroissement du stock des métaux précieux par un excédent permanent de cette balance. Mais une partie de leur démarche théorique a été adoptée par les économistes classiques dans la théorie de l'équilibre automatique de la balance des paiements, par le truchement des variations des prix, dont les principes essentiels ont été adoptée par D. Hume.

A la même période, deux autres auteurs, Richard Cantillon (1755) et Isaac Gervaise (1720) ont ouvert la voie à la théorie de l'équilibre de la balance des paiements par le mécanisme des variations du revenu et de la consommation, si bien, qu'à la fin du 18<sup>e</sup> siècle, les deux grandes approches de l'équilibre automatique de la balance des paiements ont été forgées .

Il faudra attendre plus d'un siècle pour que des compléments importants soient apportés à ces deux approches. La voie tracée par Cantillon et Gervaise a été approfondie par les économistes keynésiens, notamment Machlup et Metzler, qui ont étudié les effets revenus au même titre que les effets prix en introduisant dans la théorie de l'équilibre de la balance des paiements les multiplicateurs du commerce international.

La voie de l'équilibre automatique par les mouvements des prix et des taux de change a donné lieu à une double évolution :

- D'un côté les auteurs classiques et néoclassiques qui attribuent toujours le rôle de rééquilibrage de la balance des paiements aux mouvements des prix et de change. Ce faisant, ils raisonnaient comme si les élasticités prix étaient telles que ce rééquilibrage se réalisait nécessairement.
- D'un autre côté, un certain nombre d 'auteurs - P. Lerner, J. Robinson - ont mis en doute l'automatisme et la plénitude du retour à l'équilibre de la balance des paiements par le seul jeu des variations de prix. Ces auteurs ont montré que les élasticités pouvaient être telles et se combiner de telle façon que le rééquilibrage ne soit pas nécessairement atteint.

C'est à partir de ces théories originelles que se sont développées les approches de la balance des paiements actuellement dominantes.

Voir notamment Thèse de Doctorat; Omar Rissouni "Financement et ajustement des comptes extérieurs (étude centrée sur les pays du Maghreb 1974-1984; Université de Paris XIII Villetaneuse; 1986

les prix, libellés en monnaie nationale, ne sont pas supposés être affectés par le taux de change et peuvent être considérés comme fixes.

"presque tous les biens sont échangés (internationalement) ou partiellement échangeables, mais certains biens, et une plus forte proportion de services ne se prêtent pas normalement au commerce international: fourniture d'eau, service de santé, construction de bâtiment ... Une grande partie de commerce, les activités de loisir, les transactions foncières... l'administration générale... et une grande partie du système éducatif."<sup>7</sup>

Si l'économie considérée est de petite dimension, elle exporte pour l'essentiel des produits primaires et/ou des produits manufacturés d'usage courant. Les producteurs sont <<prices takers>> sur le marché mondial. Le prix des biens et services échangeables est déterminé par l'évolution des prix à l'étranger et du taux de change de la monnaie nationale en devise. L'évolution des prix des biens et services domestiques est influencée par la politique interne et peut être différent de ce qu'elle est à l'étranger<sup>8</sup>.

D'un point de vue arithmétique, il est équivalent, pour diminuer le taux de change réel, de dévaluer la monnaie nationale, de réduire les prix des biens domestique

---

<sup>7</sup> T.Killick (1984.) "the quest for economic stabilisation: the I.M.F and third world", ODI working paper. cité par P.Jacquemot « Rôle du taux de change... »

La plupart des auteurs reprennent, à peu près, la même définition. Voir S.Guillaumont.J "Dévaluer en Afrique":

BE: il s'agit des cultures agricoles d'exportation ou de cultures vivrières concurrencées par les importations (exemple du riz), de la production de produits industriels, de certains services (comme le tourisme);

BD: des cultures vivrières à usage local, des travaux publics et de la construction d'habitation, des activités de transport et de commerce, d'une part importante des services.

<sup>8</sup> S.Guillaumont.J "Dévaluer en Afrique".

R.Dornbusch (1973) « Devaluation, Money and non trade goods » American Economic Review.

A.O.Krueger (1974) The role of Home goods and money in exchange rate adjustment » International trade and Finance... Dans ces modèles, un changement du taux de change modifie le prix des biens échangés avec l'étranger par rapport aux biens purement nationaux.

P.M.Oppenheimer (1974) « Non traded goods and the balance of payments: A Historical note » Journal of Economic Literature. a observé que les biens non échangés avec l'étranger ne jouent un rôle dans une analyse de la dévaluation que s'ils ne sont pas fortement substituables aux biens échangés avec l'étranger, à la fois en termes de consommation et de production. Si le taux marginal de transformation des biens nationaux et des biens échangés avec l'étranger lors de la production est constant pour un grand assortiment de produits, le changement des prix relatifs sera faible et ce sont d'autres facteurs sur lesquels pèsera l'ajustement: les prix relatifs des biens nationaux et susceptibles d'être échangés avec l'étranger seront quasiment constants. De même, pour que le prix relatif des biens nationaux joue un rôle significatif dans le processus d'ajustement, le secteur des biens nationaux doit être d'une taille substantielle. Un petit secteur de biens purement nationaux est un secteur dans lequel le prix des biens nationaux est déterminé par le prix des biens susceptibles d'être échangés avec l'étranger. Voir A.O.Krueger « la détermination des taux de change ».

(par une politique de restriction de la demande intérieure...) ou d'élever les prix des biens échangeables (en modifiant la protection commerciale...) <sup>9</sup>.

Toutefois, la distinction entre BE et BD est faite, en général, pour des raisons analytiques. Même si, d'un point de vue théorique, la distinction entre ces deux types d'activités demeure essentielle, elle n'est pas toujours évidente dans la pratique et peut évoluer dans le temps. Il n'existe pas d'indice de prix relatifs à ces deux catégories de biens permettant une mesure directe et sûre du taux de change réel.

Sur le plan pratique, la frontière entre bien échangeable et non échangeable n'est pas facile à établir. Nous pouvons difficilement opérer cette distinction, ce qui ne représente pas uniquement un souci d'ordre statistique. On utilise parfois à cette fin les déflateurs sectoriels de la comptabilité nationale, en assimilant l'agriculture et l'industrie aux BE et les autres secteurs (essentiellement les services) aux BD. Cette assimilation est très approximative. De plus, le déflateur des services est souvent utilisé pour assurer la cohérence comptable des évaluations du PIB à prix courants et prix constants: il est donc peu fiable <sup>10</sup>.

Tous les produits sont constitués d'éléments échangés et d'éléments non échangés. Il est, en effet, difficile d'imaginer un produit dont le prix ne contient pas les frais de transport, la distribution et les services de vente. La plupart des biens d'exportation ou de substitution incluent des intrants "non échangeables internationalement".

Le F.M.I, lui même, faute de disposer d'indice de prix des BD et des BE dans les PSD, calcule l'indice du taux de change réel en utilisant les indices de prix à la consommation <sup>11</sup>. Le Fonds fait l'hypothèse que les différents indices de prix à la

---

<sup>9</sup> Le prix relatif des biens domestiques et des biens internationaux peut être assimilé à un indice du Taux de change réel (TCR). Celui-ci est alors défini comme le produit d'un indice du taux de change nominal (TCN) par le rapport de l'indice des prix des biens domestiques dans le pays à l'indice des prix des biens internationaux à l'étranger:

$$\text{TCR} = \text{indice du TCN} \times \frac{\text{indice des prix des biens domestiques dans le pays}}{\text{indice des prix des biens internationaux à l'étranger}}$$

<sup>10</sup> Sylviane Guillaumont J (1992) "Les difficultés de la mesure du taux de change réel: l'exemple du Sénégal"; Journées AFSE; Université d'Auvergne, CERDI; Clermont-Ferrand; 14 et 15 Mai.

<sup>11</sup>  $r = n \text{ Pc} / \text{Pe}$   
r: l'indice du TCR

consommation (dans le pays et à l'étranger) comportent approximativement la même proportion de BD et de BE.

2<sup>e</sup> hypothèse: Les biens exportables et importables sont agrégés en un seul bien composite (les biens échangeables). Cela suppose que les termes de l'échange ne sont pas affectés par les politiques du pays (hypothèse du "petit pays"). Les termes de l'échange du "petit pays" peuvent être altérés par des facteurs exogènes, mais la quantité de ses importations n'affecte pas les prix de ces dernières et il en est de même pour la quantité de ses exportations. Selon cette hypothèse, la dévaluation a un effet proportionnel sur les prix, en monnaie domestique, des importations et des exportations et de ce fait, il est justifié de traiter les biens exportables et importables comme un seul bien composite.

3<sup>e</sup> hypothèse: On suppose souvent un équilibre initial sur le marché des BD, c'est-à-dire une situation d'équilibre interne de départ.

Compte tenu de ces hypothèses, et en cas de déséquilibre extérieur, nous pouvons envisager deux actions:

A) La première est la réduction de l'absorption par le moyen de politiques monétaires et budgétaires restrictives.

Cette réduction donne lieu à une baisse de la demande domestique des importables laquelle réduit les importations, et de la consommation des exportables, laquelle rend ces dernières disponibles pour les exportations. Ainsi, si la réduction de l'absorption est suffisante, l'excès de demande de BE sera éliminé.

Cependant, la réduction de l'absorption a aussi pour effet de réduire la demande de BD; et sous l'hypothèse de rigidité à la baisse des prix de ces derniers, il y aurait une offre excédentaire de ces biens, une accumulation des stocks et du chômage.

Il en découle que l'équilibre externe peut être atteint au détriment de

---

n: l'indice du TCEN (ou moyenne des indices des taux de change bilatéraux vis-à-vis des principaux partenaires commerciaux)

Pc: indice des prix à la consommation dans le pays

Pe: indice des prix à la consommation dans les pays étrangers.



l'équilibre interne.

B) La deuxième action est celle qui consiste à élever le prix relatif des BE, en monnaie nationale, dans le but de modifier les schémas de la production et de l'absorption au profit du secteur des BE.

Dans ce cas, on assiste à une réduction de la demande et à une augmentation de l'offre de BE, ce qui permet la restauration de l'équilibre externe. Cependant, le secteur des BD connaît une situation inverse: On y assiste à un excès de demande et à une diminution de l'offre. Ceci a pour effet d'enclencher un mouvement de hausse des prix (l'hypothèse retenue ici est que les prix des BD sont flexibles à la hausse et rigides à la baisse), qui se poursuit jusqu'à ce que l'excès de demande de BD soit éliminé. Cette hausse des prix finit par annuler la hausse des prix relatifs des BE et le problème du déséquilibre extérieur se trouve de nouveau posé.

La réduction de l'absorption est donc nécessaire à la réduction du déséquilibre extérieur; mais elle a pour conséquence l'altération de l'équilibre interne et la création du chômage.

C'est pour éviter ce travers, qu'elle doit être accompagnée d'une politique de déplacement des ressources (Switching policy). Dans ces conditions, l'augmentation des prix relatifs internes des BE permet une modification des schémas de la production et de l'absorption susceptible d'améliorer à la fois la situation externe et la situation interne.

En effet, du côté de l'offre, les ressources se dirigent de la production des BD vers la production des BE, ce qui permet d'une part la réduction de l'excès d'offre des BD consécutif à la réduction de l'absorption -et donc la restauration de l'équilibre interne- et d'autre part, l'augmentation de l'offre des BE -et l'amélioration du solde extérieur-

Du côté de la demande, l'augmentation des prix relatifs des BE déplace la demande vers les BD, ce qui réduit l'excès de demande des BE et l'excès d'offre des BD.

L'impact macro-économique du taux de change est, donc, conditionné par sa capacité à influencer le système des prix relatifs. Il engendre ainsi des transferts réels qui modifient les possibilités d'action des divers agents économiques et qui, par ce biais, transforment les dynamiques de moyen terme.

Dans cette perspective, la dévaluation s'avère un instrument essentiel de la politique de stabilisation. Elle permet, non seulement une altération des prix relatifs internes au profit des biens échangeables, mais aussi une réduction de l'absorption dans la mesure où elle donne lieu à une hausse du niveau domestique moyen des prix (augmentation des prix des biens échangeables et stabilisation des prix des biens domestiques), qui réduit les dépenses réelles.

## **SECTION II: LES EFFETS DE DEPLACEMENT DES RESSOURCES VERS LE SECTEUR DES BE ATTRIBUES A LA DEVALUATION:**

Ces effets se fondent sur deux conditions essentielles<sup>12</sup> :

- 1) La première est le maintien de la profitabilité du secteur des BE.
- 2) La seconde est l'importance des élasticités du commerce extérieur.

---

<sup>12</sup> H. Bourguinat (1972) "marché des changes et crises des monnaies" Calmain Levy: distingue deux conditions essentielles pour la réussite d'une dévaluation: la stabilité des prix intérieurs et les élasticités prix.

## **LA PROFITABILITE DU SECTEUR DES BIENS ECHANGEABLES<sup>13</sup>.**

La stabilité des prix intérieurs est nécessaire pour que la dévaluation puisse porter ses effets sur les exportations et les importations:

\*Pour les exportations, si la hausse des prix intérieurs approche ou dépasse le taux de la dévaluation, elle annulera la baisse attendue de la dévaluation des prix exprimés en monnaies étrangères des biens et services exportés.

\*Pour les importations, la hausse de leur prix destinée à freiner la consommation des produits importés sera sans effet du fait de la hausse générale des prix des produits domestiques. La substitution de la production nationale aux importations ne se produira pas. Ceci est d'autant plus vrai dans les PSD où la préférence est aux biens importés, surtout lorsque la différence des prix n'est pas importante.

Le maintien de la profitabilité du secteur des BE induite par la dévaluation, nécessite la sauvegarde de l'augmentation du prix relatif interne des BE. Autrement dit, la dévaluation ne doit pas donner lieu à une augmentation des prix internes plus forte que celle des prix des BE.

Donc, l'impact final de la dévaluation sur la hausse des prix dépend:

- a) du contenu en importations de l'offre globale
- b) du taux d'ajustement des rémunérations à la hausse des prix.

---

<sup>13</sup> Pour ne pas utiliser le vocabulaire quelque peu imprécis de "compétitivité". Bien que l'emploi de ce mot soit fréquent, les utilisateurs n'ont pas encore donné un sens précis à «*compétitivité*». En particulier, on hésite entre l'idée de «*prix inférieur à ceux des concurrents*» et de «*prix assurant des marges bénéficiaires substantielles*» ou encore d'«*aptitudes à dégager un surplus commercial*». De plus, on ne dispose pas d'analyse des facteurs déterminant la «*compétitivité*».

Voir PH.Rossignol (1975)"Quelques réflexions sur les risques et avantages à moyen terme des changes flottants" Rev Banque; n° 344.

F.Perroux (1982) "Qu'est ce qu'être compétitif" in J.L.Reiffers (ed) Economie et finance internationales; Dunot.

### **§1: Le contenu en importations de l'offre.**

Ce contenu en importation conditionne non seulement les prix des biens domestiques mais aussi la profitabilité du secteur exportateur. En effet, la hausse des prix des imputs importés en monnaie nationale à la suite de la dévaluation pousse les coûts de production du secteur exportateur à la hausse. Si, à titre d'exemple, la part des importations de biens intermédiaires de ce secteur représente 40% de sa production, une dévaluation de 15% n'augmenterait la profitabilité de ce secteur que de 9%. Cette dévaluation n'agit que sur la valeur ajoutée domestique et non sur l'ensemble de la production.

Dans une petite économie ouverte, la croissance des échanges entraîne une augmentation de la part des importations dans la production. La hausse des prix des biens importés ne signifie pas nécessairement que les producteurs et les consommateurs locaux peuvent se procurer des produits nationaux de remplacement d'un coût inférieur. Les économies ouvertes de petite importent beaucoup de produits par rapport à leur production nationale et n'en produisent qu'en nombre limité. Ces économies sont, donc, plus vulnérables que des économies de grande dimension parce que la hausse des prix intérieurs consécutive à une dévaluation y est plus rapide. Une dévaluation se traduit très rapidement par une hausse des coûts et des prix intérieurs, ce qui est susceptible de neutraliser le gain de <<compétitivité>>. Il en résulte un quasi-retour à la structure initiale des prix relatifs.

En matière de profitabilité du secteur exportateur, il faut aussi ajouter que lorsque les prix domestiques des exportations sont fixés par le gouvernement<sup>14</sup>, la dévaluation ne se traduit pas par une hausse des recettes des exportateurs en monnaie domestique. Dans ce cas, souvent le gouvernement paie les producteurs à un prix inférieur au prix mondial auquel il vend les produits exportés. De cette façon, la politique du taux de change devient un substitut à la politique fiscale puisqu'elle accomplit la

---

<sup>14</sup> P.H.Hugon (1985.) "la crise financière en Afrique Sub-Saharienne et l'intervention du F.M.I" Cahier du CERNEA, n°13.

fonction d'une taxe à l'exportation<sup>15</sup> .

## **§2: L'INDEXATION DES REVENUS SUR L'EVOLUTION DES TAUX DE CHANGE.**

\*Si les rémunérations (constituées essentiellement par les salaires) sont par exemple rattachées à l'indice des prix à la consommation, la dévaluation entraînera une augmentation des salaires nominaux et des prix d'un montant total de la dévaluation. Tout gain de <<compétitivité>> serait alors annulé. Si les salaires sont indexés complètement (même avec retard) sur les prix et les prix sur les coûts, le niveau des prix dans chaque pays, exprimé dans une monnaie commune, convergerait vers une même valeur. Cette valeur commune dépend de la rapidité relative des indexations et de l'ouverture de chaque pays. Si le pays qui dévalue est très ouvert et a des indexations plus rapides, la dévaluation se traduira par une forte inflation dans ce pays.

Il en découle que la réussite de la dévaluation nécessite un ajustement des rémunérations moins que proportionnel de la hausse des prix; autrement dit, une baisse des salaires réels. Le blocage des salaires qui, par son effet sur la demande, notamment d'importation, permet d'atténuer à la fois le déséquilibre de la Balance Commerciale et d'enrayer l'inflation sur la demande et sur les coûts.

L'autre effet dynamique induit par cette politique réside dans l'allègement des coûts de production qu'elle entraîne. L'investissement se trouve ainsi favorisé par l'amélioration de la capacité d'autofinancement des entreprises.

"l'efficacité... de la dévaluation repose sur la possibilité de rompre l'indexation des prix internes et des salaires sur les coûts importés"<sup>16</sup> . Les conditions sur l'évolution des revenus sont donc très strictes.

Dans le cadre du programme de stabilisation du F.M.I, l'ajustement des salaires aux changements de politique macro-économique constituerait un obstacle majeur potentiel à l'efficacité des principes d'actions fiscales, monétaires et de taux de

---

<sup>15</sup> Louka.T.Katseli ( 1983.) "devaluation: a critical appraisal of the I.M.F's policy prescriptions" American Economic Review, n°2; Mai.

<sup>16</sup> J.M.Gankou ( 1987.) "dévaluation et politique d'ajustement", Tiers monde, n°109.

change. Les efforts, <<pour réduire le chômage par la baisse des salaires à travers l'inflation par les prix>>, se voient heurtés à la hausse des salaires que les gouvernements accordent pour des raisons "non économiques", <<en essayant de préserver le pouvoir d'achat des salariés>>.

Les programmes de stabilisation seraient ainsi <<menacés par les mouvements à la hausse des salaires>> qui ne permettrait pas le ralentissement des prix, entraînant ainsi une hausse plus accentuée des salaires et du chômage.

Supposons que le taux de salaire (W) est indexé avec retard, mais complètement, sur les prix à la consommation (Pc):

$\alpha$  et  $\mu$ : les délais d'indexations

$$1) \quad W = P_c \cdot \alpha \times (P_c - 1) \cdot (1 - \alpha) \quad 0 < \alpha < 1$$

Le prix à la consommation dépend du prix de production (P) et du prix des produits importés (P\* e):

$$2) \quad P_c = P \cdot \alpha \times (P^* \cdot e) \cdot (1 - \alpha)$$

P: prix de production du premier pays;

e: taux de change (la valeur de la monnaie du deuxième pays exprimée dans la monnaie du premier);

P\*: prix de production du deuxième pays exprimé dans sa monnaie;

Les prix de production dépendent du taux de salaire et du prix des consommations intermédiaires importées:

$$3) \quad P = \left[ W \cdot \beta \times (P^* \cdot e) \cdot (1 - \beta) \right] \mu \times (P - 1) \cdot (1 - \mu)$$

De 1, 2 et 3, on peut passer à l'équation 4: (Démonstration voir Annexe)

$$4) \quad P = (P - 1) \cdot a \times (P^*) \cdot b \times (P^* - 1) \cdot c \times e \cdot b \times (e - 1) \cdot c$$

$$\implies P = (P - 1) \cdot a \times (P^* \cdot e) \cdot b \times (P - 1) \cdot (e - 1) \cdot c$$

Pour le second pays, le même raisonnement aboutit à l'égalité:

$$5) P^* = (P^*-1) \cdot a' \times P \cdot b' \cdot (P-1) \cdot c' \times e \cdot b' \times (e-1)-c'$$

$$\implies P^* = (P^*-1)a' \cdot (P/e)b' \cdot P/e-1)c'$$

Si le premier pays dévalue ("e" augmente), les prix de production dans les deux pays suivent les évolutions qu'indiquent les équations 4 et 5 et tendent vers des valeurs définies par:

$$P = P^* \times e$$

ce qui signifie qu'à moyen terme, il n'y a plus d'écart de niveau des prix, exprimés dans une même monnaie.

L'impact inflationniste d'une dévaluation est d'autant plus grand que:

"a" est petit c'est à dire que "μ" ou "α" sont grands; ce qui signifie que les indexations sont rapides.

"αβ" est petit c'est à dire que (1-α) et (1-β) sont grands ce qui signifie que l'économie du pays qui dévalue est ouverte. Les prix des produits importés ont une grande influence dans les prix intérieurs (équations 2 et 3)<sup>17</sup>.

Plusieurs explications concernant la réaction de la main d'oeuvre peuvent être avancées. La première est que les travailleurs fondent leur résistance à une diminution du salaire réel sur l'idée qu'ils se font d'un <<juste salaire>>, à partir de leur salaire passé et du salaire des autres. L'indexation est rapide. Les idées sur lesquelles ils établissent leur comportement ne changent pas facilement.

Une autre explication s'appuie sur l'hypothèse que la résistance à une diminution du salaire réel ne se fait sentir qu'aussi longtemps que les pouvoirs publics continueront à augmenter la masse monétaire. L'annonce d'une politique monétaire restrictive conduira les travailleurs à accepter une diminution à court terme de leur salaire réel parce que leur comportement changera avec l'anticipation d'une baisse de la demande

---

<sup>17</sup> Cette analyse néglige, certes, les politiques anti-inflationnistes spécifiques qui sont mises en oeuvre, l'effet des tensions sur l'inflation, ...

globale et parce qu'ils se rendront compte qu'ils surestiment le taux d'inflation inférieur du pays<sup>18</sup>.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer la réaction, à court terme, des salaires au chômage.

En premier lieu, la relation entre les salaires et le chômage au sein d'un pays est directement influencée par le taux de croissance de la productivité, qui détermine celui des salaires nominaux qu'un pays peut absorber sans que les prix à la consommation n'augmentent. Or, les gains de productivité diffèrent selon les pays.

En second lieu, les marchés de travail des différents pays ont des caractéristiques institutionnelles différentes. C'est ainsi que les syndicats ouvriers ont une influence plus radicale dans certains pays et aucun pouvoir dans d'autres.

En troisième lieu, la philosophie et les traditions établies, qui sont à la base de la société, déterminent la politique monétaire qui influe à son tour sur la relation entre les salaires et le chômage. Lorsqu'un pays a une longue habitude d'une politique monétaire d'accompagnement, les travailleurs tendront à ne pas modérer leurs revendications salariales à cause du chômage.

La dynamique des salaires est difficile à analyser en raison de la faible qualité des informations statistiques et également des divergences dans les régimes salariaux (existence ou non d'un salaire minimum garanti, part du salaire formel dans l'emploi total...)

Il faut souligner que, dans une économie sous-développée, la rémunération du travail<sup>19</sup> (qui est le principal facteur domestique de production) prend

---

<sup>18</sup> Cette explication implique que les anticipations sur le taux d'inflation sont capables de se modifier rapidement, sans trop de conséquences sur le chômage, lorsqu'un gouvernement décide de mettre en oeuvre une politique monétaire restrictive

<sup>19</sup> Dans le modèle représentatif de l'économie sous-développée, il convient de remplacer le taux de croissance du salaire nominal par le taux de croissance de la rémunération du travail.

Le problème est, donc, de définir une fonction où la variable dépendante n'est pas le taux de croissance du salaire nominal, mais plus généralement celui de la rémunération du travail.

Il est toutefois possible que dans certaines économie sous développées la rémunération nominale du travail constitue, pour une grande part, un prix "administré", soit que le traitement des fonctionnaires joue un rôle directeur pour l'ensemble des salaires versés dans les entreprises, dès lors que celles-ci appartiennent au secteur parapublic.

Sylviane Guillaumont J "Dévaluer en Afrique?" **Observation et Diagnostics Economiques**; n°25, 1988.



la forme de marge (ou de profit) des travailleurs indépendants du secteur informel, de revenu des paysans et des salaires (principalement dans le secteur moderne).

Par ailleurs, quand on parle de salariat rural dans les PSD, on rencontre en général le problème de mesure du salaire, ou de la rémunération du travail. Souvent, le salaire effectivement payé s'inscrit dans le cadre de transactions liées (où l'employeur fournit aussi un service d'assurance, offre du crédit à la consommation...). De plus, le salaire n'est pas toujours intégralement versé en argent, et contient une part versée en nature (nourriture, logement...) qui est parfois la partie la plus flexible du salaire<sup>20</sup>.

En outre, la mesure dans laquelle la main-d'oeuvre réussit à augmenter ses salaires nominaux dépend de son degré d'organisation et de son poids relatif dans les négociations. Le taux de croissance du salaire nominal est, donc, une variable exogène, déterminée notamment par des facteurs sociologiques, tels que la puissance du syndicalisme ouvrier. Ces facteurs sont faibles dans la plupart des PSD où il faut beaucoup de temps pour que les salaires retrouvent leur valeur réelle. Les salaires ont été, dans la grande majorité des cas, désindexés par rapport aux taux de change et par rapport à l'inflation que sa "dépréciation" a engendré. Ce qui signifie que les salaires réels ont été réduits suite à l'inflation causée par la dévaluation qui est supérieure aux augmentations salariales.

La baisse du pouvoir d'achat des ménages introduit peu à peu un facteur de blocage dans la dynamique interne des branches domestiques. Non seulement elle restreint la demande solvable mais aussi elle pousse à la création de formules de résistance ou de refuge hors marché et hors du contrôle Etatique (activité illicite et de contrebande). La croissance des petites entreprises peut être menacée moins par la hausse induite des prix que par la baisse générale de la demande interne<sup>21</sup>. La base du prélèvement Etatique se rétrécit alors, au moment même où les dettes extérieures qui

---

<sup>20</sup> P.Pascon et M.Ennaji (1986) « les paysans sans terre au Maroc » Ed Toubkal; Casablanca

<sup>21</sup> Voir notamment P.H.Hugon (1984.) "crise économique et vulnérabilité externe en Afrique Sub-Saharienne" Cahiers de l'ISMEA, série P, n°28.

"les jeux économiques et les enjeux des politiques orthodoxes en Afrique: le cas de Madagascar et du Nigeria ( Janv-Mars 1987.) " Tiers monde .

"Politique d'ajustement et répartition des effets ( Mars 1988.)" Communication au séminaire Banque Mondiale-LAREA, Paris.

J.M.Fontaine (1988.) "Diagnostics et remèdes proposés par le F.M.I, quelques points critiques" Communication au colloque politique d'ajustement et dérégulation, Université du Caire et IEDES; 1-3 Fev.

incombent à l'Etat s'alourdissent.

Toutefois, cette condition de réussite de l'ajustement par le change (la baisse des salaires domestiques et en particulier des salaires en termes réels) peut être nuancée si l'on fait la distinction entre les biens échangeables et les biens domestiques. Dans ce cas, la réussite de la dévaluation dépend, de son impact sur la profitabilité du secteur des biens échangeables. Par conséquent, elle nécessite la baisse des salaires réels dans ce secteur pour le rendre plus profitable que le secteur des biens domestiques et y drainer, en conséquence, les facteurs de production<sup>22</sup>.

La prise en compte de cette condition permet de montrer que la dévaluation peut réussir sans être accompagnée par une baisse des salaires réels. Ce résultat est tributaire à la fois du poids relatif des biens échangeables et des biens domestiques dans le panier des salariés et du degré d'augmentation des prix des BD induite par la dévaluation<sup>23</sup>.

Ces deux conditions renvoient à leur tour à l'importance du contenu en importation de l'offre globale.

$$W^* = W - (BE \cdot d) - (BD \cdot Pbd)$$

$W^*$  = taux de variation des salaires réels

$W$  = taux d'augmentation des salaires nominaux qui accompagnent la dévaluation (résultant de la pression des syndicats ou de l'indexation)

$BE$  = part des biens échangeables dans la consommation des salariés

$d$  = taux de dévaluation

$BD$  = part des biens domestiques dans la consommation des salariés

$Pbd$  = augmentation des prix des BD induite par la dévaluation

---

<sup>22</sup> Une autre condition est toutefois supposée remplie: les facteurs de productions sont spécifique à chacun des secteurs, de telle sorte que la demande de main d'oeuvre dans ce secteur n'entraîne pas une augmentation générale des salaires, une hausse des coûts et une perte de compétitivité dans le secteur d'exportation.

<sup>23</sup> William.R.Cline (1983.) "economic stabilisation in developing countries: theory and stylised facts", in J.Williamson, I.M.F conditionality.

A l'aide d'un exemple chiffré, appliqué à cette formule, on peut démontrer que la profitabilité du secteur des BE peut être maintenue à la suite de la dévaluation sans être accompagnée par une baisse des salaires réels. Supposons que les BE et les BD comptent respectivement pour 30% et 70% dans la consommation des salariés et qu'une dévaluation de 15% induit une augmentation de 5% des prix des BD. Une augmentation des salaires nominaux de 8% est suffisante pour que les salaires réels restent constants alors même que les salaires réels baissent en termes des prix des BE et augmentent en termes des BD.

$$W^* = 8 - (0,3) \cdot 15 - (0,7) \cdot 5 = 0$$

Plus faible est l'augmentation des prix des biens domestiques induite par la dévaluation et plus large est la part de ces biens dans la consommation des salariés, plus facile sera de maintenir constant ( ou même d'augmenter ) le salaire réel alors même que la condition nécessaire à la réussite de la dévaluation à savoir la réduction des salaires réels en termes des prix des BE est réalisée.

Toutefois, l'impact de court terme de la dévaluation sur le volume d'importation passe par l'effet d'encaisse réelle et de réduction de l'absorption. En élevant le prix des biens échangeables en monnaie domestique, la dévaluation entraîne une augmentation du niveau général des prix, une réduction des dépenses réelles et des importations; ce qui tend à améliorer le compte courant. Ce mécanisme de transmission montre que ce sont les détenteurs de revenu dont la valeur nominale n'augmente pas proportionnellement avec la dévaluation qui supporteraient la charge de la réduction des dépenses réelles. A ce titre, la baisse des salaires réelles devient un instrument essentiel de la politique de gestion de la demande. La réussite de la dévaluation reste ainsi liée à l'absence <<d'illusion>> monétaire chez les salariés. Dans le cas contraire, lorsque les salaires s'ajustent instantanément à la compression de leur pouvoir d'achat, nous assistons au développement d'une spirale inflationniste. Cette baisse de salaire permet non seulement une réduction des importations, mais devient aussi un moyen d'atténuer l'effet d'autres mesures de gestion de la demande sur la stratégie de développement.

En somme, nous pouvons dire que le maintien de la profitabilité du secteur des biens échangeables, à la suite de la dévaluation, dépend essentiellement de l'évolution des salaires réels dans ce secteur eu égard à leur évolution dans le secteur des biens domestiques, et de la hausse des prix des biens domestiques induites par la dévaluation<sup>24</sup>.

Ces deux conditions dépendent à leur tour du contenu en importations de la consommation des salariés et de la production du secteur exportateur. Or, étant donné que ce contenu en importations constitue une caractéristique structurelle de chaque économie, le maintien de la profitabilité à la suite de la dévaluation est généralement conditionné par le comportement des salaires réels.

Par ailleurs, l'expérience des PSD montre que la dévaluation fait augmenter initialement et directement le niveau des prix intérieurs, ce qui réduit le degré de "dépréciation" du taux de change réel à travers le temps. Nous comprenons, dès lors, l'importance des politiques monétaires et budgétaires d'accompagnement de la dévaluation, ce qui est d'ailleurs conforme à l'expérience des pays industrialisés. Dans les programmes d'ajustement, la politique de change n'est jamais indépendante des autres composantes de la politique économique. Au contraire, elle fait partie d'un ensemble de mesures dont la cohérence globale -ou mieux la synergie- doit normalement contribuer aux objectifs de rééquilibrage et de croissance:

La hausse des prix doit comprimer la demande finale et les revenus

---

<sup>24</sup> Une autre raison peut expliquer une constance des prix relatifs **A.Buzelay (1981) « Variation des taux de change, structure des prix relatifs et balance commerciales »; Sept.** Sans exclure l'importance de la part des importations dans la production nationale (l'ouverture des économies), l'existence d'un système de prix directeur peut renforcer ce phénomène. Les analyses en termes de prix directeurs ont été introduites par **R.Wolff (1934) « liaisons entre prix et monnaie »; Rev d'économie politique; Nov-Dec.** Elles ont pour objet d'expliquer pourquoi, selon les pays, une modification du taux de change peut avoir des effets sur les prix internes et, par là-même, pratiquement ne pas en avoir sur la structure des prix relatifs.

Toute dépréciation entraîne une hausse de prix à l'importation des biens nécessaires à la production nationale. Pour tout produit du secteur concurrencé, le prix national peut être déterminé par le prix directeur du pays dominant, et ceci à l'encontre des éventuelles modifications de prix relatifs devant résulter des variations de change.

Si la variation des prix dans le pays dominant ne résulte pas de la variation des changes, celle du pays dominé est commandé par l'existence des prix du pays dominant. Ces remarques illustrent l'impact du phénomène d'ouverture des économies et du système de prix directeurs sur le comportement des producteurs et exportateurs, et par là-même sur la hausse des prix quel que soit le sens de la variation des parités. Ceci est conforme à la thèse suivant laquelle la dépréciation du dollar, liée à son flottement, aurait accéléré l'inflation dans le monde.

nominaux. Pour que cette contraction de l'absorption se produise, il faut absolument que l'augmentation de la masse monétaire ne compense pas cette baisse de l'absorption résultant de la dévaluation<sup>25</sup>. Les conditions sur la politique monétaire sont donc également très restrictives. La déflation recherchée par la dévaluation repose nécessairement sur le contrôle strict de la création monétaire. Si l'offre de monnaie est constante, et en présence d'une hausse des prix des biens importés, les agents qui désirent maintenir le niveau réel de leurs encaisses doivent augmenter la demande nominale de monnaie. Ce maintien sera obtenu par une réduction des dépenses réelles par rapport au revenu réel. Cet effet d'encaisse amplifie normalement la réduction recherchée de l'absorption.

Dans les PSD, le crédit à l'Etat et au secteur public représente dans la majorité des cas une fraction importante du crédit intérieur et c'est en agissant sur cette contrepartie que l'on peut freiner l'expansion de l'offre de monnaie. A défaut de ces politiques, il reste la solution adoptée par les pays d'Amérique latine qui consiste à dévaluer constamment le taux de change (régime de "parité à crémaillère" ou "crawling peg").

La réussite de l'ajustement par le change dépend du degré de la convertibilité de la monnaie au départ, de l'amélioration des équilibres financiers fondamentaux, des caractéristiques du marché, du facteurs confiance et de "la qualité" de la politique économique menée par les pouvoirs publics. La nécessité de mettre l'accent sur l'application des politiques stables, crédibles et équilibrées signifie qu'en dehors de leur impact favorable sur les objectifs économiques internes, ces politiques constituent l'instrument le plus important dans la création d'une base adéquate pour les attentes en ce qui concerne le taux de change.

Lorsqu'un pays a une histoire de comportement politique stable (et lorsque les prévisions des intentions politiques ont une crédibilité), ni les chocs mineurs, ni les déviations de politiques à court terme ne sont susceptibles de se traduire en grand mouvement de taux de change. Les attentes à long terme, à propos du taux, ne seront pas trop affectées.

---

<sup>25</sup> déjà en 1976, M.Connolly et D.Taylor "testing the monetary approach to devaluation in developing countries" *Journal of political economy* ont analysé, en période de change fixe, l'effet d'une dévaluation sur la BP d'un petit pays. Les résultats de ces auteurs est que l'amélioration des BP, à la suite d'une dévaluation, n'est pas tant due à celle-ci qu'aux politiques monétaires restrictives qui les accompagnent en général.

Par conséquent, il s'avère particulièrement difficile d'isoler dans des politiques mixtes la seule composante "taux de change" et lui imputer des retombées particulières. Ses effets-prix et ses effets-revenus peuvent être amplifiés ou à l'inverse atténués par les influences des autres composantes. Dans ces conditions, la dévaluation n'est qu'une des nombreuses étapes pour parvenir à une stabilisation de l'économie. La gestion du taux de change est d'autant plus compliquée que les pays sont confrontés à la fois à une multitudes de problèmes macro économiques (déficit du budget intérieur, l'inflation, une position de BP altérée, des difficultés d'honorer la dette extérieure...) et qu'il est difficile de déterminer un taux de dévaluation permettant de résorber ces déséquilibres. Certaines conditions doivent être remplies dans la gestion du taux de change afin de limiter les mauvais ajustements:

\*les dirigeants doivent avoir une capacité "raisonnable" d'identifier le taux de change <<d'équilibre>> et de maintenir une telle parité. Ils doivent pouvoir diagnostiquer les taux de changes <<d'équilibre>>.

\*Toute stratégie visant à limiter les mauvais ajustement exige que les dirigeants se fassent une idée du niveau où devrait se situer le taux de change pour réaliser un niveau de <<compétitivité>> qui serait soutenable et adéquate à long terme.

Dans les PSD, ces conditions préalables n'existent pas toujours et soulèvent de sérieux problèmes quant à l'utilisation de l'ajustement par le change.

### **§3: Les difficultés à confectionner un taux de change "d'équilibre".**

Pour ce qui est du pourcentage de dévaluation qu'il est souhaitable de pratiquer (pour corriger le déficit) le problème est toujours d'actualité malgré les perfectionnements dont la formule de Robinson a fait l'objet, depuis les compléments d'analyse de L.Day<sup>26</sup>. L'auteur établit une formule indiquant le taux de dévaluation "t" à pratiquer pour rétablir l'équilibre de la balance en fonction du déficit initial  $\rho$  exprimé en pourcentage des recettes en devises étrangères  $(1 + \rho) = (1 + t)^{(ex + em - 1)}$ .

---

<sup>26</sup> A.C.L.Day (1956) "Devaluation and the balance of payments".

P.Guillaumont définit le taux de dévaluation (nécessaire pour qu'une balance initialement en déséquilibre devienne équilibrée)  $K = 1 - \alpha / \alpha ex + em + \alpha - 1$  et  $K' = \alpha - 1 / \alpha ex + em$  ( $\alpha$  :taux de couverture)

Il est difficile, à l'aide d'un modèle de déterminer l'ordre de grandeur de l'ajustement du taux de change. « Le plus souvent, la question n'est pas de savoir s'il faut dévaluer, mais de déterminer l'amplitude exacte de la dépréciation monétaire et de déterminer quel profit pourrait avoir le <<sentier optimal du taux de change>><sup>27</sup>.

Le "*taux de change d'équilibre*"<sup>28</sup> est un taux purement théorique sinon fictif. Son niveau doit garantir l'équilibre de l'ensemble de la balance de paiement, dans des conditions de plein emploi et en l'absence de distorsions des prix.

Le taux "d'équilibre" est d'une signification limitée au niveau pratique; d'autant plus qu'il est très difficile de le calculer. Sa détermination nécessiterait de spécifier des modèles complexes d'équilibre général basés sur l'intégration des secteurs réels et financiers de l'économie en précisant le sentier "optimal" du taux de change.

Le concept de "taux de change d'équilibre" a subi une considérable "réduction de signification" au cours du développement de la macro-économie, liée à "l'appauvrissement" que le concept "d'équilibre" lui même a subi en économie politique<sup>29</sup>. Un "équilibre" assuré à un taux immuable peut recouvrir de profonds déséquilibres de structure et dissimuler la gravité d'une situation intérieure.

Parler de taux d'équilibre stable, ce n'est pas évoquer celui du taux intemporel. La stabilité est une notion dynamique. Aucune stabilité ne peut être définie pour une période indéterminée. Il faut, donc, introduire dans les définitions du taux de

---

<sup>27</sup> P.Jacquemot (1989) « Rôle du taux de change dans l'ajustement d'une économie à faible revenu: une revue de la littérature récente » Revue Tiers Monde Avril-Juin.

<sup>28</sup> "Le TCER, calculé de manière conventionnelle, a connu au cours des années 80 une fluctuation qui n'est pas conforme aux phases de la politique économique..." (cas du Sénégal) Sylviane Guillaumont J (1992) "Les difficultés de la mesure du TCR: l'exemple du Sénégal" Journée Association Française de science Economique; Université d'Auvergne, CERDI Clermont-Ferrand.  
E.B.Maciejewski (1983) "Real effective exchange rate indices: A re-examination of the major conceptual and methodologic issues" I.M.F Staff Papers; Sept.

<sup>29</sup> Dupriez .L. H (1984) "du concept d'équilibre en économie politique", Revue Economie Politique; Mai-Juin .

change d'équilibre le concept de durée de prévision. La longueur de la période de prévision n'est pas une donnée fixe et non spécifique<sup>30</sup>.

Le niveau "d'équilibre" du taux de change réel n'est pas fixé une fois pour toutes. Il dépend des termes de l'échange, des taux d'intérêt réels pratiqués à l'étranger, des perspectives d'évolution des mouvements de capitaux, des droits de douane applicables aux importations, du degré de réglementation des marchés financiers et de la composition des dépenses publiques.

La détermination d'un taux de change "d'équilibre" est un processus interactif complexe, que nous ne pouvons expliquer en totalité par un seul facteur ou par un ensemble limité de variables explicatives.

Les différents facteurs qui influent, de façon immédiate ou plus fondamentale, sur les fluctuations des taux de change sont, en fait les différents aspects d'un processus interactif qu'il faut considérer comme un tout. Différents facteurs expliquent différents aspects des mouvements des prix. Chacun des instruments ou indices de politique économique que nous pouvons associer aux mouvements des taux de change a également des liens avec d'autres objectifs de la politique économique intérieure ou extérieure.

L'intérdependance de l'élasticité de la demande étrangère et de l'élasticité de l'offre nationale ne permet de définir ni un taux <<optimum>> de dévaluation assurant l'équilibre de la balance commerciale, ni un taux <<indifférent>> de dévaluation assurant le maintien des conditions d'échange. En outre, il n'y a aucune raison pour que le premier coïncide avec le second.

Malgré de multiples études portant sur ce sujet (depuis les accords de Bretton-Wood), il est pratiquement impossible de savoir exactement de combien il faut dévaluer.

A la vue des imperfections des méthodes, J FRENKEL et M GOLDSTEIN<sup>31</sup> proposent de retenir finalement des "valeurs-consensus" pour les taux

---

<sup>30</sup> Maurice Byé (1953) "Taux de change et options sur les structures" *Economie Appliquée*; n°4.

<sup>31</sup> J. Frenkel et M. Goldstein (1986) "a guide to target zones", I.M.F, Staff Papers, Déc.



de change d'équilibre. Celles-ci seront calculées comme la moyenne des résultats de ces méthodes. Une telle solution peut paraître peu flatteuse pour ces méthodes, mais elle a le mérite d'être réaliste.

Aussi, pour affirmer qu'une monnaie est surévaluée, il faudrait que le taux officiel reste pendant une durée à déterminer, substantiellement différent de l'ensemble, ou du moins de la grande majorité, des taux calculés d'après les diverses méthodes. Au contraire, si les parités officielles expriment une sorte de moyenne entre les divers taux calculés, l'idée d'une surévaluation devient moins évidente.

Selon l'optique de l'équilibre qui est privilégié par le pays, différentes conceptions du taux de change "approprié" sont habituellement avancées.

Les méthodes peuvent être différentes selon la nature des données disponibles suite aux enquêtes, leur qualité, les types de pays impliqués, les problèmes d'agrégation qui se présentent et les objectifs recherchés.

-Quelles pondérations retenir?

-Quelles sont les monnaies à prendre en compte?

-A partir de quelle date de référence doit-on effectuer les calculs?

On distingue les pondérations propres à un seul pays et celles qui reflètent une structure valable pour un ensemble de pays. Par ailleurs, les pondérations seront différentes selon que l'on désire mettre en évidence les effets à très court terme sur le solde extérieur ou des conséquences à moyen terme<sup>32</sup>.

Dans un cas comme dans l'autre, le raisonnement économique suppose que les prix exprimés en monnaie nationale ne soient pas modifiés à la suite des changements de cours (ou tout au moins, que les pourcentages de hausse soient identiques dans chaque pays).

les exportateurs peuvent prendre à leur charge une partie du coût des réévaluations, en comprimant leur bénéfice. Dans le cas d'une dévaluation, ils peuvent

---

<sup>32</sup> J.P.Dubarry (1976) "Le calcul du taux de change effectif et l'estimation de l'effet moyen du flottement des monnaies"; Revue Banque; n°35; Mai

accroître leurs marges sur les marchés étrangers plutôt que de baisser leurs prix exprimés en monnaies étrangères<sup>33</sup>.

Cette restriction est souvent difficile à retenir, soit que la hausse des prix de vente décourage les acheteurs, soit que la réduction des marges rend les marchés étrangers moins attractifs.

Pour ce qui est des monnaies à prendre en compte, les calculs traduiront d'autant mieux la réalité économique que le nombre de monnaies considérées sera plus grand. Dans la pratique, il n'en est rien. On estime que ne pas prendre en compte une monnaie dont le poids est inférieur à un (1) pour cent n'entraînerait pas des erreurs significatives. Ces monnaies ne joueraient qu'un rôle interne. Il est possible que le commerce extérieur (essentiellement de matières premières), des pays qui les émettent, soit entièrement libellé dans une ou plusieurs des grandes devises; ce qui est une justification au surcroît de prix donné au dollar.

Cette remarque n'est, toutefois, justifiée que si les monnaies non prises en compte se répartissent équitablement entre monnaies s'étant en moyenne appréciées et monnaies s'étant dépréciées. Les monnaies de nombreux pays sous développés ont tendance à se déprécier. Chacune de ces monnaies a un poids négligeable, mais leur somme peut atteindre un poids important dans certains jeux de pondération.

Des difficultés importantes peuvent mettre des obstacles au choix d'une année comme période de base.

Il suffit de rappeler que cette année doit être caractérisée sur le plan économique par un arrêt, ou du moins un freinage substantiel du processus inflationniste... que la balance des transactions courantes n'accuserait qu'un faible déficit. <<En principe>>, une étude sur l'éventualité d'une dévaluation doit logiquement partir d'une année au cours de laquelle le dernier ajustement a pu porter ses fruits.

La période de base n'est pas forcément celle d'un taux "d'équilibre". Il n'y a pas de point de départ de l'inflation nulle et de "l'équilibre de change" à partir duquel nous pouvons nous faire une idée des mouvements subséquents. Le choix de l'année de base est, donc, arbitraire.

Au-delà des problèmes liés à son choix, la référence à cette période

---

<sup>33</sup> Ils effectuent des arbitrages compétitivité-profit.

implique implicitement le maintien du statu-quo de la période de base. La politique de change qui vise à maintenir "un équilibre" inchangé relativement à cette période ne cherche en définitive, qu'à restaurer la compétitivité du pays durant la période de référence et pour les produits qui composaient ses échanges extérieurs durant cette même période.

Le changement de la composition des échanges extérieurs nécessite une politique différente de celle qui prévalait durant la période de base puisque cette politique se doit de développer des exportations nouvelles.

"Le même schéma théorique ne peut fonctionner pour tous les pays et pour toutes les monnaies, étant donné les différences importantes existant quant à leur rôle sur les marchés internationaux de capitaux. On ne peut expliquer le taux de change du dollar de la même façon que celui d'une monnaie de second rang"<sup>34</sup> .

*Outre le maintien de la profitabilité du secteur des biens échangeables, l'effet de déplacement des ressources vers ce dernier escompté par la dévaluation suppose la sensibilité des échanges extérieurs en volume à la profitabilité des biens échangeables induite par l'augmentation de leur prix relatif.*

*Notre objectif, par la suite, est de synthétiser l'apport de cette approche, de souligner ses hypothèses limitatives ainsi que sa valeur.*

---

<sup>34</sup> D. Plihon (1991) "les taux de change", Ed la découverte.

## chapitre II: Les effets de la dévaluation sur le solde commercial.

### **Introduction:**

Le concept d'élasticité est l'une de ces notions fondamentales dans la science économique. Le concept, d'abord simple outil de la mesure statistique, est devenu un instrument de l'analyse des échanges internationaux qu'il contribue à éclairer.

La réaction des recettes d'exportation -en prix ou en quantités- dépendra des comportements des agents économiques à l'égard des changements de prix, comportement qu'expriment les courbes d'offre d'exportation des producteurs nationaux et de demande d'exportation des acheteurs étrangers.

De la même façon, les variations des dépenses d'importation dépendront de l'élasticité des courbes d'offre étrangère et de demande nationale d'importation.

L'analyse économique pourrait, donc, se constituer à partir du thème de l'élasticité.

### **Section I: Origine économique des divers valeurs des élasticités**

Il n'est pas question ici de traiter de la genèse du concept d'élasticité. Soulignons simplement que l'expression analytique du concept d'élasticité était déjà en germe chez: G.King qui notait un phénomène d'élasticité en formulant la loi qui porte son nom<sup>1</sup>. S.Mill recourt, dans son analyse de l'échange international, à l'idée voisine d'extensibilité de la demande. Dans

---

<sup>1</sup> Rouquet la Garrigue (1948) "problèmes de la corrélation et de l'élasticité: étude théorique autour de la loi de King" Hermann.

sa théorie des valeurs internationales, il fait dépendre la valeur d'échange des produits entre nation du chiffre et de l'extensibilité de la demande de ces produits par l'étranger, par rapport à la demande national d'importation de produits étrangers. Mill pressent, donc, le rôle de l'élasticité. Dans la première moitié du 19<sup>e</sup> siècle, Antoine-Augustin Cournot et William Whewell proposèrent, l'un une série d'inégalités, l'autre un certain paramètre dans lesquels on peut reconnaître un coefficient d'élasticité prix de la demande (Schultz associe Cournot dans la paternité du coefficient d'élasticité et Schumpeter estime que Cournot est le créateur de la théorie de la demande et emploie l'expression "the Cournot-Marshall law of demand"<sup>2</sup> .

Le <<créateur>> du concept d'élasticité reste, toutefois, A.Marshall. Il a introduit le concept dans l'étude théorique et statistique de la demande et en a donné la première expression analytique.

Cette notion a été présentée dans ses "principles of economics" édités pour la première fois en 1890. Marshall a appliqué ce concept au commerce international. Il a montré l'importance de l'élasticité des demandes étrangères et nationales quant à l'incidence de taxes levées sur les importations -taxes auxquelles on peut partiellement assimiler une dévaluation. Si la demande du pays importateur est élastique, la taxe tendra à peser sur l'exportateur et non sur l'importateur. En termes d'analyse d'une dévaluation, cela signifie que le prix en monnaie nationale n'augmentera pas, mais que l'ajustement se fera par une diminution du prix en monnaie étrangère. Si la demande du pays importateur est inélastique, c'est lui qui supportera la charge de l'opération.

Après avoir examiné le rôle des élasticités des demandes, Marshall souligne que dans la plupart des cas, en réalité, c'est le consommateur du pays importateur qui supportera l'augmentation de prix. Le pays exportateur trouverait généralement d'autres débouchés pour ses produits si la taxe venait à peser sur ses recettes. "C'est seulement dans de très rares conditions qu'un pays est pratiquement le seul marché pour même un seul produit pour la production duquel un autre a des avantages exceptionnels." Marshall dégage ainsi, sans

---

<sup>2</sup> Les éléments d'une synthèse ont été rassemblés en 1956 par H Guitton et P.H Derycke "élasticité analyse économique: essai de méthodologie statistique" éditions Cujas 1964.

P.H.Derycke (1964) "Elasticité et analyse économique: essai de méthodologie statistique" Edition Cujas

l'appeler par son nom, le rôle de l'élasticité de l'offre<sup>3</sup>. Il "établit" l'hypothèse qui est implicite dans le raisonnement de Lerner: l'hypothèse d'élasticité infinie de l'offre.

### § 1: Fondement théorique du modèle:

Marshall fusionne la théorie de l'utilité et celle de la demande et en déduit l'universelle loi de la demande "la quantité demandée augmente lorsque le prix baisse et diminue lorsqu'il s'élève"<sup>4</sup>. <<On peut chercher à mesurer ce qu'on appelle l'élasticité de la demande, lorsqu'une chute du prix entraîne une augmentation de la demande. On peut vouloir connaître le rapport du taux d'accroissement de la demande au taux de diminution du prix correspondant>>.

Il nous donne la mesure exacte de ce phénomène en définissant le coefficient d'élasticité prix de la demande. Dire que la disposition à acheter augmente plus ou moins sous l'action d'un prix en baisse, c'est dire que le rapport de pourcentage d'augmentation des quantités demandées ( $dx / x$ ), au pourcentage de diminution du prix correspondant ( $dy / y$ ), est plus ou moins élevé.

La définition d'A.Marshall conduit à trois expressions équivalentes des élasticités. Les trois formules correspondent à trois définitions complémentaires:

$$\lambda = dy / y : dx / x \quad (1)$$

L'élasticité de la fonction  $y$  par rapport à la variable  $x$  ( $y = f(x)$ ) est le rapport de pourcentage de variations de  $y$  au pourcentage de variations de  $x$ .

$$\lambda = dy / dx : y / x \quad (2)$$

L'élasticité de la fonction  $y$  par rapport à la variable  $x$  est le rapport de la valeur marginale de la fonction à sa valeur moyenne<sup>5</sup>.

---

<sup>3</sup> Voir, au sujet de l'application du concept d'élasticité à l'analyse des taxes sur les importations, A.Marshall "Money credit and trade; notamment la section intitulée "A broad view of the general incidence of import duties".

<sup>4</sup> A.Marshall "Principes d'économie politique" Giard; traduit de l'Anglais par F.Sauvaire Jourdan; Paris: Gordon and Breach 1971 (Principles of economics; Mac Millan; 1<sup>è</sup> édition 1890).

$$\lambda = dy / dx \cdot x / y \quad (3)$$

Nous pouvons considérer  $dy$  et  $dx$  comme des différentielles:

$$\int 1/y \, dy = \text{Log } y$$

$$\int 1/x \, dx = \text{Log } x$$

$$\implies dy / y = d(\text{Log } y) \quad \text{et} \quad dx / x = d(\text{Log } x)$$

$$\implies \lambda = dy / y : dx / x = d(\text{Log } y) / d(\text{Log } x)$$

L'élasticité de la fonction  $y$  par rapport à la variable  $x$  est le rapport de la dérivée Logarithmique de  $y$  à la dérivée Log de  $x$ .

Ces formules ne sont valables que pour des accroissements infinitésimaux.

$$\lambda = \text{Lim} (\Delta y / y : \Delta x / x) = dy / y : dx / x \quad (\Delta x \rightarrow 0)$$

L'élasticité est, donc, la limite du rapport de l'accroissement relatif de  $y$  à l'accroissement relatif de  $x$ , lorsque ce dernier tend vers 0.

Or, en économie, les accroissements observables sont rarement d'ordre infinitésimal. Les variables susceptibles d'accroissement plus ou moins rapide ne sont mesurées qu'à intervalles réguliers.

Au calcul différentiel, il faut alors, substituer le calcul aux différences finies.

A. Marshall étend la notion d'élasticité à la théorie des échanges internationaux en deux étapes<sup>6</sup>.

Il considère en premier lieu l'élasticité de la demande nationale d'importations qu'il définit de façon très générale. "Elle est mesurée, par l'accroissement proportionnel de cette demande provoqué par tout mouvement en sa faveur dans les conditions qui permettent de l'obtenir.". Cette définition se trouve à l'origine de la plupart des définitions et notamment:

a) L'élasticité-prix (b) de la demande étrangère d'exportation (E) [élasticité des

<sup>5</sup>  $dy / dx$  représente la dérivée de la fonction  $t$  (la valeur marginale de la fonction  $y = f(x)$ ).  
Quant à  $y / x$ , c'est l'expression de la valeur moyenne unitaire.

<sup>6</sup> Qui font l'objet de deux chapitres de son ouvrage "Monnaie..."  
Chapitre VII: "élasticité de la demande d'importation d'une nation".  
Chapitre VIII "influence de l'élasticité de la demande sur les termes d'échange et sur les droits de douanes" et Appendice J.

exportations]:  $b = dE / E : dp / p$

b) L'élasticité-prix (a) de la demande nationale d'importation (I) [élasticité des importations]:  $a = di / I. dp / p$

$P = \text{prix relatifs} = \frac{\text{prix étrangers} \times \text{prix de la devise étrangère en monnaie nationale}}{\text{prix en monnaie nationale}}$ .

Marshall indique clairement les facteurs de l'élasticité de la demande nationale d'importations. Elle dépend non seulement "de la richesse de la nation et de l'élasticité des besoins de la population en produits considérés, mais aussi de son aptitude à ajuster l'offre variée de ses propres produits à la demande étrangère". Marshall cite l'exemple des pays industrialisés dont la propension à importer élevée est compensée par une offre très diversifiée qui développe à son tour une demande élastique. Soulignant que les nations sont inégalement dotées "en Homme et en ressources", il fait remarquer que l'influence qu'elles exercent entre elles et sur le commerce mondial dépend tant de l'élasticité de la demande que du volume de leurs importations.

C'est, donc, dans l'analyse des conditions de l'échange entre nations que le rôle des élasticités est explicité par Marshall. Il renouvelle l'analyse des termes de l'échange par le recours aux élasticités-prix de la demande.

Marshall reste cependant proche des classiques. Il n'envisage que des élasticités ayant un effet « normal » sur le change. Si les parités se modifient, les courants commerciaux se rétablissent sans aggraver la position de la nation dévaluatrice<sup>7</sup>.

## §2: LES VALEURS CRITIQUES DES ELASTICITES.

La découverte de l'existence de valeurs critiques des élasticités de demande, selon lesquelles la dévaluation peut entraîner des effets pervers et aggraver le déséquilibre, va

---

<sup>7</sup> Marshall nous laisse entrevoir la possibilité d'effet pervers dans l'appendice "J" de son ouvrage. Il étudie en particulier "l'échange réciproque entre deux pays exclusivement, dont chacun a un urgent besoin d'une faible quantité des produits de l'autre, sans avoir aucun usage d'une quantité plus importante". Dans ces circonstances, Marshall démontre qu'il peut y avoir plusieurs positions d'équilibre, alternativement stables et instables.



renverser cet optimisme. En effet, plusieurs auteurs<sup>8</sup> ont proposé des formules relatives aux effets pervers provoqués par des valeurs exceptionnelles des élasticités-prix.

Nous rappellerons simplement les formules et les conclusions de l'analyse de Robinson.

Soient M: les importations

X: les exportations

Pm: les prix en monnaie nationale des importations

Px: les prix en monnaie étrangère des exportations

em: élasticité de la demande nationale d'importation =  $dM / dR$  (elle est exprimée par la variation des importations en volume<sup>9</sup> par rapport à la variation du taux de change.  $dM = \Delta M / M$ .  $dR = \Delta R / R$ )

ex: élasticité de la demande étrangère d'exportation =  $dX / dR$  ( la variation du volume des exportations par rapport à la variation du taux de change.  $dX = \Delta X / X$ ).

eh: élasticité de l'offre nationale d'exportation

ef: élasticité de l'offre étrangère d'importations.

K: Le changement relatif de la parité (supposé suffisamment faible pour qu'on puisse considérer comme égaux -au signe près- son expression en monnaie nationale ou en monnaie étrangère).

L'accroissement de la balance commerciale ( $\Delta$ ) est donné par la formule

$$\Delta = K [ X \cdot Px \cdot ex (1 + eh) / ex + eh ) - M \cdot Pm \cdot ef (1 - em) / ef + em ]$$

$$\Delta = K \cdot X \cdot Px [ ex (1 + eh) / ex + eh ) - M \cdot Pm / X Px \cdot ef (1 - em) / ef + em ]$$

Cette formule se simplifie une première fois si l'on suppose infinies les élasticités d'offre « eh » et « ef ».

$$*eh \rightarrow \infty \implies 1 + eh \rightarrow eh \text{ et } ex + eh \rightarrow eh \implies 1 + eh / ex + eh = 1$$

<sup>8</sup> Mrs Joan Robinson ( 1947) a donné, dans ses "Essays in the theory of employments" 2<sup>e</sup> édition 1947 une expression mathématique à la relation générale qui détermine cet aspect particulier des réaction du commerce extérieur que constitue la balance commerciale.

Joan Robinson "Hérésies économiques: essais sur quelques problèmes démodés de théories économique" Traduit de l'Anglais par G Grellet (1972); Calmann-Levy

A. Lerner (1944) "The economics of control" .

Metzler (1948) "The theory of international trade".

Hirschman.A.O (1949) " Devaluation and trade balance: a note" Review of economics and statistics; Fev et "Stratégie de développement économique" Ed Ouvrière; (1974).

<sup>9</sup> Les élasticités sont calculées d'après les variations en volume des exportations et des importations. Les variations en valeur sont biaisées par la dévaluation. A court terme, la structure du commerce extérieur ne subissant pas de grand changement, ce mode de calcul est valable.

$$*e_f \rightarrow \infty \implies e_f + e_m \rightarrow e_f \implies e_f / (e_f + e_m) = 1$$

$$\implies \Delta = K \cdot X \cdot P_x [e_x - M \cdot P_m / X P_x \cdot (1 - e_m)]$$

Si l'on suppose, en outre, la balance commerciale en équilibre initial

$X P_x = M P_m$  (condition dite de Lerner-Robinson), la dévaluation fait apparaître un solde de la balance commerciale égal à:

$$\Delta = K \cdot X \cdot P_x [e_x - M \cdot P_m / X P_x \cdot (1 - e_m)]$$

$$\implies \Delta = K \cdot X \cdot P_x [e_x - 1 + e_m]$$

C'est la formule la plus simple du théorème des valeurs critiques des élasticités de la demande. Cette formule indique que l'accroissement de la balance commerciale sera positif, négatif ou nul suivant que la somme des élasticités de demande sera supérieure, inférieure ou égale à l'unité.

\*Ce solde est positif si  $e_x + e_m > 1$  ( $K$ ,  $X$  et  $P_x$  sont  $> 1$ ).

\* Au contraire, il est négatif et la dévaluation exerce un effet pervers si  $e_x + e_m < 1$ .

Dans le cas d'une balance en déséquilibre ( $X P_x \neq M P_m$ ), la dévaluation entraîne une amélioration de la balance si l'élasticité de la demande étrangère d'exportation est plus forte que le rapport de la valeur initiale des importations à la valeur initiale des exportations ( $e_x > M P_m / X P_x$ ); une détérioration dans le cas contraire.

Travaillant sur des élasticités de demande en devises, Hirschman<sup>10</sup> considère la balance exprimée en devise étrangère. Il obtient les formules suivantes dans lesquelles:

- I: valeur en monnaie nationale des importations du pays qui dévalue
- E: valeur en monnaie nationale des exportations du pays qui dévalue
- I': valeur en monnaie étrangère de ces importations
- E': valeur en monnaie étrangère de ces exportations
- ti: élasticité de la demande nationale de monnaie étrangère destinée à couvrir les importations

<sup>10</sup> A.O.Hirschman (1949) "Devaluation and the trade balance: a note" Rev Eco et Stat.

En particulier, Hirschman a mis en évidence le fait qu'une augmentation du déficit commercial exprimé en monnaie domestique, à la suite de la dévaluation, fera baisser le revenu dans le pays qui dévalue et ce, malgré l'amélioration de sa balance commerciale en monnaie étrangère. Ceci est dû à ce que les effets revenus de la balance dépendent de la dimension de cette dernière exprimée en monnaie domestique. Cette démonstration a ouvert la voie à une série de travaux qui se sont attachés à l'étude des effets déflationnistes de la dévaluation.

te: élasticité de la demande étrangère de monnaie nationale destinée à régler les exportations.

====> La condition pour que la balance en monnaie nationale s'améliore est:

$$t_i + E / I t_e > 1$$

La condition pour que la balance en monnaie étrangère s'améliore est:

$$t_e + I / E t_i > 1$$

Si et seulement si  $E = I$ , on retrouve le théorème simplifié de Mrs Robinson.

Par ailleurs, la formule, où l'on ferait l'hypothèse  $X P_x = M P_m$ , permet d'affirmer que, même avec une balance en équilibre initial, un effet pervers peut se produire avec des élasticités de demande dont la somme est supérieure à l'unité, si les élasticités de l'offre prennent certaines valeurs.

Toute réserve étant faite sur les hypothèses, les effets indirects de prix, de revenu, de répartition y sont particulièrement importants notamment du fait du caractère très ouvert sur l'extérieur des économies. Plusieurs auteurs ont entrepris, à la suite de H Brem, dans des modèles synthétiques, de tenir compte en même temps des effets-prix et des effets-revenu. L'apport de Brem<sup>11</sup> combine les élasticités-prix, les élasticités-croisées et les élasticités de substitution dans le cas où une dévaluation vient modifier les courants commerciaux.

L'auteur souligne la possibilité d'effets pervers, malgré des élasticités élevées, lorsqu'un effet revenu se combine à un effet de substitution. Il en conclut qu'un certain <<optimisme des élasticités>> ne doit pas nécessairement entraîner un <<optimisme de la dévaluation>>.

Le rôle des élasticités est, donc, extrêmement complexe. Tout dépend des conditions qui existeront effectivement dans la pratique. La force d'une élasticité peut compenser la faiblesse de l'autre. Mais, il se peut aussi qu'aucune des élasticités ne présente le signe ou l'ampleur satisfaisante.

---

<sup>11</sup> H Brem (1957) "Devaluation, a marriage of the elasticity and the absorption approach" E.J; Mars.

Par ailleurs, l'application de ce théorème n'est pas sans engendrer des difficultés dues à la mesure des élasticités et aux différentes méthodes retenues par les chercheurs. Les résultats sont assez contradictoires en raison des méthodes divergentes. La période d'analyse et les fonctions économiques élaborées pour le calcul des élasticités influent directement sur les résultats obtenus.

Des critiques d'ordre statistique incriminent notamment le choix des indices de prix ou celui de la période de calcul<sup>12</sup>.

Une limite vient de la difficulté de choisir l'indice reflétant l'évolution des prix et des coûts intérieurs. Le choix de l'indice des prix, en tant qu'instrument de calcul ne relève pas simplement de considérations ésotériques ou techniques. La référence à un indice des prix inadéquats peut systématiquement affecter les jugements relatifs à l'étendue et à la direction des élasticités.

Idéalement, il faut une mesure qui ne converge que dans la mesure où la position compétitive du secteur commercialisable change (et non parce que les prix des consommateurs augmentent par rapport aux prix des biens commercialisables suite à une croissance de la productivité du dernier secteur: ce critère s'oppose à l'utilisation des prix aux consommateurs).

Il n'existe pas de série reflétant l'évolution de change des secteurs exportateurs. On utilise souvent des indices partiels (coûts salariaux quand ils existent), des indices pour une part déterminés par l'évolution des coûts (prix à l'exportation) ou des indice déterminant indirectement l'évolution des changes (prix du PIB, prix à la consommation).

En général, les trois indicateurs disponibles sont:

- \* le déflateur du PIB.
- \*L'indice des prix de gros.
- \* L'indice des prix à la consommation.

Le déflateur du PIB\_(dont la base est plus étendue) a l'avantage d'être représentatif de la variation des prix de toutes les productions locales, qui influencent sur la compétitivité externe. Cet indice serait, toutefois, fortement influencé par (correspond à) la structure de production de chaque pays et, de ce fait, diffère d'un pays à l'autre. Il se prête mal

---

<sup>12</sup> Pour les critiques concernant la période, voir chapitre I: problèmes de détermination du taux de change d'équilibre complété par la section II du Chapitre III: les hypothèses de courte et de longue période.

à des comparaisons entre pays de spécialisation économique et de niveau de développement différent.

Les deux autres indices sont les plus couramment utilisés et en particulier l'indice des prix à la consommation.

Les prix de gros auraient peu d'inconvénients, mais couvrent des articles qui ne sont pas commercialisables sur le plan international.

L'indice des prix à la consommation est généralement utilisé en tant qu'indicateur de l'évolution des coûts nationaux et étrangers, car des indicateurs tel le coût unitaire de la main d'oeuvre ne sont généralement pas disponible, ou quand ils le sont, peu fiable. Cet indice est souvent préféré car il couvre un nombre relativement important de produits et accorde une large pondération pour les produits domestiques. Ceci lui permettrait de refléter mieux que les autres indices l'évolution des prix et des coûts des produits et services domestiques (ainsi que les facteurs du coûts de la main-d'oeuvre d'autant plus qu'il est un important déterminant des coûts en travail). D'ailleurs, l'indice des prix à la consommation est souvent le seul indicateur disponible et le plus facile à interpréter<sup>13</sup>.

La comparaison différente de ces indices rend leur rapprochement avec les indices des pays de niveau de développement inégal à l'origine d'une évolution biaisée<sup>14</sup>. Ces indices, non seulement ne comportent pas les mêmes produits selon les pays, mais, de plus, leur pondération est susceptible de varier sensiblement entre pays. Ils ne reflètent pas nécessairement l'évolution des coûts intérieurs de production et du coût salarial en particulier (qui est pourtant déterminante pour la compétition-prix).

Un indice de prix est destiné à suivre l'évolution des prix d'un budget-type. Il importe alors de bien définir le budget-type. Un indice se rapportant à un budget-type donné ne reflétera qu'imparfaitement l'évolution des prix pour un autre budget-type. Même si les prix sont les même pour tous les consommateurs et évoluent de la même façon pour tous, les

---

<sup>13</sup> Même si cet indice est souvent sous estimé dans les PSD. Cette sous estimation s'expliquerait notamment par les modes de relevé des prix qui sont peu fiables. Ces indices comprennent également des rubriques (comme les coûts de logement...) qui ne font pas partie du commerce internationale et des impôts indirects qui affectent les prix locaux mais pas les prix internationaux.

<sup>14</sup> P.Plane (1983) "taux de change d'équilibre en économie sous développée: essai de détermination pour dix pays d'Afrique de l'Ouest" Thèse de 3è cycle. Clermont Ferrand  
P.Plane (1986) "L'évolution tendancielle des taux de change" CERDI. Clermont Ferrand.

structures de consommation différent d'un groupe de consommateur à un autre et évoluent différemment.

De plus, et du fait que la durée de vie d'un indice est limitée (en raison de l'évolution des structures économiques), on est confronté au problème du raccord de deux séries d'indices consécutives, lorsqu'on veut décrire l'évolution des prix sur une longue période<sup>15</sup>

$$I_{t/o} = I'_{t/1} \times I_{1/o}$$

Cette formule est très approximative pour les deux raisons suivantes:

\*L'indice d'une grandeur synthétique ne possède pas la propriété de circularité<sup>16</sup>.

\*Une économie nationale, mais surtout l'économie mondiale, peut difficilement être considérée comme étant en équilibre général. Dans ce cas précis, et étant donné que les pondérations sont fondées sur la structure du commerce internationale de l'année de base, toute modification de celle-ci entraîne automatiquement des valeurs différentes de l'indice.

<sup>15</sup> Soit un indice  $I$ , base 100 à la date "0", calculé jusqu'à la date "1" où il a été remplacé par l'indice  $I'$ . L'estimation de la valeur de  $I$  à une date "t" postérieure à "1" est obtenue en multipliant l'indice  $I'$  de "t" par rapport à 1 par l'indice  $I$  de "1" par rapport à "0"

$$I_{t/o} = I'_{t/1} \times I_{1/o}$$

$I_{t/o}$ : l'indice  $I$  (estimé) à une date "t" postérieure à "1"

$I'_{t/1}$ : l'indice  $I'$  de "t" par rapport à 1

$I_{1/o}$ : l'indice  $I$  de "1" par rapport à "0".

<sup>16</sup> Soit  $G$  une grandeur à définition invariable  $G_0, G_1, \dots$

$I_{t/o}(G)$  un indice élémentaire de la grandeur simple  $G$  à la date "t" par rapport à la date "0".

$$I_{t/o}(G) = I_{t'/1}(G) \cdot I_{1/o}(G) \text{ puisque } G_t/G_0 = G_t/G_{t'} \cdot G_{t'}/G_0$$

La circularité est une propriété fondamentale qui permet de comparer non seulement les dates "0" et "t" d'une part, "0" et "t'" d'autre part, mais aussi "t" et "t'":  $I_{t'/t} = I_{t/o} \cdot I_o/t'$

La comparaison s'effectue ainsi indépendamment du choix de la date de référence "0", entre les indices comme entre les valeurs:  $I_{t/o}(G) / I_{t'/o}(G) = G_t/G_{t'}$ .

Dans ce qui suit, l'analyse est présentée de façon suffisamment générale: elle peut s'appliquer tant aux exportations et aux importations prises dans leur ensemble qu'à chacune de leurs catégories. Toute l'analyse est une application de la loi de l'offre et de la demande sur le marché partiel de biens et services.

Nous pouvons présenter cette analyse en décomposant le mécanisme sur lequel elle repose en trois propositions. Chacune d'elles peut s'appliquer, selon le cas, tant à l'offre qu'à la demande.

La dévaluation se traduit par un glissement vers le haut de la courbe représentant le comportement des agents étrangers si les prix sont exprimés en monnaie nationale. Par un glissement vers le bas de la courbe des agents nationaux si les prix sont exprimés en monnaie étrangère.

La distance parcourue par chaque point de la courbe indique le taux de dévaluation.

L'élasticité de la courbe immobile (celle qui représente le comportement des agents économiques dont la monnaie est utilisée pour exprimer les prix sur le graphique) indique la part de la variation du volume et de la variation des prix dans l'ajustement total.

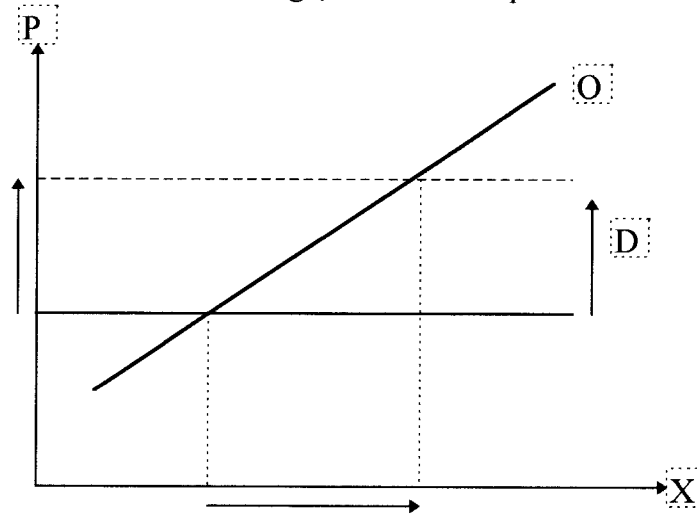
L'élasticité de la courbe, dont le glissement traduit le taux de dévaluation, donne la mesure de la variation des quantités échangées compatible avec la variation de prix rendue possible par la dévaluation. Elle indique l'ampleur possible de l'ajustement total.

## **Section II: Les effets de la dévaluation sur les recettes d'exportations.**

### **§1: Conséquences et origine de l'élasticité de la courbe de demande étrangère:**

1) **L'élasticité de la courbe de demande étrangère:** comme le montre le graphique 1, si cette courbe est extrêmement élastique, le prix tendra à augmenter dans la

même proportion que celui des monnaies étrangères. Si la demande étrangère est infiniment élastique, il existe un seul prix sur le marché, quel que soient les quantités échangées. Le prix imposé par le marché varie exactement comme la valeur des unités monétaires étrangères en termes de la monnaie nationale. Sur un graphique, une telle demande étrangère se représente par une courbe horizontale. Les différentes positions que peut occuper cette courbe, selon le niveau auquel s'établit le taux de change, seront toutes parallèles.



Graph 1: demande étrangère extrêmement élastique.

L'élasticité de la courbe de demande étrangère ne permet pas de prévoir si l'ajustement nécessaire pour rééquilibrer le marché se fera principalement par les prix nationaux ou par les quantités produites. Comme l'indique le graphique (1), c'est la pente de la courbe d'offre qui détermine la part de l'augmentation du prix et de l'augmentation des quantités dans l'ajustement total. Les augmentations possibles du prix et des quantités seront, toutefois, d'autant plus importantes que la courbe de demande étrangère est élastique. L'augmentation de prix rendue possible par la dévaluation est dans ce cas compatible avec une forte augmentation des quantités mises sur le marché.

Au contraire, l'inélasticité de la courbe de demande étrangère implique que la même gamme de prix, compris dans la marge déterminée par la variation du taux de change, n'est compatible qu'avec une étroite variation du volume.

L'élasticité de la demande étrangère peut résulter de différentes circonstances relatives à la concurrence sur le marché international d'un produit (i), à la position du pays qui dévalue sur ce marché (ii) ou à la nature économique du produit (iii).



i) Si le marché international d'un produit est conforme au modèle de concurrence parfaite (avec tous ce que cela suppose, et que les différents biens envisagés sont parfaitement substituables), la demande qui s'adresse à chaque producteur est infiniment élastique.

Le modèle de concurrence parfaite implique notamment une structure particulière de l'offre et de la demande qui s'y rencontre et l'hypothèse traditionnelle d'atomicité des agents économiques. Les producteurs offrent un bien homogène et les consommateurs sont identiques. Il est impossible de distinguer les produits. Il n'existe ni marque, ni brevet, ni label. De l'uniformité des consommateurs, il résulte qu'il n'existe pas de coutumes ou de règles institutionnelles ou empiriques réglementant la distribution de l'output. La libre entrée et sortie sur le marché permettrait, à long terme, un libre déplacement des ressources entre des emplois alternatifs.

Parmi les structures de marché, de multiples raisons justifient l'intérêt des économistes pour la concurrence parfaite. Cette structure de marché, avec les hypothèses qui la sous-tendent, rend particulièrement « aisée » la détermination de la solution du marché. Cette structure apparaît comme le cas limite, pour un accroissement infini de nombre des vendeurs, des structures intermédiaires (oligopolistique) dans lesquelles les agents sont conscients de leur interdépendance décisionnelle. Cette structure assure l'allocation efficace des ressources dans l'économie. L'égalité du prix et du coût marginal, l'absence de recettes supérieures aux coûts, l'élimination des firmes moins efficaces garantissent que les ressources employées le sont de la façon la plus efficace.

Toutefois, un pareil type de marché ne se réalise que rarement. La distinction entre « peu de vendeurs » et « nombreux vendeurs » ne peut s'établir de façon parfaitement dichotomique. La dichotomie introduite entre produit homogène et produit différencié est plus théorique que réelle. Le cas extrême d'un produit homogène correspond à une situation où le plus petit différentiel de prix fait basculer la totalité de la demande vers le vendeur pratiquant le prix le plus faible. Mais, en réalité, à part ce cas extrême, des gradations infinies dans le degré de différenciation des produits peuvent exister et il est difficile, en pratique, d'identifier exactement la frontière où finit l'homogénéité et où commence la différenciation<sup>17</sup>.

---

<sup>17</sup> la distinction entre bien « banal » homogène produits à rendement constant ou à fortiori décroissant et biens « Lancasteriens » différenciables à rendement croissant est traitée notamment par K.Lancaster (1966) « A new approach to consumer theory » Journal of Political Economy; A.Dixit (1980) »The role of investment in entry

L'autre difficulté rencontrée quand on expose la théorie de la concurrence parfaite est de l'illustrer par l'exemple d'un marché remplissant l'ensemble des conditions précédentes. « Quel que soit l'exemple choisi, une ou plusieurs de ces conditions apparaissent violées. La concurrence parfaite constitue un « cas d'école » constamment mis en question par la réalité des marchés »<sup>18</sup>.

De multiples obstacles peuvent exister au processus d'entrée de concurrents potentiels, sous-jacent au scénario de la concurrence parfaite<sup>19</sup>. Soit que ces obstacles découlent de circonstances particulières (existence de monopole de fait ou de monopole naturel lié aux conditions de disponibilité de ressources, de coût ou à la qualité du produit: différenciation verticale...). Soit qu'ils résultent d'une stratégie délibérée (barrières stratégiques décourageant l'entrée...).

La notion de concurrence a été considérablement appauvrie par les auteurs qui s'inscrivent dans la perspective de l'équilibre général. Chez A. Smith, chez D. Ricardo également, la concurrence s'exerce dans un espace multidimensionnel et dynamique relevant notamment de facteurs organisationnels et technologiques. De même, en matière d'échanges internationaux, et selon l'expression de F. Perroux<sup>20</sup>, la concurrence pure et parfaite se présente comme un thème de manuel. Dynamique par essence, elle répond à la confrontation d'unités de forces inégales parmi lesquelles certaines sont capables de modifier les prix, leur environnement et le comportement des concurrents. La structure oligopolistique des marchés tend à modérer la concurrence par les prix et à jouer plutôt sur l'innovation et la différenciation des produits.

---

deterrence » *Economic Journal*. E. Helpman (1981) « International trade in the presence of product differentiation, economies of scale and monopolistic competition . A chamberlin-Heckscher-Ohlin » *Journal of International Economics*...

<sup>18</sup> J. Gabszewicz (1994) « La concurrence imparfaite » Repères, La Découverte.

<sup>19</sup> Les coûts d'entrée et de sortie sont supposés nuls. Or, le renforcement des barrières à l'entrée liées aux coûts d'installation ou à la taille des coûts fixes par rapport à la taille du marché conduit à des structures différentes du marché concurrentiel. Si les producteurs doivent supporter un coût d'entrée positif, les firmes présentes et les entrants potentiels sont dans une situation compétitive différente. Les premiers, ayant déjà supporté le coût d'entrée de manière irréversible, peuvent fixer leurs prix en fonction du seul coût variable; alors que les secondes doivent anticiper un prix qui couvre aussi les coûts fixes. Le prix minimal pour la firme présente est donc, inférieur au prix minimal exigé par l'entrant potentiel, ce qui permet à la première de fixer un prix qui, tout en étant supérieur au coût moyen, dissuade l'entrée des concurrents potentiels

<sup>20</sup> F. Perroux (1982) "Qu'est ce qu'être compétitive", Op cit

Les hypothèses de la concurrence parfaite ont pour objet d'écarter de l'analyse des situations où les agents perçoivent le fait que les conséquences de leurs décisions individuelles ne dépendent pas seulement de leur décision propre, mais aussi de celles que prendraient d'autres agents. « Il faut introduire dans l'analyse des situations de marché caractérisées par la présence d'un nombre restreint d'agents conscients du contexte interactif de leur décision. C'est le domaine de la concurrence imparfaite »<sup>21</sup>.

Si une entreprise veut échapper à la guerre des prix qui accompagne l'offre d'un bien homogène, il lui faut proposer à la vente des biens qui ne soient pas des substituts parfaits de telle sorte que les agents ne fondent pas leurs décisions seulement sur des différences de prix. Sans doute sera-t-elle encore soumise à la concurrence des autres, dans la mesure où le bien proposé reste substitut d'autres, mais l'hypothèse d'homogénéité du produit n'est plus satisfaite, et on pénètre à nouveau dans le domaine de la concurrence imparfaite.

Au delà d'une différenciation « subjective » qui résulte principalement de la perception que le produit éveille dans l'imagination du consommateur<sup>22</sup>, il existe une gamme variée de modalités par lesquelles les produits sont susceptibles d'être différenciés par rapport à ceux des concurrents. La différenciation peut résulter de caractéristiques intrinsèques physiques des produits, de la localisation des points de vente, de l'offre d'une qualité de service... La qualité supérieure conduit toujours à la différenciation maximale entre les produits. En accentuant le différentiel de qualité, il est possible d'adoucir la concurrence à laquelle conduit la guerre des prix observée quand les produits sont parfaitement homogènes.

En raison du caractère différencié des produits, les offreurs ont la possibilité de vendre à un prix excédent son coût marginal de production. Alors que l'usage des stratégies en prix conduit déjà la concurrence à éroder les profits lorsque les produits sont homogènes. Le fait de vendre des produits différenciés confère un pouvoir de monopole local qui s'exprime par l'existence de marges bénéficiaires positives.

---

<sup>21</sup> J.M.Siroën (1986). « Discrimination des prix, différenciation des produits et échanges internationaux », *Revue Economique*, n° 3 Mai. 1988 « La théorie de l'échange international en concurrence monopolistique: une comparaison des modèles » *Rev Econ* n°3 Mai. 1993 "Marchés contestables, différenciation des produits et discrimination des prix; *Rev Econ* n° 3 Mai

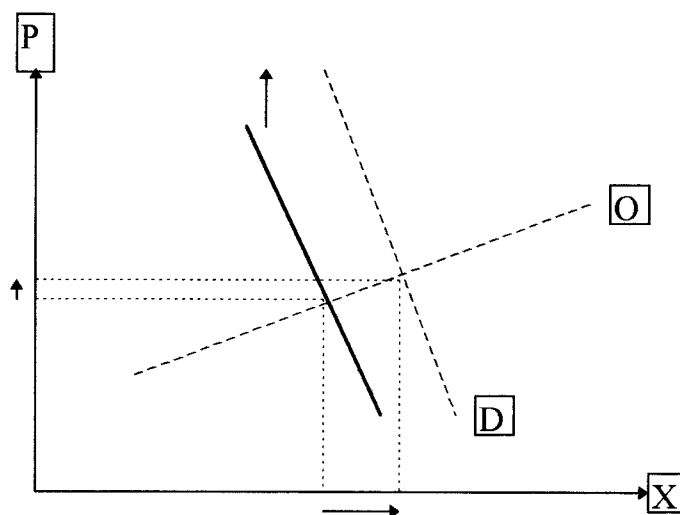
<sup>22</sup> Il s'agit dans ce cas de créer chez les consommateurs une « image » préférentielle qui les attache à elle et de résister à celle que propose la concurrence. Cette lutte, qui peut devenir fractricide en cas de publicité comparative, révèle le caractère non concurrentiel du marché sur lequel elle s'exerce.

ii) En dehors de cette structure particulière du marché (modèle de concurrence parfaite), les exportateurs du pays qui dévalue peuvent rencontrer <<en principe>> une demande étrangère élastique, s'ils n'approvisionnent qu'une fraction minime du marché international. Ces producteurs peuvent augmenter leurs exportations dans une certaine proportion sans exercer d'influence sur le prix du produit ni provoquer de réactions de la part des fournisseurs étrangers qui dominent le marché.

iii) Enfin, l'élasticité de la courbe de demande peut être caractéristique de la demande de tel bien, indépendamment de la forme de marché. Des biens qui ne répondent pas à un besoin contraignant font généralement l'objet d'une demande plus élastique que celle des biens de première nécessité. Les produits finis ont une demande plus élastique que les produits intermédiaires qui doivent entrer dans leur fabrication.

**2) L'inélasticité de la courbe de demande étrangère:** si la courbe de demande étrangère est inélastique, l'ajustement, qui peut avoir lieu pour équilibrer le marché à la suite d'une dévaluation, sera limité par la flexibilité, aux quantités mises sur le marché, du prix en monnaie nationale. Lequel prix ne peut varier que dans les limites déterminées par la dévaluation.

A la lecture du graphique (2), l'augmentation possible des recettes totales en monnaie nationale est dans ce cas contenue dans des limites étroites.



Graphique (2): demande étrangère inélastique.

L'inélasticité de la demande étrangère peut se rencontrer lorsque certaines conditions sont remplies:

- i: l'une concerne la nature économique du produit exporté. Il faut que le bien exporté ait par nature une demande inélastique
- ii: l'autre concerne la position qu'occupe le pays qui dévalue sur le marché international du produit. Il faut que le pays qui dévalue jouisse d'une position de monopole, ou tout au moins qu'il approvisionne une part importante du marché international du produit exporté. Si tel n'est pas le cas, les exportateurs du pays peuvent rencontrer <<en principe>> une demande élastique: une légère diminution du prix auquel ils vendent leurs exportations, par rapport aux prix déterminés par le marché, augmente leurs ventes au détriment de leurs concurrents étrangers
- iii: Comme nous l'avons dit plus haut, la concurrence imparfaite peut expliquer l'ajustement des prix d'équilibre de moindre importance (et par conséquent, une amélioration plus faible de la balance commerciale) lorsqu'on dévalue la monnaie nationale. Nous pouvons donner une autre explication à la faiblesse de la relation dévaluation- amélioration de la balance commerciale. La raison pour laquelle "les changements du taux de change ont un effet moindre sur les prix et les volumes du commerce internationale"<sup>23</sup> est la montée du protectionnisme au niveau mondial.

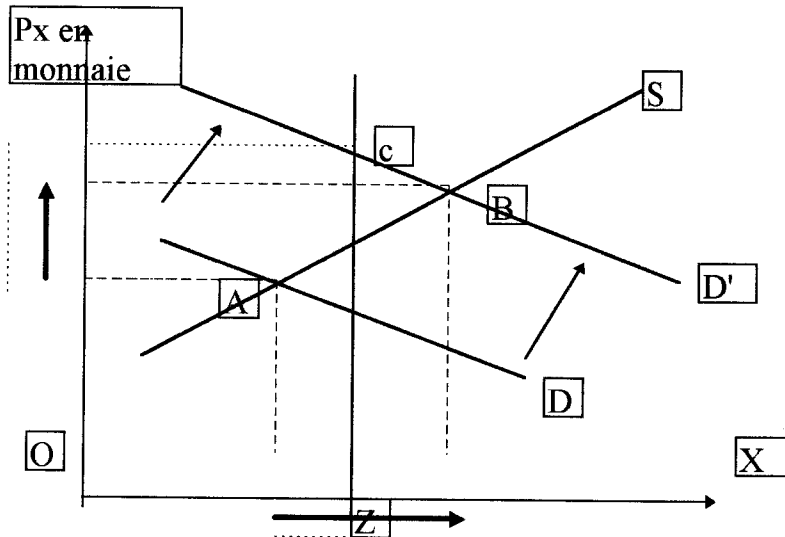
En se situant dans le même cadre du modèle à deux pays (pays qui dévalue "A", pays "B" reste du monde), nous allons prendre en considération les effets d'une barrière à l'importation, mise en oeuvre par le reste du monde sur l'ajustement des exportations du pays "A"<sup>24</sup>.

Comme le montre le graphe suivant, lorsque nous nous exprimons en monnaie nationale, nous avons un déplacement vers le haut de la demande pour un statu-quo au niveau de l'offre suite à la dévaluation.

---

<sup>23</sup> Voir notamment, M.Bhagwati (1989) "The Economist, February 11.

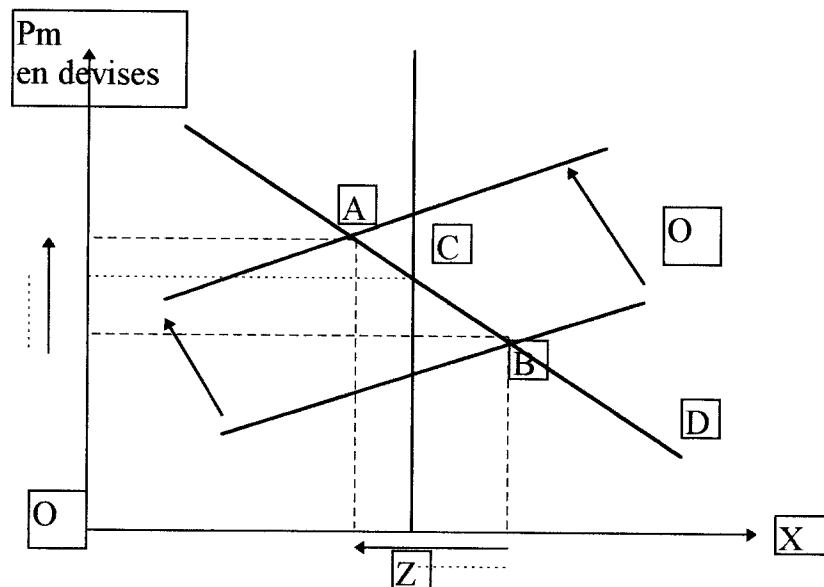
<sup>24</sup> Nous traiterons, plus loin, du cas où le pays "A" impose des barrières sur ses importations. Nous verrons que l'effet de la dévaluation sur les importations peut être carrément annulé.



Graph 3 : Politique tarifaire, dévaluation et exportations en monnaie nationale.

Le point d'équilibre passe normalement de "A" à "B". Si le pays partenaire impose un quota d'importation de "OZ", l'ajustement ne pourra se réaliser complètement, et le nouvel équilibre résidera en "C". Nous aurons une augmentation des exportations en valeur dont l'importance dépendra de l'élasticité de la demande. Il est possible que cette augmentation soit plus faible que dans le cas du libre échange parfait (passage de "A" à "B").

D'ailleurs, et comme l'indique le graphique suivant, le même résultat est atteint lorsque nous nous exprimons en devises: nous avons ici un déplacement de l'offre d'exportation et un statu-quo de la demande.



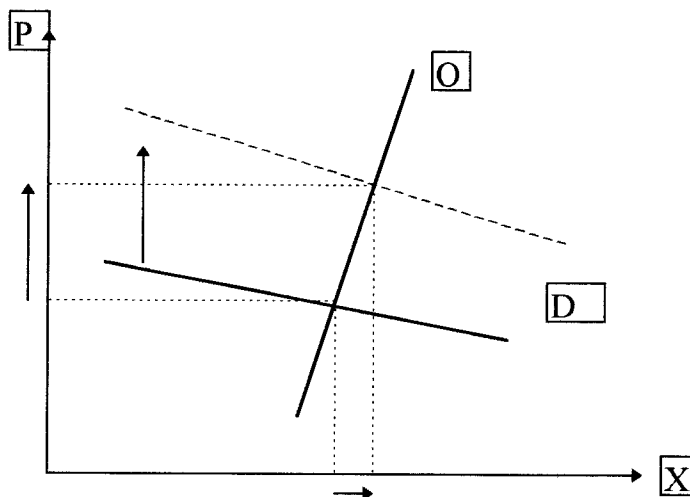
Graph 4 : Politiques tarifaires, dévaluation et exportations en devises

Le nouveau point d'équilibre se situera donc en "C".

## § 2: Conséquences et origines de l'élasticité de la courbe d'offre nationale.

**1: L'inélasticité de la courbe d'offre nationale:** Le graphique (5) montre que l'inélasticité absolue de la courbe d'offre nationale se traduit uniquement par une augmentation de prix, égale au taux de dévaluation.

Si l'inélasticité n'est pas absolue, l'augmentation de prix, légèrement inférieure au taux de dévaluation, s'accompagne d'une augmentation minime des quantités.



Graph 5: Offre nationale inélastique.

L'inélasticité de la courbe d'offre nationale peut avoir au moins deux origines:

- a) le plein emploi des facteurs de productions, qui se traduit par une inélasticité de l'offre à la hausse.
- b) la position monopolistique des exportateurs.

### a) Le plein emploi<sup>25</sup> :

L'inélasticité de l'offre nationale d'exportation, résultant du plein emploi des facteurs de production, est "en principe" une inélasticité provisoire. Dans le long terme, la production des biens à exporter pourra se développer par suite de la réallocation des ressources vers les secteurs les plus rentables, c'est à dire vers les secteurs d'exportation, puisque le prix en monnaie nationale de leurs productions tend à augmenter suite à la dévaluation.

*Cette réallocation sera d'autant plus rapide que le marché des facteurs de production à l'intérieur du pays se rapproche d'un modèle de concurrence parfaite, caractérisé par la mobilité des facteurs de production et l'absence d'indivisibilité.* Les facteurs seront dans ce cas plus facilement réorientés en fonction des possibilités d'augmentation des rémunérations (salaires, rémunération du capital, profit de l'entrepreneur) consécutives à la hausse des prix.

Ce processus de réallocation des ressources se poursuivra jusqu'à ce que les productivités marginales des différents types de facteurs soient égales dans tous les secteurs de l'économie nationale.

Tout au long de la phase de réallocation des ressources productives vers les secteurs d'exportation, c'est à dire tant que jouent les phénomènes de substitution des facteurs de production, la courbe d'offre d'exportation redevient quelque peu élastique.

Au-delà du niveau de production auquel les productivités marginales sont devenues égales dans tous les secteurs de production, la courbe d'offre des exportations -et dans toutes les autres productions- est inélastique. L'offre ne redeviendra élastique ultérieurement, que si la productivité marginale du capital augmente assez pour permettre une augmentation du taux de l'intérêt susceptible d'accroître la part de l'épargne dans le produit total. Dans ce cas, la part de la consommation dans le produit total diminue, permettant ainsi de dégager des facteurs de production qui seront affectés à la production de biens d'investissement: ce processus va accroître la capacité de production de l'économie et rendre une certaine élasticité à l'offre.

---

<sup>25</sup> Déjà Tinbergen notait qu' "en devrait s'attendre à ce que la fonction d'offre au voisinage du plein emploi de la capacité de production , présente une discontinuité très nette... Tinbergen (1954) "L'économétrie", centre d'études et mémoires. Armand Colin..



L'inélasticité immédiate de la courbe d'offre d'exportation qui trouve sa source dans le plein emploi, sera, donc, diminué par un processus de réallocation des ressources, à deux niveaux:

\*il y aura une réallocation intersectorielle des facteurs de production vers les secteurs d'exportation, à cause d'une différence de productivité marginale des facteurs de production selon les secteurs.

\*il y aura une réallocation intertemporelle de la production: en fonction du taux de l'intérêt, les agents économiques préféreront l'épargne et l'accroissement du stock de biens productifs.

Toutefois, les adaptations des structures de l'offre ne doivent pas être aléatoires. La hausse du prix des importations peut favoriser les activités de substitution alors que les gains à l'exportation peut stimuler de nouvelles activités économiques; *encore faut-il que le système productif soit assez flexible pour réussir un redéploiement* tout en contrôlant les tensions inflationnistes, que le tissu des entreprises susceptibles d'élargir la production vers l'exportation soit dynamique...Finalement, l'efficacité de la dévaluation est conditionnée par la flexibilité des structures économiques des pays qui la pratique. Les pays qui souffrent de nombreuses rigidités<sup>26</sup> et dont l'appareil de production (industriel et/ou agricole) est particulièrement faible, ne sont pas à même de mettre à profit une dévaluation.

### **b: la position monopolistique.**

L'inélasticité de la courbe d'offre peut avoir une autre origine que le plein emploi. Elle peut être le résultat d'une politique délibérée d'un producteur jouissant d'une position monopolistique. Ce dernier arrête ses plans de production et son prix de vente de façon à obtenir un revenu maximum, en tenant compte des réactions des utilisateurs du produit.

---

<sup>26</sup> activités non rentables, secteurs commerciaux déclinants, instabilité des cours des matières premières, hausse des prix des équipements, des transports et des services, problèmes d'économies d'échelle, poussée démographique incontrôlée, formation inadaptée....

Dans le cas où un producteur de biens d'exportation jouit d'un monopole, il n'y a pas vraiment de "courbe d'offre" nationale d'exportation<sup>27</sup>.

Nous pouvons, toutefois, construire "un sentier d'offre" qui représente la stratégie mise au point par le monopoleur pour tirer le maximum de profit d'éventuelles variations du taux de change sur la base d'une courbe de demande unique des étrangers<sup>28</sup>.

Il s'agit ici d'un cas très particulier de comportement économique du monopoleur, dû à l'introduction d'une différence <<artificielle>> entre le prix en monnaie étrangère et le prix en monnaie nationale. Sans l'introduction de cette différence <<artificielle>> par les variations du taux de change, le comportement économique du monopoleur s'exprime par un seul point, caractérisant le volume à produire et le prix de vente à imposer pour obtenir le maximum de profit possible du comportement des acheteurs.

L'analyse impose la prise en considération d'une distinction entre deux comportements monopolistique. Celui d'une firme sur le marché d'un produit, et le comportement éventuel des responsables de la politique économique du pays qui dévalue, cherchant à exploiter l'importance du pays sur le marché d'un certain produit (**Voir Annexe II**).

En résumé, l'inélasticité de la courbe d'offre peut provenir du plein emploi ou d'une position monopolistique du producteur. Elle a pour conséquence, lors d'une dévaluation, de provoquer une hausse du prix en monnaie nationale plus importante que l'augmentation éventuelle des quantités échangées.

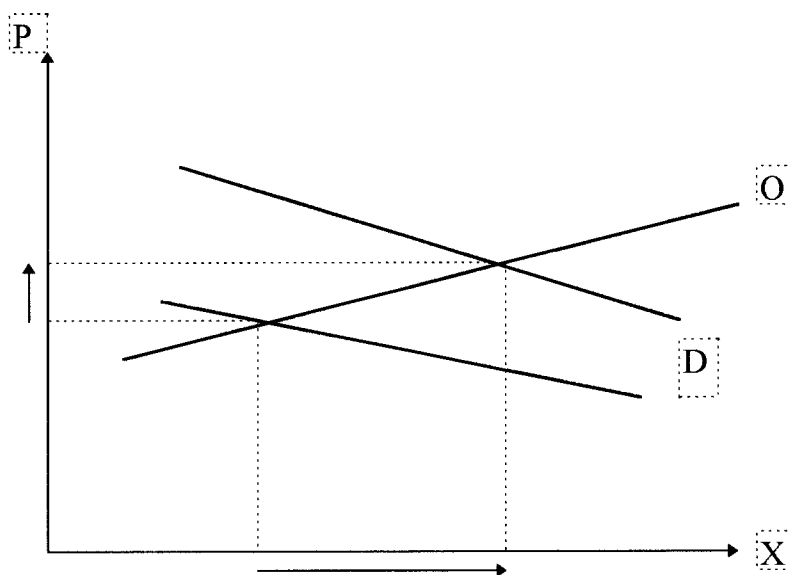
## **2: L'élasticité de la courbe d'offre nationale d'exportation:**

Comme le montre le graphique (6), l'élasticité de la courbe d'offre nationale d'exportation implique que, dans l'augmentation totale des recettes en monnaie nationale, la part due à l'augmentation des quantités produites est plus importante que celle due à l'augmentation des prix. Si cette courbe est absolument élastique, seules les quantités échangées augmenteront: le prix sera constant en monnaie nationale.

---

<sup>27</sup> exprimant les quantités que le monopoleur est prêt à produire aux différents prix possibles indépendamment de la courbe de demande des utilisateurs.

<sup>28</sup> Cette courbe occupe évidemment, sur un graphique où les prix sont exprimés en monnaie nationale, différentes positions selon les différentes valeurs du taux de change.



Graphe 6: offre nationale élastique.

Cette élasticité de l'offre nationale peut avoir trois origines:

\*le sous emploi des ressources productives favorise l'élasticité de la courbe d'offre. Il permet d'augmenter la production en faisant appel à des facteurs de production disponibles.

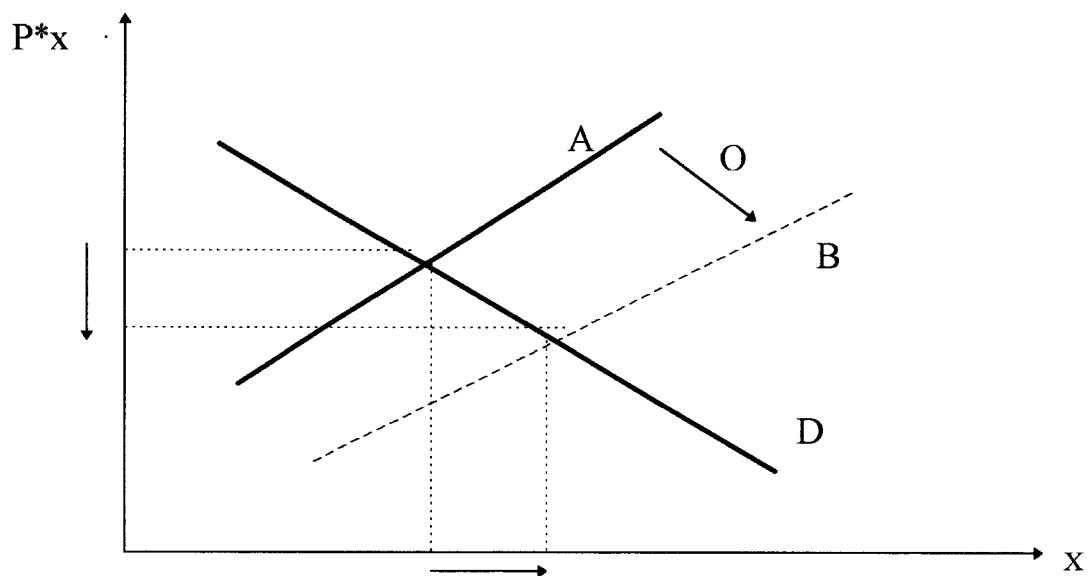
\*l'existence d'une concurrence sur le marché des facteurs de production permet d'augmenter l'élasticité d'une courbe d'offre, même en cas de plein emploi des facteurs de production dans l'ensemble des secteurs, par une réaffectation des facteurs vers les secteurs les plus rentables (c'est à dire, en cas de dévaluation, vers les secteurs productifs de biens d'exportation). L'augmentation de la production d'exportation se fait dans ce cas au détriment d'autres productions locales.

\*l'existence d'une concurrence sur le marché des produits entre les producteurs de biens d'exportation. Ces derniers augmentent leur production le long de leur courbe de coût marginal, produisent plus qu'un monopole et à un prix moindre. L'offre sera plus élastique que dans le cas d'un monopole. En effet, un producteur isolé, conscient de n'avoir aucune influence sur les prix, ne doit pas tenir compte de la diminution de prix consécutive à une augmentation des quantités mises sur la marché.

En ce qui concerne les recettes d'exportation en monnaie nationale, l'analyse qui vient d'être faite mène en substance aux conclusions suivantes:

- 1) la dévaluation tend à augmenter les recettes des exportations, en monnaie nationale, sauf dans le cas limite où la demande étrangère est inélastique.
- 2) Cette augmentation des recettes en monnaie nationale trouve sa source principalement dans une augmentation de prix si la courbe d'offre nationale est inélastique, ou principalement dans une augmentation des quantités exportées si la courbe d'offre nationale est élastique.
- 3) le montant total de l'augmentation des recettes dépend non seulement de la courbe d'offre nationale, mais aussi et surtout de l'élasticité de la demande étrangère. Celle-ci indique si l'évolution des prix, à l'intérieur de la gamme des prix possibles suite à la dévaluation, est compatible ou non avec une forte augmentation des quantités offertes sur le marché.

Si les prix sont exprimés en une monnaie étrangère, une dévaluation se traduit géométriquement par un glissement vers le bas de la courbe d'offre.



l'Effet de ce glissement dépendra de cette élasticité.

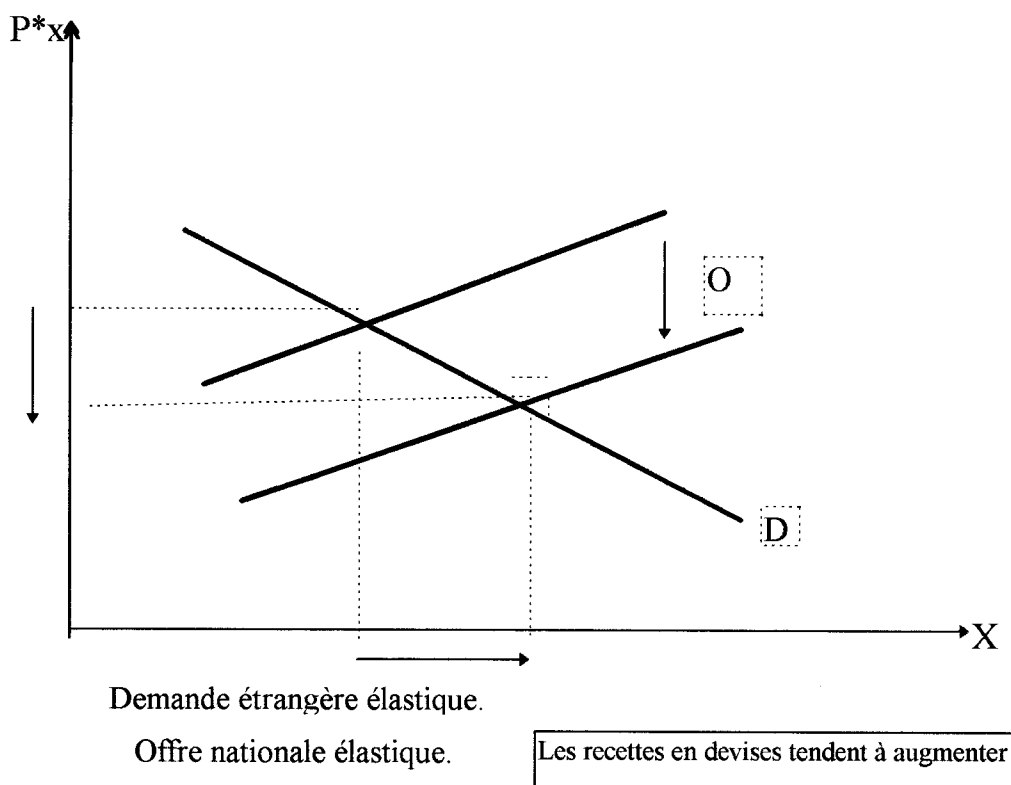
Si la courbe est infiniment inélastique, elle ne pourra glisser que sur elle-même, de sorte que chaque point dans sa nouvelle position se retrouve sur l'ancienne courbe. Dans ce cas, une variation du taux de change ne peut avoir aucun effet sur les recettes en devises.

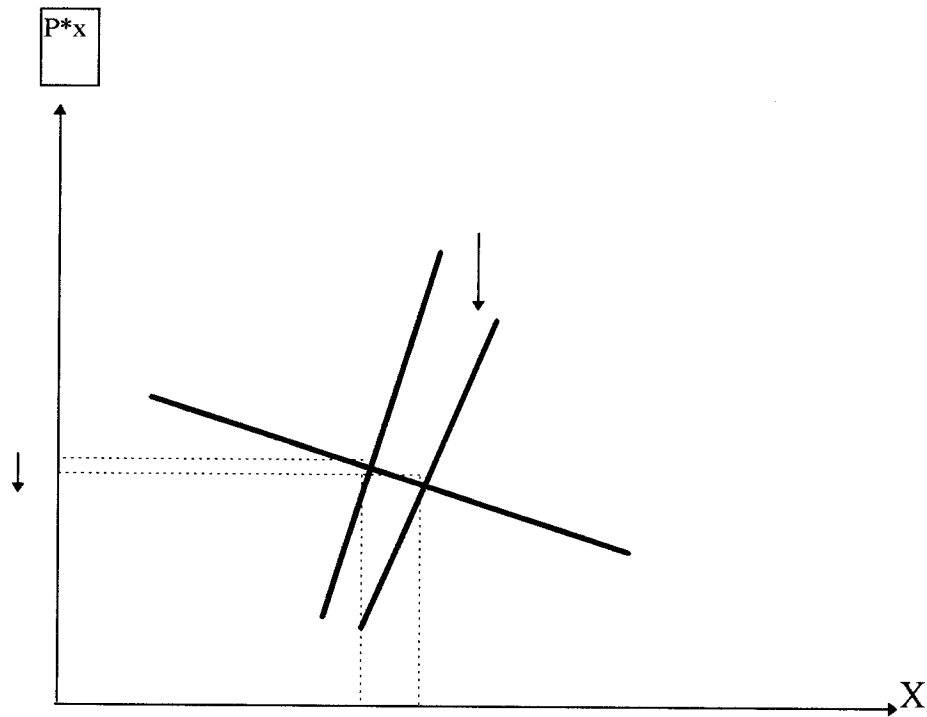
Ce cas est le seul dont on puisse tirer des conclusions complètes indépendamment de la forme de la courbe de demande.

Si la courbe est infiniment élastique, le prix -constant en monnaie nationale- baissera dans l'exacte mesure de la dévaluation. Les quantités échangées dépendront de la forme de la courbe de demande.

Les quatre graphiques suivants illustrent cette évolution des recettes en devises: Hors le cas d'inélasticité absolue, la courbe d'offre dans sa nouvelle position rencontre la courbe de demande en un nouveau point.

L'élasticité de la courbe de demande implique que le résultat d'une dévaluation consistera en une augmentation des quantités exportées sans baisse sensible du prix en devises. Les recettes en devises augmenteront par conséquent. L'inélasticité de cette courbe signifie que les recettes en devises diminueront. L'augmentation des quantités exportées est insuffisante pour compenser la baisse du prix de la monnaie nationale.

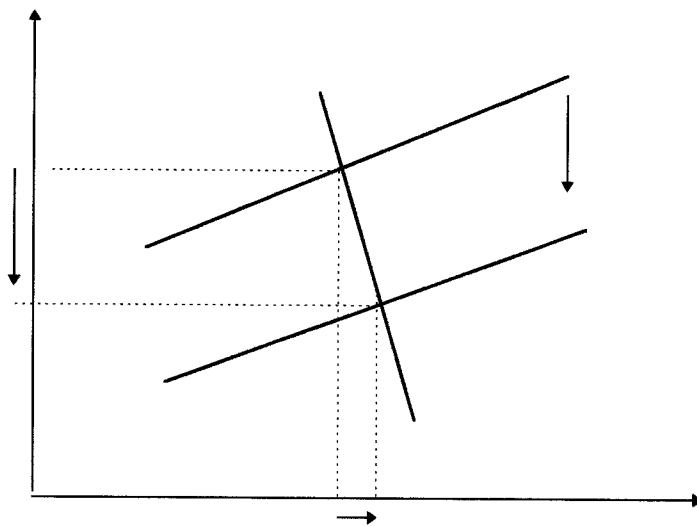




Demande étrangère élastique.

Offre nationale inélastique.

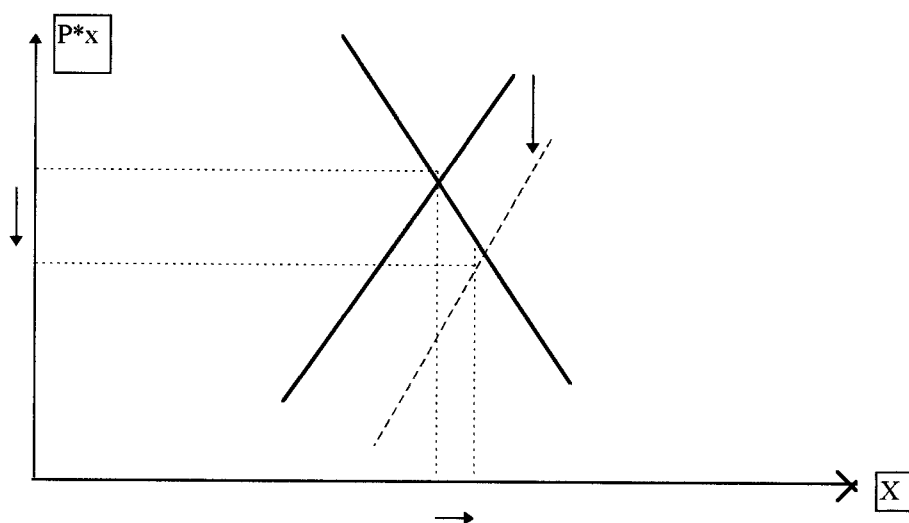
====> L'augmentation des recettes tend à devenir nulle.



Demande étrangère inélastique.

Offre nationale élastique.

====> Les recettes en devises tendent à diminuer.



→ Demande étrangère inélastique.

→ Offre nationale inélastique.

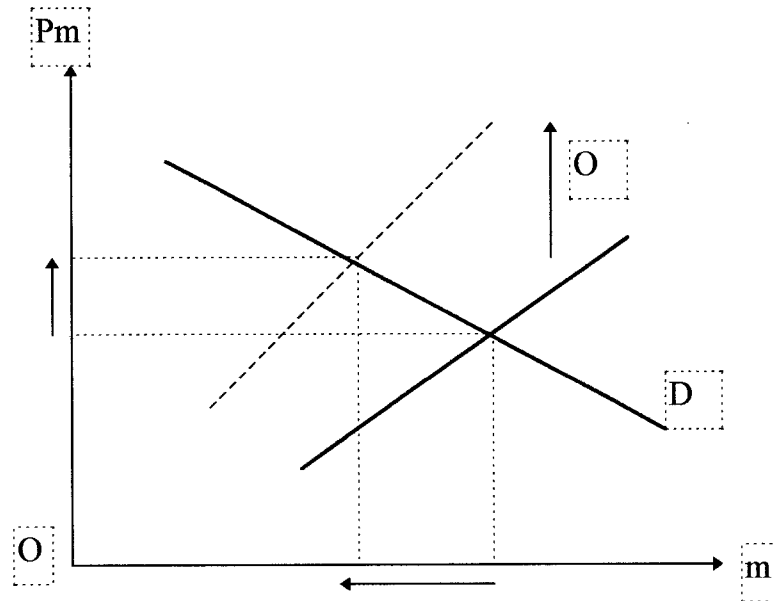
====> La diminution des recettes tend à devenir nulle.

### Section III: les dépenses d'importation.

Nous pouvons, dans un raisonnement du même type qui a été utilisé pour les recettes d'exportation, étudier l'évolution des dépenses d'importation faites par les importateurs nationaux, lors d'une dévaluation.

L'analyse utilise la courbe de demande nationale d'importation et la courbe d'offre étrangère d'importation, qui occupe différentes positions sur un graphique, en fonction des différents taux de change possibles.

**§I: Mouvement de la courbe de demande nationale.**



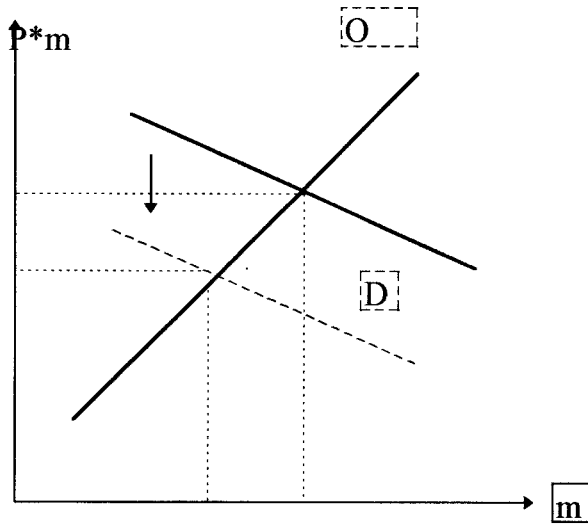
Graphe 12: dépenses d'importation en monnaie nationale

Les dépenses d'importation, en monnaie nationale, augmenteront ou diminueront selon que l'augmentation relative du prix en monnaie nationale est supérieure ou inférieure à la diminution relative des quantités importées, c'est à dire selon l'élasticité de la demande nationale.

L'importance de la variation totale dépendra de l'élasticité de la courbe d'offre étrangère, qui indique si l'évolution des prix est compatible ou non avec une forte diminution des quantités importées sur le marché du pays qui dévalue.

Sur un graphique où les prix sont exprimés en monnaie étrangère, à une dévaluation correspond un glissement de chaque point de cette courbe vers le bas.





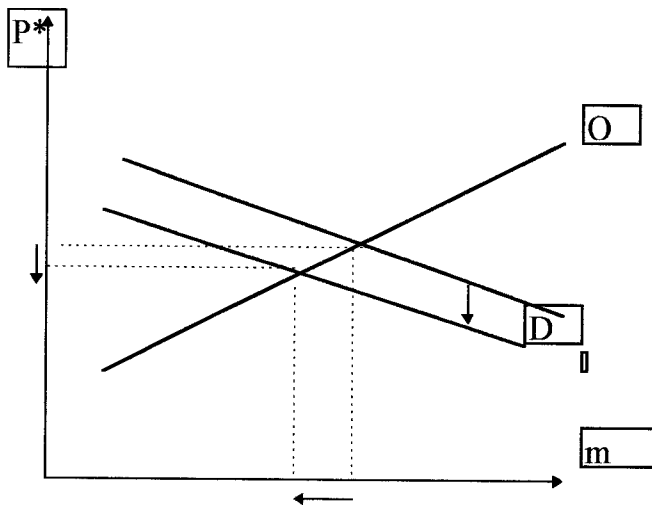
Si la courbe est absolument inélastique, la variation du taux de change n'aura aucun effet sur la position d'équilibre.

Si elle est absolument élastique, le prix exprimé en monnaie étrangère diminuera dans l'exacte mesure de la dévaluation, puisqu'il est supposé constant en monnaie dévaluée. Les quantités échangées n'augmenteront pas, et diminueront même si la courbe d'offre est élastique.

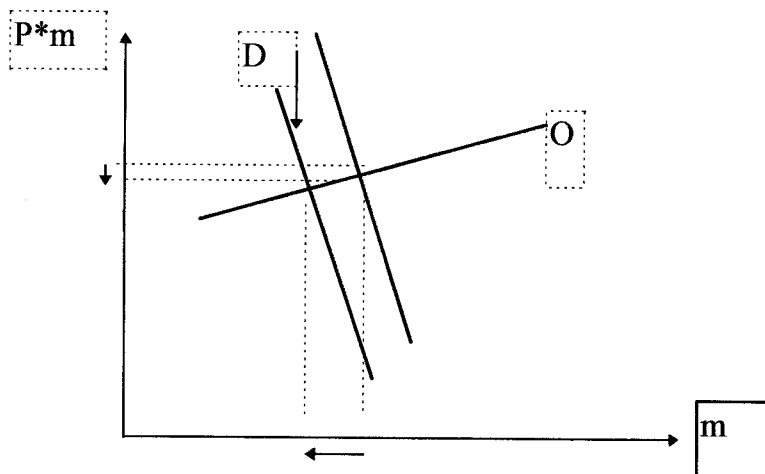
### §2: Mouvement le long de la courbe d'offre étrangère.

De l'élasticité de la courbe d'offre dépend la sensibilité relative des prix et des quantités au changement introduit par la dévaluation. Si la courbe d'offre étrangère est élastique, l'ajustement se fera surtout par les quantités. Si la courbe est inélastique, l'ajustement se fera principalement par une diminution des prix en devises.

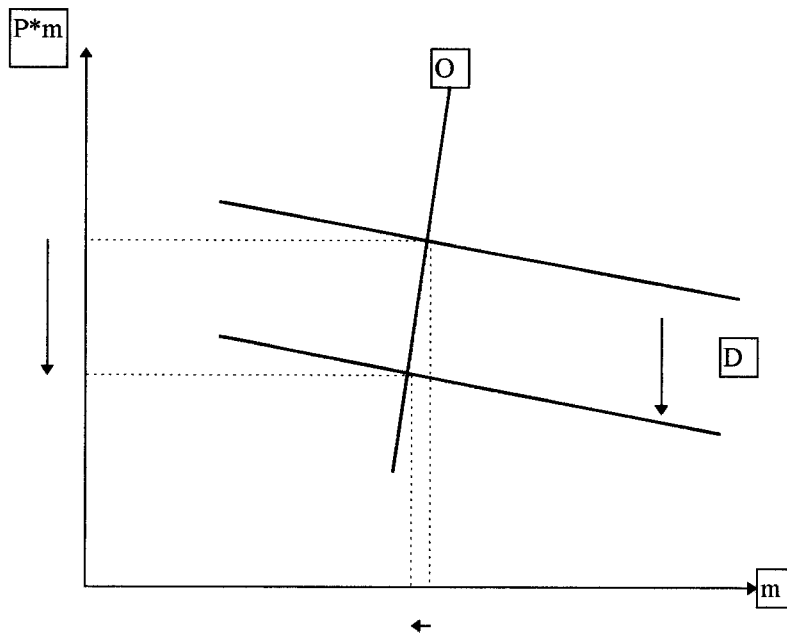
Les quatre graphiques suivants illustrent l'effet de la dévaluation sur les dépenses d'importation en devises.



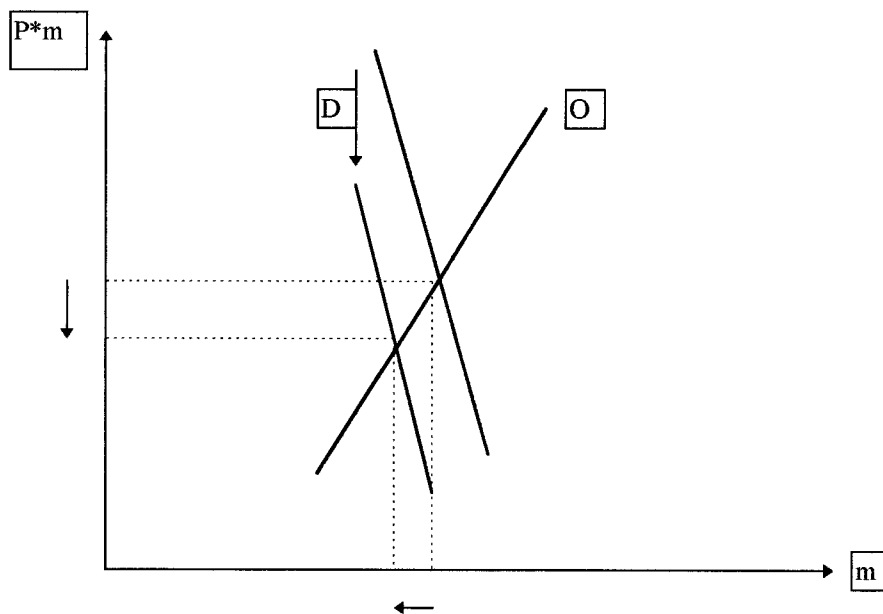
Offre étrangère élastique  
Demande nationale élastique  
==> Les dépenses en devises  
tendent à diminuer fortement.



Offre étrangère élastique  
Demande nationale inélastique  
==> La diminution des dépenses en  
devises tend à devenir nulle



Offre étrangère inélastique  
 Demande nationale élastique  
 ==> Les dépenses en devises tendent à diminuer



Offre étrangère inélastique  
 Demande nationale inélastique  
 ==> La diminution des dépenses en devises tend à devenir nulle.

## Conclusion:

L'analyse, concernant les conséquences d'une dévaluation sur les recettes et les dépenses en monnaie nationale, met en lumière l'intérêt que peut présenter la dévaluation pour la réalisation de divers objectifs de politique interne. Celles-ci concernent les recettes publiques, le niveau de l'emploi et les recettes unitaires perçues par les exportateurs. Dans ce dernier cas, l'objectif est de réaliser une augmentation des marges bénéficiaires des entreprises d'exportation capable de leur rendre une rentabilité compromise par une hausse des coûts de production venant à dépasser les recettes d'exportation en monnaie nationale.

En plus de ces objectifs concernant la politique économique intérieure, la dévaluation poursuit un objectif de balance des paiements: celui d'améliorer l'évolution des recettes en devises par rapport aux dépenses en devises grâce à un redressement de la balance commerciale. Les accords internationaux la réserve d'ailleurs à cette fin.

**Le tableau récapitulatif** suivant est un aide mémoire présentant les conclusions auxquelles aboutit l'approche des élasticités, en ce qui concerne l'effet d'une variation du taux de change sur les recettes et les dépenses en devises:

### Dévaluation de t%:

#### Recettes en devises:

Elasticité de la courbe d'offre nationale

	$\infty$	<b>0</b>
<b>&gt; 1</b>	"P" diminue de t%. "q" augmente plus. Effet favorable.	<i>Aucun effet</i>
<b>&lt; 1</b>	"P" diminue de t%. "q" augmente moins. Effet pervers	<i>Aucun effet</i>

ÉLASTICITÉ DE LA COURBE DE DEMANDE ÉTRANGÈRE

**Dépenses en devises:**

Elasticité de la courbe de demande nationale

	$\infty$	<b>0</b>
<b>&gt; 1</b>	"P" augmente de t%. "q" diminue plus. Effet favorable.	<i>Aucun changement</i>
<b>&lt; 1</b>	"P" diminue de t%. "q" diminue moins (lim = cste). Effet favorable	<i>Aucun changement</i>

ELASTICITÉ DE LA COURBE  
D'OFFRE ÉTRANGÈRE

**Partie II:**  
**Critique Théorique.**

## CHAPITRE III "Commentaires" sur l'approche des élasticités:

### Introduction:

Les élasticités ne sont pas faciles à mesurer. Il en est résulté un grand débat entre ceux qui croyaient aux vertus des dévaluations et les "pessimistes".

La discussion sur les dévaluations s'est compliquée du fait que ces élasticités changent dans le temps. Les coefficients d'élasticité sont le résultat d'un traitement statistique. Leur valeur, leur certitude sont subordonnées à l'emploi de telle méthode, de telle ou telle fonction de demande particulière.

Les progrès de l'économétrie et de la théorie statistique n'ont servi qu'à limiter de plus en plus le degré de confiance des résultats. Le coefficient d'élasticité s'efface derrière les problèmes d'identification, de multicollinéarité, de biais dans les estimations, d'auto-corrélation entre les variables...

Les difficultés de l'analyse des élasticités ne sauraient s'effacer quand il s'agit *d'économies sous développées primaires et de petite dimension (PSD)*. Ce serait oublier le caractère schématique des hypothèses retenues.

Dès le départ, le sens de la liaison prix-quantité pose problème surtout quand il s'agit d'économie primaire de petite dimension. On peut se demander -par exemple- si les prix à leur tour ne dépendent pas des quantités demandées. En d'autres termes, on a dans une première étape: quantité =  $f$  (prix), puis dans un second temps: prix =  $g$  (quantité). Il y a peut être là un abus de langage car nous ne sommes pas sûr du sens exact de la relation causale. La liaison inverse peut être aussi causale que la première. Aucune grandeur économique ne peut être considérée a priori comme une donnée. Ce qui est fixe dans une certaine relation à court terme peut varier dans un

modèle à long terme. L'économiste est toujours confronté à ce tourment méthodologique.

Ce problème comporte deux aspects:

- 1) Existe-t-il une action causale déterminante et irréversible de la variable première sur la variable seconde?
- 2) Si les phénomènes s'influencent réciproquement, comment déterminer le sens de l'action causale prépondérante?

La plupart des relations économiques sont interdépendantes. Dès lors, pour déterminer l'influence prépondérante d'une variable sur l'autre, l'économiste recourt à des présupposées théoriques. On admet généralement l'action prépondérante des quantités sur le prix (expansibilité du prix: la loi de King<sup>1</sup>) et, à l'inverse, l'action déterminante des prix sur la demande (élasticité de la demande). Mais ces principes exigent d'être nuancés:

\* En ce qui concerne l'offre, la loi de King joue différemment sur un marché concurrentiel ou monopolistique, fermé ou ouvert, homogène ou polarisé...

L'action ne s'exerce pas dans le même sens pour les biens agricoles et les matières premières, pour les biens à demande rigide ou élastique, pour les articles dans la production desquels l'action humaine est prépondérante ou secondaire... Ces distinctions invitent à séparer plusieurs catégories de marchés.

\* En ce qui concerne la demande, l'action causale (qui s'exerce des prix sur les quantités demandées) peut changer de sens selon qu'il s'agit de *variation à court terme ou à long terme*, de la demande de biens ou de services, de produits pour lesquels existent des biens complémentaires ou substituables...

---

<sup>1</sup> En s'appuyant sur l'expérience et la mesure statistique, Gregory King a montré qu'un déficit dans la récolte du blé en accroît le prix dans des proportions considérables, largement supérieures au déficit constaté.

L'observation de King évoque l'idée d'élasticité (ou plus exactement d'expansibilité; c'est à dire l'élasticité du prix par rapport aux quantités récoltées ou offertes:

le pourcentage de hausse du prix / le pourcentage de baisse de la récolte correspondante;

l'Effet King jalonne toute l'histoire économique du prix des principales denrées agricoles. L'expansibilité élevée du prix, résultat de la rencontre d'une offre (largement soumise aux variations atmosphériques) avec une demande (quasiment incompressible), caractérise bien la plupart des marchés agricoles.

De nos jours, les conditions de sa mise en jeu ont été replacées dans la perspective plus large de l'élasticité ou de l'inélasticité des marchés. La loi de King ne constitue qu'un cas particulier correspondant aux biens dont la demande est inélastique.



Il nous paraît nécessaire de compléter l'analyse qui précède en précisant, à partir de leurs composantes, la signification des courbes d'offre et de demande d'importation ou d'exportation; en dégagant les hypothèses implicites de court ou de long terme; en soulignant le caractère partiel de l'analyse et en expliquant la valeur des conclusions auxquelles elle aboutit.

Tel est l'objet des sections qui suivent.

## **SECTION I) SIGNIFICATION DES COURBES D'OFFRE ET DE DEMANDE D'IMPORTATION ET D'EXPORTATION.**

### **§1: Principes:**

La signification des courbes d'offre et de demande utilisées est particulière. Sauf hypothèses spéciales, ces courbes ne sont pas purement et simplement les courbes d'offres et de demande des biens et services échangés sur le marché international:

*Il s'agit des offres et demandes excédentaires d'un secteur, du pays qui dévalue ou du reste du monde.*

La demande nationale d'importation est la demande nationale qui, aux différents prix possibles, ne peut être satisfaite par l'offre nationale correspondant à ces prix. Formellement, c'est la différence entre la demande nationale et l'offre nationale d'un bien.

De même, l'offre nationale d'exportation est la différence entre l'offre nationale et la demande nationale à différents prix.

Ces définitions doivent être bien gardées à l'esprit si nous voulons voir la portée du raisonnement.

*En effet, si la courbe de demande ou d'offre qui doit entrer en ligne de compte pour le calcul des effets d'une dévaluation est une demande excédentaire, l'élasticité de cette courbe tendra à être supérieure à l'élasticité de la courbe de demande ou d'offre totale dont elle dérive:*

Quand le prix des biens importables augmente, par exemple, les quantités totales demandées par les agents économiques du pays diminuent. En même temps, la production nationale de biens importables augmente. La demande d'importation diminuera, donc, non seulement en fonction de l'élasticité de la demande totale de biens importables, mais aussi en fonction de l'élasticité de la courbe de substituts nationaux<sup>2</sup>.

L'influence (respective) de l'élasticité de l'offre (et de l'élasticité de la demande) totale du pays pour un produit dans l'élasticité de l'offre (ou de la demande) excédentaire dépend de l'importance de l'offre et de la demande totale relativement à l'offre (ou à la demande) excédentaire.

Il faut maintenant dégager les implications de ces réflexions pour chacune des quatre courbes utilisées par Robinson.

## **§2: Examen des différentes courbes:**

### **1: Courbe de demande nationale d'importation.**

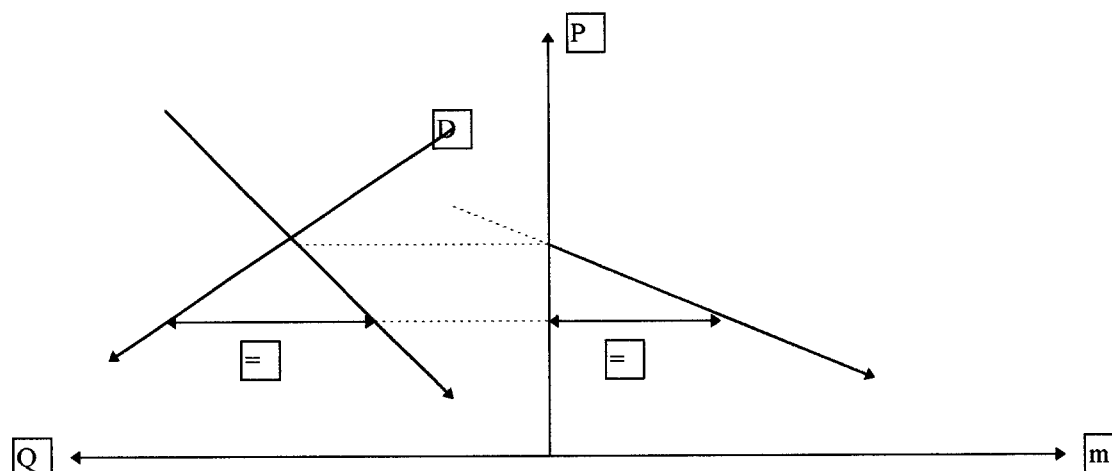
Il s'agit de la demande nationale qui ne peut être satisfaite par l'offre nationale, aux différents prix.

Comme le montre le graphique 1, cette courbe représente la différence entre l'offre et la demande nationale<sup>3</sup>.

---

<sup>2</sup> J.Robinson, sans développer ce point, signale que l'élasticité de l'offre nationale d'exportation est influencée par l'élasticité de la demande nationale pour les biens exportables, et que l'élasticité de la demande nationale d'importation est influencée par l'élasticité de l'offre nationale de substituts. J.Robinson "Essays in the theory of employment".

<sup>3</sup> Graphique analogue à celui présenté par Kindelberger (1963) "international economics".



Graphe 1.

*L'élasticité de la courbe de demande nationale d'importation dépend des élasticités des courbes de demande nationale et d'offre nationale totales du bien.*

Algébriquement, cela signifie que l'élasticité de la demande nationale d'importation est la somme de deux éléments:

Le premier élément est l'élasticité de la demande nationale pour le produit importable (multipliée par un coefficient qui indique l'importance de la demande totale pour ce bien par rapport à la demande satisfaite par l'importation).

Ce terme signifie que l'augmentation des quantités demandées par les agents économiques d'un pays, à la suite d'une variation des prix, dépendra de l'élasticité de la demande totale du pays pour ce produit (et sera peut être peu importante par rapport à la demande totale). Cependant, la totalité de cette augmentation de la demande ne pourra être satisfaite que par l'importation. En effet, la production nationale, normalement, n'augmentera pas à la suite de la baisse de prix. L'augmentation de la demande va donc se répercuter entièrement sur la demande d'importation, qui réagira de façon d'autant plus élastique que cette demande d'importation est peu importante en comparaison de la demande totale du produit.

Le deuxième terme consécutif de l'élasticité de la demande d'importation est l'élasticité de l'offre nationale de biens importables (multipliée par le coefficient indiquant l'importance de l'offre nationale par rapport aux importations). Ce terme signifie que l'augmentation de la demande d'importation, à une baisse de prix par exemple, trouve en partie sa source dans la diminution de la production nationale du bien

importable (diminution qui se répercutera entièrement sur la demande d'importation). Cette demande d'importation réagira donc de façon d'autant plus élastique qu'elle est peu importante par rapport à l'offre totale de biens importables par les producteurs nationaux.

De l'expression de l'élasticité de la demande nationale d'importation en fonction des élasticité d'offre et de demande nationale de produits importables, nous pouvons tirer plusieurs conclusions:

- i) la demande nationale d'importation est plus élastique ou aussi élastique que la demande nationale totale pour le bien importé.
- ii) L'élasticité de la courbe de demande nationale d'importation est d'autant plus grande que l'offre nationale de substituts aux importations est élastique.
- iii) L'élasticité de la demande nationale d'importation est d'autant plus grande que la production nationale de substituts aux importations approvisionne une part importante de la demande nationale pour ces biens.

*Globalement, l'élasticité de la demande nationale d'importation tendra à être très élastique dans un pays dont la production est très diversifiée<sup>4</sup>.*

## **2: Courbe d'offre nationale d'exportation.**

Cette courbe indique l'excédent de l'offre nationale sur la demande nationale qui se manifeste à différents niveaux de prix.

*L'élasticité de cette courbe est aussi une somme pondérée des élasticités des courbes d'offre et de demande nationales totales.*

Nous pouvons tirer des conclusions analogues à celles du paragraphe précédent:

- i) L'offre nationale d'exportation est plus élastique ou aussi élastique que l'offre nationale totale des biens exportables.
- ii) L'élasticité de l'offre nationale d'exportation est d'autant plus grande que la demande nationale pour les biens exportables est élastique.

---

<sup>4</sup> Les mêmes idées sont exprimées dans Marshall "Money, credit and Trade", Chapitre VII "Elasticity of a country's demand for imports", voir spécialement la section 3: "Resourcefulness of supply is one cause of elasticity of demand."

iii) L'élasticité de l'offre nationale d'exportation est d'autant plus grande que la demande nationale de biens exportables absorbe une part importante de la production nationale de tels biens.

*Globalement, l'offre nationale d'exportation tendra à être plus élastique dans un pays dont la production est très diversifiée et est écoulée principalement sur le marché national. Même en cas de plein emploi des ressources, ce pays pourra augmenter ses exportations par une diminution de la demande intérieure, qui sera d'autant plus rapide que cette demande est élastique.*

### **3: Courbe de demande étrangère d'exportation.**

Cette courbe indique l'excédent de la demande du reste du monde sur l'offre étrangère, aux différents niveaux de prix.

L'élasticité de cette courbe peut s'exprimer en fonction des élasticités de la demande et de l'offre étrangère totale. Nous pouvons, donc, tirer les conclusions suivantes:

- i) La demande étrangère d'exportation est plus élastique ou aussi élastique que la demande étrangère totale pour ce type de biens.
- ii) L'élasticité de la courbe de demande étrangère d'exportation est d'autant plus grande que l'offre de substituts à ces exportations est élastique.
- iii) L'élasticité de la demande étrangère d'exportation est d'autant plus grande que l'offre étrangère de substituts à ces exportations approvisionne une part plus importante de la demande étrangère totale.

### **4: Courbe d'offre étrangère d'importation.**

Cette courbe indique l'excédent de l'offre étrangère sur la demande étrangère d'un bien, aux différents niveaux de prix.

L'élasticité de cette courbe peut s'exprimer en fonction des élasticités de l'offre et de la demande étrangère totales de ce bien. Nous pouvons, donc, tirer les conclusions suivantes:

- i) L'offre étrangère d'importation est plus élastique ou aussi élastique que l'offre étrangère totale pour ce type de bien.
- ii) L'élasticité de l'offre étrangère d'importation est d'autant plus grande que la demande étrangère pour ces biens est élastique.
- iii) L'élasticité de l'offre étrangère d'importation est d'autant plus grande que la demande étrangère absorbe une grande part de l'offre étrangère totale de ces biens, ce qui est généralement le cas: les positions de monopole sont, en effet, assez rare<sup>5</sup>.

Les développements qui précèdent permettent d'aboutir à une conclusion intéressante en ce qui concerne les pays dont la production est très diversifiée et est écoulee principalement sur le marché national: ces pays tendent à présenter une offre d'exportation très élastique. Nous pouvons, dans ce cas, appliquer le théorème de Marshall-Lerner-Robinson.

En guise de conclusion, nous pouvons présenter le tableau récapitulatif suivant. Il indique l'effet que nous pouvons attendre d'une dévaluation dans différentes circonstances:

---

<sup>5</sup> Cette conclusion est expliquée par A.Marshall "Money,...".

**1) Recettes en devises:**

Le signe "+" indique que les circonstances d'élasticité sont favorables au but poursuivi; le signe "-" indique un effet pervers; le signe "0" signifie que l'opération tend à ne pas agir sur les recettes en devises.

ELASTICITÉ DE LA COURBE DE DEMANDE ÉTRANGÈRE D'EXPORTATION

Elasticité de la courbe d'offre nationale d'exportation:

		$\rightarrow \infty$	$\rightarrow 0$
		-grand pays à production diversifiée.  exportateur de produits finis.  -en régime de concurrence.  -en sous-emploi	-pays de dimension réduite dont la production est limitée à certains secteurs spécialisés (ex: produits de base, monoculture).  -exportateur de matières premières.  -en situation de monopole.  -en plein emploi (à court terme)
$> 1$	-produits finis. -l'offre étrangère de substituts est élastique sous emploi).  -le pays qui dévalue n'approvisionne pas une part trop importante du marché international.	+	0
$< 1$	-position monopolistique (ou prépondérante) du pays qui dévalue sur le marché d'exportation.  -matières premières.  -offre étrangère de substituts inélastique.	-	0

2) Dépenses en devises:

Elasticité de la courbe de demande nationale d'importation:

ELASTICITE DE LA COURBE D'OFFRE ETRANGERE D'IMPORTATION

	-grand pays à production diversifiée.  --produits finis.  -offre nationale de substituts aux importations élastique (sous emploi...).	-petit pays à production limitée à certains secteurs spécialisés (monoculture ...).  -pays importateur de matières premières.  -offre nationale de substituts aux importations inélastique (plein emploi).
-demande étrangère pour le même bien élastique (produit fini).  -concurrence entre producteurs.  -le pays qui dévalue n'absorbe qu'une petite partie de la production de l'étranger.  sous emploi	+  +	0
- le pays qui dévalue est en situation de monopsonne pour le produit importé.  -demande étrangère pour le même bien inélastique (matière première).  -producteur étranger en situation de monopole.  -plein emploi (à court terme)	+	0

Remarque: ce tableau ne tient pas compte de la possibilité de courbes d'offre décroissante.



## SECTION 2: HYPOTHESES DE COURTE OU DE LONGUE PERIODE.

Déjà Marshall<sup>6</sup> reconnaît que le temps est source de grande complexité. Aussi, tente-t-il de fragmenter l'analyse temporelle: le concept de période est né.

Dans la courte période Marshallienne, le capital est réputé constant. Seules interviennent les variations dues aux quantités de travail mises en oeuvre. La fonction de production se résume à une fonction de demande de main-d'oeuvre.

Dans le long terme, l'équipement devient variable au même titre que la quantité de travail. En conséquence, la fonction de production doit combiner les deux facteurs productifs, capital et main-d'oeuvre<sup>7</sup>.

P.A Samuelson classe les principales théories en fonction de la place qu'elles font au temps. Il distingue plusieurs cas et notamment:

\*Les théories statiques stationnaires qui excluent le temps<sup>8</sup> :

Les courbes d'offre et de demande, les prix et les quantités sont invariables. L'univers économique reste figé.

Ceci permet la détermination théorique d'une élasticité virtuelle, instantanée; mais ne peut conduire à la mesure des coefficients d'élasticités. En effet, si nous supposons parfaitement connues les courbes d'offre et de demande, il est facile de déterminer mathématiquement les deux élasticités ponctuelles au niveau d'un prix qui reste fixe puisque le temps ne déforme pas cet univers sans mouvement.

<sup>6</sup> « Prise de conscience, structure et concept de période" Rev.Eco 1954.

<sup>7</sup> Deux hypothèses peuvent être faites selon qu'on suppose entre les facteurs une complémentarité stricte ou la possibilité d'une substitution plus ou moins étendue.

a) Une fonction de production impliquant la complémentarité; donc, une combinaison rigide des moyens de production  $Y = a C + b L + d$ . A un niveau donné de production Y correspond une et une seule combinaison de capital (C) et de travail (L).

b) Une fonction de production impliquant la substitution: Fonction Cobb-Douglas  $Y = a C^{\alpha} L^{\beta}$ .

<sup>8</sup> ainsi que les théories statiques historiques qui recourent à un temps implicite (homogène et uniforme): les relations fondamentales se modifient au cours du temps. L'univers économique se déplace par translation uniforme.

En fait, la détermination théorique des élasticités statiques est impossible. Nous connaissons mal la forme, l'allure, l'équation des courbes d'offre et de demande. Le temps s'écoule entre chaque échange successif et déforme l'allure des courbes instantanées.

\*Les théories dynamiques causales qui mettent en jeu des différences de temps stables<sup>9</sup> ..

Les théories qui intègrent le temps permettent de calculer les élasticités, soit en associant des variables d'époques différentes<sup>10</sup>, soit en considérant le temps comme une variable autonome.

Le temps en économie n'est pas un support neutre. Il a un contenu propre. Il altère les phénomènes qu'il accompagne. De plus en plus, le temps de l'économie est un temps structuré.

*Les variations de prix n'exercent pas immédiatement leurs effets sur la quantité demandée ou/et offerte.* Il y a un certain retard des réactions économiques. Il faut du temps pour qu'une hausse de la compétitivité sur les marchés des biens, à la suite d'une dévaluation, se reflète pleinement dans les flux commerciaux.

Il faut du temps pour que les producteurs identifient les nouvelles possibilités de débouchés, étendent leur capacité de production, érigent des réseaux commerciaux, fassent connaître leurs produits et enlèvent des marchés à leurs concurrents.

L'échelonnement des réactions dans le temps s'explique par des facteurs techniques, institutionnels...etc. Les techniques de production imposent le respect de délais. Les règles institutionnelles allongent ces délais. Différents facteurs peuvent empêcher des déplacements immédiats de l'offre et la demande: des contrats en cours d'exécution, des structures inadaptées à de nouvelles situations, des différences qualitatives entre nations, les liens de caractère politique ou autre, l'importance des coûts

---

<sup>9</sup> ainsi que les théories dynamiques historiques:  
l'offre dépend tantôt du prix de la campagne précédente, tantôt du prix de récolte plus ancienne ou de la résorption plus récente de stock.  
La demande à l'instant "t" dépend du prix à l'instant "t".

<sup>10</sup> La demande à l'instant "t" dépend du prix à l'instant "t".  
L'offre dépend du prix pratiqué à l'instant "t - 1".

de transport...etc. Au cours d'un processus d'ajustement, les circonstances peuvent changer, des procédés d'évolution s'interrompent.

*L'offre ne saurait être détachée de la production.* Elle désigne l'ensemble des biens produits dans un intervalle de temps. Au sens large, *les problèmes de l'offre comprennent les problèmes d'organisation de la production, les problèmes de coûts...*

Par suite, la *notion* d'élasticité de la production recouvre toute une série de coefficients particuliers.

\*Elasticité de l'offre

\*Elasticité des stocks

\*Elasticité des coûts et parmi ceux-ci l'élasticité des coûts de production, élasticité des coûts de distribution...etc.

Traditionnellement, dans l'analyse économique, nous distinguons une très courte période, une courte période et une longue période.

En très courte période, les prix du marché (et les quantités offertes) sont fixes. L'offre est synonyme de déstockage de biens antérieurement produits. C'est une offre pure ou instantanée, une offre de période infra-courte ou encore offre walrasienne.

En courte période, les prix s'adaptent, les goûts des consommateurs et la capacité de production sont constants.

En longue période, la capacité de production s'adapte.

Cette distinction est importante, parce qu'à ces trois hypothèses correspondent différentes caractéristiques de la courbe d'offre.

Dans le cas de concurrence sur le marché des produits, la courbe d'offre peut prendre une allure radicalement différente selon que nous nous plaçons dans une optique de courte ou de longue période.

En courte période, la courbe d'offre est déterminée par le coût marginal associé à l'appareil de production existant. Dans ce cas, la loi des rendements décroissants s'applique et est à l'origine d'une courbe d'offre croissante caractérisée par une élasticité positive.

En longue période, par contre, la courbe d'offre associée à chaque niveau de production le coût de production de ce volume sur l'équipement le plus adapté à ce niveau. La courbe d'offre de longue période se compose en fait des points minimum des

courbes de coût marginal associées aux différents équipements efficaces. Elle traduit le phénomène des rendements d'échelle, et peut prendre la forme d'une courbe décroissante. Dans ce cas, l'élasticité de l'offre sera négative<sup>11</sup>.

Au cours de l'analyse des effets d'une dévaluation par l'approche des élasticités, l'examen est limité aux formes traditionnelles des courbes d'offre et de demande.

Le schéma d'analyse présenté à cette occasion convient donc particulièrement à l'étude de courte période.

Dans le contexte de longue période, le même schéma peut être utilisé si la courbe d'offre de longue période est croissante. Il faut néanmoins compléter cette analyse de l'effet d'une dévaluation par l'examen des situations caractérisées par une courbe d'offre décroissante en longue période, traduisant des économies d'échelle.

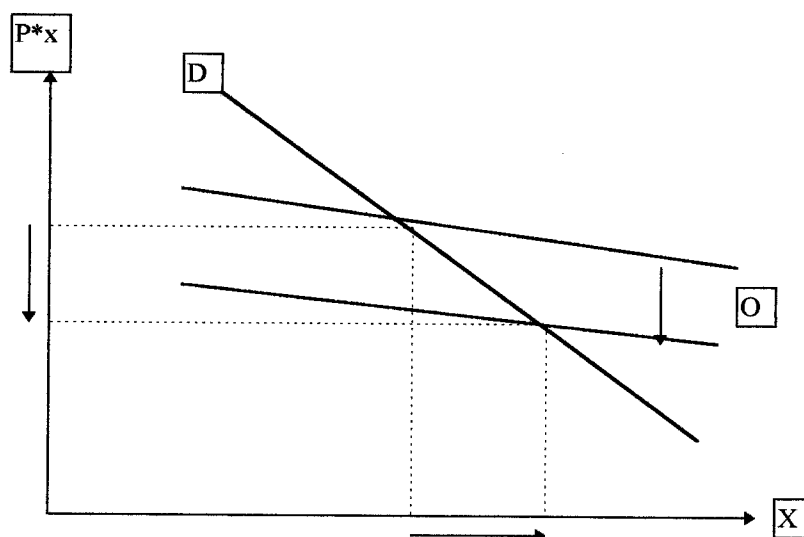
Nous pouvons distinguer deux cas, selon que la courbe d'offre est plus inclinée ou moins inclinée que la courbe de demande.

### **§ 1: Courbe d'offre décroissante plus inclinée que la courbe de demande.**

Lorsque la courbe d'offre décroissante est plus élastique que la courbe de demande, nous pouvons analyser l'effet d'une dévaluation à l'aide d'un graphique sur lequel, conformément à la méthode précédemment utilisée, le glissement de la courbe d'offre ou de demande exprime uniquement la traduction d'une monnaie en une autre, après dévaluation.

---

<sup>11</sup> En longue période, l'offre peut être plus élastique qu'en courte période (comme nous l'avons vu précédemment à l'occasion de l'examen de l'offre en circonstances de plein emploi).



Graphe 2 **Recettes en devises.**

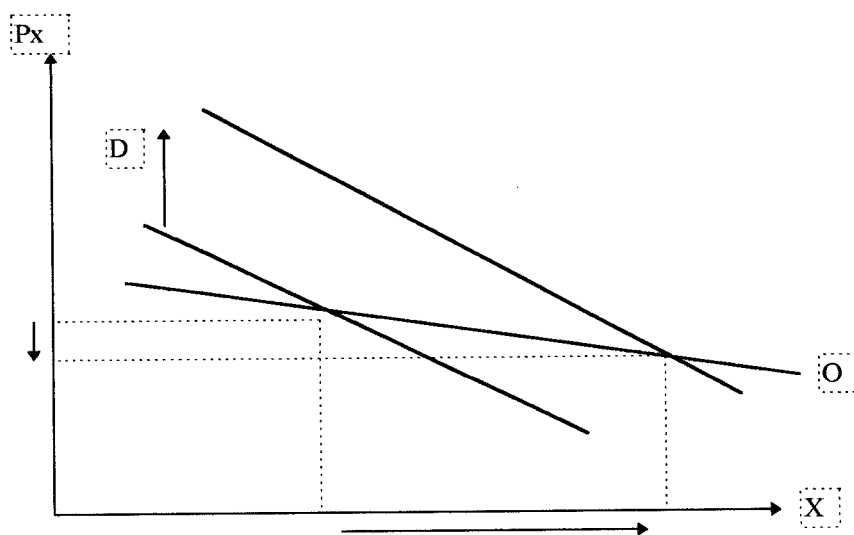
Si le secteur exportateur du pays qui dévalue est dans ce cas (illustré par le graphique 2), les recettes en devises en provenance des exportations évolueront comme dans le cas général (**résumé à la page 74**).

Si la demande étrangère est élastique, l'augmentation du volume exporté compensera l'éventuelle diminution du prix en devises et les recettes en devises augmenteront.

*Si, au contraire, la demande étrangère est inélastique, la diminution de prix sera plus importante que l'augmentation des quantités exportées, et les recettes en devises diminueront.*

Selon que l'offre nationale est plus ou moins élastique, l'ajustement total pourra prendre plus ou moins d'ampleur.

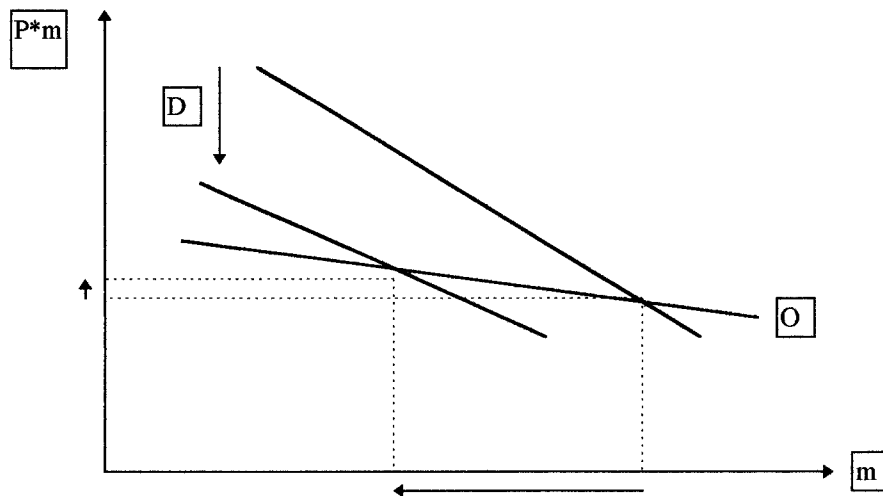
**Recettes en monnaies nationales:** En ce qui concerne l'économie intérieure, la dévaluation se traduit dans le pays qui dévalue par une baisse du prix unitaire des exportations, exprimé en monnaie nationale: c'est un résultat radicalement différent de celui que nous pouvons attendre lorsque la courbe d'offre est croissante, c'est à dire spécialement en courte période.



Graphe 3 Recettes en monnaie nationale.

Comme le montre également le graphique 3, le volume exporté augmente à la suite de la dévaluation. Les recettes en monnaie nationale perçues par les exportateurs du pays qui dévalue augmentent si l'augmentation des quantités exportées compense la diminution du prix unitaire. L'élasticité de l'offre nationale détermine, en effet, la part des variations du prix et du volume dans l'ajustement total; l'élasticité de la demande étrangère détermine l'ampleur possible de l'ajustement total.

**Les dépenses:** De même, si la courbe d'offre étrangère d'importation est décroissante et plus élastique que la courbe de demande nationale, nous pouvons analyser les effets d'une dévaluation par un graphique analogue.



Graphe 4: Dépenses en devises.

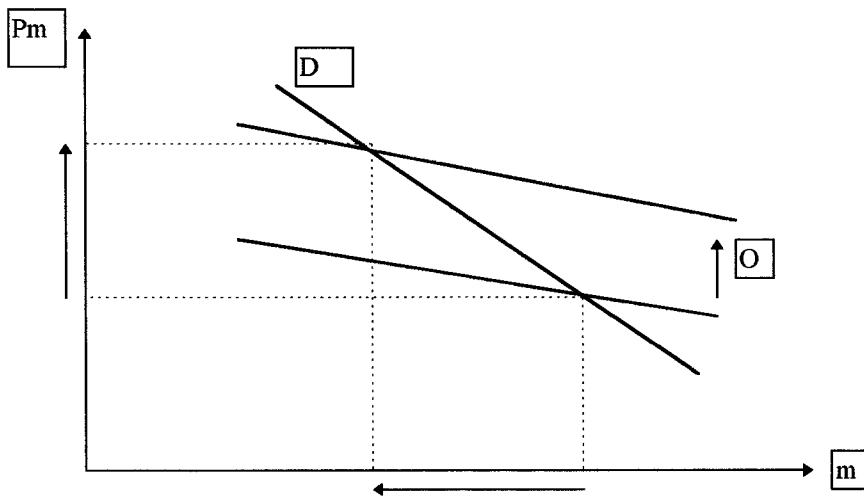
Le volume des importations diminue; le prix en monnaie étrangère augmente, contrairement à ce qui est le cas lorsque la courbe d'offre est croissante (**voir p85 et 86**).

Si l'offre étrangère d'importation est inélastique, l'augmentation du prix est supérieure à la diminution du volume des importations.

Si, au contraire, l'élasticité de l'offre étrangère est supérieure à l'unité, les dépenses d'importation en devises diminuent.

Selon que la demande nationale d'importation est plus ou moins élastique, l'ajustement total peut avoir plus ou moins d'ampleur.

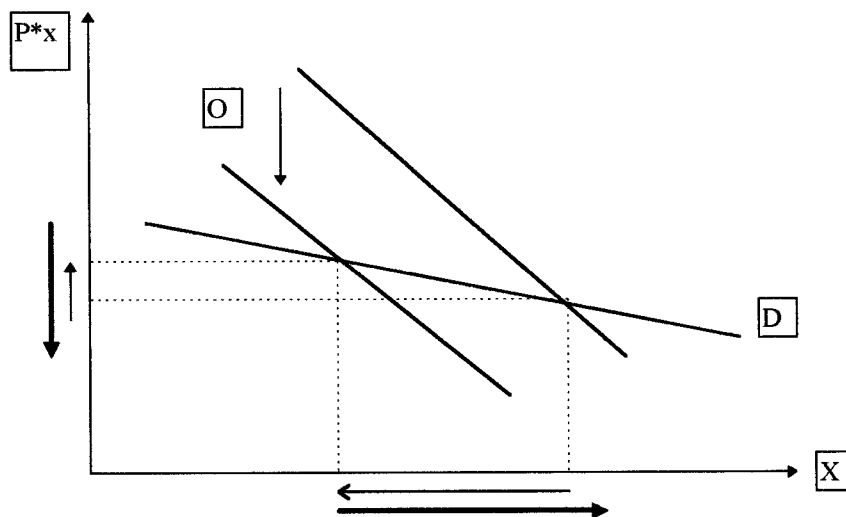
**Les dépenses en monnaies nationales:** En ce qui concerne le prix en monnaie nationale, comme le montre le graphique 5, il augmente. Le volume des importations diminuant, les dépenses d'importation en monnaie nationale diminuent ou augmentent selon que l'élasticité de la demande nationale est supérieure ou inférieure à l'unité, comme c'est le cas, d'ailleurs, lorsque la courbe d'offre est croissante.



Graph 5: Dépenses en monnaie nationale.

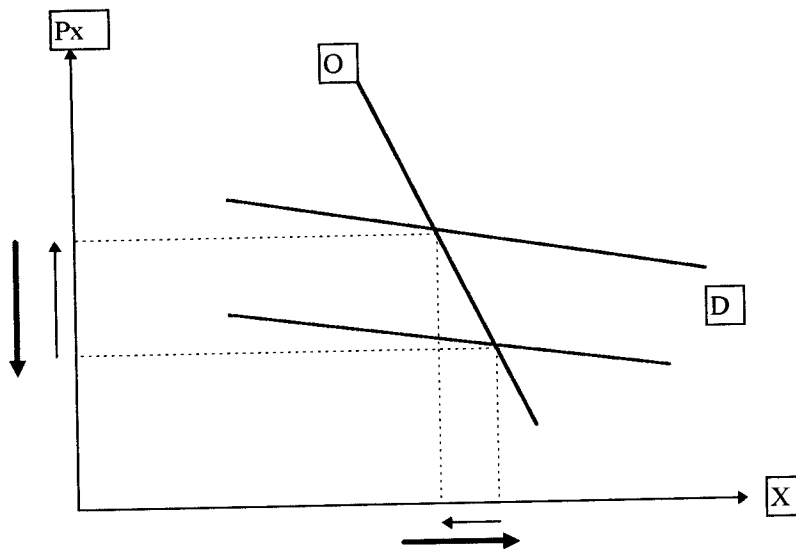
## § 2: Courbe d'offre décroissante moins que la courbe de demande.

**Recettes et dépenses en monnaies étrangères:** Lorsque la courbe d'offre en longue période est décroissante et qu'elle est moins élastique que la courbe de demande (-que l'on soit sur le marché des importations ou des exportations-), la période graphique ne permet pas de déterminer l'effet du jeu des élasticités consécutif à une dévaluation.



Graph 6: Marché d'exportation, prix en devises.





Graph 7: Marché d'exportation, prix en monnaie nationale.

Ces courbes peuvent s'interpréter dans un sens économique précis. La courbe de demande étrangère d'exportation est une courbe de demande excédentaire habituelle, indiquant le volume d'exportation que les étrangers désirent acheter aux différents prix. La "courbe d'offre nationale d'exportation" indique en fait la quantité minimale à exporter qui doit être produites, aux différents prix, pour que l'on puisse utiliser des équipements de dimension optimale. C'est la concurrence des producteurs pour les débouchés qui transforme cette courbe en "courbe d'offre" exprimant les quantités offertes aux différents prix, en fonction de différentes considérations relatives aux coûts de production. Or, à droite du point d'intersection entre courbe d'offre et courbe de demande, dans les hypothèses de ce paragraphe, la demande est toujours supérieure à l'offre. En conséquence, les producteurs peuvent augmenter leur production, et l'écouler à un prix déterminé par la concurrence que se font les utilisateurs.

La tendance, en régime de concurrence, sera à l'augmentation des quantités produites et à la diminution du prix. Cette tendance persistera jusqu'à ce que le prix tombe à un niveau tellement bas qu'il devienne inférieur au coût déterminé par l'équipement le plus adapté, ou que la concurrence cesse, ce qui sera la conclusion habituelle de la période d'expansion de la production et de création d'équipements géants bénéficiant au maximum des économies d'échelle -au détriment des appareils plus anciens et moins adaptés.

### **SECTION 3: CARACTERE PARTIEL DE L'APPROCHE DES ELASTICITES.**

L'analyse des conséquences d'une dévaluation par l'approche des élasticités à un caractère partiel: La dévaluation met en jeu d'autres processus que celui de l'ajustement des transactions sur des marchés partiels. Dans cet ordre d'idée, au moins deux points méritent une attention particulière:

- 1) les prévisions des agents économiques au sujet de l'évolution de la situation économique.
- 2) le régime des transactions commerciales extérieures.

1) Nous savons jusqu'à quel point la prévision d'un événement en modifie le caractère ou en précipite l'échéance. Les anticipations ont un effet direct sur les décisions d'achat des consommateurs et les plans de production des offreurs. Toute polarisation des anticipations est à même de produire avec une extrême rapidité une forte perturbation sur le marché des changes pouvant se renverser aussi vite. Cela peut engendrer un processus auto-cumulatif sur le marché qui prend la forme d'une dynamique perverse des cours: toute variation appelant une nouvelle variation de même sens.

Hicks, dans un passage de « valeur et capital » nous donne déjà d'intéressantes précisions sur l'élasticité d'anticipation. « Il n'y a aucune raison de supposer que la plupart des prévisions de prix sont inélastiques...Les individus, habitués à des prix stables ou à des mouvements très lents, ont des prévisions peu sensibles au contraire des agents accoutumés à des changements rapides. ». Il faut s'attendre à un large éventail de possibilités depuis les prévisions modérées (d'une collectivité habituée à un passé stable) jusqu'aux anticipations anarchiques d'un groupe d'individu au passé économique mouvementé.

Les prévisions des agents économiques, lors d'une dévaluation, peuvent les emmener à anticiper une hausse des prix, soit même de nouveaux ajustements du taux de change.

Les prévisions de hausse de prix provoqueront la constitution de stocks, alimentés notamment par une augmentation provisoire du flux d'importation. Les conséquences en seront un accroissement des dépenses d'importation et éventuellement une hausse de prix annihilant l'avantage concurrentiel que la dévaluation devait fournir aux exportations nationales à l'étranger.

Si de plus, à la suite de précédentes expériences, de l'échec apparent de la dévaluation ou pour d'autres motifs, les agents économiques prévoient que le nouveau taux de change n'est pas définitif, les importateurs accéléreront leurs paiements d'importation. Les exportateurs accorderont au contraire des délais de paiement, ce qui tendra à détériorer la balance commerciale.

Les conséquences néfastes du doute quant au caractère définitif du nouveau taux de change seront éventuellement amplifiées par des sorties spéculatives de capitaux financiers.

Les anticipations sur le taux de change doivent être rationnelles (et prévisibles). Ceux qui sont présent sur le marché doivent se comporter comme s'ils étaient capable de prédire le cheminement qui conduira à l'équilibre et agir sur la base de ces anticipations.

Dans ces conditions, une politique monétaire expansionniste amènera à anticiper une baisse du taux de change.

Il est, donc, nécessaire au succès de la dévaluation de réaliser les conditions (monétaires ou autres) aptes à garantir la stabilité des prix et du taux de change.

2) Par ailleurs, le régime des transactions commerciales extérieures peut exercer une grande influence sur la balance commerciale.

Quelles mesures concernant le régime des transactions commerciales extérieures il convient de prendre lors d'une opération de dévaluation? Faut-il renforcer les chances de succès de la dévaluation par certaines restrictions à l'importation ou, au contraire, faut-il en libéraliser le régime?

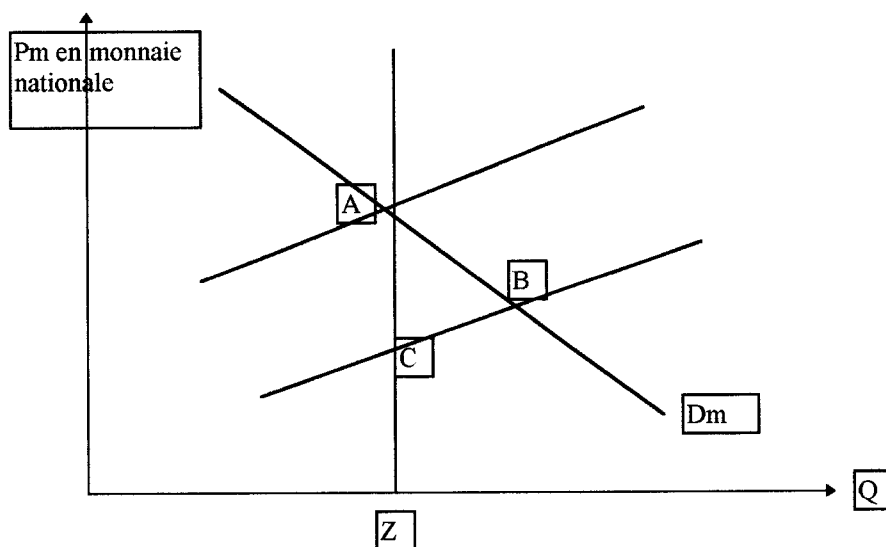
Souvent, avant de remédier à un déséquilibre des paiements extérieurs par un ajustement du taux de change, les autorités établissent des limitations à l'importation.

L'objectif est de diminuer immédiatement le déficit commercial par une réduction des dépenses d'importation.

Or, dans certains cas, l'effet de la dévaluation sur les importations peut être carrément annulé.

Supposons dans un premier temps une appréciation de la monnaie nationale qui provoque une hausse du volume des biens importés (graphique 8... déplacement de la courbe d'offre, déplacement de l'équilibre de A à B).

Pour y remédier, le gouvernement décide d'imposer un quota pour les importations limitant ces dernières au niveau initial OZ. L'équilibre se fera alors en "A", les importateurs empêchant "la prime de protection" (AC).



Graph 8: politique tarifaire à l'importation-dévaluation et importations en monnaie nationale

Dans un second temps, la monnaie nationale est dévaluée. Comme la courbe d'offre revient en arrière, la prime de protection va rétrécir. Ceci absorbera l'effet meilleur marché de la monnaie nationale, et le prix restera identique. Une dévaluation n'aura, dans ce cas, aucune influence sur le prix des importations (et, par conséquent, sur les importations en valeur).

Un quota à l'importation aura bien sûr comme conséquence de fausser le jeu de l'offre et de la demande, mais surtout, lors d'une dévaluation, de réduire les effets attendus sur les exportations et les importations en valeur.

Renforcer les effets d'une dévaluation par le contingentement des importations ne se justifie pas. Il est préférable de déterminer un taux de dévaluation suffisant pour établir les flux d'échanges commerciaux au niveau désiré. La libéralisation des échanges peut, paradoxalement, être nécessaire au succès de l'opération.

En effet, la dévaluation ne sert pas uniquement à freiner la tendance à l'importation des agents économiques nationaux; elle vise surtout à promouvoir l'exportation en rendant concurrentielle, sur les marchés étrangers, la production nationale. Une fois rétablie la possibilité pour les exportations d'être compétitives, à raison d'une variation du taux de change, il est nécessaire d'une part que les exportateurs se consacrent à la production de biens qui soient réellement concurrentiels, et d'autre part que le secteur d'exportation s'adapte au progrès de la productivité (affectation efficiente des ressources dans les secteurs d'exportation, et progrès de la productivité). Des objectifs qui ne peuvent être atteints que par la concurrence, sur le marché national, des produits étrangers.

La libéralisation des transactions commerciales extérieures est une condition de succès durable d'une dévaluation en ce qui concerne l'évolution de la balance commerciale. Elle est d'autant plus indiquée que les gains de productivité du secteur d'exportation semblent jouer un rôle essentiel dans la diffusion du progrès dans l'économie nationale entière.

Ainsi, dévaluation et libéralisation du commerce extérieure sont des mesures complémentaires. Une véritable politique de promotion des exportations doit s'accompagner d'un régime commercial relativement ouvert et libéralisé.

## **Chapitre IV: Valeur des conclusions de l'approche des élasticités dans les PSD.**

### **Introduction:**

Précisons avant tout que l'impact de la dévaluation n'est pas toujours facile à appréhender. Ainsi, le volume des importations est influencé (notamment) par les politiques de libéralisation des importations et de gestion de la demande:

\*Dans le cas d'une gestion expansionniste de la demande, le volume d'importation aura tendance à augmenter neutralisant ainsi les effets escomptés de la dévaluation.

\*Dans le cas d'une gestion restrictive de la demande (de contraintes liées aux programmes d'importation: licences, quotas...), il est difficile de séparer la part de la réduction du volume d'importation attribuable à cette gestion de celle due à la dévaluation.

\*La disponibilité des devises allouées aux agents a souvent joué un rôle déterminant dans l'évolution des importations. Quand le marché des changes est étroitement réglementé par les autorités monétaires, les capacités d'achat sont limitées, du moins sur le marché des changes officiel. Cette gestion des devises a un impact récessif sur les importations.

L'expression de la demande de biens importés est donc biaisée et l'effet d'une dévaluation sur la balance commerciale tel qu'il est calculé par l'approche des élasticités ne peut pas s'observer tel quel.

L'efficacité de la dévaluation est déterminée -ou du moins conditionnée- par un ensemble de mesures d'accompagnement à effet convergent. Les effets de la dévaluation peuvent s'estomper pour de multiples raisons:

-Quand la monnaie de facturation du commerce extérieur est une devise étrangère. Si les prix sont fixés de manière exogène, cette exogénéité risque d'empêcher l'interaction entre les prix domestiques et les prix externes.

-Si la production domestique est défailante, et les importations importantes, l'élasticité des importations par rapport aux prix sera faible.

-L'échange international ne peut stimuler l'activité interne que dans le cas où la demande étrangère et l'offre nationale sont "bonnes"<sup>1</sup>. Qu'en est-il dans les PSD?

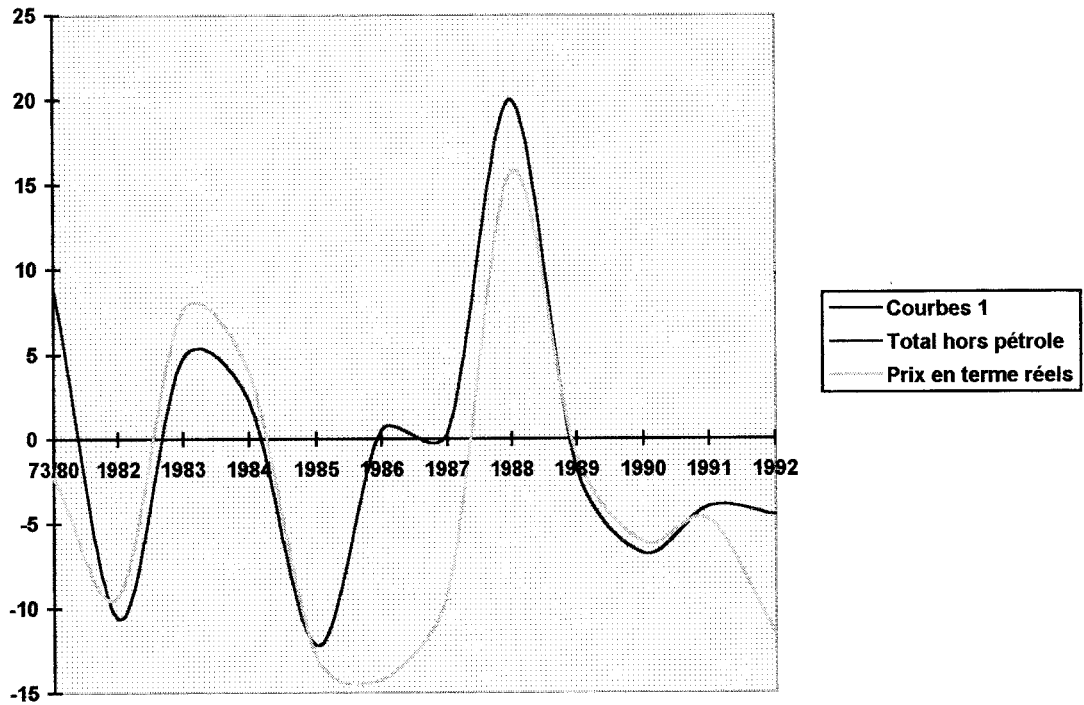
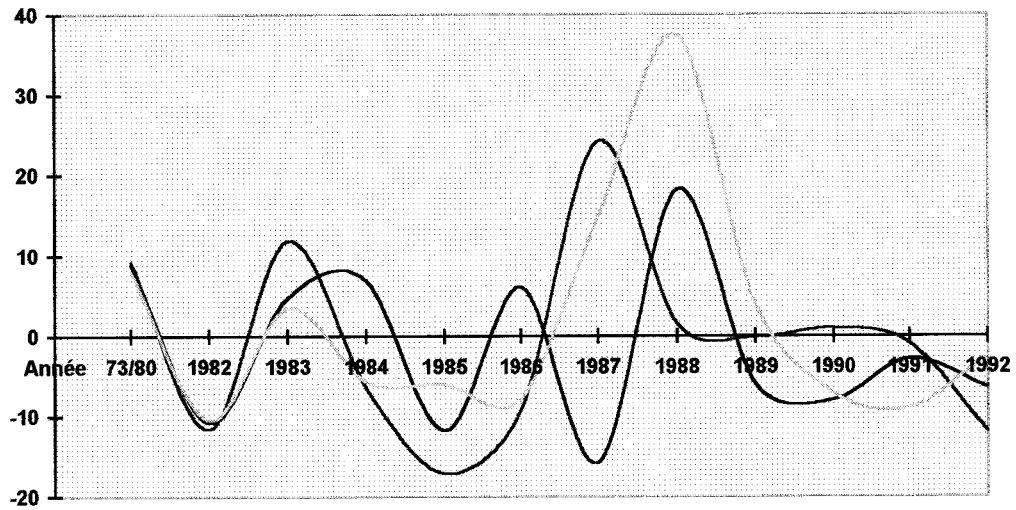
-Lorsque les prix des produits exportés sont instables<sup>2</sup>, l'indice des cours connaîtra des évolutions chaotiques. Les cours de l'ensemble des matières premières comme ceux par catégorie de produits varient fortement d'une année sur l'autre sans que les cycles se caractérisent par une régularité évidente. Ces fluctuations de prix sont l'interaction de facteurs concernant aussi bien la demande que la production.

<sup>1</sup> Kindelberger "foreign trade and the national economy".

<sup>2</sup> Statistiques Financières Internationales; 1993

Année	73/80	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Produits alimentaires et boissons	8,9	-10,8	4,8	6,9	-11,8	6,1	-15,8	18,3	-5,9	-7,9	-2,8	-6,4
Matières premières non alimentaires	9,2	-11,6	11,9	-6,4	-17,1	-9,2	24,3	1,6	-0,1	1	-0,9	-11,9
Métaux et minéraux	8	-10,5	3,5	-5,7	-6	-7,8	14,9	37,5	4	-7,1	-9	-2,4
Année	73/80	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Total hors pétrole	9	-10,6	4,8	2,3	-12,2	0,5	0,3	20	-1,8	-6,8	-4	-4,5
Prix en terme réels	-2,3	-9,3	7,6	4	-13	-14,2	-9,1	15,8	-1	-6,1	-4,8	-11,5

L'évolution des prix des produits de base (variation moyenne et % annuel)





## **SECTION I: L'EVOLUTION DE LA DEMANDE D'IMPORTATION.**

Nous avons vu que l'ampleur de la baisse des quantités de produits importés dépend de l'élasticité de la demande de produits importés par rapport aux prix et aux revenus réels d'une part, et d'autre part, de l'aptitude de l'économie nationale à produire des biens qui remplaceront en partie les importations. L'influence de la hausse des prix et l'ampleur de la baisse des importations dépendent de la structure de production et de consommation.

Le plus souvent, *les produits manufacturés* importés par les PSD sont des produits à forte valeur ajoutée issus de productions à grande échelle qui seules permettent des coûts acceptables. Dans ces domaines, les entreprises des PSD fortement handicapées et les petites entreprises familiales encore trop faibles ne sont pas en mesure de rivaliser avec les importations. "Aucune dévaluation même substantielle... n'a conduit à un accroissement sensible de la production industrielle, bien au contraire, c'est le secteur qui semble le plus pénalisé par cette mesure. L'industrie en Afrique est déjà très peu performante, on peut penser qu'il n'y a hélas aucune raison pour qu'une dévaluation renforce davantage l'appareil de production interne"<sup>3</sup>.

Pour que le processus de remplacement des importations puisse intervenir, il faut que le secteur de substitution des importations soit capable de répondre à la nouvelle demande locale induite par la dévaluation. Il faut que ce secteur dispose de capacités inemployées, ce qui n'est pas vrai au niveau des petites entreprises familiales qui sont très vulnérable aux modifications de taille. *Il faut également que les entreprises de ce secteur aient la capacité d'intégrer dans leurs coûts de revient l'incidence de la hausse du prix des importations en intrants et en biens d'équipement. Sans quoi la dévaluation n'aurait pas le même intérêt pour ce secteur.* La variation du prix de l'entrant manufacturé peut s'interpréter comme le résultat d'une réduction des subventions sur les engrais, les services

---

<sup>3</sup> I.Mamaty (1989) "quelques expériences de dévaluation en Afrique subsaharienne" in "Endettement et environnement Africain: au delà de l'ajustement», Environnement Africain, n° 25,26,27,28.

d'irrigation, les carburants...ou comme celui d'un choc externe, dû par exemple à la hausse des cours des matières premières qui entrent dans leur composition<sup>4</sup>. C'est là un obstacle fondamental en raison de la faiblesse, voire de l'inexistence d'industrie en amont et/ou d'un réseau local de sous-traitants.

La dépendance des pays sous développés est telle qu'elle donne aux intrants, en biens d'équipements ou en biens finaux, un caractère incompressible. L'augmentation de leurs prix ne peut pas se traduire par la compression de leurs volumes étant donné le caractère limité des possibilités de remplacement de ces importations par des produits nationaux et de leur nature incompressible. Plusieurs facteurs convergents, dont la nécessité du développement (et la croissance démographique), sont à l'origine d'une forte croissance du besoin en importations. "Un certain volume d'importation demeure nécessaire pour développer la production et éviter d'hypothéquer les perspectives de croissance à long terme<sup>5</sup>."

Les PSD ont des économies faiblement intégrées. La poursuite de l'effort d'investissement représente un poste important<sup>6</sup>, où le niveau de dépendance est très élevé: ne produisant pratiquement pas de biens d'équipement, les investisseurs se tournent vers les marchés extérieurs entraînant un surcroît des importations.

Un niveau d'investissement donné exige ces importations de biens d'équipement.

Par ailleurs, La hausse des prix du pétrole a lourdement affecté ceux qui en sont dépourvus. La consommation par habitant en volume ayant généralement augmenté.

---

<sup>4</sup> Les prix augmentent en réponse à la hausse du prix de l'intrant. Mais, il faut souligner que ce résultat, que l'on trouverait en équilibre partiel, n'est pas nécessaire sous les hypothèses d'un modèle plus général. On pourrait avoir une baisse des prix du produit en réponse à la hausse du prix de l'intrant si l'effet négatif sur les salaires avait une amplitude suffisante.

Voir J.P. Azam (1991) « L'interaction des prix et des salaires agricoles dans les pays en développement, un modèle bimarché » Rev écon pol; Nov-Dec.

<sup>5</sup> Banque Mondiale (1989), Rapport annuel.

<sup>6</sup> En effet, ce sont les investissements qui permettent d'intégrer le progrès technique et d'améliorer la compétitivité et l'efficacité des économies.

Parmi les besoins incompressibles, il faut aussi faire la part des importations alimentaires.

La pression est très forte dans le secteur des biens de consommation. La production est souvent insuffisante en quantité et en qualité. La hausse du prix des biens de consommation, suite à une dévaluation, se trouve paradoxalement accentuée: à l'effet King se superpose l'effet de Giffen. Le mécanisme est le suivant: Un déficit de la récolte de blé entraîne une hausse plus que proportionnelle du prix du blé et du pain. Mais le pain constitue l'essentiel de la consommation, l'élévation de son prix ampute le revenu. La classe à faible revenu doit renoncer à consommer des aliments plus onéreux. Ils sont par la même conduits à consommer davantage de pain, denrée comparativement moins chère malgré son prix en forte hausse "plus le pain est cher, plus on en consomme". Nous nous trouvons en présence d'un cas d'élasticité positive de la demande qui vient surajouter son effet à l'expansibilité des prix due au jeu initial de la loi de King.

Même une forte compression des entrées de produits manufacturés de consommation, seul poste où une réduction importante est envisageable, ne peut être qu'un expédient temporaire: elle crée des pénuries de pièces de rechanges et déclenche des opérations illicites, facilités par la présence de nationaux émigrés dans des pays où ces restrictions n'existent pas.

## **SECTION 2: L'EVOLUTION DE LA DEMANDE D'EXPORTATION.**

Un pays affecté par des pressions de change, quelles qu'en soient la nature ou l'expression, doit fournir des efforts d'adaptation. Ceux-ci ont d'autant plus de chances d'être couronnés de succès qu'ils opèrent dans une économie dont l'offre dépasse sensiblement les possibilités nettes d'absorption du marché intérieur, mais rencontre précisément une forte demande en provenance de l'extérieur. Celle-ci dépend du prix mais également:

\* de la nature des produits exportés ou du niveau des caractéristiques du produit.

\* des caractéristiques de la demande étrangère.

La dévaluation peut constituer un moyen de préserver une part de marché (?). Toutefois, pour être un moyen de conquête, il faudrait proposer sur les marchés étrangers des produits correspondant mieux aux besoins de ces marchés. Il faudrait être capable de proposer des produits suffisamment différenciés à des coûts suffisamment faibles, pour pénétrer ces marchés<sup>7</sup>.

Les exportations des PSD sont concentrées sur un nombre restreint de produit de base.

Contrairement aux produits manufacturés<sup>8</sup>, les produits primaires, agricoles ou miniers, sont des produits homogènes pour les demandeurs. Pour ce type de produits, où les services et l'image de marque ne comptent pas, la concurrence est forte. Les prix de vente des *petites économies sous développées* sont des prix d'arbitrage et sont déterminés directement en devises de manière exogène dans un contexte de tendance à la baisse relative de la consommation en raison de l'existence de nombreux substituts.

A.Marshall le soulignait déjà "Un pays riche peut sans effort fournir à une nation pauvre un outillage agricole qui doublera l'efficacité de son travail et qu'elle ne peut produire elle même. Au contraire, un pays riche peut sans grand inconvénient fabriquer ce que lui fournit une nation pauvre ou à tout le moins lui trouver des ersatz".

Une dévaluation n'a aucune action déterminante sur les prix de cession et ne peut modifier l'orientation de la demande externe pour ce type d'exportation; ou tout au moins, les variations de prix exercent sur les quantités demandées des effets incertains.

Considérons, par exemple, le cas de la Zambie, pays où le cuivre représente 85% des exportations. Le cuivre a connu, depuis 1980, une baisse régulière de sa demande

---

<sup>7</sup> Alain Delage et Alain Massiera (1994) "Le franc CFA bilan et perspective" L'harmattan.

<sup>8</sup> qui sont des produits différenciés; c'est-à-dire qu'on peut les substituer facilement, sur le même marché, à des produits similaire. Des différenciations de prix existent et la demande extérieure est plus sensible à la concurrence par les prix.

mondiale car il est de plus en plus remplacé par d'autres matériaux. Son prix a subi une baisse de 25% entre Mars 1981 et Mars 1986. Une telle évolution a été catastrophique pour la Zambie qui a vu son déficit extérieur s'amplifier. Les dévaluations ne pouvaient augmenter la compétitivité des exportations puisque le prix du cuivre est fixé en \$ sur le marché de New York. De plus, toute réallocation des facteurs de production interne vers les activités d'exportation -c'est-à-dire le cuivre- reviendrait à investir dans un secteur en déclin. Elles ne pouvaient non plus renforcer le processus de substitution à l'importation dans la mesure où la Zambie ne dispose pas de base industrielle manufacturière.

En outre, Pour des raisons liées à leur structures de production, leurs exportations des produits en compétition sur le marché international se heurtent à des restrictions. les PSD, pris individuellement, disposent d'un certain quota d'exportation vers les pays du marché commun, le Japon et les États-Unis... Cette situation freine les tentatives d'accroître leur part de marché mondial. Dans ces conditions, une dévaluation n'influence pas les prix et la demande externe. Les pays sous développés ont perdu des parts de marché du fait de la réduction de la dépendance des pays importateurs et de celle de la consommation unitaire des pays industrialisés. A titre d'exemple, le déficit, en pourcentage du commerce extérieur pour la filière agro-alimentaire, dans le cas de l'Europe occidentale est passé de 21% en 1967 à 5% en 1986. Pour les métaux non ferreux, l'Europe de l'ouest a réduit son déficit de 25% à 10% du commerce mondial.<sup>9</sup> Différents changements des politiques nationales dans les pays industriels se répercutent directement et invariablement sur la production des PSD<sup>10</sup>. En effet, la demande de produits primaires dépend davantage:

\* de la conjoncture dans les pays importateurs industrialisés. Or, la production dans le monde industrialisé est en moyenne inférieure au niveau souhaité d'utilisation de leur capacité (étant la récession dans ces pays). Ce qui a un effet direct sur la demande relative

---

<sup>9</sup> Michel Verniers (1991) « Economie du tiers monde » *Economica*.

<sup>10</sup> Des facteurs, comme la demande au niveau du marché mondial, le niveau des activités économiques, des taux de change et d'intérêt, et du taux d'inflation des pays industrialisés affectent incontestablement le prix des matières premières. Etant donné qu'il s'agit de petites économies ouvertes, il semble légitime de penser que leurs exportations sont plutôt influencées par la croissance de marchés extérieurs. Or, des restrictions commerciales, telles que des contingents ou des surtaxes à l'importation, ont souvent été adoptées.

aux denrées des PSD de production primaire.

\* de l'évolution des techniques de production. Avec le progrès technique, l'absorption des matières premières par unité de produit industriel tend à se réduire.

\* de l'apparition d'activités de substitution (le tournesol contre l'arachide, la fibre optique qui se substitue au cuivre dans les câbles de télécommunication...) ou de succédanés (la vanilline contre la vanille naturelle) ou encore par le changement des habitudes de consommation (les édulcorants en substitution du sucre...)<sup>11</sup>. Une baisse de prix des produits de substitution peut diminuer ou même supprimer certaines demandes. Cette possibilité dépend de l'ampleur des substitutions s'exerçant au profit des biens immédiatement concurrents. Or, le progrès technique diversifie les productions et augmente sans cesse le nombre des produits substituables.

La déclaration du premier ministre Jamaïcain (Edward Seaga)<sup>12</sup> résume cet état de fait: "tous nos efforts considérables et douloureux d'ajustement n'ont réussi à nous faire progresser que d'un pas, tandis que l'effondrement de la demande sur le marché international nous a ramené à deux pas en arrière." Le président Zambien (Kenneth Kaunda) déclarait de son côté (en AOUT 86) <<je souhaiterais pouvoir défier les conditions du F.M.I ou de la Banque Mondiale, mais, je n'en ai pas le pouvoir... Ce sont les conditions économiques défavorables que le Nord a imposé au Sud qui ont ruiné l'économie Zambienne>>. Ces déclarations, entre autres, si elles sont erronées, témoignent au moins de l'inquiétude des dirigeants des PSD à opérer une dévaluation ou d'autres mesures d'ajustement dans les conditions actuelles des choses.

---

<sup>11</sup> E. Assidon et P. Jacquemot; op cit. L'infériorité des produits primaires est citée par de nombreux auteurs: Singer...

<sup>12</sup> le bulletin de l'OPEC, Avril 86

### **SECTION 3: L'EVOLUTION DE L'OFFRE D'EXPORTATION:**

Pour les exportations, on s'attend à ce qu'une augmentation de la quantité vendue (ou les gains en volume), à raison d'un prix plus bas en monnaie étrangère, fera plus que compenser la perte sur le prix unitaire.

La dévaluation est censée augmenter la contrepartie en monnaie locale des ventes à l'étranger. Il en résulterait pour les exportations une prime de change. D'une part parce que, elles peuvent être vendues moins cher dans la mesure où les coûts de production fondés sur les prix domestiques ne suivent pas la <<dépréciation>> de change. D'autre part, parce que les exportateurs peuvent se contenter d'un prix moindre en devises puisqu'ils bénéficieront d'un meilleur taux de conversion en monnaie nationale.

Dans les PSD, est ce que le secteur d'exportation connaît des gains de productivité qui réduisent la hausse des coûts de production unitaire?

Les exportateurs profitent-ils de leurs gains de compétitivité afin d'augmenter leurs marges à l'exportation? Partant d'une analyse appuyée sur l'expérience de 16 pays d'Afrique du sud du Sahara et de l'Océan Indien, l'étude, réalisée par E. Assidon et P. Jacquemot<sup>13</sup>, a tiré la conclusion selon laquelle "les exportations totales par rapport aux variations du taux de change ne sont significatives et normales (c'est à dire positives) pour la période 80-87 que dans 4 pays sur 16: hormis ces 4, soit il n'y a pas de liaison économétrique significative; soit la relation volume global-taux de change se révèle anormale c'est à dire que la dépréciation du taux de change, qui pourtant renchérit la valeur nominale des exportations en monnaie nationale, a fait baisser les quantités exportées".

Dans les PSD, souvent l'expansion des exportations est liée à des raisons autres que la compétitivité engendrée par la dévaluation. La raison en est que la plupart des principaux produits d'exportation sont vendus à des prix négociés en devises étrangères sous des contrats à long terme et des quotas. Le principal produit qui rapporte des devises est

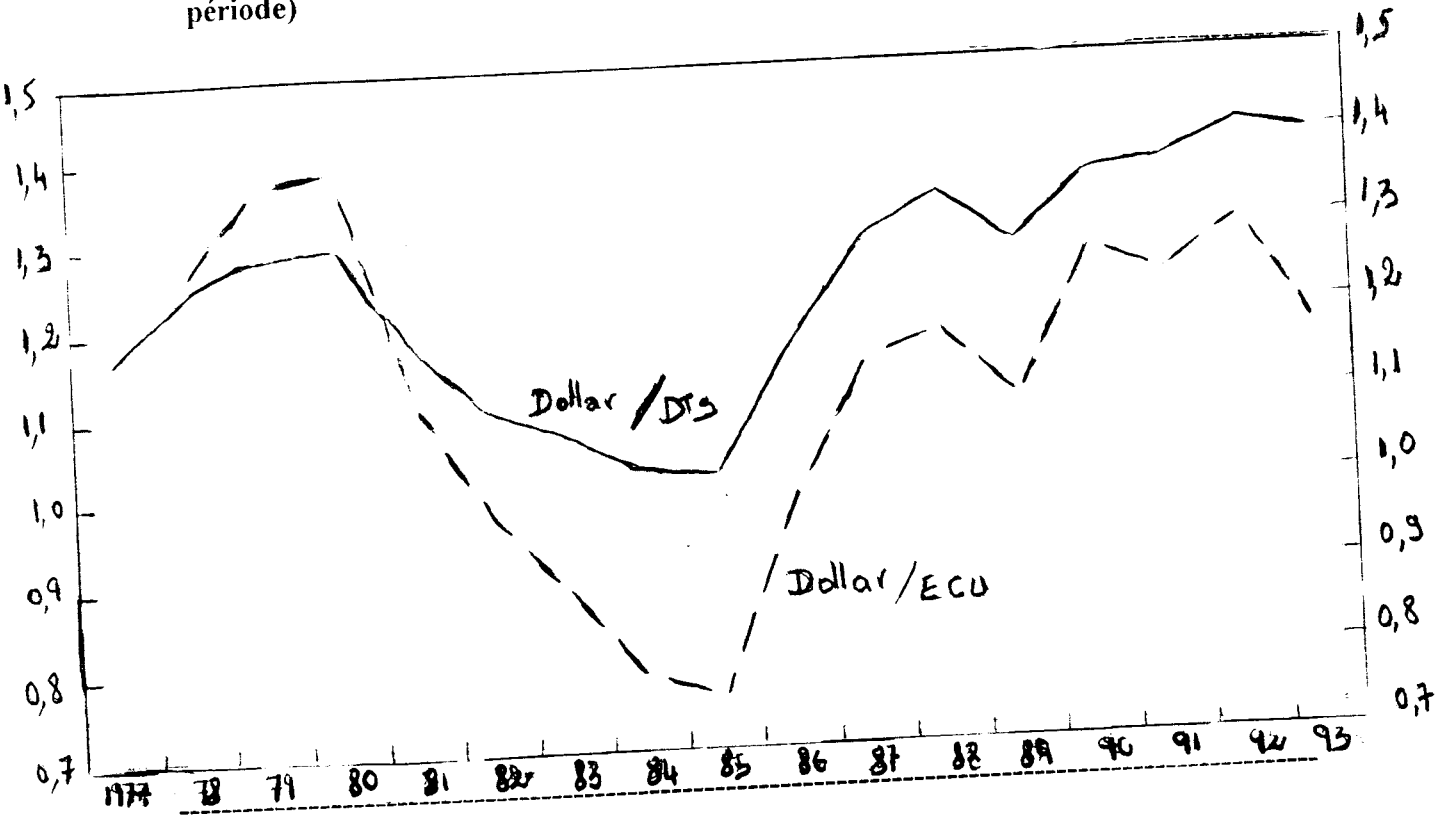
---

<sup>13</sup> pour le compte du ministère Français de la coopération et du développement en 1988.

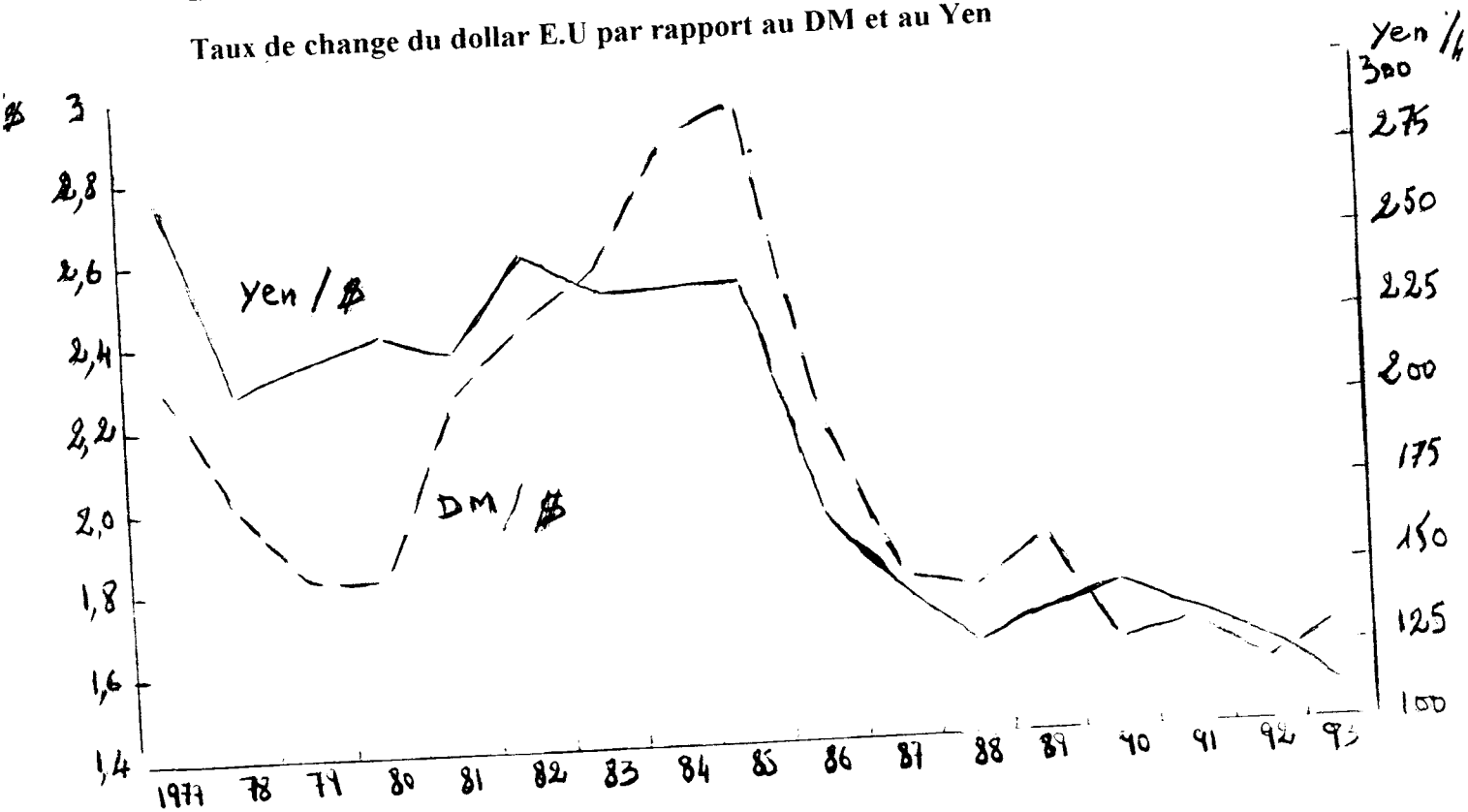
facturé en devises et non en monnaie locale (en Dirham "DH", par exemple, pour le Maroc). L'effet de cette situation est que les importateurs (de phosphate Marocain) trouveront le prix (du phosphate) plus intéressant si la devise clef dans laquelle est facturée (le \$) se déprécie et non pas la monnaie nationale (le DH).



-Taux de change du dollar E.U par rapport au DTS et à l'ECU (moyenne sur la période)



Taux de change du dollar E.U par rapport au DM et au Yen



YEN/\$ : échelle de droite

DM/\$ : échelle de gauche

Cette rigidité de l'offre dans les pays sous développés se manifeste pratiquement dans tous les secteurs. Dans le secteur manufacturier, le volume de l'exportation est, certes, sensible au changement des prix pour les pays disposant d'un appareil productif national suffisamment diversifié (et possédant des possibilités effectives de substitution à l'importation). Ceci qui n'est pas le cas des PSD.

Dans ce secteur, pour les PSD, les dépenses en bien d'importation sont le plus souvent élevées en raison de l'inexistence d'industries en amont et d'un réseau local de sous-traitants<sup>14</sup>. La dévaluation n'a qu'une influence modeste sur la croissance des exportations de ces pays qui dépendent fortement de l'extérieur pour leurs activités d'investissement et de production. Une utilisation intensive en biens d'équipement importés réduit la valeur ajoutée des secteurs qui ont cherché à "se promouvoir" par les incitations de prix.

Même si La dévaluation peut avoir un impact sur les prix d'exportation en ce qui concerne la partie des exportations non traditionnelles, leur part dans les produits d'exportation est infime. Leur revenu net en devises est si faible qu'il leur faudrait un accroissement vraiment important pour qu'ils apportent une contribution significative aux revenus d'exportation.

Dans les entreprises agricoles, l'élément directeur de l'offre semble être, à côté des circonstances atmosphériques aléatoires et imprévisibles, le prix de la récolte dont les variations influencent la surface ensemencée. De nombreuses études<sup>15</sup> ont montré que le prix réel payé au producteur est un facteur explicatif important de la production agricole. Lorsque ce prix baisse excessivement, le paysan est découragé de produire. Il peut, à l'inverse, être incité à amplifier son effort de production par une hausse du prix. Or, dans la plupart des PSD, cette incitation par le prix est limitée.

D'une part, parce que les pouvoirs publics administrent les prix payés aux paysans pour leurs cultures d'exportation. A cause de l'intervention d'organismes publics de

---

<sup>14</sup> La baisse des coûts peut s'inscrire, toutefois, dans le cadre d'économies d'échelle non négligeables si la demande extérieure est forte; ce qui n'est pas le cas pour les PSD.

<sup>15</sup> Voir notamment BOND. N. E (1983) "Agricultural responses to price in Sub-Saharan African countries", IMF Staff Papers, Dec.  
BONJEAN. L et MORODON. R (1988) "contraintes et efficacité de la politique des prix agricoles, exemple de la Côte d'Ivoire, du Kenya, de Madagascar, du Niger, du Rwanda et du Sénégal", Document du CERDI.

commercialisation interne et externe, les prix officiels appliqués aux producteurs sont déconnectés des prix internationaux. l'Etat taxe le paysan : "dans la plupart des PSD, l'intervention des organismes publics et des caisses de stabilisation -qui avaient primitivement pour objectif les prix réels payés aux producteurs- ont, en fait, surtout été l'occasion de prélèvement croissant sur l'agriculture d'exportation, et les fonds prélevés n'ont pas été conservés liquides par les caisses de stabilisation dans la perspective d'une baisse de prix d'exportation, mais ont servi à financer des dépenses publiques, budgétaires ou extrabudgétaire. La seule façon d'accroître le prix payé aux paysans est alors de réduire les prélèvements budgétaires sur les exportations agricoles, voire de subventionner celles-ci"<sup>16</sup>

En outre, comme nous l'avons déjà souligné, les produits primaires sont relativement homogènes, et la part qui revient à chaque PSD, sur le marché international pour l'exportation de ses produits, est le plus souvent peu importante. Ceci explique, entre autres, que la plupart de ces pays doivent accepter les prix qui leur sont fixés. Par conséquent, Une dévaluation ne peut avoir qu'une incidence modeste sur les exportations Elle n'influence pas les prix de cession et n'infléchit pas la demande externe pour ce type d'exportation.

Les options qui s'offrent aux PSD dépendent dans une large mesure, des politiques commerciales et agricoles des pays développés<sup>17</sup>. Or, dans ces pays, l'agriculture est très protégée et bénéficie d'un appui considérable. Ces pays cherchent à soutenir le revenu agricole face à l'accroissement rapide des revenus dans les autres secteurs de l'économie. Les pays développés subventionnent leur agriculture à raison de programmes de recherche, d'assistance technique, de crédit et de soutien du revenu.

Certes, ces politiques ont un effet très positif, dans la mesure où elles stimulent le développement de la recherche et des techniques dont profite les PSD grâce au transfert international des techniques...

---

<sup>16</sup> Sylviane Guillaumont Jeanneney (1988) "Dévaluer en Afrique"; Observation et Diagnostics Economiques; Revue de l'OFCE; n° 25; Oct.

<sup>17</sup> Les pays développés restent le principal débouché pour les denrées alimentaires puisqu'ils absorbent environ 70% des exportations des pays à revenu intermédiaire et 50% de celles des pays à faible revenu.

Toutefois, la protection agricole a eu des effets négatifs à plusieurs égards. Les exportateurs des PSD ont été affectés par cette impossibilité décrétée de développer leurs ventes sur les marchés traditionnels des pays industriels. Ils se heurtent à une vive concurrence de la part des pays industriels dont les excédents prennent une place importante sur le marché des PSD. L'abaissement des prix provoqués par la façon dont les pays développés écoulent leurs excédents agricoles à un impact négatif sur les exportations. A court terme, la faiblesse des prix est un avantage pour les PSD, mais à long terme, elle réduit les incitations à la production locale.

Il n'est pas question ici de "blâmer" les pays développés confrontés eux mêmes à des difficultés d'écouler leurs productions. La politique agricole commune -par exemple- se heurte à la surproduction, à un stockage des excédents, à la baisse des cours mondiaux... Les paysans Français -par exemple- souffrent également de la concurrence des produits méditerranéens, accrue par la modernisation Italienne, l'adhésion de l'Espagne au marché commun et de la compétitivité Hollandaise ou Allemande, due aux progrès agronomiques et aux financements conçus pour contrer les fluctuations monétaires ("montants compensatoires"). Leurs exportations modernisées pâtiennent d'un surendettement.

Par ailleurs, les conditions techniques de la production mais aussi les facteurs climatiques ont été souvent sur déterminants dans l'évolution de la production<sup>18</sup>. La situation des petits exploitants agricoles dépend des conditions climatiques. L'amélioration des moyens agronomiques et l'intensification des efforts de récoltes peuvent aussi se traduire par des rendements nettement supérieurs. L'augmentation peut être possible grâce à la mise en oeuvre des terres marginales, de nouveaux investissements...

Les facteurs techniques (contrôle de l'irrigation, disponibilités en intrants, adoption de nouvelles pratiques culturales...) sont très importante. Le déterminant de l'offre agricole n'est pas exclusivement le niveau du prix de cession des produits mais aussi celui des intrants (semences, engrais, produits phytosanitaires). En cas de pénurie, les paysans pourraient réagir d'une manière paradoxale: leur production pour le marché décroît même si

---

<sup>18</sup> Pour les paysans possédant des micro-propriétés; voir P.Pascon et Ennaji.M (1986) « Les paysans sans terre au Maroc » Ed Toubkal Casablanca.

le prix réel des cultures commerciales augmentent. De nombreux travaux<sup>19</sup> ont montré que le prix au producteur ne joue plus un rôle déterminant quand les paysans ne peuvent plus s'approvisionner en intrants agricoles (et en biens de consommations). Il faut accroître l'offre de ces biens pour relancer les cultures commerciales. Aucune politique de relance de l'agriculture ne peut réussir si elle se limite à augmenter les prix agricoles tout en négligeant l'approvisionnement des zones rurales en intrants agricoles et en biens de consommations. les uns et les autres sont indispensables afin que les paysans puissent augmenter leur production pour le marché<sup>20</sup>. En Mozambique, où les paysans ont vécu une situation permanente de rationnement, l'effet-prix est soit non significatif, soit significatif mais négatif<sup>21</sup>. A Madagascar, pour le café, il n'apparaît pas d'effet-prix positif et significatif si l'on considère seulement le prix réel et la production.

J M Fontaine<sup>22</sup> note que "l'élasticité-prix de la demande d'engrais est plus forte que celle de l'offre de production. Une baisse du prix des engrais entraîne une

<sup>19</sup> Pour le cadre théorique, Cf: J.C.Berthélemy et F.Gagey (1984) « Elasticité-prix de l'offre agricole dans les pays en développement: une note sur la rationalité des agriculteurs dans un contexte non walrassien » Annales de l'I.N.S.E.E

D.Beran, A.Bigsten, P.Collier et J.Gunning (1987) « Peasant supply response in rationed economies » World Development.

J.P.Azam (1986) « L'approvisionnement en biens de consommation et l'effort de production dans un P.E.D: analyse théorique » Miméo C.E.R.D.I., Clermont-Ferrand

Pour les travaux empirique Cf: J.C.Berthélemy et C.Morrisson (1987) « Manufactured goods supply and cash crops in subsaharan africa » World developmen.

J.C.Berthélemy et C.Morrisson(1989) « Crise agricole et pénurie de devises en Afrique »Revue française d'économie.

J.C.Barthélemy, J.P.Azam et J.J.Faucher (1988) « Offre de biens manufacturés et développement agricole, le cas de Madagascar, le cas du Mozambique » Centre de développement, O.C.D.E

Le caractère incertain de l'effet prix est confirmé par l'analyse de D.Bevan, P.Collier et P.Horsnell (1989) sur les cultures commerciales en tanzanie « The supply of manufactured goods and agricultural development, the case of Tanzanie » Miméo, centre de développement O.C.D.E

<sup>20</sup> C'est d'ailleurs ce qu'ont déjà entrepris certains décideurs. La caisse centrale de coopération économique a accordé trois prêts de cent (100) millions de francs en 1984, 85, et 86 au Mozambique pour relancer les cultures d'exportations grâce à l'importation de biens manufacturés destinés aux paysans.

<sup>21</sup> Le coefficient du prix réel (pour 1981-1986) est non significatif pour le cajou et faiblement significatif pour le coton. Pour les cultures vivrières, les résultats sont encore plus ambigus. Le prix du maïs a un coefficient négatif et non significatif. Pour le tournesol, le coefficient est négatif. Pour le riz, le coefficient est positif mais non significatif alors que l'effet pris est négatif pour la production totale.

<sup>22</sup> J M Fontaine (1987)" les projets de libéralisation des agricultures Africaines, un point de vue critique appuyé par les cas Kenyan et Tanzanien" Economie et Société, n° 7.

augmentation relative de leur consommation supérieure à l'augmentation qu'une même hausse du prix des produits exercerait sur la production".

L'évolution de la production nécessite l'application de politique d'appui à l'agriculture complémentaire à celle des prix (crédit, disponibilité en intrants, services sociaux et infrastructure de transport...).

Pour compléter l'analyse de l'offre d'exportation, nous revenons sur le problème qui se pose pour les PSD dans la promotion des exportations: la mono-spécialisation.

#### **SECTION 4: UN APPAREIL DE PRODUCTION PEU DIVERSIFIE NE PEUT REpondre AUX INCITATIONS DU SYSTEME DE PRIX:**

Le débat sur la stratégie d'exportation est toujours aussi vif. Les apports des théories de la spécialisation intra-branche, de la qualification du travail ou encore du cycle de produit attirent l'attention sur la complexité du phénomène de la spécialisation internationale et la diversité de son impact.

La théorie présuppose l'existence d'un avantage comparatif. L'exploitation judicieuse de cet avantage dans l'échange devrait en principe ramener progressivement le pays qui s'ajuste dans une position d'équilibre. Des activités de production davantage orientées vers la diversification utiliseraient des facteurs rares et coûteux (intrants importés, main-d'oeuvre qualifiée...) pour produire des biens aux débouchés très aléatoires. Par conséquent, compte tenu de ces contraintes et des positions déjà acquises et relativement figées sur les marchés mondiaux, une stratégie de sortie de la spécialisation naturelle ferait le moins bon usage des ressources locales<sup>23</sup>.

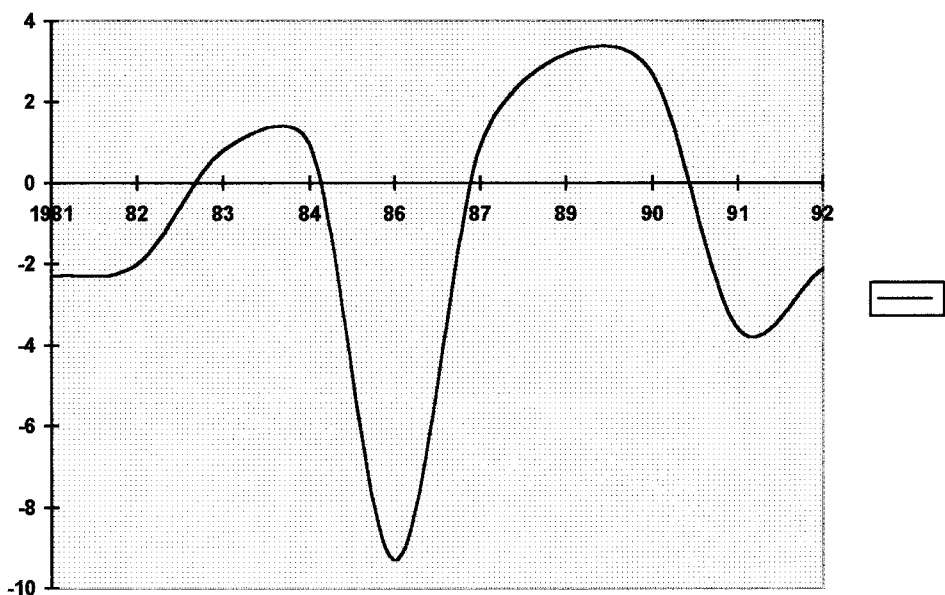
Nous ne prétendons pas capter de la sorte cette pensée, qui ne se réduit pas à

---

<sup>23</sup> E. Assidon et P. Jacquemot...

cette caricature. Nous voulons seulement pousser la logique d'un modèle simple qui constitue la base de la théorie des échanges internationaux.

Les pays sous développés, en développant l'échange des matières premières sont devenus vulnérables économiquement car dépendant de la production de quelques biens. La demande et les prix internationaux varient fortement et fréquemment sans qu'il leur soit possible d'adapter au même rythme la production. Cette spécialisation s'est révélée appauvrissante car cette production se caractérise par une évolution plus ou moins défavorable des termes de l'échange<sup>24</sup>.



Les exportations de produits agricoles et miniers sont enclin à la baisse qui s'inscrit, depuis le début des années 80, dans une tendance longue. La faible capacité de diversification en direction de branches à forte valeur ajoutée, a exacerbé les phénomènes de polarisation et de cloisonnement.

<sup>24</sup> Terme de l'échange des pays à revenu faible et intermédiaire;

1981	82	83	84	86	87	89	90	91	92
-2,3	-2	0,8	0,95	-9,3	0,9	3,2	2,7	-3,6	-2,1

Statistiques Financières Internationales; 1993

M Godfrey<sup>25</sup> a montré que la part de l'Afrique Sub-Saharienne dans le commerce mondial pour six produits agricoles (représentant en 1982, 60% des recettes d'exportations du sous continent) est telle que toute augmentation de l'offre exportable se traduirait irrémédiablement par une chute des cours...

La situation des PSD peut se résumer en cette terrible équation: les pays en sont à produire ce qu'ils ne consomment pas ou peu et à consommer ce qu'ils ne produisent pas ou peu. Une économie dont ni la satisfaction des besoins ni l'écoulement de la production ne sont assurés pour l'essentiel à l'intérieur de son propre espace se trouve dépendante de l'extérieur. Le Maroc, qui fut jadis un des greniers céréaliers de la France, importe aujourd'hui 30 M de quintaux de blé, au moment même où ses oranges, ses tomates et autres chemises restent invendues.

C'est d'ailleurs pour y remédier que le Fonds commun des nations unies de soutien des produits a été créé pour aider les PSD à sortir de leur situation de simples producteurs de matières premières pour une situation où ils transformeraient eux même leurs produits. Cependant, ce programme de diversification nécessite beaucoup de capitaux qui ne peuvent pas être générés localement dans la conjoncture actuelle et qui ne pourront pas être prêtés de l'extérieur.

Les producteurs des PSD, confrontés à des marchés extérieurs saturés, fortement contingentés et menacés par l'arrivée de substituts, ont davantage cherché à garantir un revenu minimum à l'exportation de certains produits de forte spécialisation plutôt que de maximiser ce revenu par des stratégies volontaristes de conquête des marchés extérieurs. Pour préserver des avantages acquis, ils n'ont pas établi le soubassement qui aurait permis de valoriser ces avantages. Les options alternatives à la mono-spécialisation primaire sont quasiment inexistantes.

Ce comportement retarde le changement et émousse l'innovation. Ces économies ne peuvent diminuer les déséquilibres que par l'extension mieux harmonisée des activités productives. LAFAY<sup>26</sup> a mis l'accent sur l'importance qu'a la "bonne spécialisation

---

<sup>25</sup> M Godfrey «politique commerciale et politique de taux de change: une nouvelle contribution aux débats», 1985; voir T ROSE (1985) " Afrique Sub-Saharienne, de la crise..." Paris OCDE.



dans le processus de développement et sur le taux de change réel d'un pays<sup>27</sup>. Il note que "c'est la qualité de la spécialisation qui favorise la valorisation d'un produit intérieur..."<sup>28</sup>.

La dévaluation peut se révéler efficace à condition que l'économie soit très diversifiée en s'appuyant sur un éventail d'activités d'exportation génératrices de revenus. Des pays comme le Taiwan, la Corée du Sud, Singapour, Hong Kong et le Brésil sont susceptibles de tirer profit d'une dévaluation en raison d'une solide base en matière d'industrie de transformation<sup>29</sup>.

Un pays avec une base économique diversifiée pourrait être plus flexible dans l'adoption d'une politique de prix appropriée dans un marché instable des produits qu'un pays dans une situation inverse. Des produits alternatifs peuvent atténuer les effets de l'instabilité sur un autre produit d'exportation. La capacité des économies à valoriser leur production est le résultat d'un rapport de force entre une économie et ses partenaires commerciaux. Quand une économie est distancée en terme de qualité, de technologie..., le processus d'enrichissement marque forcément le pas. En raison de sa plus grande expérience

<sup>26</sup> G Lafay (1984) Voir notamment "Pour des taux de change de référence" *Economie prospective internationale* n° 17.

G Lafay (1987) "Avantage comparative et compétitivité" *Economie prospective internationale*, n° 29...

<sup>27</sup> La qualité de la spécialisation d'un pays et susceptible d'influencer le niveau de son taux de change réel "d'équilibre" à travers la modification des conditions structurelles de sa BP.

A.Orleans (1985) "Spécialisation et taux de change: une vue d'ensemble" *Economies et sociétés*; n°4.

<sup>28</sup> De nombreux autres auteurs montrent que le TCR est corrélé positivement avec le niveau relatif de spécialisation. La situation idéale étant celle où les produits pour lesquels le pays a un avantage comparatif bénéficient d'une demande mondiale. Voir notamment : A Orleans "spécialisation et taux de change: une vue d'ensemble".

G.Chimers «taux de change tendanciel et spécialisation», *Revue d'économie politique*, n°1, 1981.

<sup>29</sup> Il importe de noter que les pays cités étaient en mesure de faire des progrès, notamment, à travers l'investissement des pays occidentaux et la génération de capitaux. En effet, une manière très significative de réduire les coûts de production a consisté à déplacer des parties du procès productif des zones où les coûts de la force de travail sont élevés à des zones où ils sont limités. La politique consistait à délocaliser particulièrement les procès industriels qui utilisent beaucoup de main-d'oeuvre tels que les textiles, l'habillement, les jouets et les industries des composantes électroniques. Plus récemment, les industries intensives en capital touchées par la crise (et celle qui sont polluantes ou exigent des coûts anti-polluants élevés), tels que l'automobile, les chantiers navals, l'acier et la pétrochimie, sont également délocalisées de plus en plus. Ces pays ont fait les concessions au capital international (exemption fiscale...) dans le but d'établir dans leurs territoires les productions à des fins d'exportation vers le marché mondial, (en concurrence avec d'autres pays qui surenchérisent dans l'intention de réaliser les mêmes buts).

technique, de la position acquise sur le marché, du prestige de ses marques commerciales..., l'entreprise internationale possède des avantages évidents sur le plan de la concurrence.

Un pays pourrait, en raison d'une spécialisation figée sur de mauvais créneau, connaître des réductions de part de marché et une détérioration de ses termes d'échanges<sup>30</sup>. Les PSD, dont l'économie repose sur un seul produit essentiellement agricole (et quelques ressources minières d'exportation), ne peuvent pas tirer un grand profit d'un processus de dévaluation.

Certes, toute activité de diversification doit surmonter des coûts d'élaboration alors même qu'elle doit affronter des incertitudes que constituent les nouveaux besoins des consommateurs et les nouveaux procédés de production. Par ailleurs, nous pouvons penser qu'à chaque niveau de développement correspond une structure productive relativement bien définie. Tout défaut d'adaptation, qu'il soit dû à des ambitions structurelles excessives ou à la défense de structures périmées sera sanctionné par le ralentissement -voire le blocage- de la croissance et par des phénomènes annexes de déséquilibres du commerce extérieur...

Toutefois, le développement, à long terme, d'une nation exige que, par le jeu du commerce international, elle procède aux abondons (et aux réceptions)<sup>31</sup> d'activités nécessaires à l'adaptation de sa structure productive.

Cette pratique d'enrichissement de la variété des produits doit alors, pour être rentable, s'appuyer sur des formes productives capables d'intégrer ces nouveautés et d'en tirer parti. Il s'agit de s'assurer la maîtrise de ces nouveaux marchés en expansion grâce à l'exploitation des rendements d'échelle. Ainsi, à travers une articulation pertinente entre innovation des produits, flexibilité de l'organisation productive, les pôles de productivité peuvent maîtriser l'environnement incertain. Le rythme d'enrichissement potentiel est fonction de l'ampleur (quantitative et qualitative) des progrès réalisés en matière de création

---

<sup>30</sup> "Les solutions à long terme résident dans la diversification plus poussée des exportations (biens manufacturés...) et dans la production agricole" Rapport sur le développement, 1982.

<sup>31</sup> Ce que G Lafay appelle engagement et dégagement "Compétitivité, spécialisation et demande mondiale" Economie et Statistique, Juill. 1976.

des facteurs (ressources humaines qualifiées, connaissances scientifiques, informations économiques, infrastructure de base...).

Dans les pays développés, on considère la formation, la recherche et l'infrastructure comme vitales. Tous les pays avancés mènent des politiques visant notamment à encourager la recherche...

L'avantage sur lequel l'Italie (par exemple) a fondé sa croissance tient à des industries classiques comme le textile, le vêtement, la chaussure... Leur succès vient, cependant, de ce que les Italiens ont introduit dans leurs industries des technologies de production modernes et qu'ils ont considérablement augmenté leur savoir faire en termes de stylisme, de matériaux nouveaux et de rapidité dans l'innovation.

Dans les PSD, le débat n'est pas encore en cours. Ceci a considérablement retardé la création des facteurs et limité le potentiel d'enrichissement<sup>32</sup>. L'évolution technologique constitue une grave menace pour la survie de ces économies dans la mesure où elle rend obsolète le rôle de fournisseurs de produits naturels (et de ressources humaines) qu'ils tenaient jusqu'à maintenant. Bons nombres de leurs exportations ne sont pas en croissance car les économies avancées connaissent une demande de plus en plus sophistiquée. Ces pays sont condamnés à rivaliser au niveau des prix<sup>33</sup> et sur des segments standardisés et à former un avantage national (dans la majorité des cas) ne relevant que des facteurs (main-d'oeuvre bon marché, des ressources naturelles...). La capacité à exporter qui en découle est souvent fragile, sinon éphémère.

L'avantage, reposant sur les coûts des facteurs, est souvent détrôné par l'existence de coût encore plus bas dans d'autres pays. Des pays à main-d'oeuvre bon marché, pendant une période, sont remplacés par d'autres. La technologie libère également du poids des facteurs grâce à de nouveaux produits ou procédés. L'accès à une technologie de pointe prend, de plus en plus, le pas sur l'attrait d'une main-d'oeuvre bon marché. L'automatisation est en passe de réduire le coefficient de main-d'oeuvre dans de nombreux secteurs. Des lieux d'approvisionnement plus économique d'une ressource naturelle se

---

<sup>32</sup> Voir notamment M.E.Porter (1993) "L'avantage concurrentiel des nations" Interédition.

<sup>33</sup> S'appuyer exclusivement sur les prix c'est devoir tôt ou tard financer un dumping.

déplacent au fur et à mesure que des technologies nouvelles permettent d'exploiter des ressources dans des endroits jugés jusqu'alors inexploitable ou non rentables. Dans les activités sensibles aux coûts des facteurs, le leadership change rapidement de main. Par ailleurs, offrir un avantage sur les coûts salariaux, c'est risquer d'attirer des investissements peu concurrents ou peu rentables qui ont des difficultés à s'imposer ailleurs et qui n'ont aucun effet d'entraînement.

Les PSD tombent souvent dans ce piège. La quasi-totalité de leurs exportations tend à dépendre des coûts des facteurs de production et d'une guerre des prix. Les programmes de développement ciblent généralement des activités fondées sur les avantages factoriels, sans élaborer de stratégie qui permettent d'aller au-delà. Ces pays verront leur position constamment menacée. Leur capacité à dégager, ne fût ce que des bénéfices modestes, est à la merci des fluctuations économiques.

La concurrence est dynamique et évolue sans cesse<sup>34</sup>. Elle ne peut être axée exclusivement sur les coûts (les prix), traitant comme accessoires la qualité et la différenciation des produits. Les PSD doivent acquérir des avantages plus sophistiqués, en offrant des produits et services de meilleure qualité ou en produisant avec un meilleur rendement.

---

<sup>34</sup> J Schumpeter: la concurrence ne connaît pas de "point d'équilibre".

## Conclusion:

Les conclusions d'une argumentation théorique établissent ce que seraient les résultats des processus économiques si les hypothèses initiales étaient vérifiées ( c'est à dire si les données étaient réellement fixées une fois pour toutes et si les hypothèses de comportement étaient justifiées). Aussi, pour que ces conclusions soient acceptables, encore faut-il que les hypothèses de départ de la théorie soient vérifiées ou, du moins, puissent être abandonnées sans remettre en cause les conclusions initiales.

Au plan théorique, l'approche des élasticités a le mérite de faire appel à des concepts centraux en économie. Elle s'intègre ainsi dans un ensemble de connaissance théorique et pratique qui l'enrichissent. Elle apporte un éclaircissement important aux conditions de succès de la dévaluation. Toutefois, des critiques d'ordre théorique peuvent être formulées.

Au-delà des incertitudes quant aux valeurs des élasticités-prix<sup>35</sup>, les hypothèses qui invalident l'argumentation visent les conditions simplifiées du théorème. Ce

---

<sup>35</sup> On ne dispose pas de véritables prix du commerce extérieur. Il est possible d'envisager, d'un point de vue intellectuel, le problème très complexe de la mesure des prix pratiqués dans le commerce extérieur. Mais, dès lors que l'on cherche à étudier de manière globale et sur longue période leurs évolutions, on est amené à faire usage de séries de valeurs unitaire (encore dites de valeurs moyennes). Il en résulte une imprécision quant à l'estimation des élasticités-prix et généralement les auteurs appellent à la prudence lors de leur interprétation. En utilisant ces séries, on ne peut méconnaître l'incertitude de la valeur globale d'estimations imparfaites, bien que reposant sur un travail statistique considérable mené de manière relativement homogène dans un grand nombre de pays. Le pari est que les innombrables causes d'erreurs et de biais se compensent au total grâce à la loi des grands nombres et qu'il n'y a pas de biais systématiques, même lorsque l'on enchaîne des indices de base différente. En fait, on ne dispose pas de séries de valeurs moyenne pour les échanges des pays développés avec les pays sous développés; mais uniquement, au niveau de chacun des pays, d'indices de valeurs moyennes pour l'ensemble de ses importations (quelle qu'en soit la provenance de ses exportations et quelle qu'en soit la destination). Lorsque l'on agrège les indices de valeurs moyennes à l'importation et à l'exportation pour l'ensemble des pays d'une zone, on obtient des indices qui reflètent à la fois l'évolution des prix des échanges commerciaux entre pays de la zone et des échanges commerciaux avec l'autre zone. S'il y a homogénéité de calculs, on pourra considérer que l'indice des pays de la zone est une moyenne pondérée par les parts, dans l'ensemble des échanges extérieurs. Voir notamment PH.Rollet (1987) « Spécialisation internationale et intégration européenne » *Economica*.

dernier néglige les élasticités de l'offre, suppose la balance commerciale initialement équilibrée et n'indique pas le pourcentage de dévaluation qu'il est souhaitable de pratiquer pour corriger le déficit. La question des délais de réponse à la dévaluation n'a pas encore reçu de traitement statistique et économétrique satisfaisant, ce qui constitue une entrave très importante à la compréhension de ses effets en dynamique dans les PSD.

L'analyse repose sur des hypothèses particulières concernant l'élasticité des courbes d'offre d'importation et d'exportation. *Les courbes d'offre sont supposées infiniment élastique, de sorte que les prix exprimés dans la monnaie du producteur sont constants*<sup>36</sup> ; c'est à dire que la capacité de production du pays qui dévalue et les possibilités d'adaptation ne sont pas prises en compte. Ceci permettrait de lier les réactions commandées par les prix en monnaie étrangère aux seules fluctuations de change.

Certes, *les élasticités d'offre* sont supposées infinies à seule fin d'en simplifier l'exposé. Toutefois, cette hypothèse peut difficilement être retenue dans le cas d'une économie sous développée de petite dimension produisant des biens primaires. L'élasticité de l'offre de produits agricole et de matières premières est faible en général, sauf le cas de produits et de mouvements de prix isolés<sup>37</sup>.

Nous ne saurions aborder l'étude des économies sous développées sans modifier profondément les données de l'analyse<sup>38</sup>.

Le modèle d'ajustement fondé sur les élasticités signifie implicitement une structure économique diversifiée. Si les exportations ne constituent qu'un complément de la production pour le marché intérieur, il est possible d'augmenter les exportations en sacrifiant

---

<sup>36</sup> La dévaluation correspond alors à une baisse du niveau général des prix.

<sup>37</sup> Celso Furtado (1970) « Théorie du développement économique; Collection SUP, PUF.

<sup>38</sup> C'est rejeter le principe du mono-économisme et soutenir que les PSD présentent un certain nombre de caractéristiques économiques qui les distinguent des pays avancés; voir A.O.Hirschman (1984) « L'économie comme science morale et politique » Gallimard, le seuil.

le marché intérieur. Il y aura transfert de revenu au bénéfice des secteurs ayant le plus d'aptitude à l'exportation, ce qui créera les conditions permettant la réorientation des investissements et facilitera la modification de la structure économique, en vue de parvenir à un coefficient d'exportation plus élevé.

En ce qui concerne les pays sous développés, chaque produit important est exporté en quantité relativement grande. Toute diminution des prix, ayant pour objet d'augmenter les recettes, signifie la perte d'une partie de la recette produite par l'exportation. Si un pays diminue de 10% le prix de l'offre, il faut que la quantité exportée augmente très sensiblement pour que la disponibilité en devises ne soit pas réduite. Ceci est difficilement réalisable sans porter préjudice aux autres exportateurs. Il faut tenir compte de l'élasticité-prix de l'offre des pays qui participent au même marché.

L'impact du taux de change sur les prix relatifs n'est pas homogène. Or l'ignorance que peut avoir la flexibilité des prix par rapport au taux de change, dans le succès ou l'échec d'une dévaluation, tient à l'hypothèse implicite sur l'élasticité des courbes d'offre.

*Si nous n'adoptons pas cette hypothèse (offre infinie), la dévaluation aura pour conséquence aussi des adaptations du prix des différents produits échangés. Nous pouvons le percevoir en examinant le cas où les offres d'exportation et d'importations (dans le pays qui dévalue et à l'étranger) sont infiniment inélastiques.*

Dans cette hypothèse, l'ajustement se fera entièrement par les prix, puisque les biens sont offerts sur le marché en quantités fixes.

Sur le marché des exportations, les quantités offertes par le pays qui dévalue restent inchangées. Les importateurs étrangers (en concurrence sur le marché) vont acheter cette quantité au même prix (dans leur monnaie) qu'auparavant. La valeur totale, en devises, des exportations du pays qui dévalue ne changera pas. Toutefois, cette constance de la

valeur des exportations en devises se traduira par une hausse des recettes des exportateurs nationaux en monnaie nationale proportionnellement au taux de dévaluation.

Sur le marché des importations, deux cas peuvent être envisagés.

\*les importateurs nationaux n'absorberont cette quantité que si le prix n'a pas augmenté (cas souvent retenu). Le prix, en monnaie nationale, restera au même niveau qu'avant la dévaluation. Les dépenses d'importation, en monnaie nationale, seront constantes. Les dépenses, en devises, seront diminuées par suite de la dévaluation.

Dans ce cas, la dévaluation diminue un déficit de la balance commerciale, quelles que soient les élasticités des courbes de la demande.

\*Les importations sont incompressibles et les importateurs absorberont cette quantité même si le prix augmente. Dans ce cas, les dépenses d'importation augmenteront. En devise, le solde de la balance se dégrade; en monnaie nationale, le solde est incertain et dépend de l'augmentation des recettes d'exportations.

Ce n'est pas seulement dans le cas particulier où les offres sont absolument inélastiques que la proposition ne s'applique pas. C'est aussi le cas où la dévaluation a pour conséquence une variation des prix des biens négociés par le pays dévaluateur sur le marché international.

Supposons qu'un pays dévalue de 10%. A la suite de cette dévaluation, le prix des biens produits par les exportateurs peuvent augmenter en monnaie nationale, (par exemple de 4%), et donc, diminuer de 6%. Si l'élasticité de la demande étrangère est de  $2/3$ , les quantités achetées par les étrangers augmenteront de 4%. Les recettes totales en devises du pays dévaluateur diminueront de 2%.

A la suite de la même dévaluation, le prix en devises des biens que le pays dévaluateur importe peut diminuer, de sorte que cette situation corresponde à une augmentation du prix en monnaie nationale de 9% par exemple. Si l'élasticité de la demande



nationale est de  $1/3$ , les quantités importées diminueront de 3%. Les dépenses totales en devises diminueront de 4%. Dans ce cas, bien que la somme des élasticités de demande soit exactement égale à l'unité, les dépenses en devises consacrées au paiement des importations diminueront dans une plus grande proportion que les recettes en provenance des exportations; d'où une amélioration relative de la balance commerciale à la suite de la dévaluation. De la même façon, il est possible d'illustrer ce cas par des variations de prix qui entraîneraient une dégradation plus importante de la balance commerciale.

Nous pouvons relire, dans le tableau suivant, l'exemple proposé et le comparer avec l'application du théorème des élasticités critique aux mêmes valeurs du taux de dévaluation et des élasticités de demande.

Exportations			Importations		
	Exemple	Lerner		Exemple	Lerner
Variation du prix en devises	-6%	-10%	Variation du prix en devises	-1%	0
élasticité de la demande étrangère	-2/3	-2/3	variation du prix en monnaie nationale	+9%	+11,11%
variation des quantités	+4%	+6,67%	élasticité de la demande nationale	-1/3	-1/3
variation des recettes en devises	-2%	-3,3%	variation des quantités	-3%	-3,7%
			variation des dépenses en devises	-4%	-3,7%

Le contre exemple qui vient d'être présenté n'enlève pas sa pertinence à la condition de succès d'une dévaluation dégagée notamment par Lerner. Toutefois, il souligne qu'il ne s'agit que de cas particulier à intégrer dans une analyse plus élargie. Les quatre

élasticités d'offre et de demande ne sont pas indépendantes les unes des autres. En particulier, les élasticités d'offre et de demande se déterminent mutuellement. L'élasticité des courbes d'offre varie en fonction des facteurs dont dépend l'élasticité de la demande. Toute diminution de la valeur des exportations a pour origine une chute des prix à l'exportation, une contraction de la quantité exportée ou les deux à la fois. Quoi qu'il en soit, il y a une diminution du revenu créée par le secteur exportateur de l'économie, diminution qui se transmet au revenu (amplifier par le mécanisme du multiplicateur). En amplifiant la contraction initiale du revenu, ce même mécanisme diminue la demande d'importation.

Toute fluctuation du revenu national (R) entraîne des variations parallèles des importations (I).<sup>39</sup> Lorsque le revenu national décline, les achats à l'étranger diminuent. C'est à ce moment que l'action du coefficient d'élasticité des importations par rapport au revenu est la plus apparente.

Il n'y a pas seulement action du revenu national sur le niveau des importations. Il y a de surcroît influence des exportations (E) sur le revenu national. A partir d'un niveau donné des échanges avec l'extérieur, un pays qui voit ses exportations s'accroître à la suite d'une dévaluation, peut modifier sa demande d'importations non seulement en raison des hausses des prix mais aussi en raison de l'accroissement des exportations. Cette influence dépend elle-même de l'importance des achats à l'étranger. Un essor des exportations se traduit tout d'abord par un développement du revenu dans le secteur intéressé<sup>40</sup>. En un second stade, il engendre par ce développement des dépenses

<sup>39</sup> Le rapport  $I/R$  constitue la propension moyenne à importer, analogue d'ailleurs à la propension moyenne à consommer, étudiée par Keynes. Elle souligne que les fluctuations du commerce extérieur dépendent de celles des revenus nationaux avant d'être fonction du niveau des prix (comme l'enseignait l'école classique). D'un point de vue dynamique, ce n'est d'ailleurs pas la propension moyenne, mais la seule propension marginale à consommer (le rapport des variations du revenu national  $-\Delta R$  - et des importations  $-\Delta I$  -) qui est susceptible de jouer un rôle. Bien entendu le rapport  $\Delta I/\Delta R$  est variable. C'est même l'élasticité des importations par rapport au revenu national (c'est à dire la relation entre les variations relatives des importations  $(\Delta I/I)$  et du revenu national  $(\Delta R/R)$  qui est significative.

<sup>40</sup> L'accroissement du revenu national qui résulte d'une augmentation des exportations constitue «un multiplicateur d'exportation». En réalité, l'action du multiplicateur d'exportation n'est pas aussi simple et se combine avec celle du multiplicateur d'investissement. Plus exactement, l'action de la tendance marginale

nouvelles sur le marché national<sup>41</sup>. Le rôle joué par la propension marginale à consommer ( $\Delta C/\Delta R$ ) est joué par la propension marginale à importer. En effet, une part du revenu qui résulte directement ou indirectement de l'essor des exportations peut être dépensée en achats à l'étranger. Elle le sera suivant la relation que traduit la propension marginale à importer; propension qui variera elle même avec le niveau du revenu national.

La quantité demandée d'un bien dépend d'autres variables. Elle est une fonction explicite du prix  $P_0$ , de divers prix concurrents ou complémentaires, de la conjoncture... Si l'on veut calculer l'élasticité d'offre, il convient de retenir à côté du prix du produit fini et des quantités écoulées, divers éléments intéressent les conditions de production: prix des matières premières et des biens d'équipement, taux des salaires....

D'où la nécessité d'introduire, à côté de la variable principale, des variables secondes et d'étendre le concept d'élasticité à des liaisons fonctionnelles entre plusieurs variables<sup>42</sup>. Prix et quantités sont compris dans un univers plus vaste. Les phénomènes économiques dépendent de l'interaction réciproque de causes directes et indirectes, d'effets immédiats et lointains. Lorsque la fonction dont on recherche l'élasticité dépend de plusieurs variables, plusieurs fonctions-élasticités peuvent apparaître; par rapport à chaque variable, par rapport à certaines variables groupées, enfin par rapport à l'ensemble des variables. Si et seulement si l'une des corrélations simples est égale à l'unité, le modèle peut être déterminé à

---

à importer est influencée par celle de la tendance marginale à épargner. A la suite d'un essor des exportations égal à l'unité, la part de l'accroissement dépensé sur le marché national n'est pas seulement réduite du montant des importations, mais du montant de l'épargne prélevé sur ce revenu supplémentaire.

<sup>41</sup> Ces deux effets n'ont pas un effet immédiat. Tous deux, pour se manifester, exigent l'écoulement d'une période de temps non négligeable au cours de laquelle leur effet s'achève et s'amortit.

<sup>42</sup> C'est d'ailleurs Walras qui, le premier, conçoit la quantité demandée d'un bien comme une fonction de son prix et du prix des autres marchandises  $Q = f(P_1, P_2, \dots, P_n)$   
Pareto, Slutsky, Moore...ont enrichi ce premier schéma en introduisant successivement le revenu, le prix de biens concurrents ou complémentaires, la conjoncture...

l'aide d'une seule variable. Il en est rarement ainsi. La variable n'est pas exclusivement déterminante même si elle est utile à l'explication de la liaison élastique.

Certes, la complexité des mécaniques économiques altère la pureté d'un modèle...Il est difficile de comparer des variables relatives de la fonction aux variations relatives de toutes les variables dont elle dépend. Ces variables se modifient d'inégale façon. Un changement, à peine perceptible des unes peut apporter de grandes variations dans le comportement de la fonction. Au contraire, d'autres variables peuvent n'avoir qu'une influence limitée sur les déplacements de la fonction.

La multiplication des variables se heurte rapidement à des impossibilités d'ordre matériel et/ou analytique...Retenir certaines variables conduit à en négliger d'autres; les retenir toutes revient à n'en privilégier aucun.

Par ailleurs, si certaines grandeurs sont mesurables, d'autres grandeurs sont simplement repérables. Nous pouvons simplement établir un ordre.. L'économiste est confronté au problème de la classification des variables fondamentales; au dosage de leur influence respective sur le phénomène étudié. Les dangers de la multicollinéarité entre plusieurs variables d'un même modèle sont connus. Il se livre alors à un arbitrage entre les exigences de l'interprétation totale de la réalité et les possibilités de calcul. Il considère un certain nombre de variables dites "stratégiques".

Dans l'univers Marshallien, la demande est une fonction du prix. Cette procédure postule que dans la liaison entre les quantités et la variable dont on mesure l'action causale, les autres variables sont "éliminées" (réputées constantes à un certain niveau pendant le calcul); le reste de l'univers économique est gelé.

Toutefois, si nous rejetons l'hypothèse d'une loi parfaite, idéale (Y est entièrement déterminé par X), nous admettons implicitement l'existence de variables avec des conséquences sur la variabilité des coefficients d'élasticité.

Il est difficile de toujours raisonner en termes macro-économiques et de supposer constantes ou infinies, de période en période, des quantités économiques qui dépendent des structures de production et d'échange, des coûts, de la répartition du revenu... qui se modifient même en courte période. Différents éléments peuvent affecter la valeur des élasticités. Nous avons évoqué à ce propos le régime sous lequel s'effectue l'échange et les caractéristiques des produits dont la compétitivité dépend des prix mais aussi de facteurs plus qualitatifs... De multiples formes d'organisation des marchés peuvent affecter la fluidité des échanges et diminuer le rôle régulateur des prix (position dominante de certaines firmes qui imposent leurs stratégies de prix...). La composition sectorielle et géographique des échanges (reflet d'une bonne spécialisation) a une grande influence sur la valeur des élasticités... L'abandon de l'hypothèse de parfaite mobilité des facteurs de production invite à réfléchir à la capacité du pays à déplacer facilement et rapidement ses facteurs productifs d'une production à une autre. Il faut du temps, des capitaux rares et surtout des hommes qualifiés, ressources encore plus rares, pour effectuer ces transformations. La force de travail dont dispose une économie est hétérogène. Négliger ce constat, c'est supposer qu'aucun obstacle ne peut provenir d'une insuffisance de certaines catégories de qualification. Pour accepter cette conséquence de l'hypothèse d'homogénéité du facteur travail, il faut admettre que les travailleurs qualifiés peuvent être facilement remplacés par d'autres facteurs de production (hypothèse de substitution)...

Il est, donc, nécessaire d'adapter les hypothèses du théorème des élasticités à une économie sous développée de petite dimension. A la suite des travaux de R.Tremblay<sup>43</sup>, au lieu de supposer infini les élasticités d'offre nationale et étrangère

---

<sup>43</sup> Cité par P.Guillaumond « Elasticités critiques et dévaluation en économie sous développée »

( $e_x \rightarrow \infty$  et  $e'_x \rightarrow \infty$ ), ce sont les élasticités de demande et d'offre étrangère qui sont supposées infinies<sup>44</sup> ( $e'_m \rightarrow \infty$  et  $e'_x \rightarrow \infty$ ). Une petite économie (dont la part sur le marché des produits qu'elle exporte est faible), exportant des produits primaires (à un prix fixé en monnaie étrangère sur des marchés internationaux), connaîtrait une élasticité de la demande étrangère tendant vers l'infini.

Les prix des importations et des exportations, en monnaie étrangère, sont constants ( $dp'_m = 0$  et  $dp'_x = 0$ ). Les quantités exportées augmenteraient et les quantités importées diminueraient. Ces prix exprimés en monnaie nationale sont accrus dans la proportion de la dévaluation ( $dpm/pm = dp_x/px = K$ ). Les valeurs des exportations augmentent et les valeurs des importations augmentent ou diminuent selon l'élasticité de la demande nationale d'importation.

$$dB = K \cdot P_m \cdot Q_m [\alpha (1 + e_x) + e_m - 1]^{45}$$

A la suite d'une dévaluation, lorsque les élasticités d'offre et de demande tendent vers l'infini, la balance commerciale s'améliore en monnaie nationale si

$$\alpha(1 + e_x) + e_m > 1$$

$$dB' = K P'_m Q_m (\alpha \cdot e_x + e_m)^{46}$$

<sup>44</sup> L'hypothèse n'est pas nouvelle. Ainsi que le signait J. Timbergen (1946) "some measurements of elasticities of substitution" Review of Economic Statistics; Août; <<Les théories du commerce international ont généralement reposé sur l'hypothèse erronée d'une élasticité élevée de la demande mondiale>>

<sup>45</sup>  $dB = ?$

$$e_x = \frac{dQ_x}{Q_x} / \frac{dP_x}{P_x} \implies dQ_x = e_x \cdot \frac{dP_x}{P_x} \cdot Q_x$$

Or  $\frac{dP_x}{P_x} = K \implies dQ_x = e_x \cdot K \cdot Q_x$

et  $e_m = -\frac{dQ_m}{Q_m} / \frac{dP_m}{P_m} \implies dQ_m = -e_m \cdot \frac{dP_m}{P_m} \cdot Q_m$

Or  $\frac{dP_m}{P_m} = K \implies dQ_m = -e_m \cdot K \cdot Q_m$

$$dB = (P_x \cdot dQ_x + dP_x \cdot Q_x) - (P_m \cdot dQ_m + dP_m \cdot Q_m)$$

$$\iff dB = P_x \cdot e_x \cdot K \cdot Q_x + K \cdot P_x \cdot Q_x + P_m \cdot e_m \cdot K \cdot Q_m - K \cdot P_m \cdot Q_m$$

$$\iff dB = K \cdot P_x \cdot Q_x (e_x + 1) + P_m \cdot Q_m \cdot e_m \cdot K - P_m \cdot Q_m \cdot K$$

$$\iff dB = K \cdot P_m \cdot Q_m [\alpha (e_x + 1) + e_m - 1]$$

<sup>46</sup>  $dB' = ?$

$$dB' = (P'_x \cdot dQ_x + Q_x \cdot dP'_x) - (P'_m \cdot dQ_m + Q_m \cdot dP'_m)$$

La balance commerciale s'améliore toujours en monnaie étrangère

$$\alpha ex + em > 0$$

Il n'est pas nécessaire de retenir l'hypothèse d'une balance initialement en équilibre puisque dans ce cas, l'effet de la dévaluation est toujours positif:  $dB > 0$  et  $dB' > 0$  si  $em + ex > 0$ .

En retenant ces hypothèses ( $e^x \rightarrow \infty$  et  $e^m \rightarrow \infty$ ) et en supposant que:

\*L'élasticité de l'offre nationale d'exportation est nulle ( $ex = 0$ ) du fait du caractère primaire des exportations, la condition d'amélioration de la balance commerciale exprimée en monnaie nationale ( $dB > 0$  si  $\alpha(1 + ex) + em > 1$ ) devient  $dB > 0$  si  $\alpha + em > 1 \implies em > 1 - \alpha$

\* et l'élasticité de la demande nationale est nulle ( $em = 0$ ), la condition  $dB > 0$  si  $\alpha(1 + ex) + em > 1$  devient  $dB > 0$  si  $\alpha(1 + ex) > 1$

En combinant ces hypothèses, la condition pour avoir un effet positif sur la balance exprimée en monnaie nationale  $dB > 0$  si  $\alpha(1 + ex) + em > 1$  devient  $dB > 0$  si  $\alpha > 1$ .

Donc, une dévaluation n'améliore la balance commerciale en monnaie nationale que si cette balance est initialement en excédent et laisse inchangée la balance exprimée en monnaie étrangère.

Ce raisonnement part de l'hypothèse qu'un pays peut toujours augmenter ses recettes en devises en exportant davantage de marchandises ou de services (demande étrangère infinie). « Il est cependant possible pour un pays d'avoir des difficultés à accroître

$$\begin{aligned} & dP^m = 0 \text{ et } dP^x = 0 \\ \implies & dB' = P^x \cdot dQ_x - P^m \cdot dQ_m \\ dQ_x &= ex \cdot K \cdot Q_x \quad \text{et } dQ_m = ex \cdot K \cdot Q_x \\ \implies & dB' = P^x \cdot ex \cdot K \cdot Q_x + P^m \cdot em \cdot K \cdot Q_m \\ \implies & dB' = K \cdot P^m \cdot Q_m (\alpha \cdot ex + em) \end{aligned}$$

ses ressources, soit à cause de barrières douanières, d'une faible élasticité d'offre ou d'une faible élasticité de la demande pour ses produits... »<sup>47</sup>

Les prix des importations et des exportations, en monnaie étrangère, étant constants ( $dp^m = 0$  et  $dp^x = 0$ ), les prix en devises des exportations ne baisse pas à la suite d'une dévaluation. L'effet de compétitivité-prix escompté d'une dévaluation ne peut pas se manifester. En plus, leurs exportations des produits en compétition sur le marché international se heurtent à des restrictions. Ces économies, pris individuellement, disposent d'un certain quota d'exportation. Cette situation freine toute tentative d'accroître leur part de marché. La structure des exportations des économies sous développées, combinée à la montée du protectionnisme chez les partenaires commerciaux de ces pays, fait que non seulement l'élasticité de l'offre et la demande nationale mais aussi l'élasticité de la demande étrangère par rapport au prix sont voisine de zéro. Le raisonnement, qui suppose

$e^m \rightarrow \infty$  implique une variation des quantités demandées pour des prix constants en monnaie étrangère ( $dP^x / P^x = 0$ ). Si nous posons  $dQ_x / Q_x$  tendant vers zéro,  $e^m = -dQ_x / Q_x / dP^x / P^x$  devient une indétermination.

---

47 A Lewis (1956) «The theory of economic growth" St Leonards (Australie) Allen and Unwin Ltd; traduit de l'anglais par Françoise Pons (1967) "La théorie de la croissance économique" Payot



**PARTIE III:**

**Critique pratique: confrontation de la théorie à  
des données factuelles.**

## CHAPITRE V: L'IMPACT DE LA DEVALUATION SUR L'ECONOMIE MAROCAINE

### **Introduction:**

La dévaluation a été, jusqu'à une période récente, bannie du discours officiel. Il n'y avait pas officiellement de dévaluation du Dirham (Dh) Celui-ci ne subissait qu'un "glissement" par rapport aux devises étrangères. Cette terminologie se réfère à une définition dépassée de la dévaluation. Le glissement est une dévaluation qui ne dit pas son nom.

Certes, nous pouvons distinguer la dévaluation de la dépréciation. La première est un acte délibéré alors que la seconde est un fait subi (les deux se traduisant néanmoins par une variation en baisse de la monnaie nationale par rapport aux devises étrangères). Par contre, il n'est pas possible de différencier le glissement de la dévaluation. Cette dernière (en tant que décision délibérée des pouvoirs publics de changer en baisse la parité de la monnaie nationale par rapport aux devises étrangères) n'a plus de raison d'être dans le système actuel (caractérisé par le flottement des monnaies et l'abandon de la couverture Or).

Il est inutile (pour les pouvoirs publics) d'annoncer (par une décision), d'une part la baisse de la parité Or (puisque cette parité n'est plus respectée depuis longtemps<sup>1</sup>),

---

<sup>1</sup> la Banque du Maroc ne peut pas assurer la couverture en Or de tous les Dirhams émis selon la définition de 1959 déposée au F.M.I. et c'est le cas de toutes les banques centrales.

et d'autre part, une baisse de la parité par rapport aux devises (si cette baisse peut être réalisée progressivement au fil des cotations)<sup>2</sup>.

Nous pouvons considérer que le glissement du Dirham (DH) n'est autre que sa dévaluation. Cette réalité est reconnue par le ministre des finances<sup>3</sup> *"...Jusqu'en septembre 1980, le Dirham a connu une stabilité. A partir de cette date et compte tenu du déficit de la balance des paiements et des programmes d'ajustement conclus avec le F.M.I, le Maroc a procédé à une série de dépréciations de sa monnaie. Entre septembre 1980 et mars 1982, le Dirham a perdu 15%, en avril 1983 10%, entre février et avril 1984 7% et 13% entre mars et juillet 1985. En terme du taux de change effectif et normal<sup>4</sup>, le Dirham s'est déprécié de près de 37% sur cinq ans soit environ 7% par an"*.

Par ailleurs, d'un point de vue macro-économique, il est intéressant de stabiliser la moyenne des taux de change d'un pays, autrement dit le taux de change nominal (TCEN). Mais, d'un point de vue micro-économique, seule l'évolution de un ou de plusieurs taux de change bilatéraux intéressent les entreprises, les banques, les ménages... Ces derniers ne sont pas concernés, dans leurs transactions, par les variations des TCEN, mais plutôt par celles des prix de telle ou telle devise.

Pour saisir l'ampleur de la dévaluation du Dirham, nous sommes ainsi amenés à utiliser deux mesures de l'instabilité des taux de change, relatives au taux de change bilatéral et au taux de change effectif<sup>5</sup>.

\*La première est fondée sur le calcul dit en dedans du taux de change.

\*La seconde est fondée sur l'évolution du taux de change effectif réel (TCER) du DH par

<sup>2</sup> Il n'existe pas de marché des changes et les cours sont fixés par les autorités monétaires.

<sup>3</sup> Qui parle toutefois de la dépréciation du Dirham. Interview accordée au journal "le matin du Sahara" du 7 Juill. 1986.

<sup>4</sup> Le Ministre ne précise pas ce qu'il entend par taux de change effectif et normal. Il rejette la référence aux devises séparément "Si l'on veut étudier l'évolution du Dirham, il ne faut pas le faire par rapport au FF; nous ne sommes plus dans la période coloniale, mais par rapport au panier ou au DTS". Or, la composition et les coefficients de pondération du panier demeurent un secret de l'institut d'émission et les importations ne sont pas réglées en DTS.

<sup>5</sup> Sylviane Guillaumont J (1991) "La variabilité des taux de change et..." Mai-Juin .

rapport à celle des devises des pays partenaires du Maroc.

#### a) LE CALCUL DU TAUX DIT EN DEDANS

Il est possible de calculer deux taux de dévaluation:

- 1) Si nous comparons la perte de la valeur d'une monnaie par rapport à sa parité ancienne, on obtient ce qu'on appelle le taux en dehors<sup>6</sup>.
- 2) Si nous la comparons à la nouvelle parité, on obtient un taux différent que l'on appelle le taux en dedans<sup>7</sup>.

Le calcul de ces deux taux est très important car les conséquences de la dévaluation pour le pays qui a dévalué se mesureront au taux en dedans. Par contre, les pays étrangers se référeront aux taux en dehors pour estimer les conséquences de la dévaluation sur leur propre économie. Malgré les apparences, l'intérêt de cette distinction n'est pas uniquement formel<sup>8</sup>. Cette distinction enseigne que la dévaluation pénalise les acheteurs de monnaies étrangères (les importateurs du pays qui dévalue) dans une proportion plus importante qu'elle n'avantage ceux qui doivent acheter la monnaie dévaluée (c'est à dire les exportateurs du pays qui dévalue ou les importateurs étrangers).

Le calcul du taux dit en dedans est d'un intérêt particulier pour mesurer le recul nominal grandissant du "DH". En effet, "la dépréciation" totale du DH entre 1980-1990, peut être relevée sur simple constatation des variations des cours d'achat en DH des principales devises cotées.

---

<sup>6</sup> Qui indique le pourcentage dont augmente le prix des unités monétaires étrangères. Ce taux est toujours supérieur au taux "en dedans", puisqu'il rapporte à une base inférieure une même variation de prix.

<sup>7</sup> Qui indique la proportion dans laquelle diminue la valeur de l'unité monétaire nationale en termes d'une monnaie étrangère. C'est le taux de dévaluation proprement dit.

<sup>8</sup> Elle montre que le taux de profit que peuvent rapporter les opérations spéculatives en prévision d'une dévaluation est supérieur au taux de dévaluation (ce qui contribue à expliquer leur ampleur)

Cours des devises convertibles exprimés en DH au 31 Décembre<sup>9</sup> :

	30-12-1981	31-12-1982	30-12-1983	28-12-1984	31-12-1985	31-12-1986	31-12-1987	30-12-1988	29-12-1989	Fin Déc 90	Fin Déc 91	Fin Déc 92
1 FF	A 0,932 V 0,935	A 0,928 V 0,930	A 0,964 V 0,967	A 0,994 V 0,997	A 1,274 V 1,278	A 1,355 V 1,359	A 1,452 V 1,456	A 1,353 V 1,357	A 1,401 V 1,405	A 1,57698 V 1,58	A 1,568 V 1,578	A 1,635 V 1,65
1 \$ US	A 5,3202 V 5,3465	A 6,2530 V 6,2821	A 8,0436 V 8,0784	A 9,5314 V 9,5710	A 9,5966 V 9,6459	A 8,6877 V 8,7357	A 7,7784 V 7,8222	A 8,1901 V 8,2311	A 8,1012 V 8,1424	A 8,0213 V 8,06	A 8,1159 V 8,1838	A 9,0125 V 9,08
1 £	A 10,309 V 10,215	A 10,078 V 10,129	A 11,651 V 11,708	A 11,104 V 11,160	A 13,85 V 13,92	A 12,82 V 12,89	A 14,56 V 14,63	A 14,80 V 14,87	A 13,040 V 13,10	A 15,457 V 15,53	A 15,185 V 15,306	A 13,678 V
1 D Mark	A 2,3605 V 2,3731	A 2,6296 V 2,6430	A 2,9454 V 2,9599	A 3,0415 V 3,0564	A 3,9077 V 4,5087	A 4,4875 V 4,9439	A 4,9203 V 4,6417	A 4,6191 V 4,8093	A 4,7859 V 4,8093	A 5,3551 V 5,38	A 5,3541 V 5,3965	A 5,5754 V 5,62
100 ESC	A 8,1534 V 8,1534	A 6,9009 V 6,9440	A 6,0100 V 6,0513	A 5,5559 V 5,5965	A 6,0540 V 6,0850	A 5,9472 V 5,9788	A 5,9774 V 6,0085	A 5,5887 V 5,6180	A 5,4102 V 5,4394			
1000 Lire (commerce)	A 4,4257 V 4,4512	A 4,5638 V 4,5896	A 4,8510 V 4,8782	A 4,9548 V 4,9827	A 5,7137 V 5,7424	A 6,4349 V 6,4665	A 6,6658 V 6,6990	A 6,2712 V 6,3015	A 6,3873 V 6,4183		A 7,0749 V 7,1307	A 6,1024 V
100 Ptas	A 5,5169 V 5,5475	A 4,9810 V 5,0099	A 5,1272 V 5,1572	A 5,5082 V 5,5397	A 6,2490 V 6,2806	A 6,6039 V 6,6374	A 7,1882 V 7,2244	A 7,2293 V 7,2635	A 7,3774 V 7,4124		A 8,4005 V 8,4656	A 7,8648 V

<sup>9</sup> Afin de saisir l'ampleur de la dévaluation, il convient de mesurer la baisse du Dirham par rapport à toutes les devises cotées. Cependant et pour des raisons de simplification, nous allons mesurer la variation du Dirham par rapport à quelques devises qui interviennent le plus dans les transactions du Maroc avec l'étranger: le FF, le \$ US, le Mark Allemand et la Lire Italienne. La France, l'Allemagne et l'Italie sont et ont été toujours parmi les premiers partenaires commerciaux du Maroc et particulièrement la France premier partenaire économique global (investissement, commerce TME...); le \$ US en raison du volume important des transactions libellées en \$ (pétrole, dette...)

Cours d'achat en DHs des principales devises cotées par la banque du Maroc (Bank Al Maghrib):

Devises étrangères	Achat	Achat	variation pourcentage
	fin DÉC 80	fin DÉC 90	
1 FF	0,95523	1,57698	65,08
1 DOLLAR E.U	4,3224	8,0213	85,56
LIVRE STERLING	10,309	15,457	49,93
<u>1 MARK ALLEMAND</u>	<u>2,2085</u>	<u>5,3551</u>	<u>142,47</u>
1000 LIRES ITALI	4,6424	7,1096	53,14
100 PESETAS ESPAGN	5,4615	8,398	53,75

"La dévaluation" du DH, visible par rapport à toutes les devises cotées, l'est encore plus par rapport au Deutsch Mark, monnaie connue par sa stabilité sur les marchés des changes internationaux. En raison de son ampleur, cette "dévaluation" caractérisée est loin de constituer un simple glissement.

Cette méthode, qui donne une idée précise sur les pertes importantes de la valeur de la monnaie Marocaine vis-à-vis des principales monnaies fortes, est considérée par les autorités monétaires du Maroc comme "subjectif et insuffisante". Pour une interprétation "plus objective", nous nous référons à l'étude des taux de change nominal et réel considérés comme étant "le meilleur révélateur du comportement d'une monnaie"<sup>10</sup> ; même si le F.M.I nous conseille d'interpréter les fluctuations de ces indices avec une extrême prudence. « Plusieurs indices des TCER font l'objet de révisions fréquentes et parfois importantes qui résultent, dans une large mesure, des méthodes d'estimation de plusieurs d'entre eux »<sup>11</sup>. Le Fonds s'efforce d'utiliser des données nationales qui soient autant que possible comparables

---

<sup>10</sup> Précisons, toutefois, que le calcul, la technique de gestion, la composition du panier et les coefficients de pondération sont inconnu du public. Une définition précise du taux de change au Maroc est alors difficile.

<sup>11</sup> Statistiques Financières Internationales; F.M.I. Juin 1993.

au plan international; cependant, cette comparabilité est limitée sur le plan pratique par la nature des données disponibles.

b) L'évolution du TCEN-TCER:

C'est la variabilité nominale du taux de change qui devrait être prise en compte pour mesurer l'incertitude ou le risque qu'affrontent les producteurs dans leurs décisions d'investissements ou de production. Ils ne savent pas ex ante si les mouvements de prix et de taux de change vont se compenser. Ils font face à deux risques différents.

C'est la variabilité des taux de change réel (TCR), constaté ex post, qui impose aux producteurs une réallocation de leurs ressources entre secteurs économiques ou un aménagement de leurs réseaux de commercialisations.

Il est, donc, intéressant de mesurer l'instabilité des taux de change nominaux et des taux de change réels<sup>12</sup>.

Les pondérations sont établies de façon à inclure à la fois l'effet de compétitivité des exportations de produits manufacturés et l'effet de substitution d'importations de ces mêmes produits.

$$W_{ij} = \frac{X_{ij} + M_{ij}}{X_i + M_i}$$

$X_i$  et  $M_i$  représentent les exportations et les importations de produits manufacturés du pays à destination et en provenance de ces pays partenaires commerciaux.

"i" est le pays considéré (Maroc)

"j" est le pays partenaire commercial.

Les partenaires commerciaux sont choisis en fonction de leur importance dans le commerce avec le Maroc; pour l'essentiel des pays industriels. Les autres pays en développement qui, pour quelques pays de l'échantillon, constituent l'un des principaux

---

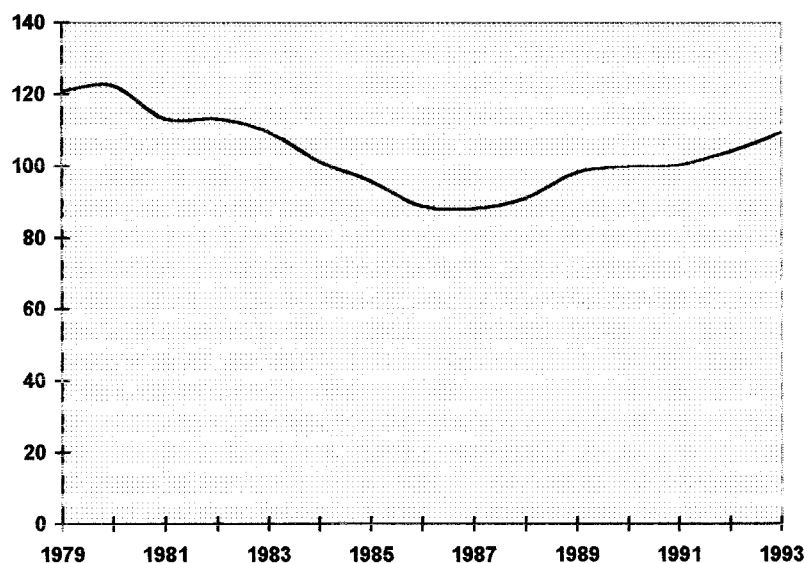
<sup>12</sup> S.Guillaumont.J et J.L Paraire (1991) "La variabilité des taux de change et le rattachement optimal des monnaies des pays en voie de développement" Rev Economie Politique; Mai-Juin.

partenaires (mais toujours avec une faible pondération) sont volontairement éliminés. En effet, certains pays apparaissent de façon irrégulière dans les dix premiers partenaires. Ces monnaies sont exclues du calcul, car elles ne jouent qu'un rôle interne. Le commerce extérieur des pays qui les émettent est entièrement libellé dans une ou plusieurs des grandes monnaies; ce qui est une justification au surcroît de poids donné au \$. Ceci permet de couvrir en moyenne 50% du total des échanges (importation ou exportation).

Concernant les prix, les indices utilisés sont ceux des biens de consommations et ceux des prix de gros.

Les monnaies des partenaires commerciaux autres que les Etats Unis, ont été établis à partir des cours croisés entre le \$ et les monnaies de ces partenaires.

### TCEN<sup>13</sup>



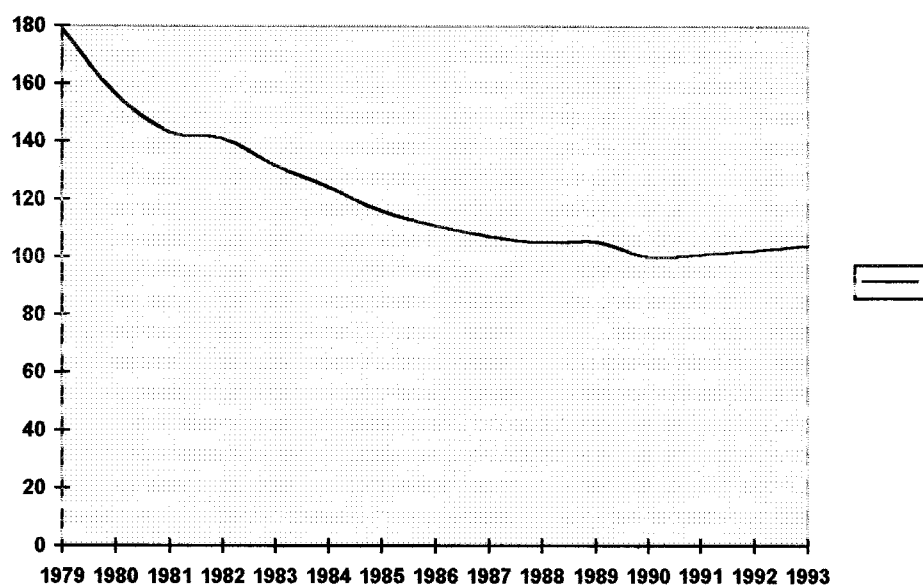
13

1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
120,8	122,4	113,2	113,1	109,6	101,3	95,9	88,9	88,2	91	98,1	100	100,3	104	109,5

L'indice du TCEN est le rapport (exprimé sur la base = 100) entre l'indice du taux de change moyen de la monnaie en question et la moyenne géométrique pondérée des taux de change des monnaies de certains de ses partenaires ou concurrents commerciaux. Statistiques Financières Internationale. F.M.I; 1994.



**TCER<sup>14</sup>** nombre d'indice 1990 = 100 (moyenne sur la période)



La baisse dénote une dépréciation

14

1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
178,8	156,4	143,1	141	131,7	124,1	115,9	110,8	107,1	105	105,2	100	100,8	102,3	104

L'évolution du taux de change effectif nominal et réel du DH et des monnaies des pays concurrents entre 1980-1990

Monnaie des différents pays	taux de variation annuel moyen du TCEN		taux de variation annuel moyen du TCER	
	80-85	86-89	80-85	86-89
MAROC	-4,7	0,73	-5,8	-2,4
FRANCE	-5,08	-0,1	-1,8	-1,73
GRECE	-15	-10,8	-1,4	4,7
PORTUGAL	-12,7	-6,3	0,13	0,63
ESPAGNE	-6,8	0,83	-3	5,03

SOURCE: TABLEAU CONFECTIONNE SUR LA BASE DES STATISTIQUES OFFICIELLES; DIRECTION DE LA STATISTIQUE, BANK AL MAGHRIB, F.M.I.

Retraçant l'évolution du taux de change pour les cinq devises dont le DH, le tableau ci-dessus fait apparaître une tendance à la "dépréciation" en terme nominal. Le taux effectif nominal du DH a enregistré une baisse de 0,73 en moyenne annuelle entre 1986 et 1989. Sur cette même période, le FF, la Drachme et l'Escudo se sont en revanche appréciés à des degrés variables.

En terme réel par contre, le taux de change du DH s'est "apprécié" d'environ -2,4% en moyenne annuelle entre 1986 et 1989. L'ampleur est certes moins forte que celle enregistrée entre 1980 et 1985 (-5,8), mais le taux est "jugé très élevé par comparaison à la variation des autres devises". Eu égard à cette situation, les autorités monétaires ont décidé l'aménagement de la valeur externe du DH, "l'unique depuis 1985". Le 2 Mai 1990, une dévaluation de 9,25% a été effectuée de façon uniforme par rapport à chaque devise afin "d'accompagner les efforts de restructuration de l'économie et d'améliorer la compétitivité des exportations"<sup>15</sup>. Il faut signaler que durant cette même période (de 1980 à 1990), trois dévaluations <<officielle>> ont été effectuées.

---

<sup>15</sup> Rapport annuel de Bank Al Maghrib, 1990.

Pour ce qui est des conditions de réussite de la dévaluation, il faut signaler qu'une difficulté majeure apparaît quand il s'agit de déterminer la condition de stabilité des prix intérieure. Ces indices ont un caractère périmé. Aucun d'eux n'est à même de donner une idée de l'évolution des prix en raison de leur ancienneté et du dépassement des données et des structures auxquelles ils se réfèrent.

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Indice du coût de la vie % 1978	100.	209,1	12,7	10,3	+6,3	+12,5	+7,7	+8,8	+2,7	+2,3	+3,1	+6,7	+8,2	+4,9
Prix à la consommation	57,1	62,5	70,3	77,7	82,6	92,8	100	108,7	111,7	114,3	117,9	126	136,1	
Indice des prix de gros	42,5	46,1	54,2	60,7	65,2	74,1	81,2	87,5	88,4	92,1	95,6	100	106,4	109,4
déflateur du PIB =100	1990	50,5	55,4	59,4	63,8	69,2	75,1	82,8	86,7	90,7	94,1	100	105,2	111,9

Source: Indice du coût de la vie: d'après les différents rapports de la Banque du Maroc.

Prix à la consommation: Statistiques Financières Internationales; 1992; (nombre d'indice 1985=100, moyenne sur la période.

Indice des prix de gros: Statistiques Financières Internationales; 1996.

L'indice du coût de la vie est basé sur une enquête de consommation effectuée en 1973-1974 en milieu urbain seulement. Celui des prix de gros a pour base l'année 1977. Celui de la production industrielle a pour année de base Juillet 1975 à Juin 1976 <sup>16</sup>.

*Quant à l'ajustement des rémunérations à la hausse des prix:*

	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
S.M.I.G. DH/Heure	3,26	3,26	3,93	3,93	3,93	4,32	4,75	5,22	6,0	6,6
S.M.A.G. DH/Heure	16,80	16,80	20,32	20,32	20,32	22,35	24,58	27,03	31,08	34,2

<sup>16</sup> Au delà de ces limites, les indices indiquent que la stabilité des prix intérieurs a été loin d'être réalisée au Maroc

Certes, les salaires ont été multipliés par deux en dix ans. Toutefois, la valeur "réel" de cette augmentation (en 1983: le S.M.I.C. = 3,26 DH = 3,26 F et en 1992 = 6,6 DH = 4 FF), est pratiquement négligeable. Nous ne pouvons pas dire que cette hausse affecte l'impact de la dévaluation sur la hausse des prix et qu'elle réduit la profitabilité du secteur des biens échangeables. Différents facteurs ont joué en faveur de cette désynchronisation prix-salaires: absence des formules de rattrapage automatique des salaires dans les conventions collectives, assouplissement des règles de licenciement, suppression du recrutement automatique (des diplômés...).

Nous pouvons, par contre évoquer les limites dues à l'extraversion de l'économie Marocaine. Nous ne mesurons pas le degré élevé de l'extraversion de l'économie Marocaine par la part importante qu'occupe le commerce extérieur dans le PNB, mais surtout par les modèles d'accumulation et de consommation.

\*Le choix des techniques, le coût du transfert de la technologie et l'importation d'équipement nécessaire aux investissements sont source de déséquilibre extérieur.

Il l'est devenu encore plus par le choix de son mode de financement. La quasi-totalité des investissements publics était financée par les emprunts extérieurs qui aggravent encore le niveau élevé d'endettement du Maroc.

\*le modèle de consommation: il se caractérise par une forte propension à l'importation, ( $\Delta M/M \text{ DIVISÉ PAR } \Delta R/R > 1$ ), favorisée elle même par une forte inégalité dans la répartition des revenus<sup>17</sup>.

La question fondamentale, qui nous intéresse est de savoir si, au regard des conditions de l'économie Marocaine, de ses structures et des fluctuations de l'offre et de la demande internationale, la logique de change poursuivie au Maroc a permis des échanges extérieurs plus équilibrés?

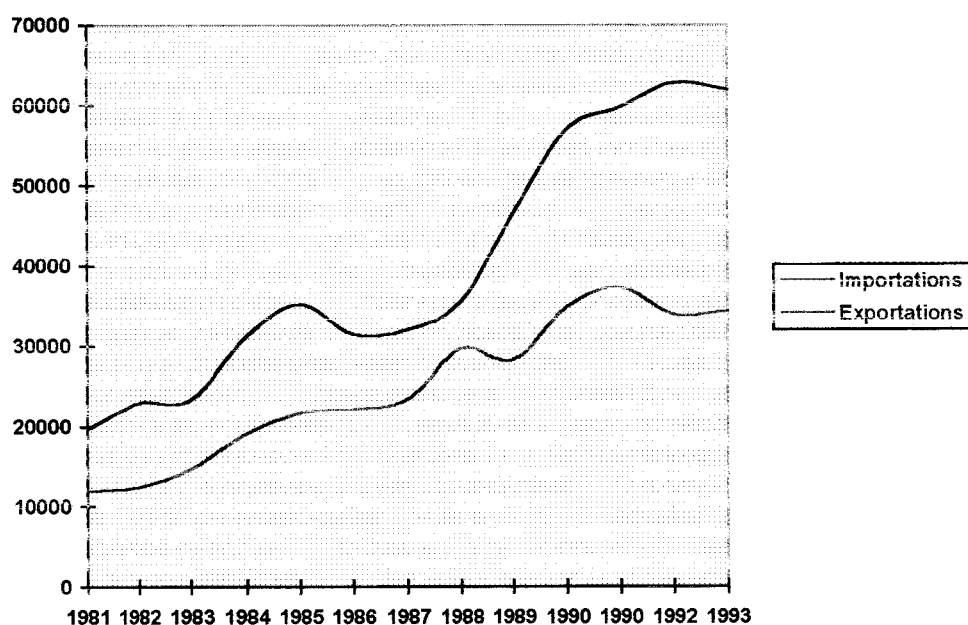
<sup>17</sup> Cette situation a pour conséquence que tout mouvement de croissance du produit ou du revenu entraîne une croissance des importations plus que proportionnelle. La croissance des importations est plus forte que celle du PIB.

1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
155,5	162,2	172,5	186,9	128	200,9	205,9	213,9	228,8	219,4	217,2	242,2

(prix de 1990), *Statistiques Financières Internationales*, 1996.

## Section I: Taux de change et évolution des échanges extérieurs.

Malgré l'apparition de nouveaux produits à l'exportation et la disparition d'autres à l'importation, la structure du commerce extérieur est restée caractérisée par la prédominance des produits dont la demande, soit interne soit externe, ne réagit que peu ou prou aux variations des prix<sup>18</sup>.



Source : Rapports de la banque du Maroc et de l'office de change.

<sup>18</sup> Evolution en valeur (DH):

Année	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1990	1992	1993
Imports	19760,5	22871,5	23288,0	31299,9	35194,1	31493,2	32096,4	35610,6	46594,4	57022,9	59719,8	62804,5	61907,6
Exports	12002,6	12439,7	14724,2	19109,5	21740,1	22103,5	23390,0	29750,5	28270,6	34857,6	37283,3	33958,7	34366,2

Source : Rapports de la banque du Maroc et de l'office de change.

**Appliquons le théorème Marshall-Lerner.**

Variation des importations (mt):

1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
10739,9	10674,9	12169,5	12349,6	11919,9	13641,1	14654,5	13847,5	16145	16284,9	19698,1	19536
dM	-0,6	+14	+1,5	-3,5	+14,4	+7,4	-5,5	+16,6	+0,9	+21	-0,8

Variation des exportations (mt):

1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
18349,6	18546,1	19744,1	19510,4	18328	18015,1	21254,2	18135,4	18922,9	16958,2	16449,4	16524,2
dX	+1,1	+6,5	-1,2	-6,1	-1,7	+18	-14,7	+4,3	-10,4	-3	0,45

La prise en considération de la variation en volume est à mettre à l'actif du théorème. A court terme, la structure du commerce extérieur ne subit pas de changement profond et la référence à la variation en valeur ne peut être faite qu'en devises puisque la valeur en Dirhams est gonflée par la dévaluation.

Pour le calcul de la variation du taux de change:  $dR = \Delta R/R$ , nous avons retenu les cours des devises convertibles (qui rentre dans le panier) exprimés en Dirham au 31 Décembre.

Variation pondérée:

	1983/19 84	84/85	85/86	86/87	87/88	88/89	89/90	90/91	91/92
FF	0,00778	0,0704	0,0158	0,0179	-0,017	0,0088	0,031	0,025	0,0114
\$	0,05912	0,0025	-0,030	-0,0334	0,0167	-0,0034	-0,0032	0,037	0,035
Ptas (100)	0,0111	0,020	0,0324	-0,0008	0,0008	0,003	-----	-----	-----
Lire (1000)	0,00107	0,001	0,0063	0,0018	-0,0029	0,00092	-----	-----	-----
Livre	-0,00374	0,0198	-0,0059	0,0108	0,00129	-0,0095	0,0148	-0,0011	-----
DM	0,00228	0,0332	0,0067	-0,00427	0,0025	0	0,0083	0,0002	0,002 8
dR	0,07761	0,1536	0,0253	-0,00797	0,00139	-0,00018	0,0509	0,061	0,048

Pour notre exemple: Variation du taux de change (dR) 1983-1985

Devises	Cotation Dec 83	Cotation: Déc 84	Cotation Dec 85	Variation 83/84	Variation 84/85	Coefficient pondération	Variation pondérée 83/84	Variation pondérée 84/85
F	0,96713	0,99724	1,27836	0,031	0,281	25 (38%)	0,778	7,025
\$ US	8,0784	9,5710	9,6459	0,184	0,0078	32 (15%)	5,912	0,25
Pesetas (100)	5,1572	5,5397	6,2806	0,074	0,133	15 (15%)	1,11	2,006
Lire Ital	4,8782	4,9827	5,7424	0,021	0,152	5 (8%)	0,107	0,76
(1000)	11,708	11,160	13,928	-0,046	0,248	8 (8%)	-0,374	1,984
£	2,9599	3,0564	4,5087	0,032	0,475	7 (7%)	0,228	3,326
D Mark						(4%)		
Franc Suisse						(3%)		
Franc Belge(100)						(2%)		
Florin Holl								
						92%	7,761	15,36

$$dX/dR = \alpha \quad dM/dR = \beta$$

dX: variation des exportations en volume

dM: variation des importations en volume

dR: variation du taux de change

La condition de succès d'une dévaluation est:

$$\beta + \alpha > 1$$

83/84

dX = ?

en 1983: X = 18 546,1 mt

}

dX = +0,06459

en 1984: X = 19744,1 mt

dM = ?

en 1983: M = 10674,9 mt

}

dM = +0,14

en 1984: M = 12169,5 mt

$$\alpha = dX/dR = 0,06459/0,07761 = 0,832$$

$$\beta = dM/dR = 0,14/0,07761 = 1,804$$

$$\beta + \alpha = 2,636$$

84/85

dX = -0,01183644

dM = 0,014799

$$dX/dR = -0,01183644/0,1536 = -0,077$$

$$dM/dR = 0,014799/0,1536 = 0,09634$$

$$\alpha + \beta = 0,01934$$



Notre calcul des élasticités (en adoptant la même démarche) a donné les résultats suivants:

1983/1984: 2,6  
1984/1985: 0,01  
1985/1986: 1,02  
1986/1987: 18,1 (élasticité négative)  
1987/1988: exeption  
1988/1989: exeption  
1989/1990: 4,1  
1990/1991: 1,5  
1991/1992: 5

Si nous retenons cette méthode d'interprétation (par rapport à la méthode des élasticités critiques), les résultats sont atypiques. L'analyse des élasticités dégage des évolutions irrégulières qui ne permettent pas une interprétation adéquate de la sensibilité des échanges extérieurs aux variations de change. Il est évident qu'à notre démarche, nous pouvons en opposer d'autres.

### **§.I: Taux de change et évolution de la demande d'importation.**

Quelle est la possibilité pour la demande nationale de baisser à la suite de la hausse des prix des produits importés?

En 1982, les importations ont enregistré une progression de 15,7% qui s'explique par l'accroissement constaté au niveau de tous les groupements de produits à l'exception des denrées alimentaires. Concernant le volume des importations, il y a eu une légère diminution (-1,8%); d'où un renchérissement du prix unitaire moyen de la tonne importée de +17,9%.

L'année 1983 a enregistré un léger recul des importations (-1,5% en valeur et -0,6% en volume) consécutif essentiellement à la contraction des achats de biens d'équipements (-15,4%). La baisse des importations aurait dû être plus accentuée s'il n'y avait pas le renchérissement de 18,1% du taux de change du \$ qui est passé de 6,0229 DH en moyenne en 1982 à 7,1114 DH cette année. La part des importations effectivement réglée en \$ a été, cette année, de 42,1% soit l'équivalent de 10777 Millions de DH. Ramenée au

taux de change moyen du \$ en 1982, cette part aurait coûté 9127,4 Millions de DH et les importations totales se seraient élevées à 23941,6 Millions de DH au lieu de 25591,2 Millions de DH. Elles auraient baissé de 8% par rapport à l'année 1982 au lieu de -1,5%.

**En 1984**, l'expansion des importations (+34,4% pour un accroissement de 14%) traduit d'une part les besoins accrus de l'économie et d'autre part l'approvisionnement du marché national en produits alimentaires compte tenu de l'insuffisance de la production agricole. Le prix unitaire moyen de la tonne importée a augmenté de 17,9%.

**En 1985**, Les importations ont connu un accroissement de 12,4% dû principalement à l'augmentation des acquisitions de produits énergétiques, de matières premières et de produits semi-finis. La hausse a affecté en fait toutes les rubriques à l'exception des biens d'équipement industriels (-1,5%) et des produits alimentaires suite à l'amélioration des conditions climatiques.

L'augmentation en valeur des achats est due en premier lieu au poids de la facture pétrolière (qui n'a pas cessé de s'alourdir) et, en second lieu, au renchérissement du prix de la tonne importée (du fait du glissement de la monnaie).

**En 1986**, les importations se sont inscrites en baisse de 10,5% pour une baisse en tonnage de 3,5%. Cette régression résulte essentiellement de:

- l'allègement de la facture énergétique soit -50%, alors qu'en tonnage, la régression a été très faible -2,4% suite à la baisse du prix du pétrole;
- la baisse de l'acquisition de produits alimentaires soit -15,2% en valeur et 17,4% en volume suite à une bonne récolte;
- la chute des acquisitions en valeur des produits bruts d'origine animale et végétale (-14,9%) pour un volume identique.

**En 1987**, les importations ont évolué faiblement en valeur. Par contre, en volume, elles ont progressé de 14,4%. L'ensemble des groupes de produits a participé à cette augmentation à l'exception des biens d'équipement (-11,4%).

**En 1988**, la demande nationale étrangers a connu une progression de 10,9%. Leur volume a également augmenté (+7,4%). A l'exception des produits énergétiques et des biens d'équipement agricole qui ont baissé respectivement de 16,4% et 17,3%, tous les autres groupes de produits ont contribué à cette augmentation.

En 1989, les importations ont poursuivi leur évolution à la hausse (+19,1%). A l'exception des produits bruts d'origine minérale qui ont connu une baisse de 45,2%, toutes les autres grandes rubriques ont évolué positivement.

Toutefois, cette expansion est due principalement à l'augmentation et au renchérissement des achats de produits énergétiques et aux besoins de l'économie en biens d'équipement et en demi-produits.

Concernant le volume des importations, la baisse a été de 5,5%. Le prix moyen de la tonne importée s'est, par conséquent, renchéri de 26%.

En 1990, les importations ont évolué au rythme de 22,5%, alors qu'en volume, la hausse a été de 16,6%. Le contenu est essentiellement constitué de produits énergétiques et de biens d'équipement qui représentent à eux seuls 44% de la valeur totale des achats à l'extérieur. En valeur, seuls les produits alimentaires ont régressé de 3,8% et ce, malgré une hausse de 12,3% des tonnages importés. Une valeur supplémentaire représentant 34,9% a été enregistré pour les produits énergétiques; 28,3% pour les biens d'équipement industriels et +76,5% au niveau des produits bruts d'origine minérale. Le prix moyen de la tonne s'est renchéri de 5%.

En 1991, les importations ont cru de 4,7% pour un volume pratiquement stable: +0,9%. Mis à part les produits énergétiques et les produits miniers qui ont baissé respectivement de 10,6% et de 4,9%, la progression des importations a concerné toutes les composantes. les biens finis de consommation ont enregistré le plus important taux d'accroissement soit 12,3%. La satisfaction des besoins du Maroc a entraîné des dépenses dépassant celles de l'année dernière de 7,2% en produits alimentaires et de + 10,6% pour les demi-produits.

En 1992, la hausse des importations a résulté principalement de l'accroissement des denrées alimentaires, des produits énergétiques et des produits bruts d'origine animale et végétale. La sécheresse a contraint les pouvoirs publics à recourir à des importations massives des produits alimentaires (+60,6% par rapport à 1991 et 48,1% en valeur) et plus particulièrement les céréales. La facture énergétique a augmenté de 11,2% en valeur et de 13,7% en volume.

Globalement, les achats du Maroc sur les marchés extérieurs ont connu une hausse de 5,2%.

Au terme de 1993, les importations ont inscrit de légère baisse: -1,4% en valeur et -0,8% en volume. Ce fléchissement résulte de la régression de 29,2% des produits miniers, de 7,3% des produits énergétique, de 4,9% des demi-produits et de 4,7% des biens de consommation. En revanche, les acquisitions de denrées alimentaires ont enregistré une augmentation en valeur de 18,6%. Cette hausse en valeur s'est accompagnée d'une augmentation en volume de 21,1%. Les biens d'équipement se sont inscrit également en hausse.

Les prix unitaires moyens à l'importation a enregistré un accroissement de 12,3% pour les biens d'équipement et de 9,6% pour les demi-produits.

Globalement, nous pouvons dire que l'ajustement par les prix est resté sans effet sur les importations. Il s'est heurté à l'incompressibilité des importations. Les dévaluations n'ont pas pu limiter les importations de la plupart des produits importés. La raison est l'incompressibilité et la nécessité des produits importés. Les quantités, quand elles n'augmentent pas en volume, leurs valeurs s'inscrivent toujours en hausse.

Marshall affirmait que "...d'une façon générale, les choses dont la demande a très peu d'élasticité sont:

- \* Premièrement, les objets de nécessité absolue -s'opposant aux objets de nécessité conventionnelle (vocabulaire de W. Whewell).
- \* Secondement, certains de ces objets de luxe que les riches consomment sans y consacrer beaucoup de leur revenu..."

Dans le cas de l'économie Marocaine, et en dépit de l'opération du « glissement » effectuée depuis 1980 et des <<dépréciations ponctuelles>> de la valeur externe du DH, les importations ont continué leur ascension en raison des besoins incoercibles des matières premières, des produits intermédiaires et des biens d'équipement, essentiels à la production (notamment exportable) et à l'expansion économique. A l'exclusion de certains produits de consommation, les autres acquisitions se révèlent peu sensibles aux manipulations du taux de change.

Dans ces conditions, les autorités monétaire, tout en exprimant leur déception, ont reconnu le dérapage de la dévaluation comme moyen d'atténuation des déséquilibres notamment du côté des importations. En effet, il ressort du rapport de la Banque Centrale du Maroc que la correction de la valeur externe du DH ne peut exercer (à elle seule), un effet dissuasif que sur une part limitée des importations. Un tel processus n'a pour résultat qu'une augmentation de la valeur des acquisitions et non une renonciation permanente aux achats à l'étranger. « Dès lors, l'avantage de la libéralisation a résidé en définitive dans une confrontation libre de la demande intérieure vis-à-vis de l'offre extérieure. L'incidence de la dépréciation a été perçue et demeure davantage comme une donnée exogène défavorable plutôt que comme une incitation à l'abstention d'importer. »<sup>19</sup>

## §2 Taux de change et évolution de l'offre d'exportation:

### A: Obstacles entravant la croissance des exportations.

**1) la concentration géographique des exportations** Marocaines sur certains pays dont les mesures protectionnistes empêchent le développement des exportations<sup>20</sup>.

La difficulté d'un pays de déplacer ses exportations vers d'autres marchés ne dépend pas seulement du montant des échanges entre deux pays, mais aussi de l'importance relative du marché <<dominant>> dans le commerce extérieur du pays moins puissant.

Lorsqu'un pays perd 5% de ses débouchés, il lui est aisé d'accroître ses exportations sur d'autres marchés si ces derniers représentent 95% de ses ventes. Ses organismes commerciaux y sont déjà développés, ses produits connus. Mais, si le marché

---

<sup>19</sup> Rapport annuel de Bank-Al-Maghrib, 1990.

<sup>20</sup> Dans la plupart des pays développés, la conséquence majeure de la récession (ralentissement de l'activité économique et chômage), depuis la fin des années 70, a été que, dans le domaine de la politique économique, la demande expansionniste de type keynésien a été abandonnée sur la base de son effet inflationniste. Partout l'expansionnisme keynésien a été remplacé par des politiques déflationnistes.

<<dominant>> absorbe l'essentiel de ses ventes et qu'il doit faire oeuvre de pionnier dans d'autres pays, la tâche sera plus difficile. Plus grande est la proportion des exportations d'un pays vers une économie <<dominante>>, plus difficile sera de trouver des marchés de substitution.

L'existence d'un marché international relativement déprimé et sur lequel les acheteurs ont une position avantageuse devant les vendeurs (qui se dispute leurs clientèles), affaiblie la position du petit pays.

Structure des échanges commerciaux: Part dans le commerce global.

Année	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
<u>Répartition géographique</u>														
Europe	80,3	75,9	76,5	75	72,2	74,4	72,2	66,3	65,1	69	67,7	65,8	65	63,7
Amérique	5,5	4,3	4,2	3,7	3,8	3,4	4,6	12,6	12,4	9,8	7,3	9,5	9,6	12,1
ASIE	10,5	14,5	15,8	17,7	19	16,7	18,1	16	18,4	16,1	16,8	16,9	17,8	16,8
Océanie	0,1	0,1	----	----	0,2	0,3	0,2	0,4	0,5	0,4	0,2	0,2	0,5	0,4
Afrique	3,6	5,2	3,5	3,8	4,8	5,2	4,9	4,7	3,6	4,7	6,6	7,6	7,1	7
<u>Zones économiques</u>														
CEE	54,6	49,2	54,4	52,2	50,6	49,5	58,2	56,1	56,6	58,7	58,3	58,3	57,5	57,3
A.E.L.E.	4,2	3,4	4,5	4	3,7	4,3	2,3							
O.C.D.E.	69,5	66,7	72,8	73,3	72,2	72,2	71,5	72,9	69,5	73,5	72,3	72,9	72,4	73,7
(C.A.E.M.)	11,4	12,2	7	5,9	5,4	7,8	7,2							
<u>Groupe de pays:</u>														
Pays Arabes	3,5	5,1	4,3	5,1	5,8	6,3	5,3	10,8	7,3	11	12,8			
dont pays du Maghreb	1,5	2,7	1	1,5	2,8	2,6	2,3	5,1	4,9	5,2	3,9	5,1	4,4	4,1

Source: d'après les différentes publications de l'office de change.

Le Maroc -comme la plupart des PSD- a, certes, accru ses exportations non seulement vers les pays industriels, mais aussi vers d'autres pays en développement.

Toutefois, il est improbable que l'expansion de ses exportations vers des pays autres qu'industriels (vue sa spécialisation actuelle) soit suffisante pour faire diminuer l'importance des marchés de ces derniers ou atténuer la gravité des menaces protectionnistes qu'ils brandissent. Ses importations, en provenance des pays développés, consistent surtout en intrants indispensables à sa propre production, de sorte qu'il peut difficilement être pris au sérieux lorsqu'il brandit la menace de représailles

L'économie Marocaine, en abandonnant le modèle de croissance basé sur les substitutions d'importation pour celui de "la croissance par les exportations", ne s'appuie plus sur la demande du marché intérieur. Dans la mesure où la production locale doit être exportée, elle exige un marché mondial. Les potentialités d'exportation du Maroc sont, donc, déterminées par la croissance économique des pays industrialisés et par le degré de développement des mesures protectionnistes concernant les échanges commerciaux. Or, la récession des pays industrialisés et la montée du protectionnisme<sup>21</sup> de ces dernières années ne permettraient pas de passer de «la phase de compression des importations» à «une phase d'expansion des exportations».

Certes, pendant les dernières décennies, la moyenne des droits de douane dans les pays industriels est tombée à moins de 6%. Toutefois, l'emploi d'autres instruments de protection -contingents, subventions, autolimitation des exportations et mesures compensatoires et antidumping- s'est accru de façon alarmante. Les exportations du Maroc n'a pas tellement bénéficié des réductions tarifaires successives décidées lors des séries de négociations menées dans le cadre du GATT. Seul un nombre relativement restreint des réductions tarifaires accordées en vertu de la clause de la nation la plus favorisée concernaient les produits traditionnellement exportés par ce pays. En plus, le Maroc qui

---

<sup>21</sup> Les accords de restriction volontaire des exportations d'acier, les accords bilatéraux sur les textiles, le caractère plus restrictif de l'arrangement multifibres et la réduction des contingents pour le sucre et d'autres produits agricoles ont surtout freiné les exportations des PSD. Les obstacles non tarifaires et les droits de douane pèsent lourdement sur les produits exportés par les PSD. Pour une étude détaillée sur la mesure du protectionnisme, voir notamment le Rapport sur le développement dans le monde, Banque Mondiale, 1987

cherchent à élargir sa base industrielle, se heurte aux difficultés soulevées par la progressivité des tarifs. La plupart des pays prélèvent des droits plus élevés sur les produits manufacturés que sur les matières premières qui entrent dans leur fabrication. Les (barrières non tarifaires (BNT) les plus gênantes sont celles qui visent les textiles et les vêtements<sup>22</sup>. En effet, ce pays a jugé bon de se lancer dans l'industrie textile et dans la confection, qui, l'une et l'autre, emploient des techniques simples à assez forte intensité de main-d'oeuvre. Or, les versions successives de l'arrangement multifibres ont progressivement renforcé les barrières au commerce du textile et des vêtements, en allongeant la liste des produits et des exportations visées..

**2) La structure même des exportations,** dominée par des produits dont la demande extérieure est peu sensible aux prix, entrave le développement des exportations. Le Maroc n'est guère parvenu à modifier sa spécialisation. Même si des transformations se sont opérées dans les différents secteurs, elles n'apparaissent pas suffisamment importantes pour dessiner une tendance forte au niveau du solde courant.

Quatre groupes de produits seulement totalisent 92,8% des exportations Marocaines. Ainsi, Les exportations de produits énergétiques, des produits bruts d'origine animale et végétale et de biens d'équipement n'interviennent que pour une faible part dans les exportations totales et connaissent une évolution très timide.

La nature des exportations Marocaines les plus importantes, permet-elle d'en accroître l'exportation avec la dévaluation.

---

<sup>22</sup> Les produits manufacturés tiennent une grande place dans le débat sur les obstacles non tarifaires, mais la proportion des exportations qui se heurtent à ces obstacles est en fait plus élevée pour les produits agricoles (26%) que pour les produits manufacturés (18%); Voir à ce propos le rapport sur le développement de 1989.



**B: L'évolution des exportations.**

Alors qu'elles avaient progressé de 21,7% en 1980 et de 24,4% en 1981, les ventes Marocaines à l'étranger n'ont connu, en 1982, qu'un léger accroissement (3,6%) en valeur, en raison de la baisse (de 6,9%) des quantités exportées.

L'année 1983 s'est caractérisée par une reprise appréciable des exportations, en monnaie nationale, soit +18,4%. Cependant, en volume, l'augmentation n'a été que de 1,1%.

L'année 1984 a connu une augmentation appréciable des ventes à l'étranger (+29,8%) toujours en monnaie nationale<sup>23</sup>.

En 1985, les ventes à l'étranger n'ont connu qu'un accroissement de 13,8% en valeur pour une baisse en volume de 1,2%.

Au terme de l'année 1986, les exportations n'ont pas connu une progression significative, avec une hausse de 1,7% en valeur et une baisse de 6,1% en volume.

L'analyse structurelle des exportations montre un changement dans la classification des différents postes. Les produits manufacturés viennent en première position, avec 44,8% des ventes contre 42% en 1985. Cette situation résulte de la hausse des exportations de produits finis de consommation dont la part passe de 17% à 20,4% tandis que les demi-produits perdent 7,4% en passant de 24,3% à 22,5%. Les denrées alimentaires avec 29,5% du total des ventes gagnent 16,6%. En revanche, les produits d'origine minérale, qui totalisaient 26,2% en 1985, ne représentent que 20%.

En 1987, les exportations ont enregistré une progression de 5,8% en valeur. En volume, pourtant, il a été relevé une contraction de 1,7%.

Les produits manufacturés représentent la moitié des exportations (50,5%, dont 25,2% pour les produits finis de consommation et 24% pour les demi-produits). L'autre moitié se compose surtout de produits alimentaires (27,1%) et de produits miniers (16,2%).

L'année 1988 a été marquée par une forte poussée des exportations et ce,

---

<sup>23</sup> La valeur des exportations et des importations est établie en monnaie nationale

tant en valeur (+27,2%) qu'en volume (+7,9%).

L'analyse structurelle des exportations laisse apparaître un reclassement des différents postes. Ainsi, les produits alimentaires cèdent la première place aux demi-produits dont la part dans le total passe de 24% à 29%. Leur valeur globale s'est accrue de 54,3%. Les denrées alimentaires (25,3% contre 27,1%) viennent en deuxième position malgré une hausse de 19,6%. Les produits finis de consommation qui gardent la troisième place ont perdu 3,9 point (21,3% contre 25,2%). Les ventes de produits bruts d'origine minérales dont le montant s'est accru de 35,8% ont vu leur part augmenter s'établissant à 17,3%.

En 1989, par contre, les ventes à l'étranger ont enregistré une baisse de 5% en valeur et de 14,7% en volume.

Le taux de couverture des importations par les exportations qui représentait 76% une année avant a perdu 15,3 points en un an se fixant à 60,7%.

La structure des expéditions s'est caractérisée, cette année, par la baisse des demi-produits (dont la part dans le total est passé de 29% en 1988 à 21% en 1989) cédant ainsi les premières places aux denrées alimentaires (25,7%) et aux biens de consommations (23,9%).

En 1990, les exportations évaluées f.o.b ont enregistré une hausse de 23,3% en valeur pour une légère progression en volume de 4,3%.

Au terme de l'année 1991, les exportations ont progressé de 7% en valeur, ceci en dépit d'un recul de 10,4% en volume.

Au terme de l'année 1992, les exportations ont accusé une baisse de 8,9%. En volume, la baisse a été de 3%.

L'analyse de la répartition géographique des exportations laisse apparaître la prépondérance du marché européen avec 67,9% des exportations contre 62,3% en 1991.

Les biens finis de consommation, deuxième groupe de produits à l'exportation en 1991 avec 26% se hissent cette année à la première position avec 27,9% des exportations.

En 1993, les exportations ont enregistré une légère progression de 1,2% pour un volume qui est demeuré stable.

« quelques performances » sont à relever dans le tableau des produits finis de consommation. Comment explique-t-on ces résultats de la branche textile?

- Première explication: il ressort des statistiques une spécialisation géographique du Maroc concentrant ses exportations sur quelques pays industrialisés considérés comme des débouchés assurés. L'Europe demeure le principal client du Maroc. Ce sont, en fait, les accords bilatéraux conclus avec la CEE qui garantissent l'accès des exportations Marocaines de textiles au marché Européen au détriment des concurrents aux moindres coûts. Exporter vers un marché extérieur offrant un certain degré de traitement préférentiel est similaire à produire pour un marché intérieur protégé. Les producteurs non compétitifs à l'échelle internationale à cause de ces arrangements bilatéraux peuvent sembler concurrentiels sur un marché étranger protégé.

-Outre la spécialisation géographique, la <<compétitivité>> Marocaine sur les marchés extérieurs profite d'une baisse des coûts unitaires de la main-d'oeuvre qui échappent aux normes de la réglementation du travail et aux avantages sociaux<sup>24</sup> et qui constitue un élément fondamental du prix de revient et un facteur prépondérant dans l'évolution de cette branche d'activité.

Cette <<orientation>> sectorielle des investissements dans le textile, pourrait-elle conduire l'économie Marocaine, en paraphrasant Hirshman, à une interdépendance sectorielle et, partant, à une intégration industrielle grâce aux effets de liaison en aval et en amont?<sup>25</sup> . La politique de la sous-traitance à l'exportation dans laquelle évoluent les sous-branches industrielles de la confection et de la bonneterie peut-elle constituer à elle seul <<une stratégie de développement introverti>> et <<assurer une intégration de l'économie en toute harmonie>>.

Si les exportations de produits finis de consommation se sont « accrues », deux remarques s'imposent:

---

<sup>24</sup> Selon une étude sur la prolifération des unités clandestines à Meknes, le taux annuel d'accroissement est de 14,3% pour le textile et la confection, et 6,4% pour le cuir. Voir <<l'emploi invisible au Maghreb>>, SMER, 1991; études sur l'économie parallèle, sous la direction de M Salahdine.

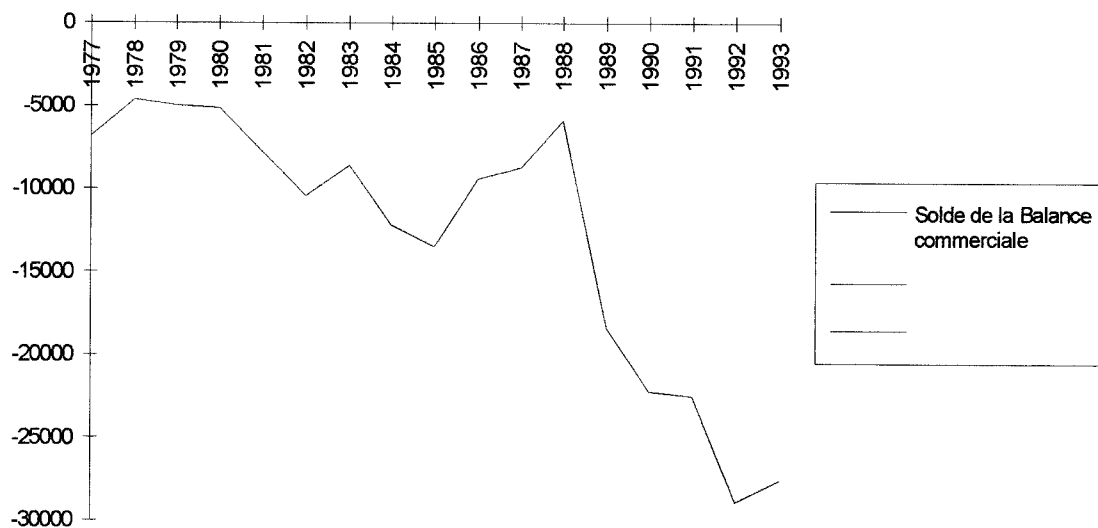
<sup>25</sup> Albert Hirshman (1974) "Stratégie du développement économique", Editions ouvrières.

1) Ces taux de croissance élevée sont calculés en prix courants sans tenir compte de la dévaluation. Celle-ci a pour effet de gonfler la valeur en DH des exportations sans que cela corresponde pour autant à un accroissement de leur valeur en devises. Si nous considérons, que les exportations des vêtements confectionnés sont majorées par la dévaluation en 1985 de 41,11% (taux de la "dépréciation" par rapport au FF 1983-1985), la valeur de ces exportations serait seulement de 766,98 MDH. Ceci correspond à un taux de croissance (estimé en devises), par rapport à 1982, de 39,8% au lieu de 137%.

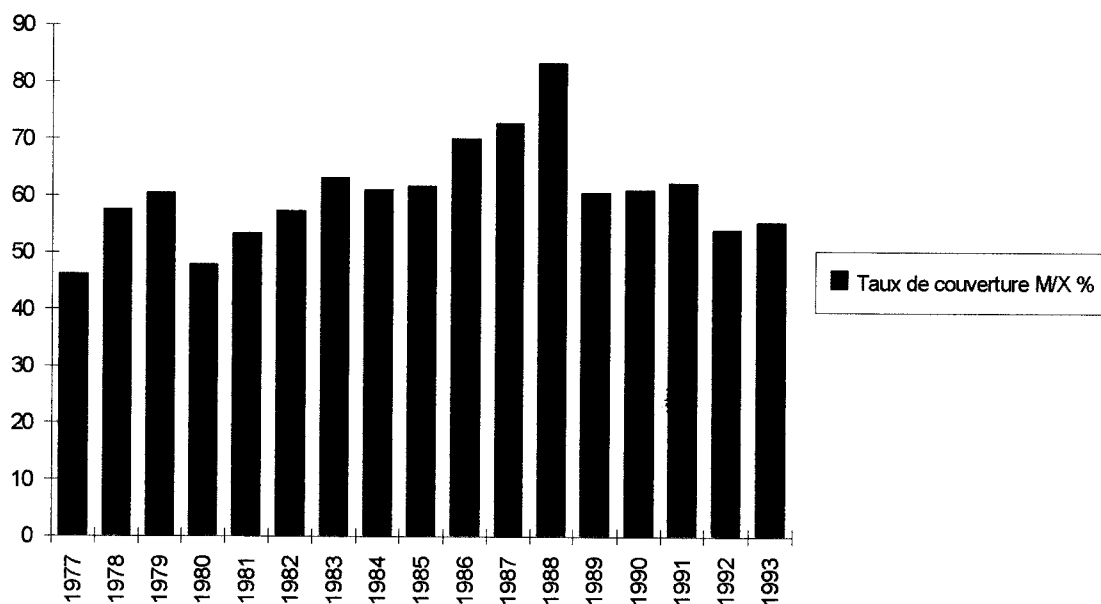
2) Les exportations des produits finis de consommation renferment une valeur ajoutée Marocaine faible. En effet, aussi bien pour les textiles et les chaussures que pour les tapis et le cuir, il s'agit de matières premières ou de produits semi-finis (tissus coupés, laine filée, semelles de chaussures...) importés et destinés à subir des transformations nécessitant des besoins importants en main-d'oeuvre (couture des vêtements, tissage de tapis à partir de la laine, fabrication de chaussures...

Les biens exportés sont des valeurs d'usage, et ensuite, la stratégie poursuivie reste très sensible à la fluctuation du marché mondial.

Ce qui est certain, c'est que désormais, il faudra compter avec les difficultés d'accès sur le marché de la communauté Européenne. Le marché ne sera pas toujours suffisamment extensible au Maroc et aux autres pays qui comptent sur le même créneau en vue d'obtenir des disponibilités en devises. La communauté Européenne a ses propres fournisseurs, Italiens, Espagnol et Portugais qu'elle ne pourra délaissier, problème de l'emploi oblige.



Solde de la Balance Commerciale (en MDH)



Source: d'après les différents rapports annuels de l'office des changes et de la Banque du Maroc

Année	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Taux de couverture M/X	57,6	60,5	47,9	53,5	57,4	63,2	61,1	61,8	70,2	72,9	83,5	60,7	61,1	62,4	54,1	55,5

Au niveau de la balance commerciale, l'ajustement par les prix n'a pu atteindre son objectif: les déficits sont restés importants et le taux de couverture limité.....Les exportations n'arrivent pas à éponger le déficit commercial en raison du caractère fictif de certaines exportations (valeur ajoutée nationale faible) et du caractère incompressible des importations (inélasticité de la demande nationale des produits importés). Le recul des déficits enregistré en 1983 est imputable au blocage des importations à partir de Mars 1983 suite à une crise aiguë des réserves en devises. Ce recul ne peut être mis à l'actif de l'ajustement par les prix. L'amélioration constatée à partir de 1986 est imputable essentiellement à la réduction pour plus de la moitié de la facture énergétique et au retour de la pluviométrie.

Malgré l'ensemble de mesures consenties au secteur de l'exportation au détriment des autres secteurs de l'économie, les importations surpassent toujours les exportations; d'où la détérioration du taux de couverture.

Cette instabilité dans l'évolution des échanges extérieurs tient au fait à des causes diverses:

-En premier lieu, la déficience en matières premières, en produits semi-finis et en biens d'équipement n'est pas compensée par la capacité du secteur à générer une offre de produits suffisamment diversifiée et compétitive.

-En second lieu, à peine près de 20% des firmes industrielles (toutes dimensions confondues) saisissent les opportunités qui s'offrent à elles pour accroître leurs exportations<sup>26</sup>.

-En troisième lieu, l'application par les pays industrialisés d'un dispositif de protection plutôt discriminatoire ne facilite guère la réalisation de programmes d'exportation conçus préalablement.

Il s'ensuit une détérioration permanente des transactions commerciales dont le financement conduit les pouvoirs publics aux concours étrangers aggravant de la sorte le niveau de la dette extérieure.

---

<sup>26</sup> Cf. Abdelghani Kadmiri (1988) "Economie et politique industrielle au Maroc".

Au niveau du compte courant extérieur, une amélioration a pu être obtenue grâce à un accroissement important des rapatriements des travailleurs Marocains à l'étranger (TME) et du tourisme. Ainsi, le déficit du compte courant extérieur a pu être ramené à un taux de 1,5% du PIB en 1986 alors qu'en 1982 et 1981, il représentait respectivement 13,4% et 12,5% du PIB et en 1977, 17,6%. Le compte courant extérieur a même dégagé en 1987 et 1988 des soldes positifs.

## **SECTION II: TAUX DE CHANGE ET EVOLUTION DE LA BP COURANTE.**

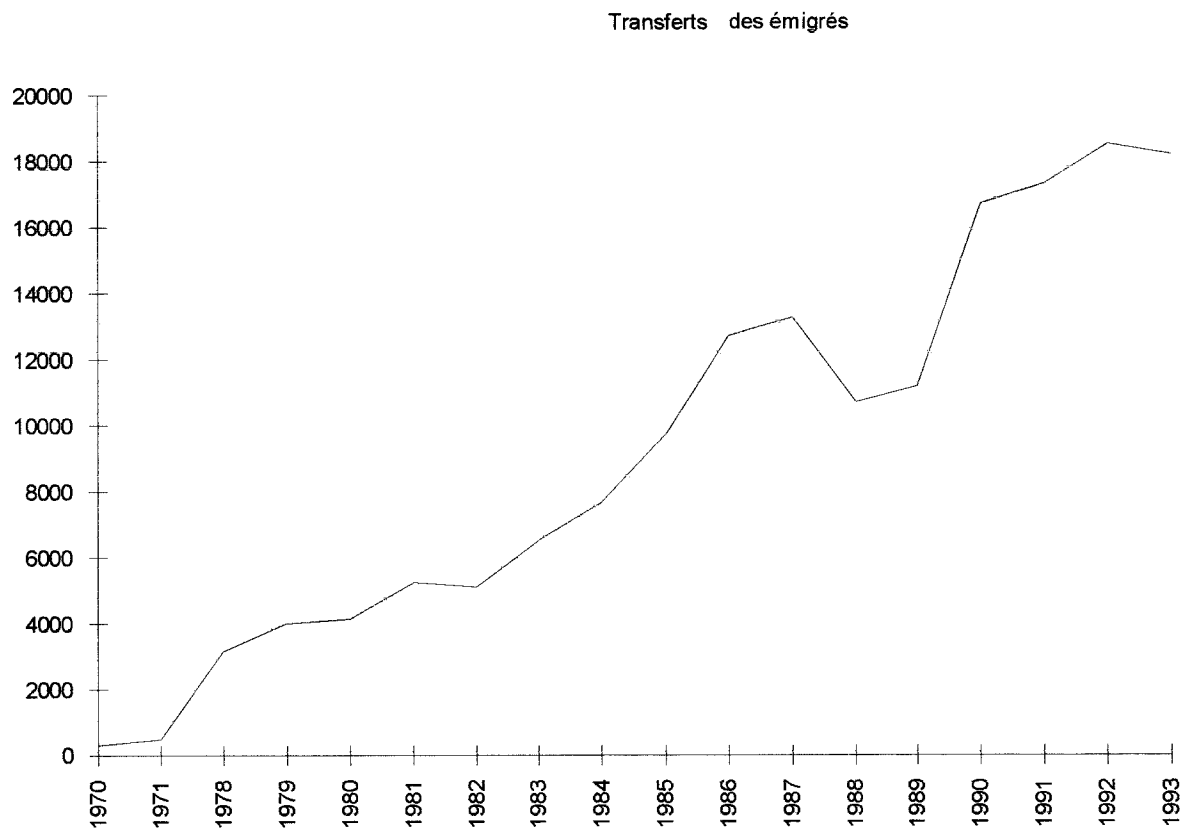
Justifié financièrement, la modification de la parité a pour objectif non seulement de résorber le déficit de la balance commerciale, mais aussi l'amélioration du solde de la balance touristique et l'encouragement des rapatriements de revenus des travailleurs Marocains à l'étranger (TME). L'objectif est, donc, plus large. Il vise l'équilibre de la balance des paiements courants. Le développement du tourisme et l'accroissement des transferts des salaires des TME sont considérés au Maroc comme des secteurs d'appoint susceptibles d'atténuer le déficit chronique de la balance commerciale.

### **§1) l'impact de la dévaluation sur le transfert des TME:**

Les transferts extérieurs des TME constituent un apport considérable en devises dans ce pays où l'insuffisance des capacités de financement se fait de plus en plus sentir. Ils constituent une source fondamentale de l'épargne nationale. L'accroissement de ces fonds atténue le recours à l'épargne étrangère (l'endettement) et réduit le besoin en devises qui résulte du déficit des échanges extérieurs. Il est arrivé que les transferts couvrent une part substantielle et même parfois l'intégralité du déficit commercial. En 1990, par exemple, les recettes procurées par ce secteur ont dépassé les recettes du tourisme et des phosphates confondus.

C'est dans cet esprit que s'intègre la politique de change. La dévaluation serait perçue par les TME comme une prime au rapatriement des économies sur salaires.

Toutefois, l'analyse de l'évolution des rapatriements des économies sur salaires au Maroc dégage des phases de progression et des phases de baisse, une évolution somme tout irrégulière.



Rapatriements effectués par les TME ( M de DH):

Source: d'après les différentes publications de l'office de change et de la Banque du Maroc.

En dépit des services bancaires de crédits et des facilités, l'évolution des fonds transférés, au terme de la décennie 80, est marquée par trois années de forte baisse dont la variation est négative (1982, 1988 et 1993).

Les travailleurs importent de plus en plus des marchandises. A cela, plusieurs facteurs conjoncturels et structurels:

- La crise et le chômage dans les pays d'accueil, le chômage n'épargne pas les



émigrés.

- la suppression de la prime d'encouragement (5%) et de la prime de fidélité (2,5%)<sup>27</sup> ;
- la concurrence faite aux banques Marocaines par le système bancaire européen;
- l'intégration de la nouvelle génération des émigrés dans la société de consommation européenne...

*Faut-il toujours compter sur le marché du travail du reste du monde et notamment Européen, zone d'accueil prépondérante, pour équilibrer ces comptes?*

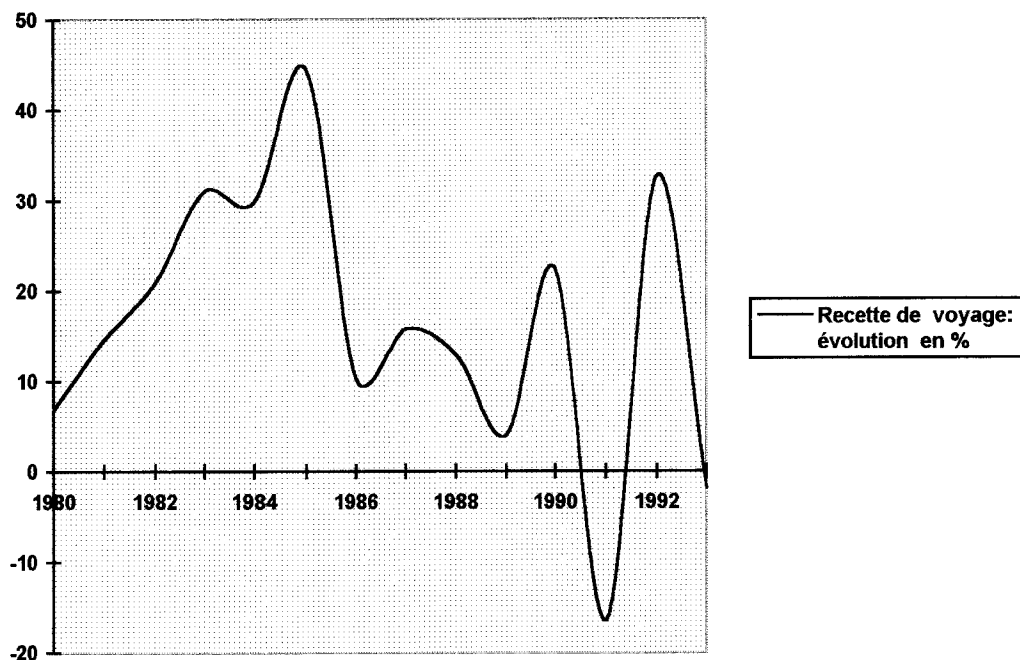
-Il est très difficile de présager un avenir stable pour les émigrés. Nous pouvons évoquer, notamment, l'ouverture horizontale des pays de la communauté européenne sur les ex-pays de bloc-est.

-Sur le plan économique, nous ne pouvons indéfiniment considérer les mouvements de main d'oeuvre comme facteur dynamique permettant de réaliser le développement. Les enjeux de développement ne peuvent pas être appréhendés qu'en terme équilibrés d'ordre conjoncturel. Il faut revoir la <<politique émigrionniste>> pour ne plus la considérer comme <<la première industrie lucrative d'exportation>> et l'instrument équilibré par excellence des comptes extérieurs.

---

<sup>27</sup> Voir notamment "Al Mahjar", n° 1 Juillet 1991, revue spécialisée dans les affaires de la communauté Marocaine à l'étranger.

## §2) l'impact de la dévaluation sur le Tourisme<sup>28</sup> ou les exportations invisibles.



Désigné par les exportations<sup>29</sup> invisibles, le tourisme occupe une place privilégiée, depuis le plan triennal 1965-67, tant sur le plan financier que sur le plan social. L'importance de ce secteur est indiquée par sa contribution appréciable au PIB, par son impact sur l'emploi ( il mobilise près de 10% de la population active), ainsi que par son

<sup>28</sup> Evolution des recettes des voyages (en millions de DHs)

Année	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Recette de voyage: évolution en %	6,8	14,6	20,9	31	29,8	44,5	10,3	15,8	13	4,1	22,4	-16,4	+32,7	-1,9

D'après les différentes publications de l'office de change

<sup>29</sup> Nous n'avons pas estimé nécessaire d'étudier la balance "voyage" dans la mesure où l'augmentation des dépenses peut s'expliquer par la progression des transferts liés au pèlerinage et Omra, aux scolarités, aux voyages d'affaires...ce qui n'a rien à voir avec la dévaluation.

apport en devises. Les recettes réalisées par l'office des changes représentent près de 35% du total des principaux secteurs procurant des devises.

Le secteur touristique tient le même rôle que les envois des TME comme support financier de grand secours à la balance de paiement courante. Il a fourni, certaines années, un montant égal ou double à celui procuré par les phosphates, ce qui le situe en second rang après les revenus des émigrés.

Pendant **la première moitié de la décennie 80**, l'évolution des revenus de tourisme a connu une progression quasi régulière et a marqué un taux de croissance annuel moyen de 28,14%.

Mais **à partir de 1985**, l'ascension des recettes a été moins importante. Après la progression de 44,5% **en 1985**, les recettes touristiques n'ont progressé que de 10,3% **en 1986** et de 15% **en 1987** et **en 1988**, de 13%. Le marché touristique Français intervenait pour 24,9% suivi des marchés Algérien (18,9%), Espagnol (16,7%), Allemand (8,5%) et Anglais (5,3%).

**En 1989**, les recettes au titre des voyages n'ont progressé que de 4,1% alors que le nombre de touristes ayant visité le Maroc a progressé de 27,1% imputable essentiellement au marché Algérien.

Cette tendance nette à la baisse est vraisemblablement due à la très faible diversification du produit Marocain dans un marché de voyage de plus en plus concurrentiel<sup>30</sup>.

Cette régression des revenus de tourisme (outre la stagnation des revenus de phosphate et des émigrés) a affecté négativement la balance de paiement courante. Devant cette situation morose, les autorités monétaires ont été contraintes de décider une

---

<sup>30</sup> nous pouvons invoquer aussi la mauvaise gestion des unités hôtelières appartenant à l'Etat où le taux de remplissage est très faible, à absence de loisirs et de tours opérateurs nationaux capable de canaliser la demande internationale vers les unités nationales et enfin à la conjoncture internationale; Voir Panorama économique et social, 1985.

dévaluation de 9,25%. Cette opération a, apparemment, favorisé une recette touristique appréciable (augmentant au terme de **l'année 1990** de 22,41% malgré l'impact de la crise du golfe sur le flux touristique). Le nombre de touristes<sup>31</sup> ayant visité le Maroc a progressé de 18,4%. Cette progression a été le fait des touristes Algériens qui représentent à eux seuls 46,9% du total. En revanche, les principaux marchés émetteurs de touristes vers le Maroc se sont inscrits en baisse.

Mais, **en 1991**, à l'instar du tourisme mondial, l'activité touristique va être profondément affectée par la guerre du golfe en raison de la réduction de 33,7% des visiteurs Européens et Américains. Malgré l'afflux des touristes Maghrébins (+39,2%), les rentrées de devises, telles que recensées par le système bancaire, ont accusé une chute de 16,4%. Il convient de signaler que les touristes Algériens dont le nombre s'est accru de 41% représentent 64,2 de l'ensemble des visiteurs.

**En 1992**, le flux de touristes étrangers s'est accru globalement de 4%. Cette progression globale est le résultat de deux mouvements divergents:

-un accroissement des touristes Européens de 51,1%.

-une baisse de 19% des visiteurs Algériens.

Le nombre de touristes ayant visité le Maroc, au terme de **l'année 1993** a enregistré une baisse de 5,7%. Cette baisse provient de la diminution du nombre de touristes Maghrébins (soit -24,9%) et particulièrement des visiteurs Algériens (dont le nombre a chuté de 25,4%). A l'inverse, le nombre de touristes Européens a augmenté de 9,5%. C'est ce qui explique que la diminution du nombre de touristes n'ait affecté que faiblement les recettes voyages qui n'ont fléchi finalement que de 1,9%.

Au total, l'activité touristique est très fortement affectée par la conjoncture internationale. La situation qu'a vécu ce secteur avant et après la guerre du golfe témoigne de sa vulnérabilité. La structure des marchés émetteurs a été bouleversée, ce qui a poussé les responsables de ce secteur à le déclarer secteur sinistré.

---

<sup>31</sup> Le "nombre de touristes" ne comprend que les touristes de nationalité étrangère et ne tient pas compte, par conséquent, des travailleurs Marocains à l'étranger de retour au Maroc.

En outre, le "marché" Algérien, relativement important depuis l'ouverture des frontières entre les deux pays (après plus de dix ans de conflit 1975-1986), n'est plus "accessible" (suite à la crise que connaît le pays et la nouvelle fermeture des frontières).

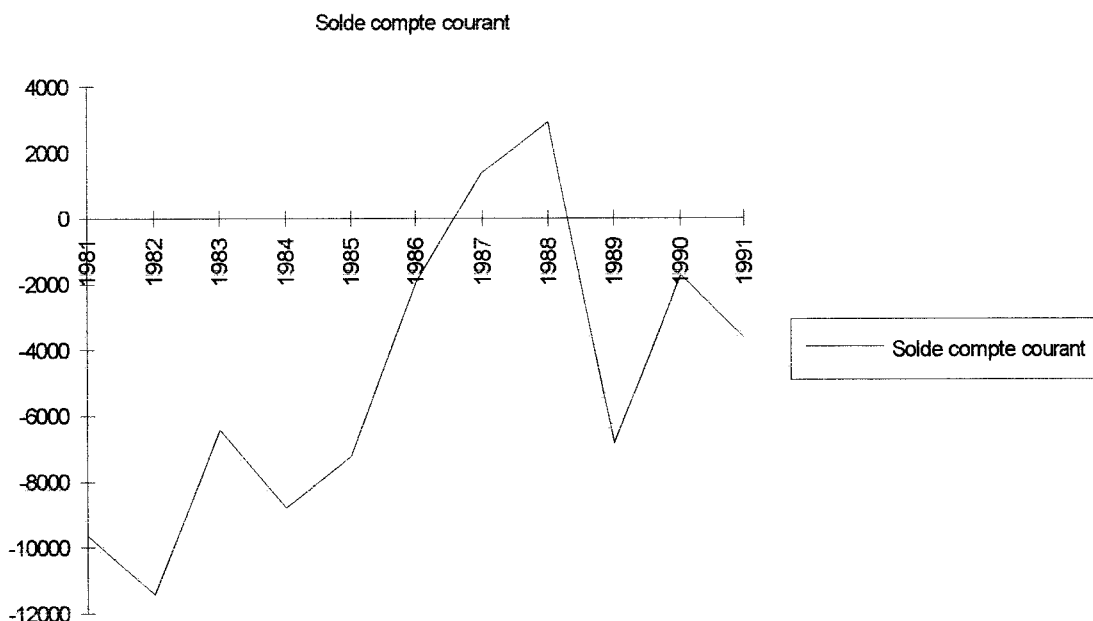
Par ailleurs, l'impact effectif du taux de change en devises s'amenuise lorsqu'on tient compte des dépréciations importantes de la monnaie nationale vis-à-vis des principales devises et de l'accroissement des charges des hôtels qui dépendent, dans une large mesure, de l'extérieur pour leur fonctionnement, leur équipement et leur gestion<sup>32</sup>.

Enfin, les résultats du secteur touristique demeure globalement très modeste en considération avec les potentialités dont dispose le pays et les efforts déployés depuis des années par l'Etat en la matière (financement des investissements, les avantages fiscaux dans le cadre des codes des investissements touristiques...).

---

<sup>32</sup> Vie économique "le problème du DH", 12 Oct 1990.

## Conclusion: Appréciation critique du solde du compte courant extérieur.



Solde du compte courant (en M de DH).

Source: D'après les différentes publications de la Banque du Maroc et de l'office de change.

Au Maroc, la dévaluation pratiquée a un caractère vicieux et une allure itérative. Les tentatives d'amélioration des déficits ont nécessité un soutien continu par des opérations répétées de mini-dépréciations. Ainsi, la trêve qui a suivi l'année 1986, a donné lieu à des déficits commerciaux sans précédent dans l'histoire de la balance commerciale Marocaine. Le résultat est, en tout cas, décevant par rapport aux prévisions des pouvoirs publics qui ont tablé à faire disparaître sinon améliorer le solde des opérations courantes sur une période de 4 à 5 ans par une politique de "dépréciation volontariste" du DH amorcée en 1980 sous l'égide du F.M.I.

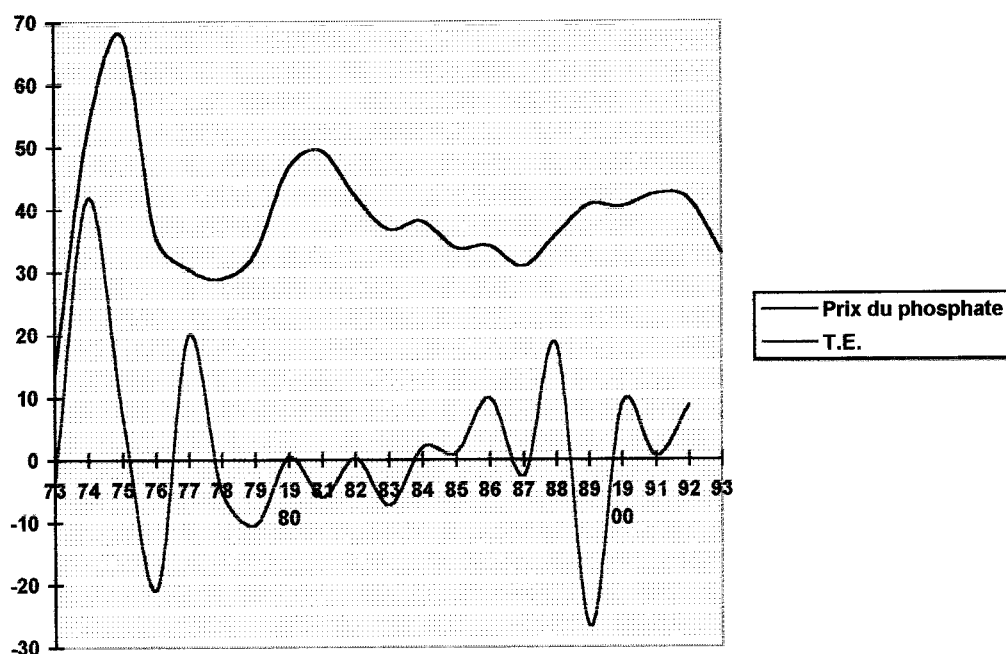
Malgré la réaction "relativement positive" au taux de change des recettes touristiques et des rapatriements des économies sur salaires des TME, ceux-ci n'ont pas pu

contrebalancer le solde structurellement déficitaire de la balance commerciale.

L'instabilité de la balance courante extérieure, trouve, donc, son origine dans les soldes négatifs laissés de façon presque constante par les opérations sur les biens et services d'une manière générale et du déficit de la balance commerciale en particulier. La nature même des échanges commerciaux Marocains (prédominance des importations des produits manufacturés et énergétiques, prééminence des exportations d'origine minéraux) et, par conséquent, les termes de l'échange (les exportations Marocaines tendant à se traduire par un pouvoir d'achat de produits importés de plus en plus faible) sont défavorables.

La valeur des exportations est restée nettement inférieure par rapport au niveau requis pour équilibrer la balance commerciale. La dévaluation a plutôt donné lieu à un effet pervers parce que l'effet-prix de la dévaluation n'a pas été atténué par l'effet-volume.

Terme de l'échange % de variation par rapport à l'année précédente calculé à partir des indices<sup>33</sup> :



Source: de 1972 à 1983, la BIRD "rapport sur le secteur financier au Maroc" 1984 (indice de 1969=100)  
A partir de 1984, les rapports annuels de Bank Al Maghrib (indice de 1980=100) et les rapports du F.M.I.  
Statistique Financière internationale F.M.I. 1994.

Paradoxalement, au lieu que le taux de change agit positivement sur la balance commerciale, c'est le déficit du solde qui pèse sur le taux de change. Le déficit des échanges extérieurs a entraîné une dépréciation continue de l'unité monétaire nationale. Or, ce processus ne peut rapprocher l'économie de <<l'équilibre>> que si la détérioration des TE réduit le déficit de la balance commerciale. En fait, c'est le contraire qui s'est produit. La détérioration des termes de l'échange a engendré une dégradation continue du solde de la

33

Années	73	74	75	76	77	78	79	1980	81	82	83	84	85	86	87	88	89	1900	91	92	93
Prix du phosphate	13,7	52,7	68	35,8	30,6	29	33	46,71	49,5	42,3	36,92	38,2	33,9	34,2	31	36	40,83	40,5	42,5	41,7	33
T.E.	-3,6	41,9	7	-20,7	20	-5,2	-10,4	0,5	-6	0,3	-7,3	2,1	1,1	10	-2,5	18,5	-26,6	9	0,6	8,7	



balance commerciale Marocaine et s'est manifestée finalement par des appels à d'autres mini-dévaluations.

Le caractère chronique du déficit commercial Marocain a eu des répercussions négatives sur les avoirs extérieurs<sup>34</sup>. La baisse de ceux-ci est la cause fondamentale de la contrainte extérieure et le recours à des dévaluations.

Année	Total des avoirs extérieurs nets en MDH	Variation en %	Réserves en jours d'importations (CAF)
1980	1533	-6,97	33
1981	1033	-28,7	17,7
1982	2226	+103,6	31,2
1983	1798	-19,2	25,6
1984	2410	+34	25,5
1985	3601	+49,42	33,9
1986	4383	+20,6	46,2
1987	5854	+35,02	60,2
1988	7519	+28,2	70,1
1989	7542	+0,30	59
1990	21061	+179,2	134,8
1991	27873	+32,34	168

Source: d'après les différentes publications de Bank Al Maghrib et de l'office des changes.

En effet, à diverses reprises (1980, 1981, 1983, et 1989), le niveau des avoirs extérieurs a subi des ponctions importantes<sup>35</sup>, ne représentant parfois qu'une dizaine de journées d'importation<sup>36</sup>.

<sup>34</sup> Lorsque la couverture du déficit du compte courant ne pouvait être assurée par les recettes des exportations, des transferts des TME et des revenus de voyages, les autorités recoururent à des facilités obtenues de l'extérieur (concours des pays amis, des banques et le rééchelonnement de la dette). Lorsque ces facilités extérieures ne parvenaient plus à compenser totalement le déficit courant, la BP dégage un solde final négatif qui entraîna, en dernier ressort, un prélèvement sur les réserves des changes.

L'encours de la dette extérieure du Maroc est passé de 13641 Milliards de \$ en 1983 à 15868 en 1985, pour atteindre 20558 Milliards \$ en 1990. Le service de la dette extérieure exerce toujours d'importantes ponctions sur les ressources financières du Maroc: 2,019 Milliards de \$ en 1983 à 2,497 en 1985 pour atteindre 3,929 Milliards de \$ en 1990.

Le résultat acquis, au terme de l'année 1990, tient beaucoup à des mesures ponctuelles, conjoncturelles, circonstanciées et à des flux migratoires permettant de procurer des devises importantes qu'à un redressement structurel des comptes extérieurs par le taux de change<sup>37</sup>.

Les avoirs extérieurs au terme de l'année 1991, bien que leur rythme de progression soit inférieur à celui de 1990, ont connu un accroissement important. Leur consolidation est, toutefois, liée en grande partie à des facteurs externes (les concours extérieurs, reçus sous forme de dons et de prêts ont totalisé 10,1 Milliards de DHs). De ce fait, le renforcement des réserves de change est loin d'être imputable aux opérations excédentaires commerciales mais toujours dû aux mouvements des capitaux et aux ajustements partiels sus-indiqués.

L'objectif primordial de l'ajustement de l'équilibre extérieur par le taux de change ne semble pas avoir été atteint après une quinzaine d'années. Les facteurs structurels, qui déterminent la performance dans ce secteur, sont encore en lente mutation: organisation économique et financière, organisation sociale et organisation institutionnelle.

---

<sup>35</sup> »En raison des différences quant à la définition des réserves, à la détermination de la valeur Or et aux méthodes de gestion des réserves, les chiffres sur les réserves publiés ne sont pas strictement comparables.» F.M.I. (1994) Statistiques Financières Internationales.

<sup>36</sup> alors que la norme internationale permettant une autonomie d'importation est d'environ trois mois.

<sup>37</sup> L'évolution favorable exceptionnelle en 1990 est liée à de nombreux facteurs internes et externes:

- le réaménagement du remboursement en capital de la dette extérieure a porté sur un montant élevé;
- les apports en capitaux non monétaires sous forme d'investissements étrangers et, surtout, de prêts et de dons se sont avérés substantiels. Ainsi, les entrées nettes de capitaux étrangers ont atteint le montant exceptionnellement élevé de 15,1 Milliards.
- la réduction des charges d'équipements (2,5 Milliards de DHs) dans la loi des finances rectificative de 1990.
- la reprise des exportations des phosphates et des produits dérivés.
- l'évolution du prix du pétrole et une bonne campagne agricole...

## conclusion générale:

Au plan théorique, l'approche des élasticités apporte un éclaircissement important aux conditions de succès de la dévaluation. Elle présente un ordre d'enchaînement logique et nécessaire. Cependant cette construction formelle relative aux effets d'une dévaluation n'est ni exclusive ni déterminante; en économies sous développée encore moins<sup>1</sup>.

D'abord, la construction d'une courbe d'offre et de demande globale d'importation et d'exportation pose de délicats problèmes d'agrégation.

Nous pouvons étudier les effets d'une dévaluation *sur le marché de tel ou tel produit particulier*, en utilisant, selon les cas, les courbes d'offre nationale et de demande étrangère d'exportation ou les courbes d'offre étrangère et de demande nationale d'importation de ce produit. Toutefois, la dévaluation étant une décision macro-économique, les autorités économiques veulent généralement agir sur les dépenses d'importation et les recettes d'exportation prises globalement.

Pour connaître l'effet d'une dévaluation sur les recettes globales d'exportation, par exemple, nous pouvons procéder à l'étude des conséquences de l'opération sur les transactions de chaque produit exporté en particulier, et faire la somme des résultats. Nous pourrions également analyser directement l'effet de la dévaluation en utilisant la courbe d'offre globale d'exportation du pays qui dévalue et la courbe de demande d'exportation du reste du monde.

Cependant, se pose le problème de la construction d'une courbe d'offre ou de demande globale. Cette difficulté trouve sa source dans l'hétérogénéité et, donc, la non additivité des différents produits qui font l'objet du commerce extérieur d'une part; dans l'évolution divergente des prix de chacun de ces produits en fonction de leurs élasticités propres d'autre part.

---

<sup>1</sup> S.N.Sinkam (1979) « Les pays candidats au processus de développement dans la jungle du nouveau système international des taux de change »; *Economica*.

P.Jacquemot et M.Raffinot (1985) « Accumulation et développement »; l'Harmattan...

La recherche de l'élasticité de ces courbes globales rencontre les mêmes difficultés.

En première approximation, nous pouvons « calculer » une offre ou une demande globale en attribuant à chaque produit un poids correspondant à la part de ce produit dans les recettes totales d'exportation ou les dépenses totales d'importation au cours de la période qui précède la dévaluation. En ce qui concerne l'évolution des prix, nous pouvons faire l'hypothèse que les prix des différents produits exportés ou importés évolueront de façon proportionnelle, ce qui revient à faire des hypothèses limitatives sur les élasticités des courbes d'offre et de demande particulières à chaque produit.

Cette dernière hypothèse, nécessaire au calcul d'une élasticité globale, implique que nous négligeons certains aspects des conséquences d'une dévaluation, qui généralement provoque d'importants ajustements des prix relatifs.

Sur le plan global, le passage des élasticités micro-économiques aux grandeurs agrégées (fonctions d'offre et de demande globales, indices composites des prix...) suppose une certaine homogénéité des fonctions macro-économiques correspondantes. L'analyse des effets d'une dévaluation, par l'approche des élasticités, se limite à l'examen des formes traditionnelles des courbes d'offre et de demande. Ce schéma d'analyse convient particulièrement à l'étude de courte période. Lorsque la courbe d'offre, en longue période, est décroissante et qu'elle est moins élastique que la courbe de demande, la période graphique ne permet pas de déterminer l'effet du jeu des élasticités consécutif à une dévaluation (que l'on soit sur le marché des exportations ou des importations).

*L'offre ne saurait être détachée de la production. Il s'agit, alors, de l'offre production. Au sens large, les problèmes de l'offre comprennent les problèmes d'organisation de la production, les problèmes de coûts...* Par suite, la notion d'élasticité de la production recouvre toute une série de coefficients particuliers.

\*Elasticité de l'offre

\*Elasticité des stocks

\*Elasticité des coûts et parmi ceux-ci l'élasticité des coûts de production, élasticité des coûts de distribution...etc.

Mesurer les conditions de l'offre, c'est connaître avec précision les coûts de production qui la commandent. Or, le concept d'élasticité du coût de production n'a guère débouché sur des mesures concrètes. Faute d'une connaissance, même approximative de la forme réelle des courbes de coûts, les mesures d'élasticité restent difficiles. Toute difficulté

n'est, donc, pas supprimée aussi bien sur la forme de la courbe d'offre que sur ses déplacements dans le temps.

La période n'analyse et les fonctions économiques, élaborées pour le calcul des élasticités influent directement sur les résultats. Le temps altère les phénomènes économiques. Les variations de prix n'exercent pas immédiatement leur effet sur la quantité demandée ou/et offerte. Si nous retenons le temps, il faut examiner l'influence des éléments sous-jacents au temps. De multiples causes contribuent à exercer leurs effets, à perturber les réactions économiques.

L'effet de la dévaluation, sur la balance commerciale, est souvent analysé comme l'application d'un coefficient majorateur du prix des importations et minorateur de celui des exportations. De cette modification, on attend un effet mécanique, une augmentation massive des exportations et une diminution notable des importations. Un tel raisonnement suppose que la croissance de l'offre ne génère pas des coûts additionnels, en biens importés principalement, qui viennent imputer la prime de change. En fait, les coûts de production reflètent directement l'enrichissement des imputs dû à la dévaluation. Nous ne pouvons isoler les échanges extérieurs des conditions de production intérieures car les biens exportables sont produits à partir de consommations intermédiaires. Le renchérissement des importations provoqué par la dévaluation réduit la diminution du prix des exportations...Un phénomène de contagion de hausse des prix risque de se produire alors.

Chaque branche de l'économie utilise des consommations intermédiaires qu'elle incorpore aux produits qu'elle vend. La hausse des prix des importations se répercute au travers des consommations intermédiaires. Elle provoque l'augmentation des coûts de production et donc des prix de vente de chacune des branches.

Une première augmentation des prix des exportations peut ainsi être dégagée:

Dévaluation =====>Renchérissement des importations =====>Augmentation des prix de la consommation intermédiaire =====>Augmentation des coûts =====>Exportation?

Chaque branche doit supporter et cette hausse de prix de ses importations et celle du prix des produits qu'elle achète aux autres branches due à la répercussion de l'augmentation de leurs propres importations.

Une dévaluation exerce ainsi une pression ascendante sur les prix en monnaie locale des importations.

Dans les économies des pays développés, l'expérience montre qu'en cas de modification de la parité, les exportateurs fixent leurs prix de manière à répartir le gain de <<compétitivité>> ex-ante entre gain effectif et hausse de marge sur le marché extérieur. De façon symétrique, lorsque les coûts interne augmentent, ils ne répercutent pas entièrement cette hausse et acceptent une baisse de leurs marges de profit. Les entreprises absorbent une part de l'augmentation des coûts des importations, limitant ainsi l'augmentation des prix locaux. " Les entreprises ont ainsi un comportement de marge qui les amènent à moduler leurs prix en fonction de l'état de la concurrence sur les marchés"<sup>2</sup>. Ce retard dans la réaction des prix est attribué à la capacité des entreprises à maintenir leurs parts du marché plutôt que le profit. Mais, ceci n'est pas le cas dans les contextes locaux des PSD.

L'élasticité de l'offre tend à être plutôt faible dans une économie sous développée. Ceci est dû principalement à l'absence d'options technologiques nouvelles, aux contraintes que subissent les producteurs pour avoir accès aux facteurs modernes de production, à l'épuisement des possibilités d'expansion horizontale...

Le manque de dynamisme de ces économies repose sur l'incapacité de créer l'offre et sur l'incohésion d'un ensemble de facteurs (interaction de secteur de production, diversification du tissu économique, amélioration de la capacité initiative et créatrice des entreprises pour se hisser au niveau de la compétitivité internationale, maîtrise de la technologie et de sa diffusion rapide pour l'ensemble des opérateurs économiques, possibilité d'accéder aux marchés extérieurs...). En somme, l'ampleur des mesures de restructuration de l'offre montre les limites des répercussions mécaniques de la dévaluation sur la recomposition sectorielle et la promotion du secteur exportateur.

Pour les produits primaires, agricoles ou miniers, où les services et l'image de marque ne comptent pas, la concurrence est forte et se fait par les prix. Si certains marchés sont de type oligopolistique (aluminium, nickel...), il apparaît dans l'ensemble que leur organisation est difficile. Dans ces conditions, les tentatives de stabilisation des cours ne permettent pas d'atténuer les fortes variations des termes de l'échange entraînées par leur instabilité. Le paradoxe est que les prix de vente sont des prix d'arbitrage et sont déterminés directement en devises de manière exogène dans un contexte général de tendance à la baisse.

---

<sup>2</sup> L'économétrie suggère qu'une baisse de 1% des cours du Franc augmente les prix des importations de 0,66% (au lieu de 1% selon MARSHAL-LERNER) et, pour des raisons symétriques, celui des exportations de 0,33% (au lieu de 0%). D Plihon Op cit.

Une dévaluation n'a aucune action déterminante sur les prix de cession et ne peut modifier l'orientation de la demande externe pour ce type d'exportation; ou tout au moins, les variations de prix exercent sur les quantités demandées des effets incertains, surtout quand le pays dévaluateur est un producteur marginal.

En outre, les PSD ont souvent été contraints de procéder à de nombreuses opérations de rééchelonnement de la dette extérieure. Ils ont, par conséquent, subi les effets à retardement des rééchelonnement sur le service courant. Les dévaluations ont engendré un effet «malus» sur les finances publiques. Le déficit des opérations financières de l'Etat, que ces dévaluations ont entraîné, a conduit celle-ci à réduire l'investissement intérieur.

L'opération ne peut alors pas exercer d'effet multiplicateur sur l'offre.

Au niveau des importations, de l'alourdissement de la charge de la dette extérieure et de la restriction des crédits bancaires internationaux, il en est résulté une réduction substantielle de leur capacité d'importation qui les a obligé à réduire leurs importations afin d'éliminer la partie de leur déficit extérieur qui ne peut être financée par les flux nets de crédits extérieurs. En plus, connaissant des déséquilibres extérieurs depuis de longue période, ils ont procédé à de multiples dévaluations. A chaque dévaluation, les importations concurrentes ou substituables à la production nationale sont supprimées. La part des biens essentiels est importante dans les importations totales. Ces pays ont atteint leur plancher d'importations incompressibles. La demande ne peut plus s'orienter vers des équivalents domestiques de produits qui étaient importés.

Se « cantonner » à cet aspect des incitations (par les prix), serait négliger tout un ensemble de phénomènes réels, de rigidités, de comportements... qui sont à la base des difficultés de l'ajustement par le change. Parmi les éléments dont il faut tenir compte, pour prévoir le résultat effectif d'une dévaluation, nous pouvons en distinguer de deux sortes. Il y a certains effets qui découlent de la dévaluation elle-même, et qui doivent éventuellement être intégrés dans une théorie plus générale. Il y a aussi toutes les circonstances exogènes. Des phénomènes concomitants peuvent faire disparaître les effets que nous attendons de la dévaluation. Le succès d'une dévaluation dépend des conditions relatives au mécanisme proposé par la théorie (en l'occurrence des conditions d'élasticité), et de la capacité de maîtriser les conséquences de certaines circonstances exogènes.

Une nation est-elle "compétitive" simplement parce que ces coûts de main-d'oeuvre sont faible? La nation "compétitive" est-elle celle dont le taux de change rend ses produits concurrentiels sur les marchés internationaux? Autrement dit, doit-on rechercher la compétitivité uniquement au moyen de faibles coûts de main-d'oeuvre ou d'une monnaie faible?

Les évolutions du commerce extérieur et de la balance commerciale d'un pays ne dépendent pas seulement de sa compétitivité en terme de prix mais aussi de la qualité de sa spécialisation internationale, de l'adaptation de l'appareil productif à la structure -par produit- de la demande mondiale et/ou de la demande nationale et aux tendances de la concurrence...<sup>3</sup>.

*L'action du taux de change sur les prix relatifs dépend de paramètres exprimant notamment la qualité de la spécialisation du pays. Une même variation initiale de parité peut donner lieu, selon les valeurs prises par ces paramètres, à des dynamiques radicalement opposées. Les mêmes changements de taux de change exercent des effets très différents sur le système productif de chaque économie<sup>4</sup>. La qualité de la spécialisation détermine le volume des exportations et des importations d'une part, le montant des profits d'autre part. A leur tour, les profits guident l'investissement qui, conjointement au solde du commerce extérieur, est le principal actif de la croissance de la production dans le secteur international.*

Nous avons vu que le solde commercial pourrait, selon l'expression monétaire utilisée, suivre des évolutions différentes. Lorsqu'un gouvernement décide une dévaluation, l'objectif peut être "la balance commerciale exprimée en monnaie nationale". Lorsque nous nous préoccupons de connaître l'évolution des réserves de change, il est certain que l'évolution de la balance commerciale en devises est digne d'intérêt.

Lorsque la balance est exprimée en monnaie nationale, si le solde était en équilibre avant la dévaluation, le même développement peut être suivi pour la balance commerciale exprimée en monnaie nationale que pour celle-ci exprimée en devises. Nous retrouvons ici la condition de Marshall-Lerner. Toutefois, une dévaluation est très souvent (pour ne pas dire toujours) opérée dans le cas d'un déficit extérieur.

*S'il existe un déficit initial, la prudence s'impose car nous avons la possibilité d'une évolution différente du solde suivant l'unité utilisée. Par conséquent, la condition de*

---

<sup>3</sup> P.Rollet « Spécialisation internationale et intégration européenne » *Economica* 1987.

<sup>4</sup> M.Aglietta, A. Orléan et G.Oudiz (1981) "Des adaptations différenciées aux contraintes internationales: les enseignements d'un modèle"; *Rev Economique*, Juillet.

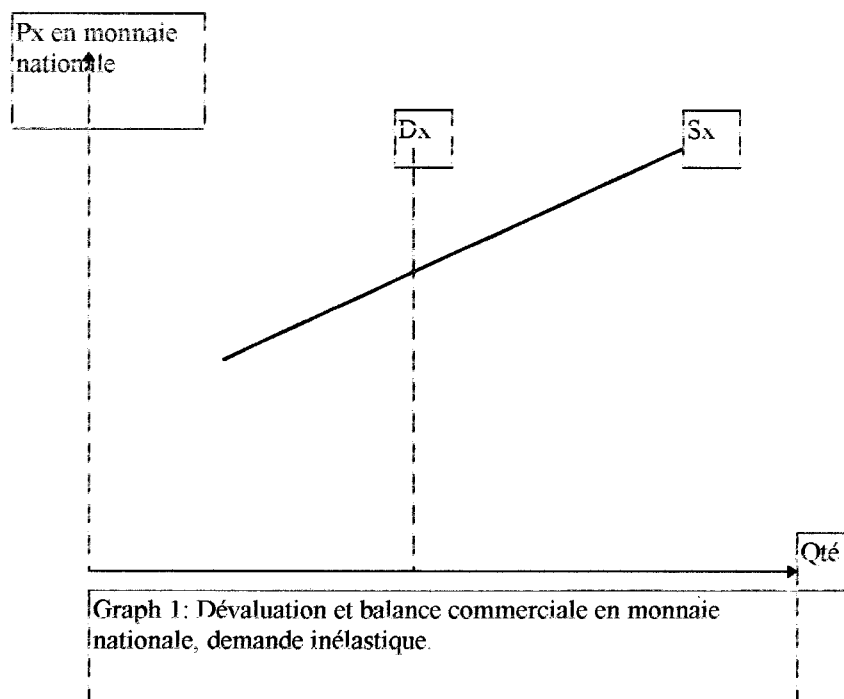
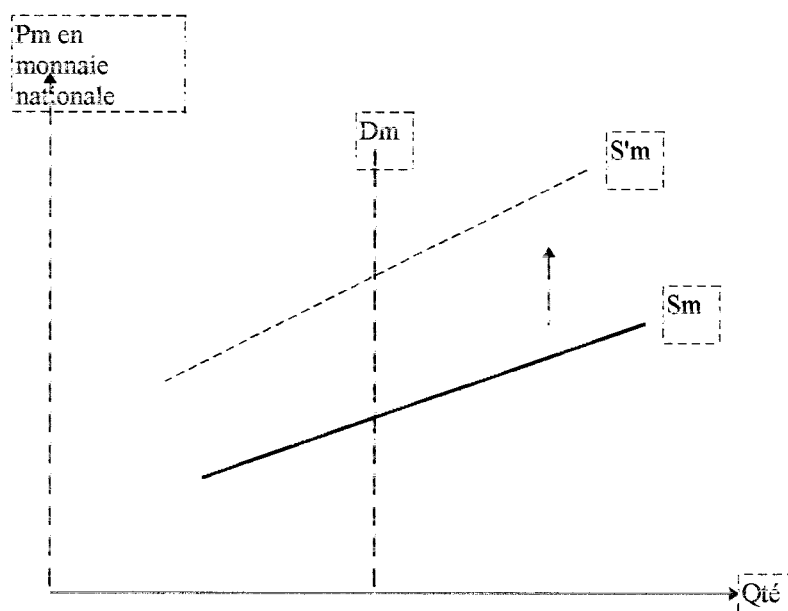


Marshall-Lerner devient une condition nécessaire mais non suffisante pour la "réussite" d'une dévaluation. En fait, la somme des valeurs absolues des élasticités doit être d'autant plus grande que l'unité, que le déficit initial est important.

Lorsque nous avons *des demandes inélastiques*, une dévaluation pourra totalement échouer au point de vue de l'amélioration du solde commercial, qu'il soit exprimé en monnaie nationale ou en devises.

Prenons d'abord la balance commerciale exprimée en monnaie locale. Comme le montre le graphique suivant, nous assistons dans ce cas à un déplacement vers le haut de la courbe d'offre d'importation ( $S_m$ ). En effet, afin de « maximiser » leur marge bénéficiaire (en devises), les offreurs étrangers réclament, pour une même quantité donnée de biens, un prix supérieur lorsque celui-ci est exprimé en monnaie nationale. A l'équilibre, nous aurons une hausse des importations en valeur puisque les quantités échangées ne se trouvent pas modifiées (inélasticité de la demande).

Sur le marché des exportations, les offreurs conserveront les mêmes prix en monnaie nationale pour un volume de biens donné. Les exportations en valeur ne sont pas touchées dans ce cas. Mais, ce dernier élément, combiné avec la hausse des importations en valeur, provoque une diminution du solde commercial.

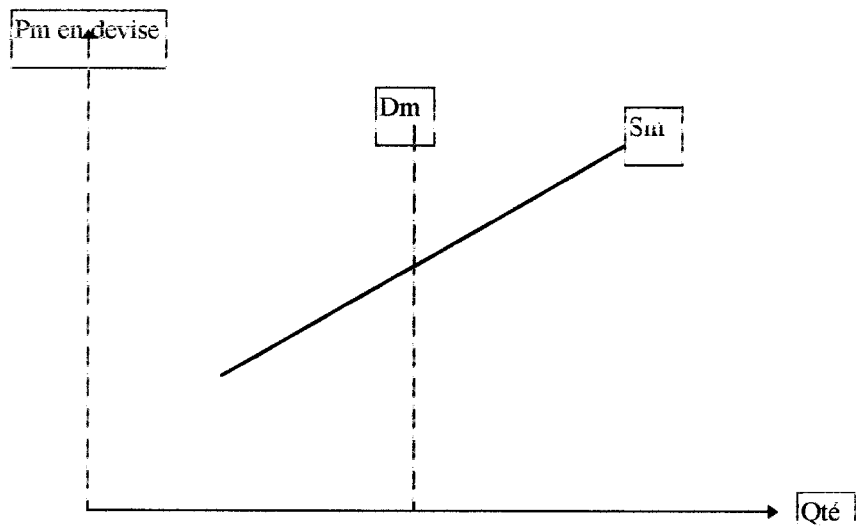


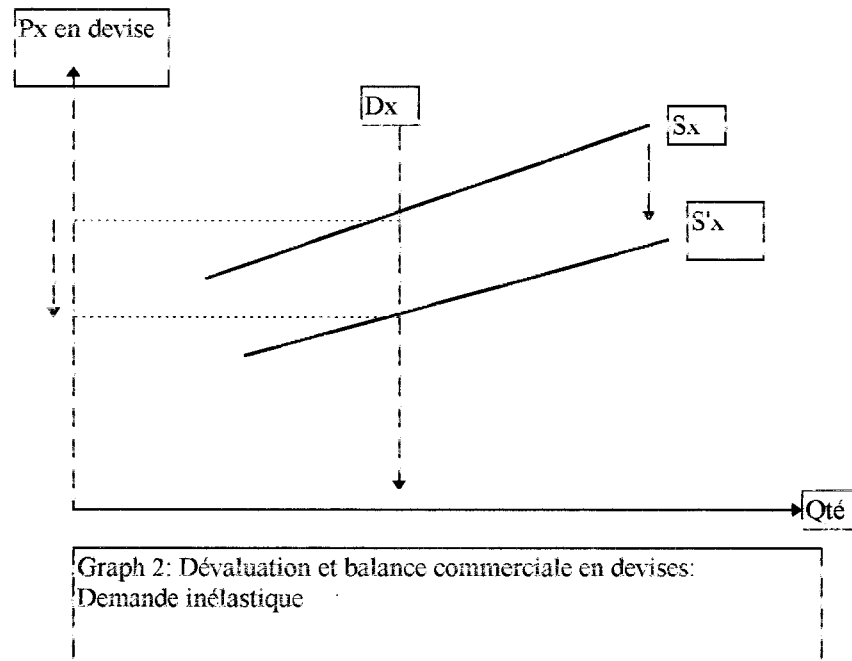
Même si nous nous intéressons à la balance commerciale exprimée en devise, le résultat obtenu sera toujours identique.

Les importations en valeur ne sont pas modifiées à l'équilibre (les offreurs étrangers ne corrigeant pas leur prix en devises).

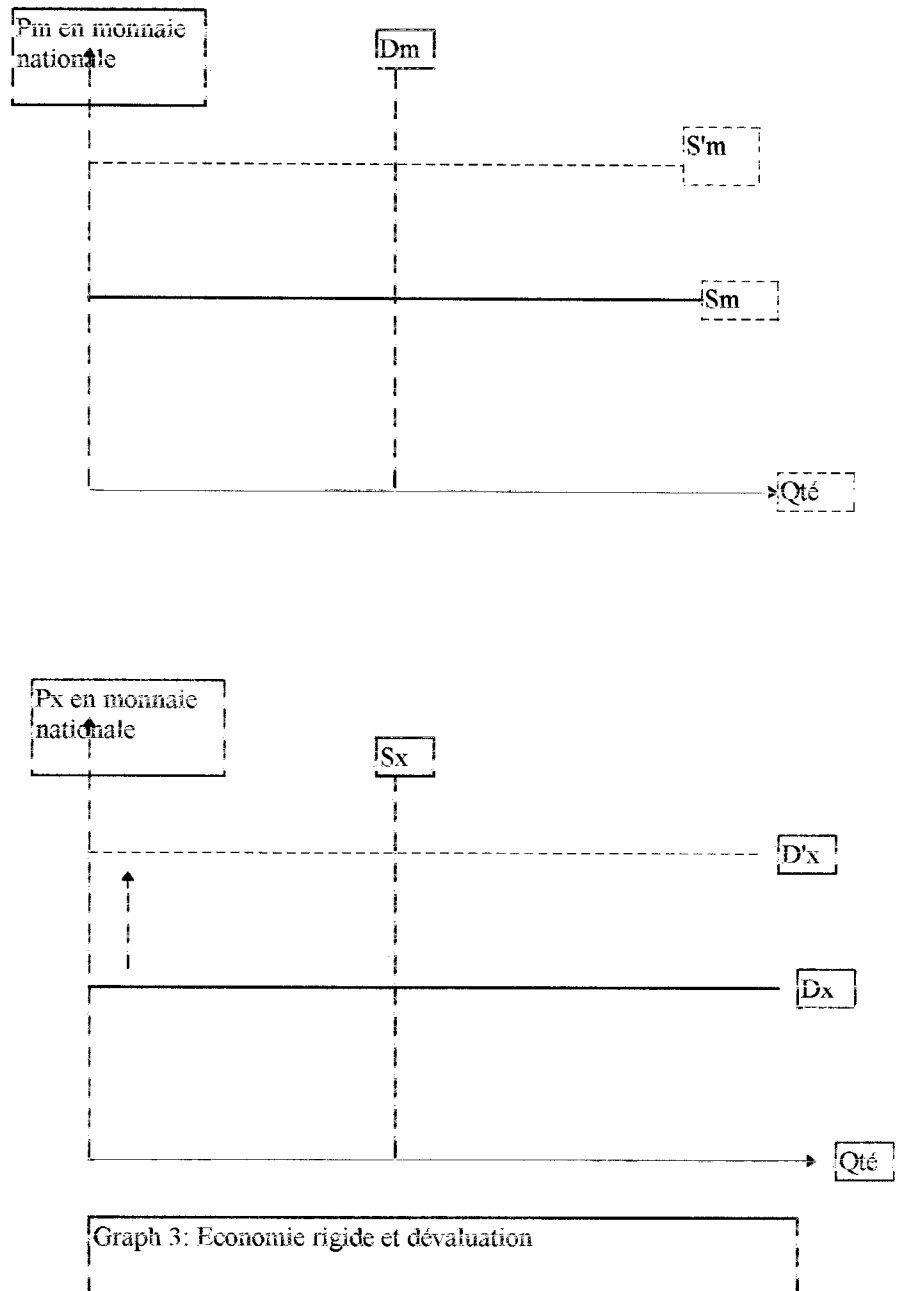
Par contre, les offreurs nationaux conservent les mêmes prix concurrentiels en monnaie nationale, ce qui correspond à une baisse du prix en devises pour une quantité de biens donnée. Nous assistons à un déplacement de l'offre d'exportation ( $S_x$ ) vers le bas.

A l'équilibre, et vu la particularité de la demande d'exportation, la baisse du prix en devises ne provoque pas une hausse de la quantité échangée. Le résultat d'une dévaluation est un statu quo au niveau de la valeur des importations, associé avec une diminution des exportations en valeur; ce qui équivaut à une dégradation du solde commercial.





Ainsi, nous pouvons dire que des demandes inélastiques peuvent impliquer, suite à une dévaluation, une dégradation du solde commercial quelle que soit l'unité monétaire dans laquelle il est exprimé. La dévaluation ne fait que changer les prix et ne modifie nullement les quantités du fait de la rigidité de l'économie.



La petite économie rigide se trouve en présence de courbe parfaitement inélastique. Les quantités offertes de biens d'importation le sont toujours au même prix en devises. Nous observons la même chose avec les quantités demandées de biens d'exportations. Nous avons, ainsi, deux courbes horizontales: la courbe d'offre d'importations ( $S_m$ ) et la courbe de demande d'exportation ( $D_x$ ).

Nous ne prétendons pas pouvoir affirmer que ces limites remettent en cause fondamentalement « la théorie du taux de change ». Nous estimons, qu'elles mettent en lumière le décalage qui existe dans la science économique entre les concepts utilisés, souvent sophistiqués, et la transcription de ces concepts dans la pratique économique. Dans le cas des PSD, les problèmes rencontrés sont fondamentalement attachés aux caractéristiques particulières de ces économies<sup>5</sup>. Des caractéristiques structurelles qui les éloignent des hypothèses traditionnelles.

*De telles observations incitent à relativiser les schémas intellectuels conventionnels. Ne faut-il pas adapter le système des incitations sur la nature constatée des économies plutôt que de postuler l'inverse à savoir qu'il faut que les économies s'ajustent sur la rationalité introduite par le système des incitations.*

Il faut « éviter de plaquer un schéma de normes » sur une structure économique radicalement différente. Il existe de grands principes et des règles d'action que tout gouvernement ou presque sera bien inspiré d'appliquer. Toutefois, Il faut veiller à ne pas appliquer trop mécaniquement un modèle conçu initialement pour un autre pays. Les spécificités nationales (demande, offre, compétences...) ont une valeur certaine et sont souvent déterminantes quant à la compétitivité.

Certes, l'exigence entre une stricte conformité entre la théorie et la réalité irait à l'encontre du but même de la théorie. Les théories représentent des simplifications et des généralisations de la réalité, et ne décrivent pas complètement les situations particulières. Les PSD ont toutefois acquis une histoire. L'analyse de cette dernière peut apporter des éclairages intéressants sur les débats théoriques (Assidon, Hugon...).

Dans le cas du Maroc, l'idée selon laquelle, l'équilibre devrait se réaliser par un accroissement de la production intérieure des biens échangeables, sous l'effet de la manipulation du taux de change, ne s'est pas concrètement vérifiée. L'effet de déplacement des ressources vers le secteur des biens échangeables attribué à la dévaluation pose le problème de structure des échanges. La structure économique est telle que cet effet ne peut pas se produire:

-Au niveau des importations, la substituabilité y est faible et sa stimulation nécessite un

---

<sup>5</sup> Les PSD ont une faible capacité à s'ajuster parce que la nature de leur désajustement est foncièrement d'ordre structurel.

changement des schémas sectoriels de la production. La croissance des importations et leur rigidité structurelle (engendrée par la faible élasticité des produits nécessaires aussi bien à la satisfaction des besoins essentiels, à la transformation qu'à la production exportable) constituent une source de déséquilibre structurel.

-Au niveau des exportations, les volumes réagissent peu ou lentement aux variations des prix relatifs induites par la dévaluation. Le Maroc ne maîtrise ni le taux de croissance des quantités à livrer, ni les prix. Les performances enregistrées au niveau des exportations sont limitées seulement à des biens de consommations et de valeurs d'usage qui sont très élastiques aux prix. Les dévaluations n'ont pas pu orienter les entreprises marocaines dans des secteurs qui permettent de dégager un excédent commercial du fait de leur valeur ajoutée importante.

Certes, le Maroc a vu naître une esquisse d'industrialisation marquée par une progression de son avantage comparatif dans le domaine textile (et de la chimie). Mais, cette croissance n'est plus significative, traduisant la difficulté de ce pays à dynamiser l'ensemble de son tissu industriel. Les déséquilibres commerciaux sont toujours graves, plus que par le passé.

Après les pertes importantes de la valeur du Dirham par des <<glissement>> successifs sans résultats positifs de la balance commerciale, même certaines sphères de l'administration marocaine sont convaincues de l'inutilité de la manipulation monétaire: "la dévaluation a un effet réel de perte de la richesse... elle risque, à long terme, d'être à l'origine de mauvaises conditions d'adaptation à l'économie mondiale"<sup>6</sup>

La démarche retenue peut être considérée comme tendant à dégager la responsabilité des dirigeants des PSD. Cette critique ne saurait se justifier dans le cadre de notre travail car son objet s'est limité au seul mécanisme des élasticités. Il ne s'agit nullement de disculper les gouvernants qui conservent des responsabilités non négligeables dans la dégradation enregistrée aux cours des dernières années. Le gaspillage observé dans les investissements publics et les interventions malencontreuses des pouvoirs publics ont sensiblement contribué à la situation difficile de ces pays.

Il ne s'agit nullement d'ignorer que la croissance se ralentit en l'absence d'ajustement. Les fluctuations de la conjoncture montrent combien il importe de poursuivre des politiques qui n'engendrent pas de grands déséquilibres macro-économiques, d'opérer rapidement les ajustements nécessaires. Les PSD doivent, par conséquent, continuer à

---

<sup>6</sup> "Étapes possible de la convertibilité", Office de changes DEBP, 1992.

réformer leurs propres économies. A long terme, la politique économique intérieure est d'une importance déterminante. Les perspectives de développement d'un pays dépendent avant tout de la manière dont il conçoit sa politique économique. Les réformes, pour améliorer l'affectation des ressources et l'efficacité de son économie sont inévitables, quelle que soit la conjoncture internationale. C'est aux PSD qu'incombe la responsabilité pour que cette condition soit remplie.

Nous ne pouvons, toutefois, nier le fait qu'il existe d'autres canaux de transmission des déséquilibres extérieurs. Des "chocs" exogènes peuvent aussi affecter la compétitivité. Une modification exogène des termes de l'échange par suite d'un retournement des cours mondiaux, d'amples fluctuations des taux de changes des monnaies tierces ou encore une variation dans les taux d'intérêts internationaux engendrent des déséquilibres; d'autant plus que la récession est mondiale.

L'expérience même du F.M.I., en matière de programmes de stabilisation, révèle que des 125 programmes de stabilisation conclus entre 1982 et 1987, 44 ont vu les développements des facteurs exogènes dévier substantiellement des prévisions; les objectifs des programmes et surtout les critères de réalisation n'ont pas été respectés. Les simulations effectuées par la Banque Mondiale<sup>7</sup> montrent, qu'une augmentation de un (1) point de pourcentage de la croissance des pays de l'O.C.D.E. pourrait, à long terme aboutir à une progression de 0,2% des exportations des PSD et faire réaliser un gain de 0,7% à la croissance de ces pays. Inversement, une augmentation de un (1) point de pourcentage du Libor peut réduire la croissance de 0,2 point de pourcentage.

La Banque Mondiale a estimé que les effets de la détérioration des termes de l'échange et de la hausse des taux d'intérêt ont, en moyenne, coûté aux pays d'Afrique Subsaharienne et aux pays d'Amérique latine plus de 10% de leur PIB. "Aucun pays (Africain) n'est parvenu à assainir sa situation macro-économique... En outre, il est à craindre que les réformes entreprises jusqu'ici soient fragiles et ne fassent que replacer (l'Afrique) sur sa trajectoire de croissance lente des années 60 et 70..."<sup>8</sup>

---

<sup>7</sup> Rapport sur le développement dans le monde. ( 1991.)

<sup>8</sup> Rapport de la Banque Mondiale sur les politiques de développement ( 1994.) "L'ajustement en Afrique: réformes, résultats et chemin à parcourir".



## Annexes:

### Annexe I:

La direction de la variation finale de la balance commerciale dépend non seulement du jeu des élasticités, mais aussi des décisions de dépenser prises en fonction du revenu. Si les dépenses tendent à augmenter ou à diminuer moins que le revenu, la balance commerciale diminuera si le revenu diminue (c'est à dire si les élasticités sont "perverse") et augmentera si le revenu augmente (c'est à dire si les élasticités produisent une réaction "normale"). Si les dépenses tendent à augmenter ou diminuer plus que le revenu, la balance commerciale augmentera quand le revenu diminue (c'est à dire quand les élasticités sont "perverse"), et diminuera quand le revenu augmente (c'est à dire quand les élasticités sont aptes à produire un effet "normal").

La théorie de l'absorption dégage, donc, une nouvelle condition de succès d'une dévaluation: selon que la propension à absorber est inférieure ou supérieure à l'unité, la balance commerciale évoluera conformément ou contrairement à l'effet des élasticités-prix. En mettant en lumière cette nouvelle condition, Alexander complète et corrige la théorie de Mrs Robinson, qui pensait que les élasticités permettaient de déterminer définitivement le sens de l'évolution de la balance commerciale suite à une dévaluation.

La conséquence globale de la dévaluation sur le revenu, c'est à dire la synthèse de " l'effet des ressources inemployées" élargi et de l'effet des termes d'échange sur le revenu, n'est autre que l'effet initial des élasticités sur la balance commerciale, multiplié par le jeu du multiplicateur du revenu<sup>1</sup>

Il est intéressant d'examiner les conséquences d'une dévaluation dans différentes hypothèses de comportement: nous étudierons successivement trois cas caractéristiques<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> "L'effet des ressources inemployées" est "élargi", car il faut y ajouter l'effet de réallocation des ressources et de substitution, comme rappelé précédemment.

<sup>2</sup> Nous nous sommes inspirés des travaux et surtout du graphique de Kindelberger qui contient l'essentiel de l'approche de l'absorption (même s'il néglige l'apport de cette approche concernant les effets directs de la dévaluation sur l'absorption). L'apport de ce graphique dans l'analyse des conséquences d'une dévaluation réside dans la mise en évidence des conditions de stabilité de l'équilibre. Il nous permet, en conséquence, de savoir si l'évolution de la balance commerciale et du revenu déclenché par la dévaluation tend vers une position d'équilibre ou au contraire est destinée à se développer indéfiniment.

Premier cas {  $\alpha < 1$       ou  $1 - \alpha > 1$   
 $-m < 0$

\*les variations de dépenses des résidents sont inférieures aux variations de revenu qui les engendrent.

Les dépenses d'importations augmentent avec le revenu, dans une proportion définie par la proportion  $m$ .

Supposons que, suite à une dévaluation, les élasticités provoquent une réaction "normale" de la balance commerciale en monnaie nationale:

La balance commerciale tend alors à augmenter. A cette augmentation de la balance commerciale correspond une augmentation équivalente du revenu. A ce niveau de revenu, les dépenses d'importation projetées par les résidents augmentent: la balance commerciale tend donc à diminuer.

Par contre, l'excédent du revenu sur les dépenses augmentent. Le revenu tend à diminuer. On voit que l'équilibre est stable, c'est à dire que le comportement des agents aura pour résultat de réaliser cette situation d'équilibre:

- i) l'équilibre sera atteint eu terme du processus d'ajustement;
- ii) l'équilibre sera peut-être atteint par un mouvement cyclique, c'est à dire après une série d'augmentations et de diminutions successives du revenu national et de la balance commerciale.

Nous pouvons résumer la situation par un tableau des conséquences de la dévaluation:

*Effet "normal" des élasticités:*

Hypothèses:

$1 - \alpha > 0$

$-m < 0$

-équilibre stable { Y augmente  
BC augmente (3)

séquences { Y augmentent ou évoluent par un  
mouvement cyclique vers  
l'équilibre.  
BC

*La dévaluation réussit si elle a pour objet  
d'augmenter la balance commerciale.*

*Effet "pervers" des élasticités:*

-équilibre stable { Y diminue  
BC diminue

-séquence { Y diminuent ou évoluent par un  
mouvement cyclique vers l'équilibre  
BC

*La dévaluation échoue.*

---

<sup>3</sup> Lorsque le plein emploi est atteint, cette augmentation de la balance commerciale est freinée par l'augmentation de la propension à importer. Une partie du déficit peut donc être irréductible si l'on ne met pas en oeuvre une politique de contrôle de la demande ou d'encouragement de l'épargne.

$$\begin{aligned} \text{Deuxième cas: } \quad & \alpha > 1 \quad \text{ou} \quad 1 - \alpha < 0 \\ & |1 - \alpha| < m \\ & -m < 0 \end{aligned}$$

Ces hypothèses signifient que:

- i) les dépenses augmentent ou diminuent plus que le revenu qui les engendre;
- ii) les importations augmentent plus que l'excès des dépenses sur le revenu.

Après une dévaluation, si l'effet sur la balance commerciale en monnaie nationale est "normal", ces élasticités tendent à provoquer une augmentation de la balance commerciale et donc du revenu. Cette augmentation de revenu s'accompagne d'une augmentation plus importante encore des dépenses. Cependant, les dépenses d'importation augmentent plus que l'excédent des dépenses totales sur le revenu. Les dépenses pour le produit augmentent, donc, moins que le revenu, et induisent une augmentation de revenu qui est de moins en moins importante: le nouvel équilibre sera stable. Le revenu augmente, la balance commerciale diminue, jusqu'à la situation d'équilibre.

Le cas décrit par ces hypothèses est intéressant. Il est susceptible de se réaliser fréquemment. Comme l'a fait remarquer Alexander, la propension à absorber tient compte de toutes les dépenses induites par le revenu: dépenses de consommation, d'investissements induits et dépenses induites du gouvernement. La valeur de cette propension s'approche vraisemblablement souvent de l'unité soit par excès, soit par défaut.

L'hypothèse relative à l'évolution des importations est vraisemblable aussi, puisque les dépenses totales ne dépassent généralement que de peu le revenu. De plus, elle se vérifiera spécialement lorsque les importations drainent une part importante de l'augmentation des dépenses totales, comme ce peut être le cas dans un pays spécialisé dans la production de matières de base dont la demande est peu élastique au revenu, ou dans un pays en situation de plein emploi.

Nous pouvons résumer les caractéristiques de ce cas dans un tableau. On y lit l'évolution de la position d'équilibre d'une part, d'autre part les séquences, qui représentent les tendances effectives des mouvements du revenu et de la balance commerciale:

*Effet "normal" des élasticités:*

hypothèses
$1 - \alpha < 0$
$ 1 - \alpha  < m$
$-m < 0$

-équilibre stable{	Y augmente
	BC diminue.
-séquences{	Y augmente
	BC diminue.

*La dévaluation échoue si elle a pour objet  
l'augmentation de la balance commerciale*

*Effet "pervers" des élasticités:*

-équilibre stable{	Y diminue
	BC augmente.
-séquences{	Y diminue
	BC augmente.

*La dévaluation réussit à augmenter la balance  
commerciale*

Cette approche suggère de remédier à un déficit de balance commerciale par une politique de réduction des dépenses, et éventuellement de soutenir le revenu par une dévaluation, du moins si les élasticités permettent d'escompter une réaction "normale".

$$\text{Troisième cas } 1 - \alpha < 0 \text{ ou } \alpha > 1$$

$$|1 - \alpha| > m$$

Cette hypothèse signifie:

- i) que les dépenses augmentent ou diminuent plus que le revenu;
- ii) que l'excédent des dépenses sur le revenu augmente plus que les importations.

Dans le cas de réaction "normale" des élasticités, la position d'équilibre correspond à une diminution du revenu et à une augmentation de la balance commerciale. Toutefois, cette augmentation de la balance commerciale déclenchée par les élasticités représente une augmentation de revenu. Le comportement est tel que cette augmentation de revenu s'accompagne d'une augmentation plus importante encore des dépenses: ce sont des dépenses supplémentaires pour le produit et, pour une partie seulement, de l'excédent des dépenses sur le revenu, des dépenses d'importation. La balance commerciale tend à diminuer, mais le revenu tend à augmenter, en provoquant un accroissement des dépenses pour le produit supérieur à cette augmentation de la balance commerciale.

Le revenu augmente donc de plus en plus, et la balance commerciale se détériore en même temps.

L'équilibre sera instable. La balance commerciale après une éventuelle amélioration due aux élasticités, diminuera sans cesse

Une fois atteint le niveau de plein emploi de la capacité de production, le mouvement des prix qui s'amorcera va détourner la demande intérieure vers les produits importés: la propension à importer augmentera, et la balance se dégradera plus vite.

Nous pouvons résumer dans un tableau les caractéristiques de ce troisième cas:

hypothèses
$1 - \alpha < 0$
$ 1 - \alpha  > m$

*Effet "normal" des élasticités:*

-équilibre instable{	Y diminue
	BC augmente.
-séquences effectives{	Y augmente
	BC diminue

*La dévaluation échoue si elle a pour objet l'augmentation de la balance commerciale.*

*Effet "pervers" des élasticités*

-équilibre instable{	Y augmente
	BC diminue.
-séquences effectives{	Y diminue
	BC augmente.

*La dévaluation réussit apparemment à augmenter la balance commerciale, au prix d'une déflation continue à laquelle il faudra remédier.*

## ANNEXE II

$$1) W = P_C^\Gamma (P_{C-1})^{1-\Gamma}$$

$$2) P_C = P^\alpha (P^* \cdot e)^{1-\alpha}$$

$$3) P = [W^\beta (P^* \cdot e)^{1-\beta}]^\mu \cdot (P^{-1})^{1-\mu}$$

$$1) \text{ dans 3) } \implies P = [(P_C^\Gamma \cdot (P_{C-1})^{1-\Gamma})^\beta \cdot (P^* \cdot e)^{1-\beta}]^\mu \cdot (P^{-1})^{1-\mu}$$

2) dans cette nouvelle équation de "P"  $\implies$

$$P = [ < (P^\alpha \cdot (P^* \cdot e)^{1-\alpha})^\Gamma \cdot (P_{-1}^\alpha \cdot (P_{-1}^* \cdot e_{-1})^{1-\alpha})^{1-\Gamma} > (P^* \cdot e)^{1-\beta} ]^\mu (P_{-1})^{1-\mu}$$

$$P = [ P^{\alpha\Gamma} \cdot (P^* \cdot e)^{\Gamma(1-\alpha)} \cdot (P_{-1})^{\alpha(1-\Gamma)} \cdot (P_{-1}^* \cdot e_{-1})^{(1-\alpha)(1-\Gamma)} ]^{\beta\mu} \cdot (P^* \cdot e)^{(1-\beta)\mu} \cdot (P_{-1})^{1-\mu}$$

$$P = P^{\alpha\Gamma\beta\mu} \cdot (P^* \cdot e)^{\Gamma(1-\alpha)\beta\mu} \cdot (P_{-1})^{\alpha(1-\Gamma)\beta\mu} \cdot (P_{-1}^* \cdot e_{-1})^{(1-\alpha)(1-\Gamma)\beta\mu} \cdot (P^* \cdot e)^{(1-\beta)\mu} \cdot (P_{-1})^{1-\mu}$$

$$P = P^{\alpha\Gamma\beta\mu} \cdot (P^*)^{\Gamma(1-\alpha)\beta\mu} \cdot e^{\Gamma(1-\alpha)\beta\mu} \cdot (P_{-1})^{\alpha(1-\Gamma)\beta\mu} \cdot (P_{-1}^*)^{(1-\alpha)\beta\mu(1-\Gamma)} \cdot (e_{-1})^{(1-\alpha)\beta\mu(1-\Gamma)} \cdot (P^*)^{(1-\beta)\mu} \cdot e^{(1-\beta)\mu} \cdot (P_{-1})^{1-\mu}$$

$$P/P^{\alpha\Gamma\beta\mu} = (P^*)^{\Gamma(1-\alpha)\beta\mu+(1-\beta)\mu} \cdot (P_{-1})^{\alpha(1-\Gamma)\beta\mu+(1-\mu)} \cdot (P_{-1}^*)^{(1-\Gamma)\beta\mu(1-\alpha)} \cdot e^{\Gamma(1-\alpha)\beta\mu+(1-\beta)\mu} \cdot (e_{-1})^{(1-\Gamma)\beta\mu(1-\alpha)}$$

$$\iff P^{1-\alpha\Gamma\beta\mu}$$

$$\text{En posant } \frac{\Gamma(1-\alpha)\beta\mu+(1-\beta)\mu}{1-\alpha\Gamma\beta\mu} = b$$

$$\frac{\alpha(1-\Gamma)\beta\mu+(1-\mu)}{1-\alpha\Gamma\beta\mu} = a$$

$$\frac{(1-\Gamma)\beta\mu(1-\alpha)\dots\dots}{1-\alpha\Gamma\beta\mu} = c$$

$$\implies 4) P = (P_{-1})^a \cdot (P^*)^b \cdot (P_{-1}^*)^c \cdot e^b \cdot (e_{-1})$$

$$\iff (P_{-1})^a \cdot (P^* \cdot e)^b \cdot (P_{-1} \cdot e_{-1})^c$$



### **Annexe III: Inélasticité de la courbe d'offre nationale: la position monopolistique:**

L'inélasticité de la courbe d'offre peut avoir une autre origine que le peu d'emploi. Elle peut être le résultat d'une politique délibérée d'un producteur jouissant d'une position monopolistique. L'analyse impose la prise en considération d'une distinction entre deux comportements monopolistiques:

#### **1: Comportement monopolistique d'une firme sur le marché d'un produit:**

Si la position monopolistique sur le marché d'un produit est le privilège d'une entreprise, le sentier d'offre de cette entreprise se construit à partir de la courbe de recette marginale (déduite de la courbe de demande) et de la courbe de coût marginal. Leur intersection détermine le niveau de production pour lequel la marge bénéficiaire de l'entreprise est maximale. Le sentier d'offre se compose de l'ensemble des points indiquant les quantités et les prix pour lesquels le profit de l'entreprise est maximum, dans différentes hypothèses de taux de change; c'est à dire pour différentes positions de la courbe de demande étrangère sur un graphique en monnaie nationale.

#### **b 2: Comportement monopolistique des autorités nationales.**

Dans le cas où le pays est le principal producteur mondial d'un bien déterminé, les autorités nationales peuvent chercher à exploiter cette circonstance pour réaliser certains objectifs de politique économique. S'il en est ainsi, nous pouvons analyser l'offre nationale d'exportation comme si la nation en tant que telle se comportait en monopoleur.

Dans ce cas, le sentier d'offre se construit à partir des courbes de recettes marginales et de leur point d'intersection avec l'abscisse, qui représente un "coût marginal national nul"<sup>4</sup>. Ce point d'intersection correspond au niveau de production pour lequel le prix

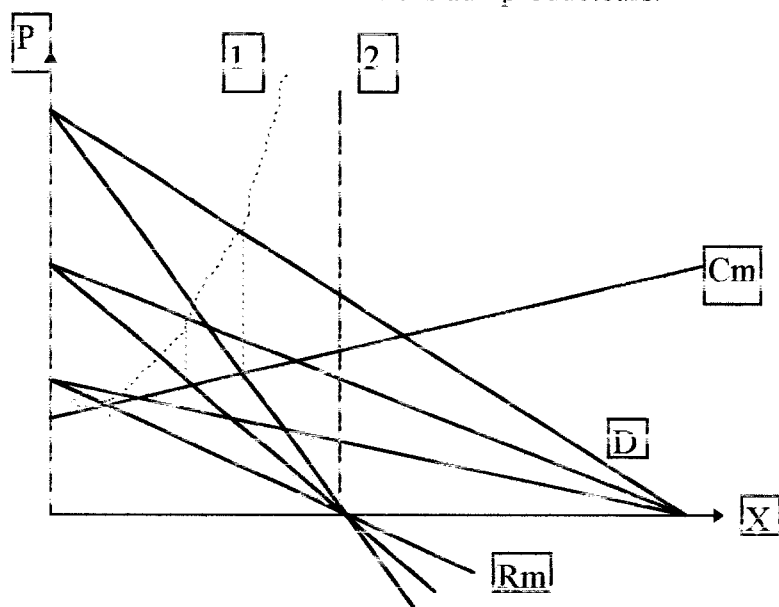
---

<sup>4</sup> Il est supposé que l'ensemble des coûts sont constitué par la rémunération de différents facteurs de production nationaux.

sera tel que la dépense totale de l'étranger sera maximale, c'est à dire, formellement, pour lequel la courbe de demande présente une élasticité unitaire.

Puisque toutes les courbes de recettes marginales construites à partir des différentes positions d'une même courbe de demande coupent l'abscisse au même point, le volume de production que le pays produira sera constant quel que soit le taux de dévaluation.

Néanmoins, le niveau de production sera nul si le prix de vente tombe en dessous du coût marginal, sauf si l'Etat attribue des subventions aux producteurs.



Graph 7: Construction graphique du "sentier d'offre" national d'exportation.

- 1: Sentier d'offre si le monopoleur est une entreprise, et si les facteurs de production travaillent en concurrence parfaite.
- 2: Sentier d'offre si le monopoleur est la nation en tant que telle (et qu'aucun facteur de production n'est importé).

Le sentier d'offre sera vertical, c'est à dire infiniment inélastique. Toute dévaluation provoquera une augmentation proportionnelle du prix en monnaie nationale et de la recette de l'ensemble des facteurs de productions de la nation, les quantités étant constantes

Le sentier d'offre de la nation se comportant en monopoleur est l'asymptote vers laquelle tend le sentier d'offre exprimant la stratégie d'une entreprise monopolistique. Ceci est "normal", puisque cette entreprise peut augmenter sa marge bénéficiaire à la suite d'une dévaluation, en augmentant le prix unitaire en monnaie nationale et en augmentant les quantités produites. Cependant, jamais elle ne développera le volume de production au-delà du seuil où

la recette marginale devient négative; car ce serait contraire à un comportement de monopoleur.

*La différence entre les deux sentiers d'offre traduit la différence entre les objectifs poursuivis par une entreprise et par les responsables nationaux de la politique économique. La première vise à rendre maximale la marge bénéficiaire; les seconds, par exemple, à augmenter les rentrées de devises (c'est à dire à réaliser un objectif de politique économique).*

L'exploitation d'un "monopole national" par les autorités peut se rencontrer dans deux circonstances:

\*le marché international d'un produit est approvisionné par la production d'une firme nationale détenant un monopole;

\*le marché international d'un produit est approvisionné par la production d'un grand nombre de petites entreprises nationales en concurrence.

Selon les circonstances, les modalités de l'organisation du "monopole national" par les autorités politiques seront différentes.

Dans la première hypothèse, le problème pour les autorités consiste à transformer le sentier d'offre de la firme en un sentier d'offre "national"<sup>5</sup>. Pour ce faire, trois types de politiques sont possibles:

a) les autorités peuvent éventuellement adopter un taux de dévaluation important, de sorte que le sentier d'offre de la firme monopolistique soit suffisamment proche de son asymptote. Cette politique est possible lorsque la dévaluation ne représente pas une simple variation "marginale" du taux de change.

b) les autorités peuvent inciter la firme monopolistique à augmenter sa production jusqu'au niveau déterminé par elles, en versant des subsides compensant la diminution de la marge bénéficiaire qui correspond à ce volume de production. Le montant minimum de ces subsides est égal à l'excès du coût marginal sur la recette marginale correspondant aux quantités supplémentaires à produire.

c) Les autorités peuvent user de leur influence, ou de mesures législatives ou réglementaires, pour imposer à la firme le niveau de production désiré. Ceci équivaut à une confiscation d'une partie des profits de monopole.

---

<sup>5</sup> C'est à dire à passer du sentier d'offre n° 1 au sentier d'offre n° 2.

Dans la deuxième hypothèse que peut recouvrir l'existence d'un "monopole national" pour un bien, les autorités doivent organiser ce monopole à partir d'une production répartie entre un certain nombre de petites firmes en concurrence. En l'absence d'intervention des autorités, l'offre nationale de produit correspond au segment de la courbe de coût marginal compatible avec le profit; c'est à dire avec la partie croissante de cette courbe. Le prix et le volume fixés par le marché correspondent à l'intersection de cette courbe avec la courbe de demande.

Le volume exporté sera inférieur au niveau qui correspondrait aux recettes maximales que le pays retirerait de l'organisation d'un monopole si le taux de change est élevé. Par contre, si le taux de change est bas, le volume des exportations sera supérieur à ce niveau critique. Le prix qui s'établit sur le marché est, en tout cas, inférieur au prix qui résulterait d'une offre monopolistique.

Quelles politiques les autorités peuvent-elles mettre en oeuvre pour que l'offre nationale se situe sur le sentier qu'elles ont déterminé (sentier n° 2)?

a) La politique la plus radicale consiste à créer une agence officielle seule habilitée à exporter le produit. Cette agence fixe le prix (auquel elle achète la production des entreprises en concurrence) au niveau pour lequel l'offre de ces entreprises est égale au volume déterminé par le sentier d'offre. Ensuite, l'agence exporte elle même cette production sur le marché international, au prix que détermine la demande étrangère.

Cette stratégie s'accompagne d'effets sur les recettes publiques, qui augmentent évidemment si le prix de vente est supérieur au prix d'achat. Si tel n'est pas le cas, une dévaluation peut accompagner cette politique afin de rendre positive la marge bénéficiaire de l'agence officielle; et donc d'accroître les recettes publiques.

b) Une politique semblable consisterait à taxer forfaitairement chaque unité exportée d'un montant équivalent à la différence entre le prix auquel les producteurs sont prêts à produire le volume correspondant au sentier d'offre, et le prix auquel la demande étrangère absorbe ce volume. Que la taxe frappe le producteur national ou l'acheteur étranger n'a ici aucune importance.

L'augmentation des recettes publiques résultant de cette politique est évidemment d'autant plus importante que le taux de change est bas<sup>6</sup>.

---

<sup>6</sup> Si toutefois ce taux est assez élevé de sorte que le prix consenti par la demande étrangère est inférieur au coût marginal, cette politique implique que la taxe soit remplacée par une subvention équivalente, versée au choix à l'acheteur étranger ou au producteur national.

c) On pourrait concevoir une troisième politique. Les autorités peuvent acheter l'ensemble de la production des producteurs nationaux en concurrence, au prix en vigueur sur le marché international avant l'intervention officielle. De cette production, les autorités peuvent écouler sur le marché le volume correspondant au sentier d'offre, et "détruire" ou stocker l'excédent.

Cette politique est moins efficace que la première, et ne se justifie que s'il s'agit d'une mesure provisoire en attendant que soit organisée la reconversion des producteurs excédentaires.

Tels sont les moyens que peuvent utiliser les responsables de la politique économique pour exploiter le monopole potentiel dont jouit le pays sur le marché international d'un produit<sup>7</sup>.

---

<sup>7</sup> Il faut toutefois attirer l'attention sur les risques qui grèvent la création artificielle d'un monopole: l'établissement d'un monopole sur un marché antérieurement soumis à la concurrence crée de nouvelles conditions qui peuvent entraîner à moyen terme l'apparition d'une concurrence étrangère devenue rentable.

**Annexe IV:***L'impact de la Dévaluation: Evolution  
des importations par groupement d'utilisation.***I) Alimentation, boissons et tabac:**

Année	Evolution % (volume)	Evolution % valeur)	Evolution % (prix unitaire moyen)
1982	-23,9	-24,2	
1983	+2,7	+8,6	
1984	+35,9	+53,2	+11,6
1985	-20,2	-12,2	
1986	-17,4	-15,2	+2,7
1987	+28,1	-8	-28,2
1988	-25,6	+4,9	+43,3
1989	-10,8	19,6	+34
1990	+12,3	-3,8	-14,4
1991	+21,9	+7,2	
1992	+48,1	+60,6	
1993	+21,1	+18,6	

En 1985, la baisse des acquisitions de produits alimentaires est à mettre à l'actif de l'amélioration des conditions climatiques.

En 1987 le recul de la facture alimentaire est imputable essentiellement à la chute des cours du blé sur le marché international.

En 1988 et en 1989, les achats de produits alimentaires dont le volume a régressé, suite à une bonne campagne agricole, ont accusé une hausse en valeur.

**II) ENERGIES ET LUBRIFIANTS:**

Constitués essentiellement de l'huile brute de pétrole (93,3% en 1982 et 91,9% en 1985), qui, raffinée, sert en grande partie en tant que fuel industriel.

Année	Evolution % (volume)	Evolution % (valeur)	Evolution % (prix unitaire)
1982	-1,4	+15,4	+16,9
1983	stable	-0,5	
1984	+6,7	+27,9	+19,9
1985	+14,4	+20,2	
1986	-2,9	-49,8	-48,6
1987	+10,1	+13,6	+3,1
1988	+2,4	-16,4	-18,4
1989	+15,2	+38,8	+20,5
1990	+4,3	+34,9	+29,3
1991	-3,1	-10,6	-7,7
1992	+13,7	+11,2	
1993	-3,8	-7,3	-3,6

### III) MATIERES PREMIERES:

Année	Volume %	Valeur %	prix unitaire moyen
1982	+19,3	+23,7	+3,7
1983	+9,1	+5,5	+3,3
1984	+15,5	+41,6	+33,8
1985	+5	+33,1	+26,8
1986			-14,4
1987			-19
1988	+35,2	+17,5	-13,1
1989	-44,9		+51
1990	+70,6	+29,1	-24,3
1991	-13,1	+2	+17,4
1992	+23,1	-1,2	
1993	-12	-5,6	

## A) Les produits bruts d'origine animale et végétale:

Année	Evolution % (volume)	Evolution % (valeur)	Evolution % (prix unitaire)
1982	+14,6	+16,4	
1983	-18,5	-2,7	
1984	+9	+47,5	
1985	+7,6	+22,8	
1986	-0,7	-14,9	-14,2
1987	+15,2	-1,39	-14,48
1988	+18,9	+9	-8,3
1989	-4,5	+15,5	+20,9
1990	-7,1	+3,6	+11,4
1991	+0,9	+8,4	
1992	+34,7	7,9	-20
1993	-13,4	-0,7	

## B) Les produits bruts d'origine minérale:

Parmi les produits qui composent cette rubrique, trois d'entre eux interviennent pour 92,6%. Il s'agit du soufre (76,2%), des fibres textiles synthétiques (18,6%) et du caoutchouc synthétique (3,8%).

Le soufre est un produit indispensable à la fabrication des acides phosphoriques. L'augmentation de son prix à l'importation se reflète sur la compétitivité des produits exportés par l'OCP, qui sont les principales sources de devises pour le Maroc. La dévaluation est dans ce cas encore nuisible et ne peut limiter l'importation du soufre. Celle-ci ne peut être arrêtée que par la découverte au Maroc de gisement de ce produits.



Année	Evolution % (volume)	Evolution % (valeur)	Evolution % prix unitaire)
1982	+22,8	+37,1	+11,8
1983	+28,5	+18,4	
1984	+4,4	+34	+28,4
1985	+3,8	+47,9	42,4
1986	+12,6	1,6	-9,7
1987	+22	-3,97	-21,9
1988	+41,7	+26,1	-11
1989	-58,5	-45,1	+32
1990	+130,6	+76,5	-23,4
1991	-17,7	-5	+15,1
1992	+18,7	-12,4	-26,2
1993	-2,3	-29,2	

#### IV) LES PRODUITS MANUFACTURES:

Année	Volume %	Valeur %
1986		+28,7
1987	3,9	2,2
1988	+26,2	+18,9
1989	+12,5	+24,4
1990	+6,9	+22,6
1991	+15,9	+9,6
1992	+5,6	-0,7
1993	-12,5	-2

## A) Les demi-produits:

Année	Evolution % (volume)	Evolution % (valeur)	Evolution % (prix unitaire)
1985			
1986	-1,1	1,4	+2,6
1987	+4	+8,8	+4,59
1988	+28,2	+26	-1,2
1989	+12,6	+17,5	+4,4
1990	+5,8	+13,4	+7,1
1991	+16,8	+10,7	-5,1
1992	+5,6	-2,9	-8,1
1993	-13,1	-4,7	

## B) Les biens d'équipement agricole:

Année	Volume %	Valeur %	Prix unit moyen %
1985			
1986	+29,8	64,4	+26,6
1987	-18,9	-21,2	-2,89
1988	-9,2	-17,3	-9
1989	+7,3	+13	+5,3
1990	+12	+19,9	+7,1

## C) Les biens d'équipement industriel:

Année	Volume %	Valeur %	Prix unitaire moyen %
1985			
1986	-23,3	123,9	+61,6
1987	-10,49	-9,8	+0,69
1988	+27,3	+21,5	-4,6
1989	+11,4	+37,8	+23,8
1990	+15,6	+28,3	+10,8

Année	Volume %	Valeur %
1986		
1987		
1988	+23,7	+18,9
1989		+36,7
1990	15,5	27,9
1991	+8,1	+6,1
1992	+9,8	+3,4
1993	-9,4	+1,6

#### D) Les biens finis de consommation:

Il s'agit de produits de "luxe" dont la demande émane des couches aisées presque insensibles à la variation des prix et très portée sur le modèle de consommation occidental.

Ainsi, là où la dévaluation devrait porter ses effets, elle ne peut limiter la consommation intérieure des produits de "luxe". Elle agit seulement sur le niveau de vie des classes moyennes pour lesquelles certains biens sont devenus inaccessibles malgré leur nécessité. Dans le cas de l'économie Marocain, la dévaluation est très pénalisante.

Année	Volume%	Part dans le total %	Valeur %	Part dans le total %	Prix unit moyen %
1985					
1986	+2,8	0,6	25,8	10	+22,4
1987	+31,5		+18,4		-9,9
1988	-7,4	0,5	+5,1	11	+13,4
1989	+14,8	0,7	+16,2	10,8	+1,2
1990	+19,4	0,7	+32,1	11,6	+10,7
1991	+11,4		+12,3		
1992	stable		+4,8		
1993	-4,7		-4,9		

*L'impact de La dévaluation: évolution  
des exportations par groupement de produit.*

I) Alimentation:

Manifestant déjà une tendance à la baisse entre 1967 et 1973, l'excédent agro-alimentaire Marocain disparaît au moment où les ressources financières du pays lui permettent d'importer massivement des produits alimentaires. Face à la montée des importations constituées principalement de céréales, les exportations de fruits et légumes sont loin d'avoir répondu aux espoirs mis dans ce type de spécialisation. Pour ces produits, qui s'adressent à un marché Européen protégé et très concurrentiel, l'intégration très poussée des différents stades qui vont de la production à la commercialisation est essentielle. En matière de transformation des produits, le Maroc a surtout fondé sa compétitivité sur l'avantage d'une main-d'oeuvre féminine saisonnière bon marché. Ce faisant, il a pris un retard technologique important, qui l'empêche de progresser sur des marchés aux normes très exigeantes. Ainsi, les résultats restent fragiles et soumis à l'aléa climatique.

Mis à part les produits de la pêche, dont les exportations progressent grâce au développement de la pêche Hauturière au large des provinces Sahariennes et non grâce à la dévaluation, les exportations des autres produits connaissent une faible progression, amplifiée par la dévaluation; elles dépendent, surtout, des conditions climatiques et de l'existence de débouchés.

Année	Evolution % (volume)	Evolution % (valeur)	Evolution % (prix unitaire)
1982	-0,7	-9,8	
1983	-8,5	+23,4	
1984	-----	+15	
1985	-3	+28,3	
1986	+2,3	+18,8	+16,1
1987	-9,7	-2,76	+7,7
1988	+38,9	+18,6	-14,6
1989	-15,1	-3,5	+13,6
1990	-9,1	+18,9	+30,8
1991	+27,8	+20,6	
1992	-20	-13,9	
1993	+2,4	Stable	

a) produits de la pêche:

Année	Volume %	Valeur %
1986		+25,8
1987		+6,9
1988		+14,8
1989	-6,2	+4,5
1990	3,5	20,5
1991	+17,4	+22,9
1992	-----	-10,5
1993	-----	+5,6

## b) Les exportations d'agrumes:

Année	Valeur %	Valeur %	Prix unit moyen %
1985			
1986	+1,6	+15,6	+13,8
1987	-15	-15,7	-0,8
1988	+19,2	+10,7	-7,1
1989	-4,9	-27,4	-23,7
1990	-14,4	+19,5	+39,6
1991	+17,5	+30,3	
1992	-26,1	-19,7	
1993	+1,8	-1,1	

## II) Produits bruts d'origine minérale:

Il s'agit des produits miniers autres que les phosphates, mais essentiellement des phosphates.

Année	Evolution % (volume)	Evolution % (valeur)	Evolution % (prix unitaire)
1982	-8,8	-8,3	
1983	-2,1	-2,5	
1984	+8,4	+37,5	
1985	baisse		
1986	-8,4	-22,2	-15
1987	-4	-14,49	-10,96
1988	+10,4	+35,8	+23,1
1989	-11,6	+2,3	+15,5
1990	-4,7	-11,2	-6,8
1991	Baisse	baisse	
1992	-10,2	-----	
1993	-4,8	-5,5	

## A) Les exportations de phosphates:

Troisième producteur et premier exportateur mondial de, le Maroc a engagé au milieu des années soixante-dix un programme de transformation des phosphates bruts. Cette transformation locale a permis d'atteindre de nouveaux marchés. Mais, en terme de solde commercial, elle ne dégage qu'un excédent réduit en raison des importations du soufre qu'elle réclame (59% de la valeur des exportations d'acide phosphorique en 1988). Au total<sup>8</sup> - rapporté aux opérations courantes-, l'excédent dégagé par les minerais et la chimie n'a guère augmenté depuis 1976: il varie suivant les mouvements de la conjoncture internationale du marché des phosphates.

Année	volume %	valeur %	prix unit moyen
1982	-10,6	-10	
1983	stable	-3,3	-3,3
1984	+7	+38,7	+29,8
1985	-----	-----	
1986	-7,4	-22,2	-16
1987	-4,6	-17,8	-13,86
1988	+9,2	+34,9	+23,3
1989	-12,9	-0,1	+14,8
1990	-6	-13,2	-7,2
1991	-16,2	-21,7	
1992	stable	-13,1	
1993	-8	-7,8	

<sup>8</sup> La lettre du C.E.P.L.I, n°83 Nov 1989

## B) Produits miniers autres que les phosphates:

Année	Volume %	Valeur %	prix unit moyen %
1982	+14,3	+1,2	
1983	-22,9	+1,8	+31,8
1984	+27,5	+31,6	
1985	-2,7	-6,9	
1986	-19,7	-22,4	-3,3
1987	+4,16	+3,9	-0,3
1988	+34,4	+39,7	+3,9
1989	-5,1	12,5	-18,6
1990	+7,8	-3,5	-10,5
1991	+36,3	+3,1	
1992	-6,8	-2,4	
1993	+11,3	stable	

## III) Les produits manufacturés:

## A) Demi-produits

Si la forte augmentation en valeur (en monnaie nationale) peut être imputable à la dévaluation du DH, la progression en volume s'inscrit dans le cadre de la croissance antérieure à la dévaluation. Elle n'est donc pas propre à cette dernière. Elle constitue le fruit de la mise en oeuvre d'une politique de mise en valeur des richesses phosphatières du Maroc, le pays étant appelé à jouer un rôle de premier plan sur le marché mondial des dérivés des phosphates.



Année	Evolution %	Evolution %	Evolution %
1983	+43,3	+41,9	
1984	-3,3	+35,9	
1985	+4,8	+3,1	
1986	+3,9	-6	-9,5
1987	+19,57	+12,7	-5,7
1988	+58,4	+54,3	-2,6
1989	-32	-31,3	+1,1
1990	+57,3	+47,6	-6,2
1991	-----	+7,9	
1992	-5,4	-13,8	
1993	+16,3	+2,7	

a) Les exportations d'acide phosphorique:

Année	volume %	valeur %	prix unit moyen %
1982	+23	+18,2	
1983	+31	+34,2	
1984	-----	+65,2	
1985	-----	-10,9	
1986	+15,3	-3,3	-16,1
1987	+31,88	+18,3	-10,2
1988	+21,8	+30,4	+7
1989	-71,7	-68,9	+10,1
1990	+141,2	+97,2	-18,2
1991	+22,6	14,4	
1992	+8,7	-7,8	
1993	stable	-4,9	

## b) Engrais naturels et chimiques:

Année	Volume %	Valeur %	Prix unitaire moyen %
1982	60,3	62,1	
1983	86,6	97,3	
1984	-----	-17,4	
1985	-----	+58,2	
1986	-9,5	-23,9	-15,9
1987	+0,38	-2,6	-3
1988	+140,5	+196,3	+23,2
1989	+3	+0,6	-2,3
1990	+37	+27,6	-6,9
1991	-11,3	-2,1	
1992	-13,6	-26,2	
1993	-31,4	+18,4	

## IV) Produits finis de consommation:

Année	volume %	Part dans le total %	valeur %	Part dans le total %	prix unit moyen %
1986	+8,3	0,3	+22,1	20,4	+12,7
1987	+57,99		+30,59		-17,3
1988	-15,5	0,3	+7,6	21,3	+27,4
1989	+17,3	0,4	+6,8	23,9	-8,9
1990	+12,4	0,4	+29,8	25,2	+15,2
1991	-----		+10,3		
1992	-2,9		-2,3		
1993	+10,6		+4,1		

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES:

- AGLIETTA M (1982) "avantages comparatifs, valeur internationale et taux de change tendanciels" in J-L REIFFERS "économie et finance international", Dunot.
- AHSAN.H M (1983) "determining the appropriate levels of exchange rates for developing countries: some methods and issues" FMI staff papers; Dec.
- AQUALAL (1986) "la politique d'équilibre de la balance Marocaine des paiements" Casablanca.
- AQUALAL (1988) " la balance Marocaine des paiements", Imprimerie de fedala
- ALEXANDER S (1952) "effects of devaluation on a trade balance", Staff Papers, n°2.
- ALEXANDER S (1959) "the effect of a devaluation: a simplified synthesis of elasticities and absorption approaches", American Economic Review, Mars.
- ARGY.V et P DE GRAUWE (sous la direction) (1989) "choosing an exchange rate regime: the challenge for smaller industrial countries" communication lors du séminaire organisé par le F.M.I et le centre pour l'étude des politiques publiques Européennes de Bruxelles, Oct.
- ARNOULT E (1977) "Espace nationale et déséquilibre monétaire" PUF.
- ARTUS J.R et R R RHOMERG (1970) "A multilateral exchange rate model (MERM)", F.M.I, Staff Papers, Nov.
- ASSIDON E et P.JACQUEMOT (1988) « Politique de change et ajustement en Afrique: « l'expérience de 16 pays d'Afrique SubSaharienne et de l'Océan Indien ».
- ASSIDON E (1990) "Ile Maurice: Ajustement et développement 1979-1989" Revue Tiers Monde; n° 122 Avr-Juin.
- ASSIDON E (1992) « Les théories économiques du développement » la Découverte.
- AZAM J.P (1991) "marchés parallèles et convertibilité", Revue économique.
- AZAM.J.P (1991) « Interaction des prix et des salaires agricoles dans les pays en développement: un modèle bimarché »; Rev d'Economie Politique; Nov-Déc.
- AZAM.J.P (1986) « L'approvisionnement en biens de consommation et l'effort de production dans un P.E.D: analyse théorique » Miméo CERDI; Clemant-Ferrand.
- BELANGER G (1976) "An indicator of effective exchange rates for primary producing countries", IMF Staff Papers, Mars.
- BERAN D, A.BIGSTEN, P.COLLIER et J.GUNNING (1987) « Peasant supply response in rational economics » World Development.
- BEVAN D, P.COLLIER et P.HORSNELL (1989) « The supply of manufactured goods and agricultural development, the case of Tanzanie », Miméo, centre de développement O.C.D.E.
- BERTHELEMY J.C et F.GAGEY (1984) « Elasticité-prix de l'offre agricole dans les pays en développement: une note sur la rationalité des agriculteurs dans un contexte non Walrassien » Annales de l'I.N.S.E.E.
- BERTHELEMY J.C et C.MORRISSON (1987) « Manufactured goods supply and cash crops in SubSaharan Africa » World Development.
- BERTHELEMY J.C et C.MORRISSON (1989) « Crise agricole et pénurie de devises en Afrique », Revue Française d'Economie.
- BERTHELEMY J.C, J.P.AZAM et J.FAUCHER (1988) « Offre de biens manufacturés et développement agricole, le cas de Madagascar, le cas de Mozambique »; le centre de développement, O.C.D.E.

- BELGUENDOZ A (1987) "L'émigration maghrébine vers l'Europe, qui aide qui" Revue économie et socialisme, n°5.
- BELGUENDOZ A (1992) "L'argent des émigrés, quel volume et quelle utilisation" Revue banques et entreprises, n° 36.
- BOND M (1983) "Agricultural responses to price in Sub-Saharan countries" I.M.F Staff Papers, Dec.
- BONJEAN C (1990) "élasticité-prix de l'offre des cultures d'exportation en Afrique: quelques résultats empiriques", Revue Canadienne d'étude du développement.
- BONJEAN et MORODON (1988) "Contraintes et efficacité de la politique des prix agricoles, exemple de la Côte D'Ivoire, du Kenya, de Madagascar, du Niger, du Rwanda et du Sénégal" Document du CERDI.
- BOURGUINAT. "marchés des changes et crise des monnaies" Calmann Levy.
- BOURGUINAT et GAZALS M (1977) "Prix à l'exportation et taux de change", Revue Banque, n°9, Dec.
- BREM H (1957) « Devaluation, a marriage of the elasticity and the absorption » Economic Journal; Mars
- BRETON P H et SCHOR A D (1988) "la dévaluation", P.U.F.
- BUZELAY A (1981) « Variation des taux de change, structure des prix relatifs et balance commerciale », Sept.
- BYE M (1953) "Taux de change et options sur les structures" Economie Appliquée; n°4
- CARTAPANIS A (1984) "instabilité des taux de change et déséquilibres internationaux" Calman Levy, Paris, Perspectives Economiques.
- CHIMERS G (1981) "Taux de change tendantiel et spécialisation" Revue d'économie politique n°1.
- COOPER R.N (1971) "currency devaluation in developing countries" International Finance, n° 86.
- DELAGE A et A.MASSIERA (1994) "Le Franc CFA: bilan et perspective" L'Harmattan.
- P.H DERYCKE (1964) "Elasticité et analyse économique: essai de méthodologie statistique" Ed Cujas
- DIAS ALEJANDRO C.F (1963) "A note on the impact of devaluation and the redistributive effects", Journal of Political Economy.
- DORNBUSH R (1973) "devaluation, money and non trade goods", American Economic Review, Dec.
- DORNBUSH R (1973) "currency depreciation, hoarding and relative prices", journal of political economy, n° 4 81 JULY/AUGUST.
- DORNBUSH R (1975) "Exchange rate and fiscal policy in popular model of international trade", Américain Economic Review, n°5 Dec.
- DORNBUSH R "open economy macroeconomics".
- DORNBUSH R (1987) "Exchange rates and prices".
- DUBARY P.J (1976) "Le calcul du taux de change effectif et l'estimation de l'effet moyen du flottement des monnaies" Revue Banque; n°35; Mai
- DUPRIEZ L.H (1976) "La monnaie dans l'économie" Cujas.
- DUPRIEZ L.H (1984) « Du concept d'équilibre en économie politique » Revue Economie Politique; Mai-Juin.
- EDWARDS S (1989) "Exchange rate misalignment in developing countries" Occasional Papers, n°2.
- FLICKENSTILD et et M.GILMAN (sous la direction) (1992) "Developments in international exchange and payments systems" repris dans le Bulletin du F.M.I, 10 Août.
- FLORIN A LOSQ E (1988) "les taux de change", Ed P.U.F.
- FRENKEL et M GOLDSTEIN (1986) "a guide to target zones", I M F Staff Papers, Dec.

- FONTAINE J.M (1987) "les projets de libéralisation des agricultures Africaines, un point de vue critique appuyé sur les cas Kenyan et Tanzanien" *Economie et Société*; n°7.
- FONTAINE J.M(1988) « Diagnostics et remèdes proposés par le F.M.I: quelques points critiques » Communication au colloque <<politique d'ajustement et dérégulation>> Université du Caire et I.E.D.E.S.
- FONTAINE J.M(1994) « Mécanismes et politiques de développement économique: du big bush à l'ajustement structurel » Ed Gujas.
- FRENKEL et GOLDSTEIN ET P.R.MASSON "Characteristics of successful exchange rate system"; Occasional Paper, n°28
- GABSZEWICZ J (1994) « La concurrence imparfaite » Repères, la Découverte.
- GANKOU J.M (1987) "dévaluation et politique d'ajustement", tiers-monde, n°109.
- GARRIGUE (LA).R (1948) « Problèmes de corrélation et de l'élasticité: étude théorique autour de la loi de King » l'Hermann.
- GHIMERS CH (1981) "taux de change tendanciels et spécialisation" *Revue d'économie politique*.
- GUITTON H et P.H.DERYCK (1964) « Elasticité analyse économique: essai de méthodologie statistique » Ed Gujas.
- GODFREY M "politique commerciale et politique de taux de change: une nouvelle contribution aux débats", 1985 in T ROSE "Afrique sub-saharienne, de la crise..." Paris OCDE,
- GRELLET G (1987) « les politiques d'ajustements orthodoxes, un point de vue critique" *Tiers monde*, n°109, Janv/Mars.
- GRELLET G (sous la direction) (1976) « Nouvelle critique de l'économie politique, Calmann-Levy.
- GUILLAUMONT P « Elasticité critique et dévaluation en économie sous développée ».
- GUILLAUMONT P et J.S (1992) "les conséquence sociales de l'ajustement en Afrique selon la politique de change" *Politique Africaine*, Mai.
- GUILLAUMONT S.J (1988) « Dévaluer en Afrique » *Observation et Diagnostics Economique*; *Revue de l'O.F.C.E*; n° 25; Oct.
- GUILLAUMONT S. (1992) "Les difficultés de la mesure du TCR, l'exemple du Sénégal; journée association Française de science économique, Université d'Auvergne, CERDI; Clermont-Ferrand; 14 et 15 Mai
- GUILLAUMONT S et J.L.PARAIRE (1991) "la variabilité des taux de change et le rattachement optimal des monnaies des PVD" *Revue économie politique*; Mai-Juin.
- GUILLAN M (1993)"la convertibilité total des monnaies est capital dans une économie mondialisée"; *Colloque de Marrakech*
- HANSON J.A (1983) "contrationary devaluation, substitution in production and the role of the labor market", *journal of international economic*, Fev.
- HELPMAN E (1981) « International trade in the presence of product différenciation, economies of scale and monopolistic competition, A Chamberlin-Heckscher-Ohlin » *Journal of International Economies*.
- HERITEAU (L) M.F (1986)"Le F.M.I et les pays du tiers monde", PUF.  
(avec la collaboration de C.Chavagneux, 1991)
- HIRSCHMAN A O (1949) "devaluation and trade balance: a note", *Review of economics and statistics*, Fev.
- HIRSCHMAN A O (1974) "Stratégie de développement économique" Ed Ouvrière.
- HIRSCHMAN A O (1984) « L'économie comme science morale et politique » Galimard, le Seuil.
- HUGON P.H (1984) "Crise économique et vulnérabilité externe en Afrique Sub-Saharienne" *Cahiers de l'ISMEA, série P*, n° 28.

- HUGON P.H (1985) "la crise financière en Afrique Sub-Saharienne et l'intervention du F.M.I" cahier du CERNEA, n°13.
- HUGON P.H (1987) "les jeux économiques et les enjeux des politiques orthodoxes en Afrique: le cas de Madagascar et du Nigéria" Tiers-Monde, Janv-Mars.
- HUGON P.H (1988) "Politique d'ajustement et répartition des effets" Communication au séminaire Banque Mondiale-LAREA, Paris 16 Mars.
- HUGON P.H (1990) "L'impact des politiques d'ajustement sur les circuits financiers informels Africains" Revue Tiers Monde; n° 122; Avr-Juin.
- HUGON P.H (1991) "la pensée Française en économie de développement" Revue d'économie politique, n°2 Mars/Avr.
- HUGON P.H (1993) « l'économie de l'Afrique » Repères; la Découverte.
- HUGON P.H (1995) « L'Afrique des incertitudes », PUF
- JACQUEMOT P (1989) "Rôle du taux de change dans l'ajustement d'une économie à faible revenu", Revue tiers monde, Avr/Juin.
- JACQUEMOT P et M RAFFINOT (1985) "l'accumulation et développement, dix études sur les économies du tiers-monde" Paris, l'Harmattan.
- JOHNSON O.E.G (1976) "The exchange rates as an instrument of policy in developing countries" I.M.F, Staff papers, juillet.
- JOHNSON C.G ET AL (1985) "formulation of exchange rate policies in adjustment programs" I.M.F, Occasional Papers, Août.
- JOSHUA G et P ISARD (1991) "Currency convertibility and the transformation of centrally planned economies" Occasional Paper, n° 81.
- KADMIRI A (1988) "Economie et politique industrielle au Maroc".
- KATSELI L T (1983) "Devaluation: a critical appraisal of I.M.F's policy prescription", American Economic Review, n° 2, Mai.
- KENEN M.P (1991) "La convertibilité des monnaies n'est pas une fin en soi"; Bulletin du F.M.I; 8 Avr.
- KHAN M et M D KNIGHT (1982) "some theoretical and empirical issues relating to economic stabilisation in developing countries", World development, Sept.
- KILLICK T (1981) « Extent causes and consequences of disequilibria in developing countries » ODI Working Paper
- KILLICK T (1984) "The quest for economic stabilisation: the I.M.F and the third word" O.D.I Working Paper.
- KINDELBERGER C P (1967) "Foreign trade and the national economy" New Haven, Yale Université Press; collection .studies in comparative economics
- KINDELBERGER C P (1963) « International Economics ».
- KINDELBERGER C P et LINDER (1981) "Economie internationale" Economica
- KINNON M (1987) "Monetary and exchange rate policies for international finance stability: a proposal" journal of economic perspectives, n°1 .
- KMAN M.S (1974) "import and export demand in developing countries" I.M.F, Staff Papers, Nov.
- KREININ M.E (1967) "price elasticities in international trade", R.E.S.
- KRUGMAN P et L TAYLOR (1978) "contractionary effects of devaluation", journal of international economics, n°8.
- KRUEGER A O (1974) « The role of home goods and money in exchange rate adjustment » International Trade and Finance.
- KRUEGER A O (1983) « Trade and Employment in developeng countries.
- KRUEGER A O (1985) "la détermination des taux de change" Economica,
- LAFAY G (1976) "compétitivité, spécialisation et demande mondiale", Economie et statistique, n°80.

- LAFAY G (1980) "la nouvelle spécialisation des grands pays industrialisés", économie prospective internationale, n°1, Janv
- LAFAY G (1984) "Pour des taux de change de référence" Economie prospective internationale n°17.
- LAFAY G (1985) "une référence pour les taux de change à moyen terme", Economie prospective internationale, n°24, 4è trimestre
- LAFAY G (1987) "Avantage comparative et compétitivité", Economie prospective internationale, n°29, 1è trimestre.
- LANCASTER K (1966) « A new approach to consumer theory » Journal of Political Economy.
- LEFOURNIER P (1986) "Faut-il dévaluer?", l'expansion, Mars.
- LEYMARIE SERGE-JEAN TRIPIER (1992) "Maroc, prochain dragon" Ed EDDIF.
- A.Lewis (1956) "The theory of economic growth" St Leonards (Australie) Allen and Unwin Ltd
- LINDER P H (1986) "Economie internationale" Economica.
- LOUKAS S (1992) "Taux de change de référence et système monétaire international" Economica.
- LOUKA T K (1983) "dévaluation: a critical appraisal of the I.M.F's policy prescriptions", American Economic Review, n°2, Mai.
- MACHLUP (1958) "Relative prices and aggregate spending in the analysis of devaluation" American Economic Review, Juin
- MACIEJEWSKI E B (1983) "Real effective exchange rate indices: A re-examination of the major conceptual and methodological issues" IMF staff papers. sept.
- MAMATY I (1989) "Quelques expériences de dévaluation en Afrique Sub Saharienne" dans "Endettement et environnement Africain: au delà de l'ajustement" Environnement Africain, n° 25, 26, 27, 28.
- MAGEE S P (1973) "Currency, Pass-Through and devaluation" BPEA, n° 1.
- MARSHALL A (1965) "Money credit and trade" Collection Reprints of economic classics.
- MARSHALL A (1890) « Principles of economic politique » Giard. (Traduit de l'Anglais par F. Sauvaire Jourdan; Paris Gordon and Breach 1971).
- MARCY G (1976) "économie internationale" PUF.
- MATOUK J (1986) "Contre la dévaluation", La tribune de l'expansion, Mars.
- MATOUK J "Inutile dévaluation", Expansion, n°204.
- MATOUK J "Dévaluations manquées, pourquoi?", Expansion, n° 214.
- MAUTORT (de) L (1980) "de la spécialisation au taux de change" Economie prospective internationale.
- METZLER (1948) « The theory of international trade ».
- R.MOSSE (1970) "problèmes monétaires internationaux au tournant des années 70" Ed Payot.
- NEGISHI T (1968) "approaches to the analysis of devaluation", International Economic Review 9, n° 2, June.
- Omar Raïssouni (1986) "Financement et ajustement des comptes extérieurs: étude centrée sur les pays du Maghreb 1974-1984" Thèse de Doctorat; Université de Paris Villetaneuse.
- OPPENHEIMER P M (1974) « Non traded goods and balance of payments: A historical note » Journal of Economic Literature.
- ORLEANS A (1985) "spécialisation et taux de change: une vue d'ensemble", économies et sociétés, Série HS, 29, n°4.
- PASCON P et MENNAJI (1986) « Les paysans sans terre au Maroc » Ed Toubkal, Casablanca
- PERROUX F (1982) "Qu'est ce qu'être compétitif" in J.L.Reffers (ed); Economie et Finance internationales; Donod.

- PLANE P (1984) "Afrique sud-saharienne: analyse du déséquilibre de change des monnaies" centre d'études et de recherches sur le développement international oct.
- PLANE P "Taux de change d'équilibre en économie sous développée: essai de détermination pour 10 pays d'Afrique de l'Ouest"; Thèse de 3<sup>e</sup> cycle; Clermont Ferrand.
- PLANE P (1986) "L'évolution tendancielle des taux de change" CERDI, Clermont Ferrand.
- PLIHON D (1991) "les taux de change" Ed la découverte.
- POLLAK J.J et C CHANG (1959) "effect of exchange depreciation on a country's export price level", Staff Papers 1, Fev.
- PORTER M.E (1993) « L'avantage concurrentiel des nations » Interédition.
- RHOMBERG R.R (1976) "Indices of effective exchange rates indices", I.M.F, Staff Papers, Mars.
- ROBINSON J (1975) « l'économie de la concurrence imparfaite » Dunot.
- RONIN J.P (1985) "Une dévaluation, pourquoi pas?", La vie Française, n° 2116, Dec.
- ROLLET P.H (1987) « Spécialisation internationale et intégration Européenne » Economica.
- ROSE T "Afrique Sub-saharienne, de la crise au redressement", Paris, OCDE.
- ROSSIGNOL P.H (1975) "Quelques reflexions sur les risques et avantages à moyen terme des changes flottants" Revue Banque; n°344; Octobre.
- ROUX D (1972) "la dévaluation" Ed Repère.
- RUSINAK M (1981) "taux de change: l'avenir des ajustements", L'économie, 30 Mars.
- SALAH DINE M (sous la direction) "L'emploi invisible au Maghreb" SMER, 1991
- SAMUELSON P (1994) "Theoretical notes on trade problems", Review of economic and statistics, May.
- SINKAM N.S.C (1979) "les pays candidats au processus de développement dans la jungle du nouveau système international de taux de change" Economica, Paris.
- SINKAM N.S.C (1991) "le SMI: les pays candidats au processus...", PUF.
- SIROEN J.M (1986) « discrimination des prix, différenciation des produits et échanges internationaux » Revue Economique; n° 3 Mai.
- SIROEN J.M (1988) La théorie de l'échange international en concurrence monopolistique: une comparaison de modèles" Revue Economique; n°3 Mai
- SIROEN J.M (1993) "Marchés contestables: différenciation des produits et discrimination des prix" Revue Economique, n°3 Mai.
- SRIKAH A (1981) "la portée de la dévaluation dans les économies faibles", Lamalif, n° 123, Fevr/Mars.
- TINBERGEN J (1946) "Some measurements of elasticities of substitution" Rev of Economic and statistics".
- TINBERGEN J (1954) "L'économétrie" Centre d'études économiques: études et mémoires; Armand Colin.
- VERNIER M (1991) « Economie du tiers monde » Economica.
- WILLIAMSON J (1987) "Exchange rate management of the target zones", American Review, Mars.

### **Pour l'étude du cas du Maroc, nous avons exploité:**

\*Les rapports de la Banque Mondiale: rapport sur le développement et rapports annuels; les publications du F.M.I.

"la situation économique du Maroc"; émanant jusqu'en 1980 du Ministère du plan, de la formation des cadres et de la formation professionnelle; de la direction de la statistique à partir de 1981;

\*les rapports de Bank al Maghrib;

\*les rapports de l'office des changes "statistiques des échanges extérieurs du Maroc", division des études et de la BP;



- \*les "annuaires statistiques du Maroc", Ministère du plan, direction de la statistique;
- \*"le Maroc en chiffre"; 1979, secrétariat d'Etat chargé du plan et du développement;  
1980, Ministère du plan et du développement régional;  
1981 et 1982, Ministère du plan, de la formation des cadres et de la formation professionnelles;  
1983, Ministère du plan, édité par la direction du développement de la BMCE;  
de 1984 à 1990, Ministère du plan;  
à partir de 1991, Ministère des affaires économiques et sociaux;
- \*"conjoncture économique, situation et tendance" publication trimestrielle de la direction de la statistique, Ministère du plan;

## TABLE DES MATIERES:

Introduction générale-----	1
----------------------------	---

### Partie I: Le cadre de l'analyse: une réflexion théorique.

#### Chapitre I: Le rôle de la dévaluation dans le rétablissement de l'équilibre extérieur: les conditions d'une réussite.

Introduction:-----	17
Section I: Le cadre théorique de base:-----	19
Section II: Les effets de déplacement des ressources vers le secteur des biens échangeables attribués à la dévaluation-----	24
La profitabilité du secteur des biens échangeables-----	25
§1: Le contenu en importation de l'offre-----	26
§2: l'indexation des revenus sur l'évolution des taux de change-----	27
§3: les difficultés à confectionner un taux de change "d'équilibre"-----	36

#### Chapitre II: Les effets de la dévaluation sur le solde commercial.

Introduction:-----	42
Section I: Origine économique des diverses valeurs des élasticités-----	42
§ I: fondement théorique du modèle-----	44
§2: les valeurs critiques des élasticités-----	46
Section II: les effets de la dévaluation sur les recettes d'exportation-----	53
§ 1: Conséquences et origine de l'élasticité de la courbe de demande étrangère:-----	53
1: l'élasticité de la courbe de demande étrangère-----	53
2: l'inélasticité de la courbe de demande étrangère-----	58
§ 2: Conséquences et origines de l'élasticité de la courbe d'offre nationale:-----	61
1: L'inélasticité de la courbe d'offre nationale-----	61
a: Le plein emploi:-----	62
b: La position monopolistique:-----	63
2 L'élasticité de la courbe d'offre nationale d'exportation-----	64
Section III: Les dépenses d'importation-----	69
§ 1: Mouvement de la courbe de demande nationale-----	70
§ 2: Mouvement le long de la courbe d'offre étrangère-----	71
Conclusion:-----	74

## **Partie II: critique théorique-----76**

### **Chapitre III: "Commentaires" sur l'approche en termes des élasticités.**

Introduction:-----	77
Section I: Signification des courbes d'offres et de demande d'importations et d'exportations:-----	79
§ 1: Principes:-----	79
§ 2: Examen des différentes courbes:-----	80
1: Courbe de demande nationale d'importation:-----	80
2: Courbe d'offre nationale d'exportation:-----	82
3: Courbe de demande étrangère d'exportation:-----	83
4: Courbe d'offre étrangère d'importation:-----	83
Section 2: Hypothèses de courte ou de longue période:-----	87
§ I: Courbe d'offre décroissante plus inclinée que la courbe de demande:-----	90
§ 2: Courbe d'offre décroissante moins que la courbe de demande-----	94
Section III: Caractère partiel de l'approche des élasticités:-----	96

### **Chapitre IV: Valeur des conclusions de l'approche des élasticités dans les PSD.**

Introduction:-----	100
Section I: Evolution de la demande d'importation-----	103
Section 2: Evolution de la demande d'exportation-----	105
Section 3: Evolution de l'offre d'exportation-----	109
Section 4: Un appareil de production peu diversifié ne peut répondre aux incitations du système de prix-----	115
Conclusion-----	122

## **Partie III: critiques théoriques : confrontation de la théorie à des données factuelles-134**

### **Chapitre V: L'impact de la dévaluation dans le cas du Maroc.**

Introduction-----	135
Section I: Taux de change et évolution des échanges extérieurs-----	146
§ I: Taux de change et évolution de la demande d'importation-----	150
§ 2: Taux de change et évolution de l'offre d'exportation-----	154
A: Les obstacles entravant la croissance des exportations-----	154
B: Evolution des exportations-----	158
Section II: Taux de change et évolution de la balance des paiements courants-----	164
§ 1: L'impact de la dévaluation sur le transfert des travailleurs à l'étranger-----	164

§ 2: L'impact de la dévaluation sur le tourisme ou les exportations invisibles-----	167
Conclusion: Appréciation critique du solde du compte courant extérieur-----	171
<b>Conclusion générale</b> -----	176
<b>Annexes</b> -----	190
Annexe 1-----	190
Annexe 2-----	197
Annexe 3-----	198
Annexe 4-----	203
<b>Références bibliographiques</b> -----	216
<b>Table des matières</b> -----	223

